21, square Saint-Charles
75012 Paris
Dépôt légal : janvier 2012
ISBN : 978-2-84736-642-6
Imprimé en France par la Source d'Or

Mohamed Sifaoui

HISTOIRE SECRÈTE DE L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

L'État-DRS

nouveau monde éditions

L'armée ne doit être que le bras de la nation, jamais sa tête.
Pio Baroja

Avertissement

Écrire un livre sur les services secrets algériens a nécessité près de quatre années de recherches, de vérifications, d'enquêtes et de rencontres avec des cadres ayant exercé au sein de la Sécurité militaire ou dans des institutions algériennes. Je n'ai plus remis les pieds dans mon pays d'origine depuis octobre 1999. Par conséquent, toutes les interviews ont été réalisées en dehors de ce pays, la plupart en France, d'autres dans des capitales occidentales ou arabes. Pour des raisons évidentes de sécurité et afin de garantir l'anonymat requis par tous ceux qui ont accepté de répondre à mes sollicitations, je ne donnerai pas les circonstances dans lesquelles se sont déroulées ces rencontres ni les lieux où ont été réalisés les entretiens ayant nourri cet ouvrage.

Ceux qui ont bien voulu s'exprimer devant moi pour les besoins de ce livre – et je les remercie de leur confiance – l'ont fait, car ils estiment que ce pays où ils vivent encore doit non seulement sortir du marasme dans lequel il est plongé par la faute de ses dirigeants, mais aussi s'agripper, à l'heure du « printemps arabe », au train de la démocratie. Mais en même temps, ils n'ignorent guère les risques encourus par ceux qui osent défier un régime ayant fait de la chape de plomb, du silence et de l'opacité un mode de gouvernance.

D'autre part, j'ai voulu restituer fidèlement, après quelques recoupements et vérifications, les révélations qui m'ont été faites et qui, parfois, contredisent des thèses que j'ai dû personnellement défendre, par le passé, au regard d'éléments incomplets alors à ma disposition. Le souci de voir la vérité se manifester,

le devoir d'informer et la probité intellectuelle qui doit animer chaque auteur m'ont poussé à ne pas orienter le présent ouvrage en direction de positions personnelles, mais vers une quête de la vérité. Je pense que les Algériens, et à un degré moindre, l'opinion internationale, confrontés, depuis l'indépendance du pays, à un régime falsificateur, ont le droit de tout connaître de l'histoire de cette Algérie meurtrie par la sauvagerie intégriste, mais aussi par une violence institutionnelle au service de la mauvaise gouvernance, du pouvoir personnel et des intérêts claniques.

Ayant écrit un pamphlet documenté sur le président Abdelaziz Bouteflika[1], je tenais donc à compléter ma démarche à travers cette enquête sur l'histoire des services secrets algériens, détenteurs d'une grande partie du pouvoir et responsables de cette situation exsangue dans laquelle se trouve l'Algérie qui célèbre en 2012 son demi-siècle d'indépendance.

Mohamed Sifaoui

1. Mohamed Sifaoui, *Bouteflika, ses parrains et ses larbins*, Encre d'Orient, mai 2011.

Introduction

À l'heure où les Algériens espèrent un profond changement politique et aspirent à la démocratisation effective de leur pays, au moment où les « révolutions arabes » emportent sur leur passage, tels des tsunamis, autocrates, despotes et régimes dictatoriaux qualifiés, durant de longues années, d'indéboulonnables, en cette époque de bouleversements, de refondations et de mise en place de nouvelles traditions censées induire une meilleure gouvernance dans le « monde arabe » et, dans le cas de l'Algérie, à la veille de la très symbolique célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance (le 5 juillet 2012), qui va clore un segment d'un demi-siècle de l'histoire récente de cette jeune nation, il est important d'évoquer les questions les plus taboues afin que toute éventuelle reconstruction se fasse sur des bases saines et non pas sur un socle de mensonges, de contrevérités et de travestissement ou de manipulation de l'histoire, tel que ce fut le cas depuis l'accession à la souveraineté nationale. Honoré de Balzac disait, dans ses *Illusions perdues* : « Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements[1] ». C'est cette dernière, à tout le moins, des pans dominants de celle-ci, que ce livre se propose de raconter dans le but de mieux comprendre les raisons profondes qui ont empêché l'Algérie, pays pourtant aux multiples atouts, de s'accrocher au train du progrès et de la modernité, et d'accé-

1. Honoré de Balzac, *Illusions perdues* (1837-1843), éditions Garnier-Flammarion, 1966.

der aux aspirations légitimes d'un peuple faisant face à une situation qui ouvre souvent droit au désespoir et au mal-être.

De ce point de vue, il était nécessaire de revenir sur l'un des mythes ayant forgé le pouvoir algérien depuis l'indépendance, voire bien avant. L'évocation du rôle joué par les services de renseignement au sein du « système[1] » est un passage obligé si l'on veut cerner les contours de ce régime singulier et atypique. Son originalité, il la tient de la mise en place d'une norme politique mi-civile, mi-militaire, qui, à la vérité, n'est incarnée ni par un seul homme ni par une seule institution. Mis à part sous l'ère du très charismatique Houari Boumediène[2] quand celui-ci, à lui seul, représentait le pouvoir avec autoritarisme, le système algérien a plutôt privilégié l'horizontalité et non la verticalité, puisque la décision est aujourd'hui entre les mains de trois principaux pôles qui constituent une sorte de *tricéphalisme* du régime : présidence, état-major de l'armée, services de renseignement.

Dans les faits, et nous le constaterons tout au long de cet ouvrage, il n'y a, au-delà des aspects formels, aucune véritable hiérarchie entre les trois centres de gravité. Ce sont des rapports de force fluctuant au gré des contextes et des conjonctures qui décident de la prééminence de telle institution sur une autre. Il est donc clair que lorsque nous évoquons le pouvoir algérien, nous ne traitons pas d'un système similaire à celui mis en place, à leur époque, par Ben Ali[3] en Tunisie, Kadhafi[4] en Libye ou

1. Les Algériens désignent souvent leur régime par les termes « système » ou « pouvoir » tant celui-ci, à travers sa constitution quasi nébuleuse et opaque, ne laisse pas apparaître les vrais « décideurs ».
2. Houari Boumediène, de son vrai nom Mohamed Boukharouba, est né en 1932, près de Guelma. Il rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) en 1955 et deviendra, à l'indépendance, le chef des armées. En 1965, il prend le pouvoir par la force et présidera l'Algérie jusqu'à son décès en décembre 1978.
3. Zine El Abidine Ben Ali est né en 1936 à Hammam Sousse (Tunisie). Après avoir occupé plusieurs postes au sein des services de sécurité et celui de ministre de l'Intérieur, il dépose pour « raisons médicales » son prédécesseur Habib Bourguiba le 7 novembre 1987. À la tête d'un État policier durant plus de 33 ans, il est renversé par une révolution populaire et quitte la Tunisie, le 14 janvier 2011, pour se réfugier en Arabie saoudite.
4. Mouammar Kadhafi est né en 1942 à Syrte. Militaire de formation, il renverse le 1er septembre 1969 le roi Idriss 1er. Âgé alors de 27 ans, il gardera le pouvoir jusqu'au

Moubarak[1] en Égypte. Le régime algérien est d'une inextricable complexité tant et si bien que si les dirigeants font parfois les chefs de l'armée et de la police politique, ces derniers ont les moyens (et le pouvoir), eux aussi, de désigner ou de démettre des présidents, des Premiers ministres ou des membres du gouvernement. D'autre part, les responsables des trois pôles, déjà évoqués, constituent ce qu'un ancien haut fonctionnaire qualifie de « conseil d'administration », une sorte de cabinet permanent et informel, chargé de prendre les décisions les plus stratégiques et dans lequel le patron de la Sécurité militaire[2] (SM) figure constamment en très bonne place. Les cadres supérieurs les plus influents du moment siègent également au sein de cette structure qui n'existe dans aucun organigramme, aucun document officiel et dont l'existence n'est validée par aucun texte législatif ou constitutionnel.

Aussi, et au regard de ce qui précède, le sujet relatif à la Sécurité militaire devait-il être examiné avec froideur, recul et profondeur. Les services algériens ne sont pas blancs ou noirs. Ils ne sont pas, non plus, « coupables » ou « innocents ». Il ne s'agit donc pas de réaliser un ouvrage à charge ou à décharge. L'objectif de ce livre est d'abord de faire connaître une partie de la trajectoire secrète de la SM, de revenir sur son histoire et de révéler, parfois, les graves dérapages – c'est un euphémisme – qui

déclenchement de la révolution libyenne, soutenue par les puissances occidentales. Il sera abattu par la rébellion, le 20 octobre 2011, au moment de son arrestation, et enterré dans un lieu tenu secret.
1. Mohamed Hosni Moubarak est né en 1928 dans le Delta du Nil. Ayant fait une carrière dans l'aviation égyptienne, il gravit les échelons jusqu'à devenir vice-président du temps d'Anouar Al-Sadate. Après l'assassinat de ce dernier par les islamistes, en 1981, Hosni Moubarak est désigné président de la République par ses pairs militaires. Il gardera le pouvoir jusqu'à sa chute, le 11 février 2011, à la faveur de la révolution égyptienne.
2. La Sécurité militaire (SM) rebaptisée, depuis 1990, Département du renseignement et de la sécurité (DRS) a eu, tout au long de ces cinquante dernières années, plusieurs appellations. N'empêche, l'inconscient collectif algérien continue d'utiliser très souvent les initiales SM. Nous nous autoriserons donc souvent à employer ce dernier sigle même si les périodes sont parfois inappropriées et même si la dénomination n'a cessé d'évoluer.

sont à inscrire parmi les zones sombres, non pas uniquement de cette structure, mais du pouvoir algérien dans sa globalité. Ce régime n'a eu de cesse d'user de méthodes condamnables, notamment pour venir à bout de quelques opposants et s'assurer ainsi la mainmise sur les institutions et, par ailleurs, sur une rente qui a permis à plusieurs caciques du régime, qu'ils soient civils ou militaires, de s'alimenter abondamment au point de se garantir des richesses indécentes.

L'histoire de la SM est intimement liée à celle du système politique. Certains opposants, comme le journaliste Mohamed Benchicou[1], n'hésitent pas à parler aujourd'hui de « l'État-DRS » ou de « l'État-SM » pour expliquer à quel point, quelquefois, sinon en tout temps, les services algériens font corps avec l'État quand ils ne sont pas celui-ci. La Sécurité militaire représente un organe vital du régime. Elle est à la fois sa matière grise, son bras armé, son garde du corps et son chargé des « sales besognes ». C'est cet organe qui est le garant de la doctrine du système : un gardien du temple qui a empêché, jusque-là, la démocratisation du pays tout en fermant les yeux, trop souvent, sur une corruption endémique qui gangrène institutions et entreprises algériennes[2] et qui met en cause, régulièrement, certains caciques du pouvoir et leurs proches.

Désignée par ces deux lettres (SM) qui continuent, à ce jour, de terrifier la société, de faire parfois fantasmer observateurs occidentaux et opinions publiques internationales, l'agence

1. Mohamed Benchicou était directeur du quotidien algérien *Le Matin*. Il fut arbitrairement emprisonné de 2004 à 2006 pour avoir publié un pamphlet sur le président algérien : *Bouteflika, une imposture algérienne*, Le Matin éditions – Jean Picollec, 2004.

2. Dans l'indice de perception de la corruption, contenu dans le rapport de l'ONG *Transparency International*, l'Algérie est classée à la 92e place dans un tableau où figurent 180 pays. Elle est moins bien classée que le Botswana (36e), Cuba (65e), Madagascar (85e) avec un intervalle de confiance de 2,9 à 3,4. À la première place, on retrouve le Danemark (pays considéré comme le moins corrompu) et à la 180e position, la Somalie. *In Rapport mondial sur la corruption 2009*, Transparency International, Nouveau Monde éditions, 2009. La situation en matière de corruption ne cesse de se dégrader puisqu'en 2010, l'Algérie a été classée par la même ONG à la 105e place et, en 2011, on la retrouve à la 112e position.

algérienne a incontestablement joué le rôle de colonne vertébrale au sein de l'État. La SM est cependant l'une des « maisons » les plus mystérieuses, probablement l'une des moins connues dans le monde du renseignement. Dans cette institution, le cloisonnement se mêle à l'opacité et le secret se confond avec un pesant black-out qui pousse par exemple les responsables du régime à estimer qu'il serait de l'ordre du blasphème de citer le nom du patron des services de renseignement. On ne peut pas certifier que les différents chefs d'État algériens aient contrôlé cette structure ou que ces derniers ont tous été contrôlés par elle. Faut-il d'ailleurs affirmer que la Sécurité militaire algérienne est au service de l'État qu'elle est censée protéger ou serait-il plus juste d'attester que c'est celui-ci qui est au service de cette institution ? La réponse à cette question essentielle se dessinera d'elle-même au fil des pages qui vont suivre. Nous reviendrons non seulement sur l'histoire de cette agence de renseignement, mais aussi sur le rôle de police politique joué par celle-ci pour contrôler et verrouiller la vie publique algérienne et servir ainsi les intérêts des pouvoirs autocratiques qui se sont succédé depuis l'indépendance. Ce même outil répressif s'érigera plus tard en « rempart » contre la mise en place d'un régime théocratique, mais également, en une seconde phase, en redoutable acteur dans la lutte antiterroriste, se souciant très peu de la vie humaine.

Nous évoquerons aussi des aspects plus classiques, notamment l'utilisation de cet instrument, tout au long de l'histoire de ce pays, par une diplomatie qui se voulait « dynamique et ambitieuse », particulièrement durant les années 1970 quand l'Algérie se targuait d'être le leader du tiers-mondisme.

Ce livre, produit d'une longue enquête, a pour ambition de répondre à une série de questions qui concernent la vie politique algérienne et la mission assurée au sein de celle-ci par cette fameuse Sécurité militaire. Par ailleurs, nous reviendrons sur les relations, parfois excellentes, d'autres fois tumultueuses, entre ce service d'espionnage et ses homologues français, marocain, américain, etc.

L'objectif escompté, à travers les pages qui vont suivre, est de mieux cerner non seulement le rôle de cette structure dans l'histoire du Mouvement national algérien durant la guerre de libération et son utilisation, plus tard, comme outil de surveillance et de répression visant à garantir la stabilité et la pérennité d'un régime autocratique.

I – Le MALG : Des services secrets avant la naissance d'un État (1956-1962)

Abdelhafid Boussouf : le père fondateur

Pour comprendre la philosophie et le fonctionnement de la Sécurité militaire algérienne dans sa version contemporaine et afin de cerner les raisons de l'omniprésence de celle-ci dans les champs politique, économique, social, culturel et médiatique, et dans le but de mieux analyser les méthodes, devenues traditionnelles, de cet organe de sécurité, il est nécessaire de revisiter les circonstances et le contexte ayant donné naissance à ce service et de revoir ensuite l'évolution de ce même service tout au long des cinquante dernières années. Cette approche serait probablement la plus apte à nous montrer la nature réelle de l'institution.

Les conditions de naissance des services secrets algériens doivent par conséquent être analysées et appréciées à travers ce contexte singulier. De ce point de vue, les entretiens réalisés, les travaux d'historiens revisités et les différentes recherches effectuées, pour les besoins de cet ouvrage, ont permis de recueillir des informations fort intéressantes, parfois inédites, à la fois sur le caractère et sur l'âme de ce service de sécurité qui est né, faut-il le préciser, dans une période où le mouvement indépendantiste et nationaliste, incarné principalement par le duo FLN/ALN[1] – Front de libération nationale et Armée de libération nationale –,

1. Le MNA, le Mouvement national algérien, créé par Messali Hadj, en novembre 1954, en opposition au FLN, était une autre composante du Mouvement national. Certains de ses militants finiront par rejoindre le FLN tandis que d'autres en deviendront ses farouches opposants durant les premières années de la guerre de libération. Des règlements de comptes fratricides auront parfois lieu dans les maquis et sur le territoire français entre les deux frères ennemis et c'est le FLN qui s'imposera finalement, par la force, comme le représentant exclusif de la cause nationale. En sept années, cette guerre interne aurait causé 10 000 morts.

voulait se doter d'un instrument de renseignement afin d'essayer de faire face à la puissance coloniale.

Gardons à l'esprit que l'Algérie est l'un des rares pays au monde à s'être muni d'un outil de renseignement avant de disposer d'un État. Les services algériens sont nés avant l'indépendance, en d'autres termes avant la naissance de l'État-nation. C'est là un premier aspect qu'il faudra nécessairement prendre en considération, car, en contribuant, au sein du dispositif FLN/ALN, à l'accession à la souveraineté nationale, cette structure a intégré dans son inconscient l'idée qu'elle possédait une « légitimité » supérieure à celle de l'État, voire qu'elle serait celui-ci, sinon sa colonne vertébrale. Longtemps, le duo constitué par le FLN et l'ALN, devenue Armée nationale populaire (ANP) après l'indépendance, a fonctionné avec un raisonnement identique. Aussi, la légende selon laquelle l'État, la nation et le peuple devaient tout au seul trio FLN (le parti), ALN/ANP (l'armée), MALG/SM (les services) a été érigée en mythe au point de se transformer en une vérité quasi ethnologique qui ne devait être l'objet d'aucune réflexion, d'aucun débat, ni d'aucune contestation.

L'autoritarisme ambiant a décrété qu'au nom de « la légitimité historique », ces trois pôles devaient être, pendant de longues années, les détenteurs exclusifs du pouvoir et qu'il n'incombait qu'à eux seuls de définir l'idéologie de celui-ci, de choisir les orientations politiques et économiques et de décider de la répartition des richesses du pays.

Si le discours de l'État indépendant plaçait en avant le slogan officiel : « la révolution par le peuple et pour le peuple », mettant ainsi en évidence le fait que la décolonisation du pays ne fut possible que parce qu'il s'agissait d'une volonté populaire, dans les faits, cette « révolution » devenait, avant tout, la propriété de ceux qui l'avaient peu ou prou dirigée et qui avaient réellement ou supposément participé à la rendre effective et à ceux qui, entre 1954 et 1962, figuraient dans les listings soit du FLN soit de l'ALN et de ses services de renseignement. En vérité, beau-

coup d'Algériens s'en rendront compte, cette révolution appartenait surtout à ceux qui l'avaient confisquée.

Le 1er novembre 1954 éclatait, en effet, ce que la mémoire collective française appellera bien plus tard « la guerre d'Algérie », et ce qui sera pour les Algériens une « lutte pour l'indépendance ».

Ce combat était incontestablement de nature révolutionnaire, car après plus d'un siècle de colonisation qui avait fait de ce territoire « trois départements français », quelques dizaines d'hommes décidèrent de changer le cours des choses et de revendiquer une indépendance pleine et totale.

Le renseignement étant un élément central en tant de paix, il devient vital en tant de guerre. Cette maxime enseignée dans tous les instituts d'études politiques et dans toutes les écoles militaires a été très vite respectée par les indépendantistes et notamment par Abdelhafid Boussouf[1], celui qui est considéré aujourd'hui comme le « père des services secrets algériens ».

Dès les premiers mois de l'insurrection armée lancée par le FLN, l'organisation avait structuré le maquis d'abord en cinq, puis en six régions[2], appelées *wilaya*, ce qui pourrait être traduit littéralement par « département » ou par « préfecture ».

Équipés de moyens rudimentaires, souvent inexpérimentés, les premiers maquisards seront parfois décimés par la puissance des forces françaises. C'est ainsi, par exemple, que périront, quelques semaines après le début des hostilités en novembre 1954, les trois quarts des membres de la wilaya V, la plus vaste de toutes, couvrant l'ouest du pays, région s'étalant d'Oran à Tlemcen et s'engouffrant dans le Sud-Ouest jusqu'aux confins du désert. Sur une soixantaine de maquisards, une dizaine seulement réussira à échapper à la traque française et à se replier vers le territoire marocain. D'abord dans la ville côtière de Nador (sous occupation espagnole à l'époque), ensuite à Oujda,

1. Abdelhafid Boussouf est né en 1926 dans l'est du pays. Il sera, comme nous le verrons tout au long de ce chapitre, le père fondateur des services algériens. Il décédera d'une crise cardiaque le 31 décembre 1980.
2. Le nom de wilaya VII désignera, par la suite, la Fédération de France du FLN.

située à une quinzaine de kilomètres de la frontière algérienne[1], les combattants de l'Ouest algérien ne tarderont pas à faire de l'Est marocain notamment leur principale base de repli. Nador et Oujda, deux petites villes peuplées alors de moins de 50 000 habitants, allaient très vite devenir non seulement les bases arrière des membres de la wilaya V, mais également les lieux de naissance du premier service de renseignement algérien et, plus tard, en 1960, l'un des deux sièges, avec Ghardimaou en Tunisie, de l'état-major général (EMG) de l'ALN.

Toujours est-il que cette rapide évolution paraissait impossible au début de l'insurrection armée. Et pourtant, sur la dizaine d'hommes que comptait la wilaya V à la fin du mois de novembre 1954, trois seront des figures historiques de la révolution algérienne : Mohamed Boudiaf[2], Larbi Ben M'hidi[3] et Abdelhafid Boussouf.

Le premier jouera davantage un rôle politique avant son arrestation qui interviendra deux années plus tard. Ben M'hidi sera, au début de la guerre, le chef de cette région et Boussouf son

1. Notons que si les membres du FLN s'établirent d'abord à Nador, alors sous occupation espagnole comme une grande partie du Nord marocain, c'est parce que le reste du territoire était encore sous protectorat français. Ce n'est qu'après l'indépendance du pays, le 7 mars 1956, que les dirigeants de l'ALN installeront l'une de leurs principales bases arrière à Oujda. L'Espagne restituera à son tour les territoires qu'elle contrôlait au souverain marocain Mohamed V en avril 1956.

2. Mohamed Boudiaf est né en 1919 à M'sila. Il est l'un des fondateurs historiques du FLN et l'un des principaux animateurs de la guerre de libération. Il sera arrêté en 1956 et libéré à l'indépendance de l'Algérie. Il choisira de devenir opposant au régime de Ben Bella, ensuite à celui de Boumediène. Il vivra en exil jusqu'en 1992. Il reviendra dans des conditions particulières que nous verrons plus loin pour présider aux destinées de l'Algérie. Le 29 juin 1992, il sera assassiné par un membre des forces spéciales algériennes.

3. Mohamed Larbi Ben M'hidi est né en 1923 dans l'Est algérien. Il s'engage dès l'âge de 16 ans dans le Mouvement national algérien, d'abord au sein des scouts musulmans, ensuite aux côtés du PPA, le Parti du peuple algérien, ce qui le conduira à entrer dans la clandestinité dans les années 1940. Arrêté en 1945, il sera libéré après une année de détention. Il continuera son activisme et sera l'un des chefs historiques du FLN qui décideront de lancer l'action armée le 1[er] novembre 1954. Il sera arrêté, à Alger, le 23 février 1957, par les parachutistes du général Massu, et « suicidé » un peu plus d'une semaine plus tard, dans la nuit du 3 au 4 mars, sur instruction des plus hauts responsables de l'armée française. Sa mort sera officiellement annoncée le 6 mars 1957.

adjoint. Après cette débâcle sur le plan opérationnel, Larbi Ben M'hidi s'attellera, tout comme Mohamed Boudiaf, à organiser la wilaya V, et l'un et l'autre vont multiplier les va-et-vient entre le territoire marocain et plusieurs capitales arabes, notamment Le Caire où se rendront les deux leaders du FLN pour réclamer des armes, des munitions et des moyens logistiques.

Profitant des absences répétées de son chef hiérarchique direct, Abdelhafid Boussouf devient progressivement, et presque naturellement, l'homme fort de la wilaya V qu'il commence à structurer à sa guise. Doté d'un grand charisme, sombre, autoritaire et peu loquace, mais pourvu d'un impressionnant sens de l'organisation et de la clandestinité, celui qui prend le pseudonyme de « Si Mabrouk » impressionnait ses subordonnés par un parcours militant déjà bien étoffé, par son caractère austère et son sens strict de la discipline, mais aussi par son allure : des cheveux très courts et un visage arrondi marqué par un regard sévère, à peine dissimulé sous des lunettes teintées. Il privilégiait le cloisonnement et tout manquement à ses consignes de sécurité pouvait être lourdement puni.

Engagé dès l'âge de 16 ans, en 1941, dans l'action clandestine et, plus tard, au sein de l'OS, l'Organisation spéciale[1], Boussouf apprend très vite la discrétion. Il fera partie des initiateurs de l'action armée. Vingt-deux jeunes militants déterminés, appelés par les historiens le « groupe des vingt-deux[2] », décideront, au cours de l'année 1954, de réclamer l'indépendance en rejoignant le maquis.

1. L'organisation spéciale (OS) est créée par des jeunes nationalistes en 1947. Elle effectue des opérations de sabotage et des attentats, mais la répression policière la réduit d'abord à la clandestinité avant de la démanteler en 1950.

2. Les vingt-deux indépendantistes qui s'étaient réunis à Alger, le 25 juin 1954, pour décider du début des hostilités sont : Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Othmane Belouizdad, Mohamed Merzougui, Zoubir Bouadjadj, Lyes Derriche, Boudjemaa Souidani, Ahmed Bouchaïb, Abdelhafid Boussouf, Ramdane Benabdelmalek, Mohamed Mechati, Abdesslam Habachi, Rachid Mellah, Saïd Bouali, Zighoud Youcef, Lakhdar Ben Tobbal, Amar Benaouda, Mokhtar Badji, Abdelkader Lamoudi. D'autre part, un groupe de six militants (Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Mourad Didouche et Rabah Bitat) se réunira le 23 octobre 1954 pour finaliser les derniers préparatifs de l'insurrection armée et organiser les différentes régions.

Doctement, il marquera de son empreinte le commandement de sa région et s'imposera, auprès de ses compagnons, comme un chef incontesté. En suivant une logique autoritariste, Boussouf et ses hommes dessineront progressivement la trame du système qui allait régner sur l'Algérie au lendemain de l'indépendance.

Pendant que les commandants des autres wilayas péchaient, au début de la guerre de libération, par un excès de précipitation frôlant parfois l'amateurisme, manquaient terriblement de moyens humains et matériels, Boussouf, lui, privilégiait la préparation. Il pensait ses opérations, organisait ses troupes, mettait en place des stratégies et voulait, avant tout, se pourvoir d'une véritable machine de guerre capable de faire face, techniquement notamment, à la puissance militaire française. En cet hiver 1954, la wilaya V fit peu d'opérations, Ben M'hidi et Boussouf préservaient leurs maigres ressources. Ils attendaient des armes et du matériel, mais également des hommes.

Les armes n'allaient pas tarder à arriver. Dans la nuit du 4 au 5 avril 1955, en effet, *Le Dina*, un yacht appartenant à la flottille de la princesse Dina Abdelhamid[1], alors reine de Jordanie, accostait discrètement sur une plage à proximité de Nador. À son bord, six membres d'équipage et cinq militants du FLN, dont un certain Houari Boumediène, ainsi que 13,5 tonnes d'armes, de munitions et d'explosifs.

L'embarcation avait quitté la ville d'Alexandrie trente-cinq jours plus tôt avec l'assistance des services spéciaux égyptiens, dirigés, pour les questions algériennes, par Fethi Dib[2]. Bien que repérés par les gardes-côtes espagnols après le déchargement de

1. La princesse Dina Abdelhamid fut la première épouse du roi Hussein de Jordanie entre 1955 et 1957. Son yacht fut alors utilisé à son insu par les services égyptiens qui pouvaient compter sur la complicité de l'équipage.

2. Fethi Dib est né en 1923. Il fut l'un des plus proches collaborateurs du président égyptien Gamal Abdel Nasser, plus connu sous le diminutif de Nasser. Ce dernier chargera Fethi Dib de chapeauter d'abord les opérations spéciales des services égyptiens et lui confiera ensuite la mission de suivre les « dossiers arabes ». C'est ainsi que Fethi Dib deviendra, dès 1954, le principal interlocuteur des indépendantistes algériens et l'intermédiaire entre eux et le président Nasser. Il sera donc, tout au long de la guerre d'indépendance, le patron du service chargé de suivre les « affaires algériennes ».

la cargaison, le yacht ainsi que l'équipage seront emmenés au port de Nador pour enquête. Finalement les autorités espagnoles fermeront les yeux[1] et choisiront de libérer le commandant de bord yougoslave et ses hommes.

Après cette réception d'armes (il y aura des dizaines d'opérations du même type[2]), Boussouf décide, avec Houari Boumediène, désormais son bras droit, de structurer sa wilaya en huit zones opérationnelles. Il dote chacune d'elles de cadres et de combattants. Pour ce faire, il multiplie le recrutement, notamment au sein de la forte communauté algérienne installée au Maroc (estimée à l'époque à 70 000 âmes) et auprès des populations issues de l'Ouest et du Sud-Ouest algérien (Tlemcen, Oran, Saïda, Béchar...). Au milieu de l'année 1956, la wilaya V, elle, qui était composée au début de l'insurrection de 60 membres (dont 50 furent tués ou arrêtés quelques jours seulement après le 1er novembre 1954), pouvait compter dès lors sur 2 500 hommes. Ses rangs ne devaient cesser de grossir pour atteindre à la fin de la guerre plus de 15 000 soldats sur la frontière ouest.

Le pouvoir en ligne de mire

Pour s'organiser et surtout donner une nouvelle impulsion à « la révolution » au moment où les effectifs de l'armée française en Algérie sont portés à 400 000 hommes, le duo FLN/ALN décide d'organiser, le 20 août 1956, un conclave, qui se tiendra dans une ferme dissimulée dans la région de la Soummam. Enserrée entre plusieurs montagnes de Kabylie, la vallée est constituée

1. En raison de la position française durant la guerre d'Espagne, les autorités ibériques du général Franco ne cachaient pas, à l'époque, leur animosité à l'égard de la France.

2. Les autorités françaises et les services du SDECE intensifieront leur surveillance et arriveront à intercepter quelques embarcations chargées d'armes destinées au maquis du FLN. L'opération la plus médiatisée fut l'arraisonnement en Méditerranée, le 16 octobre 1956, du cargo *Athos* contenant 100 tonnes d'armes et de munitions.

d'une sorte de couloir étroit et sinueux qui s'étend sur une centaine de kilomètres. Cette topographie très particulière, propice à l'action et aux rencontres clandestines, offrait aux indépendantistes le cadre idéal pour un congrès qui devait définir les orientations politico-idéologiques de la lutte armée. Les responsables du FLN voulaient suivre une ligne directrice commune, approuvée par la majorité des dirigeants historiques et par les différents leaders de l'insurrection. Ce conclave d'orientation politique visait aussi à pourvoir les instances du FLN et celles de l'ALN d'une direction et d'une plate-forme politique. La séance est alors présidée par Larbi Ben M'hidi, le chef hiérarchique d'Abdelhafid Boussouf. Mais en vérité, l'homme fort de ce congrès est un certain Abbane Ramdane[1], considéré, aujourd'hui encore, comme l'un des principaux architectes de la révolution algérienne. Son rôle, durant cette rencontre, sera majeur et, comme nous le verrons plus loin, sa détermination à contribuer à la construction d'un État social, doté d'une direction civile, lui coûtera la vie. C'est Abbane Ramdane qui, en effet, fera adopter, lors de la réunion de la Soummam dont il était l'artisan, deux résolutions qui auraient pu changer radicalement le cours de la vie politique algérienne si celles-ci avaient été respectées : la primauté du politique sur le militaire et la primauté de la direction FLN/ALN basée à l'intérieur de l'Algérie sur celle installée à l'extérieur[2]. Ce fut là une véritable révolution dans la révolution.

1. Abbane Ramdane est né en 1920 à Tizi Ouzou. Membre de l'Organisation spéciale (l'OS), il est arrêté en 1950 et emprisonné en France. En 1955, deux mois après le déclenchement de la lutte armée, alors qu'il était placé en résidence surveillée, il s'évade et rejoint les rangs du FLN qu'il s'attellera à organiser, notamment sur le plan politique, à partir de la capitale algérienne d'abord, avant de quitter clandestinement le territoire pour rejoindre les responsables de l'organisation basés à l'étranger et notamment en Tunisie et en Égypte.

2. Une année plus tard, en août 1957, les membres du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) se réuniront au Caire, en session ordinaire, et apporteront d'importants changements à la plate-forme de la Soummam. Entre autres décisions, ils acteront le fait qu'il n'y aura pas de primauté du politique sur le militaire, ni de différence entre l'intérieur et l'extérieur. Plus important, ils réviseront l'idéologie dominante lors du congrès de la Soummam qui défendait subtilement un principe d'une République laïque, démocratique et sociale pour préciser que « le but de

Lors de ce conclave, Abdelhafid Boussouf confortera davantage sa position au sein de l'organisation indépendantiste. Se tenant à l'écart, l'homme aux lunettes teintées et au regard sombre, qui aime calculer la portée de ses coups avant de les asséner, se garde bien, sur le moment, de dire publiquement ce qu'il pense des motions d'Abbane Ramdane. Bien qu'opposé à cette ligne qui a fait prévaloir les combattants de l'intérieur sur ceux qui, comme lui, étaient à l'extérieur, il évite cependant tout conflit ouvert avec l'homme fort du congrès. Ce qui intéresse visiblement Boussouf à ce moment-là, c'est le grade de colonel et sa nomination en tant que chef de la wilaya V. Quelques mois plus tard, en effet, il remplace Larbi Ben M'hidi, envoyé comme responsable de la « zone autonome » d'Alger par les délégués du FLN de l'étranger.

Ces derniers voulaient couper l'herbe sous les pieds d'Abbane Ramdane, celui qui osait rappeler que le politique devait primer sur le militaire, en lui ôtant le contrôle de la « zone autonome » au profit de Ben M'hidi. De profondes divergences étaient apparues au grand jour entre Abbane et certains des leaders du FLN, notamment ceux sur lesquels misait déjà le régime égyptien qui estimait que l'Algérie devait être dirigée par des ultranationalistes, attachés au principe du panarabisme. Le président Nasser[1] et ses affidés avaient décidé, à travers leurs médias et leurs diplomates, que le pouvoir à venir d'une Algérie indépendante devait échoir à Ahmed Ben Bella. C'est dire que le torchon brûlait entre ce dernier, programmé par les Égyptiens pour incarner la

la Révolution Algérienne demeure l'institution d'une République Démocratique et Sociale qui ne soit pas en contradiction avec les principes fondamentaux de l'islam », remettant ainsi en cause la ligne tracée par Abbane Ramdane.

1. Gamal Abdel Nasser, plus connu sous le nom de Nasser, est né en 1918 à Alexandrie. Avec quelques jeunes officiers, il renverse le roi Farouk en 1952. Après avoir occupé pendant deux années le poste de ministre de l'Intérieur, il décide de faire arrêter le général Mohamed Naguib qui assurait la présidence du « conseil révolutionnaire » et qui devint ainsi président de l'Égypte en février 1954. Il avait, dès le renversement du roi Farouk, initié une politique de soutien en faveur des mouvements indépendantistes arabes. Ce nationaliste, attaché au principe du panarabisme, s'érigera comme le leader du monde arabe. Il mourut en 1970 d'une crise cardiaque.

« révolution algérienne », et Abbane, personnage fort du congrès de la Soummam et défenseur d'une ligne universaliste. Ben Bella se révèlera plus tard, à la fois homme lige de Nasser et incarnation, au sein du FLN, de cette fameuse idéologie hybride, d'un côté nationaliste et empreinte de marxisme, et de l'autre islamo-conservatrice.

Au début, Boussouf adoptait une attitude de neutralité, mais en réalité, il avait déjà misé sur le poulain des Égyptiens, non pas par conviction, mais pour plaire à ces derniers et gagner leur confiance. Il n'allait donc pas tarder à faire partie du clan des colonels opposés à Abbane Ramdane.

Un mois avant le conclave, Boussouf s'était entretenu, à Madrid, dans le plus grand secret, avec Fethi Dib, le patron des « affaires arabes » au sein des services égyptiens et avait notamment sensibilisé son interlocuteur sur la nécessité d'envoyer davantage d'armes et de munitions via la ville de Nador pour alimenter les maquis de l'intérieur. Cette rencontre qui s'est étalée sur trois journées consécutives a permis à Boussouf de se faire connaître de l'homme chargé par le président Nasser de soutenir, d'orienter et de superviser la révolution algérienne.

Le commandant de la wilaya V, en calculateur averti, ne voulait plus apparaître comme un simple leader régional. Il fallait qu'il devienne, aux yeux des Égyptiens, l'une des têtes pensantes de la lutte armée. Fondateur et chef de ce qui était l'outil de renseignement du FLN, Boussouf n'envisageait pas de se contenter d'un rôle subalterne. En pragmatique, Fethi Dib avait compris, quant à lui, la nécessité de se rapprocher de ce personnage charismatique qui ne cessait de s'imposer dans les structures de l'organisation indépendantiste. C'est en toute logique que les deux hommes allaient donc sceller, pour quelques années, une alliance objective.

À l'issue du congrès de la Soummam, Abdelhafid Boussouf avait, en plus, intégré le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) composé de 34 membres (17 titulaires et

17 suppléants[1]). Une seconde instance, le Comité de coordination et d'exécution, le CCE, une sorte d'exécutif du mouvement, sera, quant à elle, constituée de cinq cadres du Front de libération nationale, désignés lors du conclave clandestin. Il s'agissait d'Abbane Ramdane, de Larbi Ben M'hidi, de Krim Belkacem[2], de Benyoucef Ben Khedda[3] et de Saad Dahlab[4].

Le CEE et le CNRA deviendront, jusqu'à l'indépendance, les organes centraux, chargés d'organiser le FLN politiquement et militairement. Un mois après le congrès, en septembre 1956, Abdelhafid Boussouf s'impose comme un leader de premier plan du parti indépendantiste. Il devient officiellement le chef de la wilaya V avec le grade de colonel.

Celui que tout le monde appelle désormais « colonel Si Mabrouk » décide alors d'installer son poste de commandement (PC) à Oujda, d'autant plus que le Maroc avait, quelques semaines plus tôt, accédé à son indépendance. Il prend officiellement comme adjoint le commandant Houari Boumediène, considéré comme son homme de confiance. Il s'assure également

1. Abdelhafid Boussouf sera, en un premier temps, membre suppléant du CNRA.
2. Krim Belkacem est né en 1922 en Kabylie. Ancien caporal-chef au sein de l'armée française de 1944 à 1945, il entre dans la clandestinité en 1947. Il sera l'un des fondateurs du FLN, devient colonel dirigeant la wilaya III (Kabylie) avant de rejoindre l'équipe du FLN à l'extérieur. À l'indépendance, il s'opposera à Ben Bella, puis à Boumediène. On le retrouvera assassiné dans sa chambre d'hôtel à Francfort en Allemagne: œuvre des services algériens comme nous le verrons plus loin.
3. Benyoucef Ben Khedda est né en 1920 à Médéa. Ancien pharmacien, il milite d'abord au sein du Parti du peuple algérien (PPA). Arrêté en novembre 1954 comme des centaines de militants nationalistes, il est relâché cinq mois plus tard et rejoint le FLN où il supervise les actions de la zone autonome d'Alger aux côtés d'Abbane Ramdane et Larbi Ben M'hidi. Il quitte clandestinement l'Algérie en 1957 et devient en août 1961 président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).
4. Saad Dahlab est né en 1918 près de Blida. Ancien secrétaire de Messali Hadj, il est arrêté en 1945 et libéré l'année suivante. Des divergences politiques le poussent à prendre ses distances avec les messalistes et à rejoindre le FLN au lendemain du 1er novembre 1954. Il est chargé notamment du lancement d'*El-Moudjahid*, journal clandestin du FLN et sera l'un des négociateurs à Évian. Au lendemain de l'indépendance, après un bref passage dans la diplomatie, il cesse toute activité politique. Il meurt à Alger en 2000.

de solides appuis et soutiens dans toute la région, obtient, à travers Fethi Dib, l'assistance des Égyptiens et s'empresse de passer à une autre phase en implantant, dans plusieurs villes marocaines, des bureaux de recrutement de nouveaux combattants.

Pour l'équipement, Boussouf sollicita les Égyptiens, mais également un autre homme, un Algérien, qu'il venait de recruter. Son nom : Messaoud Zeghar[1] dit « Rachid Casa[2] ». Ce dernier était proche de Houari Boumediène et avait la confiance de celui-ci dont il allait devenir l'ami intime. Ayant d'abord milité dans la clandestinité à Oran, Zeghar s'était, par la suite, installé au Maroc où il faisait du business. Discret et très entreprenant, il se voit chargé par Boussouf de trouver des armes, des explosifs et surtout du matériel de transmission. Il est donc nommé « chef du service de prospection ». Boussouf s'entend avec Boumediène et Zeghar pour établir des usines d'armements au Maroc tout en continuant à faire acheminer de nouvelles cargaisons vers la wilaya V, sinon vers la Tunisie ou la Libye.

Jouissant d'un fort charisme, Messaoud Zeghar (ou Rachid Casa) savait susciter l'intérêt et attirer les sympathies. Il connaissait du monde et entretenait des relations qui ne pouvaient qu'intéresser Boussouf et son adjoint. Possédant les qualités des espions des films hollywoodiens, Rachid Casa réussit à entrer en contact, dès l'année 1956, avec des soldats américains basés au Maroc depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il leur proposa de leur racheter, dans un premier temps, divers matériels et équipements, avant de gagner leur confiance et de les convaincre, en une seconde étape, de lui vendre des armes et des munitions non recensées ainsi que des appareils de télécommu-

1. Messaoud Zeghar est né en 1926 à El Eulma. Après s'être lancé très jeune dans les affaires, il rejoint le mouvement national dès les années 1940. En 1954, à la tête de trois usines de friandises, il intègre clandestinement le FLN à Oran avant de rallier l'ALN au PC de la wilaya V. Il mourut en 1987 d'une crise cardiaque après maintes péripéties comme nous le verrons plus loin.

2. Messaoud Zeghar avait plusieurs pseudonymes, mais « Rachid Casa » est le plus utilisé. Il le doit à sa connaissance du Maroc, et à son implantation et à ses connexions dans la région de Casablanca.

nications. Zeghar développera par la suite des réseaux en Europe et aux États-Unis et deviendra ainsi l'un des principaux fournisseurs de la wilaya V.

La politique de recrutement de Boussouf allait être facilitée par l'appel à la grève lancé par l'UGEMA, l'Union générale des étudiants musulmans algériens[1], qui, en même temps, invitait les intellectuels et notamment la jeunesse à rejoindre le FLN et l'ALN. Quelques semaines après cet appel, des voitures et des fourgonnettes transportant des jeunes hommes (parfois des filles), certains sortant à peine de l'adolescence, s'arrêtaient devant les villas et les fermes utilisées discrètement par les collaborateurs de Si Mabrouk. Ce manège devait durer plusieurs mois. Une centaine de nouvelles recrues intéressait particulièrement Boussouf. Celles-ci, méthodiquement choisies sur la base à la fois d'un questionnaire qu'ils avaient rempli au moment de leur recrutement et sur leurs qualifications respectives ou la nature de leurs études, devaient, en fait, constituer la première promotion formée aux techniques de transmission et de renseignement.

Abdelhafid Boussouf crée donc en cette année 1956, en toute discrétion, une première « école » chargée d'initier des cadres spécialisés dans les transmissions. Baptisée « promotion Zabana[2] », du nom d'un indépendantiste algérien guillotiné en juin 1956, les trente-six premiers stagiaires appelés à donner naissance à l'embryon des futurs techniciens et spécialistes des transmissions et des écoutes au service du FLN suivront une formation accélérée. Ces premiers opérateurs radio seront progressivement versés dans des unités combattantes à l'intérieur du pays, et quelques-uns envoyés à l'étranger pour rejoindre les représentants du FLN installés dans certaines capitales.

1. L'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) fut créée à Paris, en juillet 1955, par des étudiants imprégnés d'idées indépendantistes.

2. Ahmed Zabana et Abdelkader Ferradj furent les premiers condamnés à mort, exécutés par les autorités françaises qui pensaient ainsi montrer aux Pieds-Noirs et aux ultras de l'Algérie française qu'elles faisaient preuve de fermeté à l'égard du FLN.

Les responsables de l'organisation indépendantiste avaient confié à Boussouf la mission de monter ce noyau d'un outil de renseignement dans le but d'agir avec plus d'efficacité sur le terrain et afin de structurer les unités combattantes selon le modèle des armées classiques.

C'est Ali Telidji[1] *alias* Omar, un officier ayant fait la guerre d'Indochine au sein de l'armée française, qui sera chargé de diriger cette formation. Dépêché par les autorités françaises auprès de la jeune armée royale comme formateur en télécommunications militaires, au lendemain de l'indépendance du Maroc, Telidji sera approché discrètement par Boussouf qui le convaincra de déserter et de rallier les rangs de l'ALN. Ce qu'il fit. Quelques jours plus tard, il devient commandant au sein de la wilaya V et lance un programme accéléré d'initiation opérationnelle. Les trente-six premiers stagiaires devaient, en quelques semaines, apprendre à déchiffrer et à envoyer des messages. Après un mois, ces novices étaient prêts à rejoindre le maquis de l'intérieur. Dotés, au début, de gros émetteurs, fabriqués par la firme américaine RCA, les techniciens ainsi formés étaient affectés, les uns après les autres, à l'intérieur du pays. Après un temps, Boussouf réussira à acquérir des postes portatifs AN/GRC 9 similaires à ceux utilisés, à l'époque, par l'armée française. Ce centre de transmissions et d'écoutes devait protéger les dirigeants nationalistes des infiltrations et des opérations d'intoxications lancées par les services du SDECE et de la DST. Progressivement, cette mission allait s'étendre à l'espionnage des membres du FLN eux-mêmes et, en une seconde phase, au contrôle de l'ensemble de la population algérienne. Désormais, Boussouf et ses troupes, disposant d'armes, de cadres et de moyens, peuvent reprendre leurs opérations militaires, mais aussi peser sur le plan politique qui commençait déjà à être miné par des divergences

1. Ali Telidji est né en 1923 à Laghouat. Il s'enrôle dans l'armée française dans les années 1950 et participe à la guerre d'Indochine avant de déserter en 1956. Il meurt après l'indépendance, en 1965, dans un accident de la circulation.

idéologiques, dogmatiques ou régionalistes, voire par des luttes de clans. Les uns et les autres se disputaient tout simplement le pouvoir.

Opérations clandestines

De son côté, l'armée française intensifie sa surveillance pour tenter d'intercepter les cargaisons d'armes destinées aux maquis. Depuis l'arraisonnement, en octobre 1956, de l'*Athos*, le bateau qui s'apprêtait à remettre du matériel de guerre aux révolutionnaires de la wilaya V, les livraisons devenaient de plus en plus périlleuses, d'autant que le service *Action* du SDECE avait choisi une approche radicale pour traquer les trafiquants en lien avec le FLN ainsi que les réseaux de soutien installés à l'étranger. Pour ce faire, les services français avaient donné naissance à un obscur groupuscule appelé « la Main rouge[1] », chargé de mener des opérations clandestines. Le but étant d'affaiblir les indépendantistes en usant, s'il le faut, de méthodes illégales. Officiellement, l'exécutif ignorait tout sur ce type d'initiatives. Composée de membres du SDECE, la Main rouge allait privilégier les liquidations physiques de ceux qui, en Europe, étaient proches du FLN. Trafiquants d'armes, éléments du mouvement indépendantiste et même le collectif des avocats mandatés pour les défendre étaient visés[2].

Simultanément, Boussouf entre en contact avec des sympathisants européens de la cause algérienne, mais aussi avec des négociants et des réseaux capables de lui proposer armes et

1. « La Main rouge » servira d'appellation générique à plusieurs groupuscules clandestins créés par le SDECE pour lutter contre les réseaux du FLN. Sous diverses dénominations, ces services parallèles agissaient aussi bien en métropole, en Europe qu'en Algérie ou au Maroc. Au sein du SDECE, l'organisation était supervisée directement par le général Paul Grossin, alors patron des services français, et le chef opérationnel était le colonel Robert Roussillat, à l'époque chef du service *Action*.
2. Amokrane Ould Aoudia, avocat inscrit au barreau de Paris, défenseur des militants de la Fédération de France du FLN, a été assassiné le 23 mai 1959 dans son cabinet parisien. Et ce ne fut pas là une opération isolée.

munitions. Il apprend qu'à Tanger, un Allemand avait, durant plusieurs années, livré du matériel à l'Armée de libération du Maroc pendant la présence française. Le nom de cet homme: Georg Puchert, plus connu sous le pseudonyme de « Captain Morris ». Officiellement, ce dernier est à la tête d'une société spécialisée dans la pêche aux crustacés, mais cette activité en cachait une autre. Puchert était en connexion avec plusieurs négociants alimentant en moyens logistiques guerres et conflits. Il possédait un autre atout puisqu'il pouvait non seulement jouer l'intermédiaire, mais aussi transporter clandestinement des cargaisons grâce à ses embarcations et à ses chalutiers. Pour Boussouf, c'est là une aubaine qui lui permettra de diversifier ses « fournisseurs ». Pendant près de trois ans, Captain Morris livrera ainsi divers types d'équipements militaires à la wilaya V jusqu'à ce que le SDECE décide, en 1957, de couler deux de ses bateaux stationnés au port de Tanger puis, en 1959, de l'éliminer physiquement, par le biais de la Main rouge, à Francfort.

Qu'à cela ne tienne! Le chef des services avait déjà à sa disposition d'importantes quantités d'armes emmagasinées dans plusieurs régions du Maroc, mais également en Tunisie et en Libye. En vérité, Boussouf avait enclenché une vraie course contre la montre. Et pour cause, ayant compris que l'insurrection était soutenue à partir de la frontière est (Tunisie) et de celle de l'ouest (Maroc), les autorités françaises mettront en application un plan visant à couper les maquis de leurs bases arrière en édifiant des lignes électrifiées, les lignes Morice[1] et Challe[2], qui s'étendent sur une profondeur de 750 kilomètres, tout au long des deux frontières, dans le but de faire cesser les approvisionnements – en empêchant notamment la circulation de part et d'autre des frontières[3] – et de faire de l'Algérie un immense champ isolé du reste

1. Du nom d'André Morice, ministre de la Défense dans le gouvernement de Maurice Bourgès-Maunoury. Les travaux pour son édification furent lancés en août 1956.
2. Du nom de Maurice Challe, à l'époque commandant des forces françaises. Les travaux de la ligne Challe débutèrent à la fin de l'année 1958.
3. Le principe de ces deux lignes parallèles, érigées à une année d'intervalle, consiste en un barrage de fils barbelés, électrifiés par endroits et, entre les deux lignes, des

du monde. Cette situation démoralisera les troupes de l'intérieur qui étaient non seulement harcelées par de grandes opérations militaires, mais désormais approvisionnées au compte-gouttes en armes et en munitions.

Boussouf et ses hommes décidèrent de dédier le centre de Nador aux transmissions et à la communication pour essayer de garder le contact avec le territoire algérien. Pour le colonel Si Mabrouk, si la circulation devenait très difficile des deux côtés de la frontière, le renseignement, lui, ainsi que les télécommunications et les écoutes, devaient continuer, voire s'intensifier. Il réclama de nouveaux postes radio plus perfectionnés disposant de puissantes capacités d'émissions.

S'agissant de la propagande et de la communication, le FLN voulait aussi transmettre sa vision du conflit et faire passer ses messages à la fois à la population algérienne et aux sociétés arabes et occidentales. Depuis novembre 1954, les indépendantistes avaient sollicité les radios des pays alliés et notamment celles des Égyptiens et des Tunisiens[1]. Le FLN était présent en force dans ces deux pays et il savait que sa « cause » avait d'autant plus de chance d'être entendue si l'opinion internationale devenait attentive à celle-ci. À partir du Caire, c'est une émission – restée ancrée dans l'inconscient collectif algérien – qui se chargeait de donner « les nouvelles du front ». Intitulé *Sawt al-Arab*, « La Voix des Arabes » et présenté trois fois par semaine, ce programme de propagande permettait aux leaders du FLN d'entretenir l'esprit guerrier des troupes. Il fallait rassurer les dirigeants de l'ALN, actifs à l'intérieur de l'Algérie qui ignoraient tout des dissensions qui minaient la révolution. Ces derniers faisaient souvent l'objet de tentatives d'intoxications initiées par les services français dans le but d'atteindre leur moral. Une émission similaire, avec la même périodicité, était également diffusée sur les ondes de la

moyens de surveillance électronique et des champs de mines empêchaient, en apparence, tout franchissement.

1. Plus tard, d'autres émissions dédiées à la « révolution algérienne » seront diffusées régulièrement sur les ondes des chaînes irakienne, syrienne et libyenne.

radio tunisienne. Ces programmes véhiculent alors, avec le journal *El-Moudjahid*, le discours officiel des dirigeants de la révolution.

Mais en ce mois de décembre 1956, Boussouf veut acquérir un instrument supplémentaire pour peser davantage au sein du FLN. Il donne naissance sur le territoire marocain à ce qui allait devenir la radio algérienne. Les programmes sont alors présentés en français, en arabe et en kabyle[1]. Un texte écrit par un rédacteur, Abdelkader Maachou, *alias* Abdeldjalil, responsable du FLN au Maroc, doit être lu dans les trois langues. C'est un émetteur de grande capacité, appartenant à la Marine américaine et racheté par Rachid Casa, qui permet à Boussouf de réaliser ce qui est considéré, à l'époque, comme un exploit. Après avoir subi quelques transformations techniques, le matériel ainsi bricolé est devenu le premier poste émetteur de la radio algérienne.

Le commandant de la wilaya V dispose désormais de suffisamment d'hommes, de quantités impressionnantes d'armes et de munitions, d'un embryon de service de renseignement, d'un service de transmission, d'écoles de formation et il peut, en outre, jouir, et de façon autonome, d'un outil non négligeable servant la guerre psychologique. L'émission *Ici la voix de l'Algérie libre et combattante* émise par une radio clandestine contrôlée par Boussouf va permettre à ce dernier d'avoir la main sur la propagande officielle du mouvement.

La mise en place d'un tel dispositif de communication est d'autant plus importante pour Abdelhafid Boussouf que le FLN vient de subir un coup dur. En effet, le 22 octobre 1956, deux mois avant le lancement de la « radio algérienne », les principales figures du parti indépendantiste (Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed[2], Mohamed Khider[3] et Mostefa

1. Précisons qu'au lendemain de l'indépendance les kabylophones et les francophones ont été totalement ostracisés au nom de l'arabité et du panarabisme.
2. Hocine Aït Ahmed est né en 1926 en Kabylie. Membre de l'Organisation spéciale (l'OS), il sera plus tard l'un des fondateurs du FLN. Après l'indépendance, il entre en opposition en 1963 et créera le FFS, le Front des forces socialistes.
3. Mohamed Khider est né en 1912 à Alger. Proche du courant de Messali Hadj, il rejoint néanmoins le FLN dès le 1er novembre 1954. Après l'indépendance, il s'exile

Lacheraf[1]) sont arrêtées. L'avion de la compagnie marocaine Air Atlas qui les transporte de Rabat, via les Baléares, à Tunis où ils doivent participer à un sommet avec le roi Mohammed V et le président tunisien Habib Bourguiba, est intercepté par l'aviation française qui l'oblige à atterrir sur le tarmac de l'aéroport de Maison-Blanche à Alger[2]. Les autorités françaises brandissent l'arrestation de certains des leaders du FLN comme un trophée pour montrer à l'opinion publique que le mouvement insurrectionnel est désormais considérablement affaibli. La France estime alors que « la rébellion est condamnée ». Ce fut une erreur d'appréciation, car ceux qui étaient présentés à l'époque comme « les chefs du FLN » ne l'étaient pas vraiment puisque l'Histoire nous enseigne aujourd'hui que ce mouvement n'était pas articulé autour d'une seule personnalité, fût-elle très connue, mais fonctionnait comme une sorte de nébuleuse, certes organisée et hiérarchisée, où se mêlaient et où s'entremêlaient les chefs de l'ALN de l'extérieur, ceux de l'intérieur, les politiques du FLN, chacun pensant que sa légitimité était la plus importante.

Ceci pour préciser qu'en définitive cette prise allait indirectement, et à court terme, servir les intérêts de Boussouf qui devenait de fait l'homme fort de l'organisation, et ce même s'il était beaucoup moins médiatisé et beaucoup moins célèbre que Ben Bella par exemple. C'était celui qui disposait de la plus grande puissance de feu, celui qui contrôlait l'outil de renseignement et celui qui, en l'absence de Ben Bella, s'érigeait comme l'interlocuteur privilégié des Égyptiens et de Fethi Dib, le chargé des « affaires algériennes ».

et annonce son opposition au duo Ben Bella-Boumediène. Il sera assassiné en janvier 1967 comme nous le verrons plus loin.
1. Mostefa Lacheraf est né en 1917 à M'Sila. Journaliste, il rejoint très tôt le courant nationaliste algérien. Au lendemain du déclenchement de la guerre, il adhère au FLN pour y jouer un rôle politique aux côtés de Ben Bella notamment.
2. Dans ses Mémoires (*Abdel Nasser et la révolution algérienne*, L'Harmattan, 1985), Fethi Dib, le responsable des « affaires algériennes » au sein des services égyptiens, accuse implicitement Hassan II, alors prince héritier au Maroc, sinon l'entourage de la monarchie, d'avoir coopéré avec les autorités françaises afin de permettre l'interception de l'avion d'Air Atlas et l'arrestation des cadres du FLN. Plusieurs responsables algériens restent convaincus à ce jour que cette version est véridique

Ce dernier dotera Boussouf de nouveaux moyens, financiers d'abord et matériels ensuite. Cet apport permettra au commandant de la wilaya V de poursuivre sa politique de construction d'une véritable machine de guerre. Ainsi, le 1er janvier 1957, il lance le premier centre d'écoutes appartenant totalement aux services algériens.

Durant la même année, Abdelhafid Boussouf supervise lui-même la formation d'une promotion de « contrôleurs ». Ces derniers, dix-sept au total (neuf hommes et huit femmes), vont avoir un rôle de commissaires politiques. Ils doivent évaluer l'état d'esprit de la population, notamment dans les zones rurales et établir, par la suite, des rapports circonstanciés qui doivent alimenter le colonel Si Mabrouk en personne. Les premières recrues sont toutes envoyées dans les différentes régions de l'intérieur du pays, à l'issue de leur formation, d'autres sont mutées au Caire, à Tripoli ou à Tunis. Ainsi, Boussouf devient-il, en plus, le mieux informé des responsables du FLN.

En juillet de la même année, il décide de donner naissance à une autre école : celle qui devra former les futurs cadres des services de renseignement algériens. La première promotion, qui portera comme nom « Larbi Ben M'hidi », assassiné quelques mois plus tôt par l'armée française, sera chapeautée par un certain Laroussi Khalifa[1]. Ce patronyme reviendra sur les devants de la scène, dans les années 2000, avec le scandale de l'« affaire Khalifa ». Il s'agit de cette holding[2], appartenant à Rafik Khalifa, un jeune milliardaire, réfugié à Londres et réclamé par la justice algérienne[3]. Avec la

1. Laroussi Khalifa est né en 1917 à Aïn Beida. Ancien cadre au sein de l'administration française, il rejoint la wilaya V en 1955 et devient directeur de cabinet d'Abdelhafid Boussouf avant de prendre en charge la direction de l'école des cadres. Après l'indépendance, il occupera le poste de ministre de l'Industrie. Il décédera de mort naturelle en 1990.

2. Rafik Khalifa avait créé, au début des années 2000, une banque, une compagnie aérienne, une chaîne de télévision, etc. Il a même sponsorisé un temps, le club de football de l'Olympique de Marseille.

3. Au mois de décembre 2011, la cour suprême britannique n'avait toujours pas fixé de date pour statuer sur la demande d'extradition formulée par les autorités algériennes. Plusieurs indices montrent qu'il s'agit là d'une affaire politique qui embarrasse aussi bien le pouvoir algérien que certains milieux politiques français et britanniques.

complicité de quelques caciques du régime, il aurait, selon toute vraisemblance, escroqué l'État et plusieurs centaines de clients ayant déposé leurs économies dans sa banque. Laroussi Khalifa n'est autre que le père de ce mystérieux *golden boy* dont personne n'arrive à savoir d'où provient la colossale fortune, exhibée de manière indécente avant l'effondrement de son empire financier.

Toujours est-il que Laroussi Khalifa dirigera l'école de formation des premiers cadres des services algériens auxquels il répétait, selon plusieurs témoins, avec beaucoup d'assurance et de certitude : « Vous êtes les futurs ministres de l'Algérie indépendante ! » L'homme ne s'y est pas trompé : au sein de cette promotion, il y aura des ministres et des hauts fonctionnaires en devenir comme Chérif Belkacem[1], *alias* Djamel, Abdelhamid Temmar[2] (Abdennour) ou Boualem Bessaïeh[3] (Lamine) ainsi que quelques futurs dirigeants de la Sécurité militaire dont Abdallah Khalef, *alias* Kasdi Merbah[4], le premier chef de la SM après l'indépendance, Ali

1. Chérif Belkacem est né en 1930 à Aïn Beida. Sa famille s'installe au Maroc dans les années 1940. Il rejoint l'ALN au sein de la wilaya V en 1956 et après sa formation, il dirige la zone de Tlemcen avant de revenir, à nouveau, à Oujda. Au lendemain de l'indépendance, il devient député puis ministre de l'Orientation. Il sera l'un des partisans du coup d'État contre Ben Bella en 1965. Il est cependant évincé du gouvernement en 1975 et s'exile en Europe, mettant fin à toute activité politique. Il décédera en 2009 à la suite d'une longue maladie.

2. Abdelhamid Temmar est né en 1938 à Tlemcen. Il rejoint la wilaya V au milieu de l'année 1957. Il avait fréquenté à Oujda le même lycée que Bouteflika dont il est l'ami d'enfance. Après une carrière passée au sein d'institutions internationales, il est appelé, en 1999, par Abdelaziz Bouteflika au lendemain de l'accession de ce dernier au pouvoir. Temmar est alors nommé ministre de la Participation de l'État et des investissements.

3. Boualem Bessaïeh est né en 1930 dans l'Est algérien. Après sa formation au sein de l'école des cadres des services dirigés par Boussouf, il devient responsable de la protection des personnalités du FLN avant d'être nommé à la base de Tripoli, en Libye, comme responsable du contre-espionnage. Après l'indépendance, il deviendra plusieurs fois ambassadeur. À la fin de sa carrière, en 2011, il occupait, à 81 ans, le poste de président du Conseil constitutionnel.

4. Celui qui sera davantage connu sous le pseudonyme de Kasdi Merbah est né en 1938 au Maroc. Il rejoint la wilaya V en 1956. En octobre 1962, il devient le patron de la Sécurité militaire, et ce jusqu'à la mort de Boumediène en décembre 1978. Par la suite, il sera nommé ministre de l'Agriculture avant de devenir chef du gouvernement en 1988. Après son éviction, il crée un parti d'opposition et sera finalement assassiné le 21 août 1993 par un commando terroriste.

Tounsi[1] (Al-Ghaouti), cadre de la SM et futur patron de la police algérienne, ou encore Ahmed Zerhouni[2], *alias* Ferhat (responsable de la Sécurité intérieure dans les années 1970) et Hassan Bendjelti (Abderrazek[3]), responsable, dans les années 1980, de la Direction des relations extérieures et de la coopération (DREC).

Pour parachever cet édifice, Boussouf crée également un centre de formation du genre service *Action*, appelé « groupe de choc », en d'autres termes des commandos initiés aux opérations spéciales de sabotage et d'élimination physique. C'est de là que partiront pour la métropole les membres du groupe chargé de liquider physiquement Jacques Soustelle[4] à Paris. Smaïl Addour, Abdelkader Bakhouche, Mabrouk Benzerrouk, Abdelhafid Cherouk, Omar Lhaouari et Mouloud Ouraghi avaient suivi, dès l'année 1957, un stage intensif au camp dit « Dar Boussafi », près de Larache au Maroc. La même année, de nouvelles recrues sont formées dans un autre camp, celui de Khémisset, situé à 70 kilomètres de Rabat. Elles sont initiées à la fabrication de bombes à retardement et aux techniques de sabotage pour être également

1. Ali Tounsi est né en 1937 à Metz. Sa famille s'installe au Maroc dans les années 1940 et il rejoindra l'ALN en 1956. Après avoir été responsable de la sécurité de l'Armée au lendemain de l'indépendance, il est nommé en 1995 au poste de directeur général de la sûreté nationale. Il sera assassiné en 2010 dans son bureau par l'un de ses adjoints dans une obscure affaire qui n'a pas révélé tous ses secrets.

2. Ahmed Zerhouni est né en 1938 à Agadir au Maroc. Il rejoint la wilaya V en 1956. Au lendemain de l'indépendance, il fera toute sa carrière au sein de la Sécurité militaire. Il sera chargé de la Sécurité intérieure sous Kasdi Merbah. Dans les années 1980, il devient ambassadeur notamment en Mauritanie et au Portugal. Il décédera dans un hôpital parisien en 1997.

3. Hassan Bendjelti est né en 1937 de parents marocains. Orphelin très jeune, il a été élevé par la famille Zerhouni, c'est ainsi qu'il deviendra par la suite ressortissant algérien. Celui qui se faisait appeler « Hassan Tétouan » ou « Abderrazek » a fait toute sa carrière au sein de la SM. Il était chargé notamment des dossiers internationaux. Il a été l'un des premiers à suivre le dossier du Polisario et celui relatif au différend algéro-marocain.

4. Jacques Soustelle est né en 1912. Ethnologue de formation, il sera résistant avant de s'engager en politique durant la Seconde Guerre mondiale. Son nom sera lié à l'Algérie après sa nomination en 1955 au poste de Gouverneur général. Gaulliste au début de sa carrière politique, il entrera, par la suite, en dissidence et soutiendra l'Organisation Armée Secrète (OAS) et les ultras de l'Algérie française. Il est mort en 1990.

envoyées en métropole rejoindre les rangs de la Fédération de France du FLN. Leur stage dure six mois.

Mais la plus importante école des cadres sera installée à Oujda, dans la demeure de Lahbib Benyekhlef, un professeur d'arabe qui enseignait au lycée de garçons de la ville et qui eut, entre autres, comme élève Abdelaziz Bouteflika[1], l'actuel président algérien. Un autre centre de formation était abrité dans la ferme d'une famille algérienne d'Oujda : les Bouabdallah.

C'est dans ces deux lieux, dédiés au renseignement au sens large du terme, que sont logés les services de liaisons générales et de renseignement, appelés LGR. Leurs missions : exploitation des informations obtenues grâce au centre d'écoutes de Nador, élaboration de notes d'analyses à partir de ce qui était relayé par les médias français et internationaux, mise en place de stratégie de propagande, création d'un fichier centralisé, surveillance des membres de l'ALN et du FLN, enquête sur les nouvelles recrues, repérage d'éléments proches de messalistes et autres collaborant avec les autorités françaises, etc.

Grâce à ce dispositif, Abdelhafid Boussouf s'illustre, trois ans après le déclenchement de la guerre de libération, comme un leader incontesté du FLN tant au niveau interne qu'au plan international. À l'époque, seul Abbane Ramdane décriait ouvertement ses méthodes empreintes d'autoritarisme et d'hégémonie. Et l'architecte du congrès de la Soummam apprendra à ses dépens qu'il n'avait pas tort.

En août 1957, Boussouf est nommé membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE) désigné par le CNRA à l'issue d'un congrès organisé au Caire. Lors de cette rencontre, les dirigeants du FLN reviendront, comme signalé précédemment, sur les décisions du conclave de la Soummam du 20 août 1956,

1. Abdelaziz Bouteflika est né en 1937 à Oujda (Maroc). Il a rejoint l'ALN au niveau de la wilaya V en 1956. Au lendemain de l'indépendance, il sera notamment ministre des Affaires étrangères de 1963 à 1979. Après une longue traversée du désert, il est appelé par les généraux pour être chef de l'État. Il est président depuis 1999. Son troisième mandat s'achève normalement en 2014.

en dépit des protestations d'Abbane Ramdane, et décideront, par ailleurs, de répartir les tâches entre les différents cadres du CCE. Boussouf est alors chargé de diriger le département des liaisons et des communications. En d'autres termes, l'outil de renseignement était officiellement créé et le commandant de la wilaya V en devenait de fait son chef. Si Abdelhafid Boussouf s'imposait au sommet de la hiérarchie du FLN et de l'ALN, ce n'est pas uniquement en raison de son activisme, de ses compétences réelles ou supposées et de sa capacité à fonder, en pleine guerre de libération, un service d'espionnage. L'homme était également craint. On disait alors de lui qu'il n'hésitait pas à faire exécuter ses adversaires. Certains militants s'en plaignaient et redoutaient que l'autoritarisme des chefs de la wilaya V ne leur coûte la vie s'il venait à faire part de leur avis publiquement. Les politiques se soumettaient progressivement aux militaires et l'armée de l'intérieur au commandement de l'extérieur. La plate-forme de la Soummam fut donc enterrée sans difficulté. Seul Abbane Ramdane tentait de se débattre pour faire face aux colonels et notamment à ceux que les historiens appelleront plus tard « les 3B » : Krim Belkacem, Lakhdar Ben Tobbal[1] et Abdelhafid Boussouf. Quelques semaines avant le congrès du Caire, ces derniers avaient commencé à manœuvrer – déjà à Tunis – pour marginaliser Abbane Ramdane et ses amis ainsi que tous les responsables qui refusaient d'accepter leur diktat. Un véritable coup d'État était en marche et le pouvoir allait revenir de fait aux militaires qui afficheront, avec arrogance, leur suprématie sur les politiques, y compris par la force quand il le fallait. La décision était désormais entre les mains des colonels et, à travers Boussouf, aux services de renseignement.

1. Lakhdar Ben Tobbal est né en 1923 à Mila. Il rejoint le Mouvement national dans les années 1940 et le FLN au lendemain du déclenchement de la guerre de libération. Il deviendra colonel de la wilaya II (dans le Constantinois). Avant le congrès du Caire, il rejoint l'équipe du FLN à l'extérieur et intègre le CCE. Il sera plus tard l'un des négociateurs lors des accords d'Évian. Au lendemain de l'indépendance, il s'est retiré de la politique. Il est décédé en 2010.

Bien que le nom d'Abbane Ramdane continue de figurer sur la liste composant les neuf membres du CCE[1], ce dernier se trouvait fragilisé. Entre lui et les principaux responsables de l'armée, la tension avait atteint son paroxysme lors du congrès du Caire. Pour l'écarter, les nouveaux hommes forts de la révolution utiliseront une méthode qui fera partie désormais des traditions politiques algériennes : plusieurs officiers supérieurs feront propager à son encontre mensonges et calomnies afin de le décrédibiliser et de le diaboliser. Ils mettront en évidence son caractère rugueux parfois brutal pour le décrire tel un « dictateur ». Son franc-parler est qualifié de « manque de respect » à l'égard des responsables du FLN. Boussouf ira jusqu'à réclamer sa mise en quarantaine, interdisant à ses subordonnés de lui adresser la parole. On était en train de sceller le sort d'un civil qui avait osé tenir tête aux chefs de l'armée et des services de renseignement.

Quelques jours après le congrès du Caire, les cinq officiers du CCE (Mahmoud Chérif[2], Lakhdar Ben Tobbal, Krim Belkacem, Amar Ouamrane[3] et Abdelhafid Boussouf) se réuniront, sans la présence des membres civils de l'instance, et décideront à

1. Les neuf membres du CCE, cinq militaires et quatre civils, sont alors : Ferhat Abbas, Abbane Ramdane, le colonel Lakhdar Ben Tobbal, le colonel Abdelhafid Boussouf, le colonel Krim Belkacem, Lamine Debaghine, le colonel Mahmoud Chérif, Abdelhamid Mehri et le colonel Amar Ouamrane. Signalons toutefois que Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider, détenus dans les prisons françaises, furent désignés comme membres du CCE à titre honorifique.
2. Mahmoud Chérif est né en 1915 dans l'Est algérien. Lieutenant au sein de l'armée française, il prend part à la Seconde Guerre mondiale. Il démissionne de l'armée en 1945 et milite pour l'indépendance de l'Algérie. En 1954, il prend le maquis et, deux années plus tard, à la mort de Mostefa Ben Boulaïd, il remplace ce dernier au poste de commandant de la wilaya I (les Aurès). Il intègre le CCE en 1957 et décide de se retirer de la politique au lendemain de l'indépendance.
3. Amar Ouamrane est né en 1919 près de Tizi Ouzou, en Kabylie. Ancien sergent au sein de l'armée française, il a participé au débarquement en Méditerranée durant la Seconde Guerre mondiale. À la libération, il rejoint les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) et tente de fomenter une insurrection durant les massacres perpétrés par l'armée française en mai 1945 dans l'Est algérien. Arrêté, il est condamné, ensuite gracié une année plus tard. Il entre alors en clandestinité et après le 1er novembre 1954, il prend la tête de la wilaya IV (centre du pays). Au congrès du Caire, il intègre le CCE. Au lendemain de l'indépendance, il cesse toute activité politique. Il décédera en 1992 à Alger.

l'unanimité l'exécution d'Abbane Ramdane. Cette thèse est controversée en Algérie, mais il est évident que malgré son autorité, Boussouf ne pouvait pas prendre seul une telle décision. Il est en effet peu probable qu'en fin calculateur, il ait pu endosser, devant les différents cadres du CCE et notamment face à Krim Belkacem, qui était alors aussi puissant que lui au sein des rouages du FLN, un assassinat politique visant de surcroît l'une des personnalités les plus marquantes de la cause nationale.

La thèse de la collégialité est étayée également par Abdelhamid Mehri[1], un autre membre de l'instance exécutive qui, en 2009, a affirmé, sans ambages, que l'assassinat d'Abbane Ramdane avait été une décision prise collectivement au sein des institutions de la révolution. On ne peut être plus clair…

Le principe de « collégialité », quand il s'agit d'assumer des décisions d'une telle gravité, est d'ailleurs toujours d'actualité. C'est ce qui caractérise le système algérien. En d'autres termes, le pouvoir réel n'a jamais été incarné par un seul responsable, civil ou militaire, mais par un ensemble homogène sur le fond, qui constitue ce que beaucoup de connaisseurs des méandres du régime continuent de qualifier de « conseil d'administration », ce fameux cabinet informel composé d'hommes forts du régime, dans lequel se prennent les décisions, en dehors des institutions officielles.

N'empêche qu'une fois décrétée l'élimination du militant frondeur à « la tête dure » – c'est ainsi qu'Abbane Ramdane était décrit par ses pairs – l'accomplissement de la « mission » est confié au tout-puissant patron des « services » du FLN/ALN. Il est alors attiré au Maroc par les collaborateurs de Boussouf qui lui font croire qu'il doit être reçu par le roi Mohammed V pour régler une question politique. Sentant le piège, Abbane hésite.

1. Abdelhamid Mehri est né en 1926 à Skikda. Il rejoint le Mouvement national dès les années 1940. Après le 1er novembre 1954, il s'établit au Caire, ensuite à Damas où il sera représentant du FLN. Il intègre le CNRA en 1956 et le CCE en 1957. Après l'indépendance, il sera tour à tour ministre, ambassadeur et finalement secrétaire général du FLN. En 1992, il devient opposant et se rapproche des islamistes.

Mais finalement, le 27 décembre 1957, il arrive discrètement à Tanger, accompagné des deux colonels Mahmoud Chérif et Krim Belkacem qui, à l'évidence, étaient dans le coup. Boussouf et ses barbouzes attendent les trois membres du CCE et les invitent à monter séparément dans deux voitures. Très vite leur cible est séparée des deux autres « frères d'armes » et dirigé vers une ferme isolée où Abbane est étranglé dès son arrivée. Trois hommes, au moins, ont exécuté la sentence : Boussouf et deux de ses subordonnés qui ne furent jamais formellement identifiés. Sur cette affaire, il y eut une totale omerta. Cinq mois après son élimination, le 19 mai 1958, le numéro 24 d'*El-Moudjahid*, organe de propagande du FLN, annonçait en une : « Abbane Ramdane est mort au champ d'honneur[1] ».

Cet assassinat politique continue, à ce jour, de faire polémique et de peser sur l'inconscient collectif algérien. Celui-ci n'ignore pas que cette liquidation physique a inauguré l'instauration par le régime d'une tradition de neutralisation, par le meurtre, des opposants et des figures du pouvoir qui se rebellent contre les dogmes établis. Au lendemain de cet assassinat, plusieurs versions seront relayées, mais toutes convergent sur l'implication directe d'Abdelhafid Boussouf et des services créés et dirigés par lui.

Abbane Ramdane a été très probablement assassiné avec l'aval et la bénédiction des Égyptiens. Dans ses Mémoires[2], Fethi Dib, l'homme de Nasser, ne manque pas une occasion de fustiger le concepteur de la plate-forme de la Soummam. Il écrit qu'Abbane faisait dévier la révolution, prétendant que ce dernier aurait « ignoré l'appartenance arabe et islamique » de l'Algérie. Un sacrilège pour Nasser et ses affidés !

En cette fin d'année 1957, Boussouf n'ignore pas qu'il fait partie de ceux qui contrôlent le sort de la guerre de libération et l'esprit de la future Algérie indépendante. Influent à l'intérieur

1. En novembre 2010, l'ENTV, la télévision d'État algérienne, consacrant un reportage à Abbane Ramdane, rappelait que ce dernier « était tombé au champ d'honneur ».
2. *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, *op. cit.*

du CCE, craint par l'ensemble des dirigeants, ayant la main sur les Algériens du Maroc et sur l'armée des frontières, disposant d'un groupe d'hommes qui lui sont tous dévoués et ayant écarté Abbane Ramdane, un politique qui était susceptible de jouer les premiers rôles au lendemain de l'indépendance, Boussouf sait qu'il peut aller très loin. En tout cas, la philosophie qui, désormais animera le système algérien est bel et bien façonnée par le puissant fondateur des services. Il reste à ce jour l'un de ceux ayant confectionné le schéma directeur du pouvoir tel que nous le connaissons depuis un demi-siècle.

En 1958, la politique algérienne du gouvernement René Coty est contestée aussi bien par les Pieds-Noirs que par les hauts gradés de l'armée française. La guerre d'Algérie vit un tournant. Charles de Gaulle revient aux commandes et les leaders du FLN comprennent les visées du vieux général qui n'a alors rien perdu de sa verve malgré une longue traversée du désert. Les indépendantistes savent qu'il va jouer à la fois sur les plans politique et militaire pour étouffer la révolution et essayer, à travers une forte action sociale, de gagner à sa cause la population musulmane. Dès le mois d'août, deux mois après les changements vécus au sein de l'exécutif français, le FLN décide de passer à l'offensive en métropole en visant plusieurs objectifs sur l'ensemble du territoire. L'organisation indépendantiste demande donc aux responsables de la Fédération de France du FLN d'envoyer vers les camps d'entraînement érigés au Maroc, des militants possédant le profil pour des « opérations spéciales » et ayant de l'expérience dans la clandestinité. Plusieurs Algériens, installés à l'époque en France, allaient ainsi rejoindre le camp appelé « Dar Boussafi », près de Larache pour y suivre une formation appropriée, à l'issue de laquelle ils pouvaient mener des opérations commandos comme celle, déjà évoquée, qui avait failli coûter la vie à Jacques Soustelle. Simultanément, Boussouf procédera à la création d'une autre école de transmissions en Tunisie. Il mutera à la frontière est certains cadres formés dans les centres de Nador afin qu'ils puissent initier, à leur tour, de

nouvelles recrues puisées dans cette partie de l'ALN stationnée à Ghardimaou, à proximité du territoire algérien.

Sur le plan politique, en septembre de la même année, le CCE, réuni au Caire, décide de donner naissance à un Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Présidé par Ferhat Abbas[1], cet organe devient le représentant officiel et exclusif de la révolution. Abdelhafid Boussouf, bien que défavorable au départ à la création de cette instance, est nommé à la tête du ministère des Liaisons générales et de la Communication. Quelques mois plus tard, il sera officiellement chargé par la direction du FLN de la gestion des services de transmissions, de renseignement et du contre-espionnage et, enfin, des écoles de formation[2].

Dès la constitution du Gouvernement provisoire, Fethi Dib, qui connaissait parfaitement et depuis de longues années les différents membres composant l'exécutif algérien, enverra au président Nasser des fiches détaillées sur chacune des personnalités formant le GPRA. Sur celle de Boussouf, il écrira : « Deuxième homme après Krim [Belkacem], d'origine arabe[3], rusé et intelligent, ses tendances sont multicolores, travaille calmement et discrètement pour démasquer ses adversaires avant de les faire tomber dans le but de contrôler la révolution. Il montre hypocritement un soutien à Ben Bella, ce qui lui a attiré la sympathie des membres de l'Armée de libération qui sont influencés par son inflexibilité devant le courant qui cherche à dévoyer la révolution. Il considère Le Caire comme le meilleur allié qui lui

1. Ferhat Abbas est né en 1899 à Jijel. Pharmacien de formation, il s'engage en politique dès l'âge de 25 ans. D'abord proche de Messali Hadj, il s'en éloigne ensuite pour rejoindre le FLN en 1955. Il sera président du GPRA entre 1958 et 1961. Après l'indépendance, il choisit l'opposition et vivra plusieurs années en résidence surveillée. Il est décédé en 1985.

2. Source : *Les archives de la révolution algérienne*, rassemblées et commentées par Mohamed Harbi. Postface de Charles-Robert Ageron, Éditions Dahlab, 2010.

3. Cette précision est insérée par Fethi Dib car les Égyptiens ont toujours considéré que les « Algériens d'origine arabe » seraient plus nationalistes et plus attachés à l'islam que les « Algériens d'origine kabyle ». Ceux qui connaissent l'Algérie et qui ont eu à travailler sérieusement sur ce pays savent qu'il s'agit là d'un poncif, d'ailleurs savamment entretenu par le pouvoir algérien.

permettrait d'atteindre ses objectifs. Raison pour laquelle il coopère avec nous et nous livre la plupart de leurs secrets et ce qu'ils nous dissimulent comme vérités. Il reconnaît que la révolution est plus importante que leurs personnes et il tente de fédérer les personnalités possédant une orientation saine afin qu'elles le soutiennent. Il se montre comme le premier défenseur des principes de la révolution du 1er novembre [1954] afin de gagner en popularité[1]. »

Que montre cette fiche dont la teneur n'a jamais été démentie ? D'abord que Boussouf était très lié aux services égyptiens auxquels visiblement il ne cachait rien. Ensuite qu'il était effectivement avec Krim Belkacem – qui avait hérité de la vice-présidence et du ministère des Forces armées – le second homme fort du gouvernement. Ferhat Abbas, un civil modéré et plutôt attaché à la démocratie, était la façade d'un régime autoritaire, où l'armée et les services sont omniprésents. C'est dire que le pouvoir a commencé, avant même l'indépendance, à dissimuler ce qu'il était réellement derrière une apparence lisse et fréquentable.

Le GPRA élira domicile au Caire. Et là aussi, Boussouf n'hésitera pas à utiliser l'élimination physique comme mode d'emploi.

Amirat Allaoua, un ancien membre du Parti du peuple algérien (PPA), qui avait rejoint le FLN quelque temps après le début de la guerre d'indépendance, avait refusé de faire acte d'allégeance aux structures de Boussouf. Ce dernier lui vouait donc un grand mépris et l'attendait au tournant. Au lendemain de la création du GPRA, Amirat Allaoua, qui était fortement opposé à la nomination de Ferhat Abbas à la tête du Gouvernement provisoire, ne ratait pas une occasion pour le rappeler. Boussouf le fera convoquer au Caire par ses hommes. Le 10 février 1959, face au militant qu'ils doivent interroger, les gros bras du patron des « services » n'iront pas par quatre chemins. Ils assommeront Amirat Allaoua avant de le jeter du cinquième étage. Lorsque la police égyptienne arrivera sur les lieux, tout le monde parlera de « suicide ». On dira que le défunt avait régulièrement des « crises d'hystérie ». L'enquête égyptienne sera bâclée et on retiendra, y compris au lendemain de l'indépendance, la thèse de la crise de démence.

1. Traduction réalisée par l'auteur à partir de la version arabophone de l'ouvrage de Fethi Dib, *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, *op. cit.*

« Pour ne pas nuire à l'image de la révolution algérienne et de son peuple, nous avons fait semblant de croire à la thèse du suicide », avait affirmé Fethi Dib dans ses Mémoires, en précisant : « Nous avons exigé de Boussouf, qui voulait installer en Égypte un État dans l'État, de déguerpir avec ses services[1]. »

Ministre du GPRA, Boussouf cède sa place de commandant de la wilaya V à Houari Boumediène qui devient ainsi le plus jeune colonel de l'ALN. Âgé d'à peine 26 ans, le nouvel homme fort de l'ouest du pays était, lui aussi, en train de tisser sa toile pour atteindre les cimes du pouvoir. Il sera secondé désormais par Benali Boudghène, *alias* le colonel Lotfi[2].

Abdelhafid Boussouf quitte donc définitivement la wilaya V, se consacrant exclusivement à l'action politique, au monde du renseignement, tout en poursuivant ses manœuvres en coulisse en vue de renforcer son autorité au sein d'un GPRA, traversé par de profondes divergences entre ses principaux dirigeants. Fort de la légitimité que lui conférait son statut de ministre, il va passer des accords avec plusieurs pays (Égypte, Syrie, Chine, URSS, etc.) afin d'envoyer en formation certains éléments de la structure qu'il a créée en 1956. Boussouf décidera, en effet, de faire initier certains de ses hommes au pilotage d'hélicoptère, au parachutisme et de donner naissance à une section d'hommes-grenouilles. Quelques mois avant l'indépendance du pays, plusieurs sections étaient ainsi opérationnelles.

Parallèlement à son activisme politico-diplomatique, il choisit de lancer sur le territoire marocain six nouveaux ateliers clandestins de production d'armes et de munitions : à Souk Larbaa,

1. *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, *op. cit.*
2. Benali Boudghène, plus connu sous le pseudonyme de Lotfi, est né en 1934 à Tlemcen. Il s'engage dans les rangs de l'ALN en 1955. Il gravit rapidement les échelons et devient, trois ans plus tard, colonel, d'abord adjoint de Boumediène et ensuite commandant de la wilaya V. Il sera tué par l'armée française lors d'une embuscade à Béchar en mars 1960.

à Tétouan et à Bouznika, il érige des centres dédiés à la confection d'engins explosifs, à Mohammedia et à Skhirat, il monte, avec Messaoud Zeghar, des unités de fabrication de mortiers et à Timmara, il met sur pied une petite usine pour fabriquer des pistolets mitrailleurs. D'un autre côté, Boussouf qui peut désormais compter sur un effectif assez étoffé et formé, décide de créer en Libye la « base Didouche Mourad », du nom d'un des fondateurs du FLN[1], tué au combat. Située à près de 70 kilomètres de Tripoli, elle devient, entre fin 1959 et début 1960, une véritable centrale du renseignement. Plus de deux cents cadres et formateurs y seront affectés dont Laroussi Khalifa qui avait été auparavant l'un des responsables de la formation à Oujda.

Cette base, dénommée officiellement « Base nationale de la documentation et de la recherche » sera, dès 1960, le vrai siège des services. Dirigée par Abdelkrim Hassani[2], elle renfermera notamment le département des transmissions (sous le commandement d'Ali Telidji), celui de la documentation et de la recherche (commandé par Mohamed Khaled Khelladi[3]), la Direction des liaisons et de la logistique (chapeautée par Mohamed Rouaï[4]),

1. Didouche Mourad est né en 1927 à Alger. Ancien militant nationaliste et membre historique du groupe qui lança la lutte armée le 1er novembre 1954, il est tué pendant un accrochage dans le Constantinois en janvier 1955, deux mois après le début de la guerre d'indépendance.
2. Abdelkrim Hassani est né en 1931 à Biskra. Ancien membre du Parti du peuple algérien (PPA), il s'engage auprès du FLN en 1955. L'année suivante, il rejoint la wilaya V où il est l'un des principaux collaborateurs d'Abdelhafid Boussouf avec le grade de lieutenant. Il est alors chargé de l'instruction à l'école des transmissions. En 1960, il devient commandant de la base « Didouche Mourad ». Après l'indépendance, il sera, tour à tour, directeur des transmissions nationales à la présidence, puis au ministère de l'Intérieur, directeur de la Fonction publique et enfin député et membre du comité central du FLN. Il est décédé en 2010.
3. Mohamed Khaled Khelladi est né en 1930 à l'ouest du pays. Il rejoint la wilaya V au milieu des années 1950 où il sera, un temps, le secrétaire particulier de Houari Boumediène. Il suivra le chef de l'état-major général au PC de Ghardimaou et sera muté, par la suite, à la base « Didouche Mourad » en Libye. Au lendemain de l'indépendance, il fera une carrière d'ambassadeur notamment en Espagne.
4. Mohamed Rouaï est né en 1929 près de Mascara. Il est l'un des premiers à rejoindre Boussouf après quelques années de clandestinité au sein de l'Organisation spéciale. Au lendemain de l'indépendance, il se fait démobiliser et cesse toute activité politique. Il décédera en 1977.

celle de la vigilance et du contre-espionnage (sous le commandement d'Abderrahmane Berrouane[1]) et bien d'autres ; elle fonctionnera comme une agence de renseignement d'un État indépendant et Boussouf l'utilisera pour espionner également ses adversaires au sein du FLN, de l'ALN ou du GPRA.

Cette « délocalisation » vers la Libye s'explique. N'étant plus commandant de la wilaya V, Boussouf, connu pour sa nature très méfiante, voire paranoïaque, voulait certainement que le contrôle du centre névralgique des services de renseignement algériens échappe totalement à son successeur Houari Boumediène, nommé, dans l'intervalle, chef de l'état-major général (EMG), en d'autres termes, patron de l'armée des frontières.

Contrôler l'Armée pour prendre le pouvoir

Les divergences au sein du GPRA allaient finalement donner lieu à un léger remaniement en janvier 1960, mais le fondateur des services garde son poste. Il prend comme directeur de cabinet Laroussi Khalifa. Son département change néanmoins d'appellation et devient le ministère de l'Armement et des Liaisons générales que d'aucuns appelleront par son acronyme : MALG. La mythification de l'institution commence. Les hommes de Boussouf seront désormais nommés les « malgaches » ou encore les « Boussouf boys ». Ce département disposait de 1 500 hommes alors que les autres ministères étaient, tout au plus, pourvus d'une cinquantaine de collaborateurs. De plus, le secteur de Boussouf récupérait, à lui seul, le quart du budget du GPRA. Le remaniement donne aussi la possibilité au chef du MALG d'être membre d'une nouvelle structure chargée

1. Abderrahmane Berrouane est né en 1929 à Relizane. Il rejoint la wilaya V en 1956 alors qu'il est étudiant à Toulouse. À Oujda, il est intégré dans le service des transmissions. Au lendemain de l'indépendance, il quitte la politique et les services de renseignement.

d'orienter et de commander l'état-major général (EMG), dirigé par Houari Boumediène.

Le 16 janvier 1960, en effet, outre son poste à la tête du MALG, Boussouf devient, avec Krim Belkacem (vice-président du GPRA et ministre des Affaires étrangères) et Lakhdar Ben Tobbal (investi du département de l'Intérieur), membre du Comité interministériel de la guerre (CIG), une instance censée contrôler et superviser l'état-major de l'ALN. Ce nouvel organigramme n'allait pas plaire à Houari Boumediène qui commençait à agir en coulisse contre ce trio en visant principalement Boussouf. Le patron de l'EMG réussira à faire dissoudre le CIG. Boumediène se retrouvait ainsi seul et vrai chef de l'armée des frontières, composée à l'époque de près de 40000 hommes. Belaïd Abdesslam[1], futur chef du gouvernement, affirmera dans son livre[2] que Boumediène était bel et bien en train de fomenter un complot contre les « 3 B ». L'auteur raconte que Ben Khedda[3], qui avait succédé à Ferhat Abbas à la tête du GPRA, s'était entendu dire par Boumediène : « Si tu es un homme, liquide le trio [Ben Tobbal, Belkacem et Boussouf] et l'armée sera derrière toi. »

C'est dans ce contexte que débuteront les pourparlers d'Évian. Le gouvernement français veut enfin parvenir à une solution pour mettre fin à cette guerre qui lui coûte cher politiquement et économiquement. Il invite les membres du FLN à la table des négociations. Très vite, le sujet relatif au statut des unités de l'extérieur est mis sur le tapis. Un dossier épineux s'il en est. Boumediène, devenu une sorte de maréchal d'empire, sent que les choses pourraient lui échapper. À partir du territoire tunisien, il suit les discussions, à distance, à travers ses hommes présents parmi les négociateurs en tant qu'experts militaires. Il est convaincu que cette troupe à laquelle il tient jalousement, cette armée qui, dans son esprit, est devenue un peu la sienne, risque d'être bradée à Évian. Il craint aussi d'être trahi par Boussouf, désormais l'un de ses principaux rivaux. Il sait que ce dernier vise la tête de l'État à naître. En vérité, en l'absence d'un leader incontesté, tous les responsables du FLN, ceux de l'armée des frontières comme ceux du GPRA, rêvent aux places qu'ils auront à occuper au lendemain de l'accession à la souveraineté nationale. Après la guerre pour l'indépendance, il fallait, dans l'esprit de la plupart des dirigeants du FLN et de l'ALN, déclarer celle pour le pouvoir. En cette année 1961, des clans se constituaient, des trahisons se dessinaient et des régionalismes s'exacerbaient. Le temps n'était plus à l'unité et les slogans officiels de la « révolution algérienne » sonnaient déjà faux dans la bouche de militants qui avaient choisi de faire passer leur propre destin avant celui du pays pour lequel les uns et les autres, chacun à sa manière, s'étaient réellement battus ou pas.

Alors que, dans le plus grand secret, d'âpres négociations avaient lieu à Évian entre les représentants des deux délégations, les manœuvres politiciennes et les conjurations, côté algérien, étaient légions. Houari Boumediène, endossant le costume du chef militaire populiste, commençait à chauffer à blanc ses hommes et certains membres du MALG, en les laissant croire, à tort ou à raison, que plusieurs responsables du GPRA voulaient sacrifier l'armée des frontières. En fin manœuvrier, il arrive à retourner certains malgaches, dont Laroussi Khalifa, le directeur de cabinet de Boussouf. Mais également des cadres, formés dans la wilaya V, que Boumediène connaissait parfaitement. Parmi eux, Abdallah Khalef *alias* Kasdi Merbah ou encore Ahmed Zerhouni *alias* Ferhat et bien d'autres.

Le conflit, latent depuis plusieurs mois, n'allait pas tarder à éclater entre le GPRA et Houari Boumediène. Celui-ci, en tacticien, fit savoir à Abdelhafid Boussouf qu'il souhaitait le voir démissionner du gouvernement afin qu'il puisse ainsi marquer sa solidarité avec ses anciens subordonnés de Nador et d'Oujda et

1. Belaïd Abdesslam est né en 1928 à Sétif. Ayant été le premier président de la Sonatrach entre 1964 et 1966, il sera le ministre de l'Industrie et des hydrocarbures de Boumediène avant de devenir *persona non grata* sous Chadli. Il reviendra aux devants de la scène après les émeutes de 1988 et sera désigné chef du gouvernement en juillet 1992.

2. Mahfoud Bennoune, Ali el-Kenz, *Le hasard et l'histoire. Entretiens avec Belaïd Abdesselam*, tome I, ENAG, 1990.

3. Benyoucef Ben Khedda avait remplacé Ferhat Abbas à la tête du GPRA en août 1961.

appuyer, par là même, la position du chef de l'état-major général (EMG). Mais le patron du MALG refuse de quitter le GPRA. Erreur fatidique! Dans les jours qui ont suivi, Boumediène multiplia, selon plusieurs témoins de l'époque, les contacts en présentant Boussouf comme celui qui avait trahi l'armée à des fins d'ambition personnelle. De plus, ce dernier s'était, depuis 1958, complètement coupé des militaires, privilégiant l'action politique, car il pensait probablement que tant que la troupe était tenue par son fidèle adjoint d'hier et néanmoins vieux compagnon de la wilaya V, celle-ci lui serait acquise, de fait. Mauvaise analyse, puisque Houari Boumediène avait, lui aussi, des velléités de pouvoir et s'était forgé, au fil des années, une personnalité d'idéologue attaché à une certaine vision du socialisme, du tiers-mondisme et du nationalisme arabe. Le rapport de force avait basculé en faveur du chef de l'EMG. Il avait la confiance de la plupart de ses hommes. Boumediène, ce jeune colonel autoritaire, n'avait pas hésité, en 1958, à condamner à mort des officiers accusés d'avoir comploté contre le GPRA. Lors de cet épisode appelé le « complot des colonels », quelques officiers supérieurs du commandement opérationnel militaire, basé en Tunisie, avaient remis en question la légitimité du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et comptaient le renverser. Arrêtés et jugés par un tribunal militaire, dirigé alors par Houari Boumediène, quatre officiers furent exécutés[1] et d'autres furent emprisonnés[2].

Cette situation allait perdurer y compris au lendemain de la signature définitive des accords d'Évian le 18 mars 1962 qui officialisaient l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu[3]. N'empêche que dans ce jeu de manœuvriers cherchant à placer leurs pions en vue de la bataille finale pour le pouvoir, c'est le chef de l'EMG

1. Il s'agit des colonels Mohamed Lamouri, Ahmed Nouaouria et Mohamed Aouacheria et du commandant Mustapha Lakehal.

2. Parmi les détenus, on retrouve deux futurs caciques du régime : Mohamed Chérif Messadia et Ahmed Draïa.

3. Un cessez-le-feu entrera en vigueur le 19 mars 1962 à midi.

qui se révélera le plus tacticien de tous. Tel un joueur d'échecs, il avait trois ou quatre coups d'avance sur ses adversaires.

Le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) devant se réunir en août 1961, Boumediène pouvait réaliser la première étape de son coup d'État. Aussi, Ferhat Abbas et Abdelhafid Boussouf, mais aussi Lakhdar Ben Tobbal et Krim Belkacem étaient politiquement neutralisés. Même si Boussouf gardait son poste de ministre au sein du GPRA, celui qui n'allait pas tarder à devenir l'ancien patron du MALG ne pesait quasiment plus rien. Dans ce contexte de crise interne, l'EMG décide d'installer une direction politique intérimaire et refuse de reconnaître toute légitimité au GPRA. Boumediène qui dispose de l'armée des frontières n'ignore pas néanmoins qu'il a besoin d'une légitimité politique pour faire face non seulement au GPRA, mais aussi pour prendre le dessus, politiquement parlant, sur les colonels basés à l'intérieur. En décembre 1961, trois mois avant les accords d'Évian, il charge alors Abdelaziz Bouteflika, l'un de ses hommes de confiance, de se rendre clandestinement en France pour y rencontrer ceux qu'on appelait « les détenus du château d'Aulnoy », en l'occurrence les « historiques du FLN » : Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Khider et Mohamed Boudiaf. Ce dernier, qui accepte difficilement de recevoir l'envoyé spécial de Boumediène venu lui proposer la présidence, refuse la « magouille ». Aït Ahmed fait de même. Ben Bella qui, depuis longtemps, nourrit le rêve de voir son nom associé à la révolution algérienne saute sans condition sur ce plateau servi par Bouteflika, l'émissaire du chef de l'armée des frontières. Boumediène a désormais récupéré un des « historiques », une partie des cadres du MALG et a sous sa coupe l'armée de l'extérieur.

Cette situation de crise permanente qui a duré plusieurs mois a engendré un manque évident de vigilance de la part des structures de renseignement du GPRA qui coûtera la vie à plusieurs militants et cadres. Outre les purges internes, les luttes intestines et les règlements de comptes, il y eut une période de flottement

qui a permis aux services français de passer, sans difficulté, à l'offensive. Il est important de préciser que toutes les wilayas de l'intérieur étaient en état de quasi-anarchie et atteintes, depuis 1960, par une grande déliquescence.

Le mythe entretenu par le pouvoir au lendemain de l'indépendance et qui a toujours porté aux nues l'« imperméabilité des structures de l'ALN et du FLN » ne peut qu'être balayé d'un revers de main par des témoignages et indications révélés au cours des cinquante dernières années. Dans le livre *Roger Wybot et la bataille pour la DST*[1], l'ancien patron du contre-espionnage français, de son vrai nom Roger-Paul Warin, affirmait: « Je développe mon système d'infiltration des réseaux du FLN par des agents à nous. Les hommes que nous glissons dans le dispositif adverse, souvent à des postes subalternes, nous les aidons à conquérir progressivement de l'importance au sein de la rébellion. Nous leur permettons par exemple de passer des armes, de l'argent pour le FLN (...). Avec notre accord et la complicité de l'armée française, nos agents FLN montent également des opérations bidon, de manière à se couvrir de gloire aux yeux de l'état-major du Caire et de Tunis. Chaque fois, nous organisons tout nous-mêmes pour rendre le coup de main rebelle totalement crédible (...). Ce qui leur permet de grimper dans la hiérarchie clandestine, de remplacer ceux que nous choisissons d'éliminer. Certains de ces agents doubles vont atteindre les plus hauts échelons dans l'état-major FLN. Il nous est arrivé de manipuler des chefs et des chefs adjoints de wilayas[2]. »

À ce propos, l'élimination du colonel Lotfi, commandant de la wilaya V, fut assez édifiante. En effet, ce dernier est mort dans une embuscade tendue par la Légion étrangère après une opération d'intoxication initiée par les services français. Ceux-ci ont pu à l'issue de l'accrochage s'approprier l'émetteur en possession de Lotfi et de ses soldats sans que l'état-major

1. *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, propos recueillis par Philippe Bernert, Presses de la Cité, 1975.
2. *Ibid.*

général (EMG) ou les hommes du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) s'en aperçoivent. Les services de l'action psychologique de l'armée française s'attelleront, par la suite, à intoxiquer les membres de la wilaya IV et ceux de la wilaya V, pendant quatre mois, les amenant régulièrement vers des traquenards. Munis du poste radio de type AN/GRC 9 utilisé jusque-là par le colonel Lotfi et des codes trouvés sur son cadavre, les services français vont se faire passer pour lui et commander ainsi à distance des unités de l'ALN. L'opération provoquera de nombreuses pertes parmi les maquisards. Cet épisode sera soigneusement dissimulé aux Algériens comme plusieurs autres segments de leur histoire, magnifiée par un pouvoir qui l'instrumentalisera pour asseoir une légitimité enjolivée sinon préfabriquée. Cinquante ans plus tard, les langues commencent à se délier et certains anciens du MALG n'hésitent pas à avouer en privé que, contrairement à la légende, leur structure fut bel et bien infiltrée par les services français qui avaient introduit quelques taupes dans l'institution de Boussouf. Selon plusieurs sources concordantes, lors des négociations à Évian, la partie française était très bien renseignée sur l'organisation de l'ALN et de ses services. Certes, le MALG avait réussi, de son côté, à obtenir quelques renseignements importants, mais n'avait pas ce degré de cloisonnement souvent vanté par quelques apologues du régime.

Au début des années 1960, il y avait plusieurs clans au sein du système algérien et les uns et les autres combattaient, le plus souvent, pour leur destin personnel. Les services de renseignement devenaient un enjeu de taille et quelques informations auraient fuité vers l'« ennemi » pour faciliter l'élimination de quelques rivaux potentiels. C'est ce qui explique, en partie, la crispation de plusieurs responsables algériens quand il s'agit d'évoquer les archives de la « guerre d'Algérie » qui seront en grande partie déclassifiées en 2012 par les autorités françaises.

Abdelhafid Boussouf comprenait qu'il avait perdu la partie face à Houari Boumediène, l'homme fort du régime à naître.

Les deux « compagnons d'armes » voulaient prendre le pouvoir en contrôlant l'armée. Le premier dissimulait à peine ses visées et pensait que celle-ci lui était acquise. Boumediène, en revanche, était parvenu à se hisser à la tête de l'état-major général (EMG), sans rien montrer de ses ambitions politiques. Discrètement, il s'est construit des réseaux, il a scellé des alliances pour prendre le commandement de la troupe tout en s'érigeant comme le chef incontesté de cette armée des frontières, disciplinée, équipée et qui, de surcroît, lui était fidèle. Malgré une certaine réserve ou pudeur, Boumediène avait montré un charisme et une autorité qui faisaient de lui un homme à la fois craint et respecté. Ses hommes avaient vu son intransigeance lorsqu'il eut à gérer, en 1958, le « complot des colonels ».

À quelques mois de l'indépendance, le patron de l'armée des frontières contrôlait quasiment tous les centres névralgiques. Il a demandé à son fidèle serviteur, le jeune Abdelaziz Bouteflika, de prendre contact avec les responsables du MALG, installés à Tripoli, à la « base Didouche Mourad » pour récupérer les différents dossiers et les archives. Boumediène exige des cadres du service, désormais sous sa coupe, de rapatrier vers l'Algérie toute la documentation entreposée en Libye ou encore celle qui est éparpillée entre la Tunisie, l'Égypte et le Maroc. Les archives des services devenaient un enjeu que se disputaient les éléments ralliés au patron de la troupe et ceux restés fidèles au GPRA et à Boussouf. Et pour cause : ces dossiers émanant notamment de la Direction de la vigilance et du contre-espionnage devaient servir de base de travail à la police politique que le régime était en train d'installer. Les hommes du chef de l'état-major, en surnombre, pouvant compter sur l'appui de l'armée de l'extérieur, finiront par en prendre le contrôle. Ainsi, plus de 50 tonnes de documents furent convoyées vers l'Ouest algérien où s'était replié, en un premier temps, le duo Ben Bella/Boumediène. Ce n'est qu'après leur prise de pouvoir que cette précieuse documentation qui contient les secrets de la guerre de libération sera transférée vers la capitale, mise en lieu sûr et classée, à ce jour, « secret défense ». Une partie aurait même était détruite, car jugée trop compromettante.

Abdelhafid Boussouf est lâché, non seulement par Boumediène, mais aussi par les services égyptiens ainsi que par Ferhat Abbas et Lakhdar Ben Tobbal. Le chef du MALG qui pensait avoir un grand destin dans une Algérie indépendante se trouvera finalement esseulé après que ses alliés et ses subordonnés l'eurent abandonné, les uns après les autres, préférant rejoindre le PC de Boumediène à Ghardimaou ou encore Tlemcen, ville où s'était établi Ben Bella[1] en attendant de renverser le GPRA dirigé par Benyoucef Ben Khedda.

Abdelhafid Boussouf n'avait plus la confiance de plusieurs de ses hommes et à ce titre la défection de Laroussi Khalifa, son plus proche collaborateur et directeur de cabinet au MALG, est symptomatique de l'esprit dictatorial du fondateur des services algériens. Ce dernier avait, en effet, poussé Khalifa à divorcer d'avec son épouse, une Française qu'il soupçonnait d'espionnage. N'ayant pas le choix, Khalifa s'était exécuté, mais n'avait jamais pardonné à son mentor cette intrusion, qu'il jugeait infondée, dans sa vie privée. Une année après cet épisode, il rallia officiellement Houari Boumediène tout comme l'avaient fait Kasdi Merbah, Boualem Bessaïeh ou Messaoud Zeghar. Le chef de l'armée n'hésita pas, et avec beaucoup de cynisme, à tuer politiquement celui qui fut son chef et « compagnon d'armes ».

Les « Boussouf boys », ayant vu le vent tourner et la mise sur la touche de celui qui avait fondé leur service, se transformaient, les uns après les autres, en « Boumediène boys ». Les malgaches avaient décidé de se mettre au garde-à-vous devant celui qui était debout. Pendant un temps, le nom de Boussouf deviendra même tabou.

Seuls quelques fidèles parmi les fidèles quitteront, de leur plein gré, les services en même temps que lui. D'autres militants

1. Ben Bella, libéré par les autorités françaises après les accords d'Évian, rentre en Algérie, après un séjour au Caire, et se rend à Tlemcen le 11 juillet 1962 où il établir son quartier général, alors que les membres du GPRA sont déjà à Alger.

sincères, dégoûtés par les luttes fratricides, décidèrent également de cesser toute activité politique. Ils avaient tous compris que le vrai chef désormais n'était autre que le très autoritaire patron de l'EMG.

Le pouvoir réel était entre les mains de l'armée et de ses services de sécurité et allait le demeurer pour longtemps. Les craintes exprimées de façon très prémonitoire par le colonel Lotfi devaient se confirmer. Il avait, en effet, affirmé à Ferhat Abbas, alors président du GPRA: « Notre Algérie va échouer entre les mains des colonels, autant dire des analphabètes. J'ai observé chez un très grand nombre d'entre eux une tendance aux méthodes fascistes. Ils rêvent tous d'être sultans au pouvoir absolu. Derrière leurs querelles, j'aperçois un grave danger pour l'Algérie indépendante. Ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre les citoyens. Ils conserveront du commandement qu'ils exercent le goût du pouvoir et de l'autoritarisme. Que deviendra l'Algérie entre les mains de pareils individus[1] ? »

1. Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre : l'aurore*, Garnier, 1980.

II – La Sécurité militaire, une police politique au service de Boumediène (1962-1978)

Le renseignement pour mieux asseoir le pouvoir personnel

Au lendemain des négociations d'Évian, une fraction d'irréductibles Pieds-Noirs décidera, au sein de l'Organisation armée secrète (OAS) de poursuivre une politique de la terre brûlée[1]. Opposés à la démarche du gouvernement français comme aux idées indépendantistes du FLN et évidemment aux principes des accords d'Évian, ces extrémistes, partisans de « l'Algérie française », lanceront une campagne d'attentats dans l'Hexagone et en Algérie.

Dans ce contexte, les hommes de Boussouf, devenus, pour la plupart, des collaborateurs de Houari Boumediène, devaient faire face à plusieurs enjeux. Ils devaient protéger certaines personnalités de la révolution contre d'éventuelles opérations de liquidation physique, veiller à la préservation des édifices publics, appelés à accueillir les futures institutions algériennes, mais surtout permettre au colonel Boumediène de mettre en application ses choix et d'installer, y compris par la force s'il le fallait, Ahmed Ben Bella à la tête de l'État.

Celui qui n'allait pas tarder à devenir le premier président de l'Algérie indépendante pouvait compter également sur le soutien de l'Égyptien Nasser et devait, contre toute attente, recevoir l'appui de Ferhat Abbas, considéré pourtant comme un « homme

1. L'Organisation armée secrète (OAS) a été créée officiellement à Madrid le 11 février 1962 par Pierre Lagaillarde, Jean-Jacques Susini et le général Raoul Salan. Ces derniers avaient commencé leurs activités clandestines durant l'année 1961, mais ils décidèrent de passer à la vitesse supérieure dès qu'ils eurent vent des négociations que le gouvernement français et les représentants du GPRA allaient ouvrir.

honnête». Ce dernier s'expliquera plus tard en affirmant qu'il était «loin de soupçonner que les manigances des Ben Bella et des Boumediène avaient pour but de conduire notre pays [l'Algérie] au parti unique et au pouvoir personnel[1] ».

Tout au long de l'été 1962, qui sera celui de la discorde, Ben Khedda fera face aux intrigues et aux manœuvres de déstabilisation mises en œuvre par les hommes du MALG sur ordre de Boumediène. Insidieusement, le président du GPRA sera présenté à la population comme un «traître», accusation qui deviendra légion dans le système algérien. Celui-ci aime diaboliser, y compris les figures les plus respectables lorsqu'elles sont en rupture de ban, on fera croire qu'il serait «à la solde des Français» ou encore «sous le contrôle de Bourguiba [le président tunisien]». Les malgaches qui avaient été formés aux techniques de propagande et qui savaient déjà déstabiliser un «adversaire» ont mis donc en œuvre leur «science» pour servir leur nouveau chef: Houari Boumediène, loin pourtant d'être un héros incontesté de la révolution puisqu'il n'est revenu en Algérie qu'au lendemain du cessez-le-feu, passant toutes ces années de guerre entre le Maroc et la Tunisie alors que les maquis, démunis et désarmés, étaient souvent fauchés par l'artillerie française. Aujourd'hui, plusieurs témoignages font état de cette volonté qu'avaient les Boussouf et Boumediène – pour ne citer qu'eux – de conserver les armes pour eux et de ne pas en faire parvenir aux wilayas de l'intérieur afin que ces soldats soient fragilisés le jour où il faudrait lancer la course vers le pouvoir. À l'époque déjà, Benyoucef Ben Khedda, le président du GPRA, n'hésitait pas à pointer l'index en direction de ces chefs qui «n'ont pas connu la guerre révolutionnaire comme leurs frères du maquis». Il n'avait pas tort: tandis que des éléments de la troupe, des sous-officiers ou des officiers subalternes tentaient des incursions vers le territoire algérien, y compris après la construction des barrages électrifiés, l'écrasante majorité des cadres supérieurs, comme Boumediène,

1. Ferhat Abbas, *L'indépendance confisquée*, Flammarion, 1984.

étaient restés aux frontières marocaine et tunisienne, stockant chichement le matériel de guerre, refusant de prendre des risques et pensant surtout aux places à occuper au lendemain de l'indépendance.

Il va sans dire que le système algérien, malgré les slogans pompeux, a méprisé le rôle des combattants de l'intérieur et celui du peuple. Cette entreprise a pu avoir lieu grâce à l'œuvre de commissaires politiques, formés davantage pour faire l'éloge du chef que pour défendre des idées et, plus tard, à travers une Sécurité militaire qui a eu pour instruction d'installer une chape de plomb sur toutes les zones sombres du combat libérateur et notamment sur les sujets relatifs aux liquidations physiques dont s'étaient rendus coupables Boussouf et ses hommes, comme ce fut le cas avec Abbane Ramdane par exemple. Aussi, au fil des mois et des années, devait se mettre en place, de façon pernicieuse, une politique répressive dont l'objectif non avoué consistait à museler le peuple et à le priver des principes portés pourtant par la révolution. Réclamer le respect des valeurs énoncées par celle-ci devenait, aux yeux des nouveaux maîtres d'Alger, *de facto*... une démarche «contre-révolutionnaire».

Quoi qu'il en soit, ce coup d'État qui n'a jamais vraiment dit son nom, opéré tout au long de l'été de la discorde, connut son apogée entre les 3 et 9 septembre 1962 lorsque Ben Bella demanda aux militaires qui le soutenaient de marcher sur la capitale et de l'installer à la tête de l'Algérie indépendante. Des affrontements opposèrent des éléments issus des maquis de l'intérieur aux unités dirigées par Houari Boumediène. Cette bataille fratricide fera un millier de morts. Finalement, le 9 septembre, les troupes basées à l'extérieur, plus nombreuses, mieux équipées et surarmées firent leur entrée triomphale à Alger en portant aux nues Houari Boumediène.

À peine étaient-ils dans la capitale que Ben Bella et Boumediène s'empressèrent de dissoudre le GPRA, mais aussi le MALG. C'est le patron de l'armée qui allait récupérer les services. Ce fut tâche aisée. Plusieurs témoignages, évoquant les malgaches,

parlent alors de ces « hommes désemparés » qui n'hésitaient plus à critiquer leur ancien chef, espérant se faire reclasser dans les institutions algériennes à naître. Le 13 septembre, lorsque les nouveaux hommes forts de l'Algérie rendent publique la liste des candidats à l'Assemblée constituante, le nom de Abdelhafid Boussouf, comme celui de plusieurs membres du GPRA, n'est mentionné nulle part. Il a été bel et bien banni. L'ex-patron du MALG a été quasiment rayé des mémoires. Il choisit de quitter l'Algérie, s'établissant, un temps, en Tunisie, avant de s'installer durablement en France et de se lancer dans le *business*, notamment celui des armes en faveur de l'Algérie, puis de s'investir, quelques années plus tard, dans des activités maritimes. Selon nos sources, cette « reconversion » fut décidée à l'issue d'une réunion secrète organisée au Maroc par Zeghar et au cours de laquelle Boumediène n'avait laissé aucun autre choix à son ancien chef. Boussouf qui connaît mieux que quiconque l'univers du renseignement sait qu'il est préférable, lorsqu'on perd une partie d'échecs et pour garder la vie sauve, de se retirer sur la pointe des pieds et d'entretenir, autant que faire se peut, des relations pacifiques et cordiales avec son adversaire. Tout au long de son exil, entrecoupé par quelques visites en Algérie, il ne gênera jamais les hommes forts du régime et ne fera aucune déclaration publique. Conservant un rapport discret et indirect avec Boumediène, à travers Messaoud Zeghar notamment, ou *via* Saïd Aït Messaoudène[1], Boussouf qui ne mêlera plus jamais de politique, jouera, cela dit, à l'intermédiaire dans le monde très fermé du commerce de l'armement et fera, de temps à autre, des opérations de lobbying en faveur de ses anciens « compagnons ».

Boumediène décide d'intégrer les « services » au ministère de la Défense et de les placer sous son commandement direct. Il confie leur réorganisation à deux de ses hommes de confiance :

1. Saïd Aït Messaoudène est né en 1933 en Kabylie. Élève de l'école des officiers de l'armée de l'air de Salon-de-Provence, il rejoint l'ALN en 1958. Il sera l'un des premiers pilotes de l'armée algérienne qu'il commandera jusqu'en 1967 avant de devenir PDG d'Air Algérie en 1968. Il assumera ensuite plusieurs postes ministériels.

Kasdi Merbah et Ahmed Bencherif[1]. Mais en officier méfiant, quasi paranoïaque, le tout-puissant patron de l'armée évitera de mettre tous ses œufs dans le même panier et s'attellera à donner naissance à des services parallèles dirigés, entre autres, par son ami Messaoud Zeghar, *alias* Rachid Casa, officiellement démobilisé des structures de la SM après l'indépendance. Celui-ci aura en réalité pour mission de faire du renseignement et du lobbying, notamment en dehors de l'Algérie puisqu'il entretenait d'impressionnants réseaux à l'étranger, tant aux États-Unis et en Europe que dans plusieurs capitales arabes et ce, aussi bien dans les milieux politico-diplomatiques que dans ceux de l'économie et de la finance. Boumediène chargera, par ailleurs, à travers Ahmed Medeghri[2], ministre de l'Intérieur, plusieurs services de police de lui rendre compte également des informations qu'ils glanaient. Ces derniers devaient travailler, aux côtés de la SM, sur les questions relatives à la sécurité intérieure et au contrôle de la société, mais allaient parfois être sollicités pour des « opérations spéciales » hors du territoire algérien. La police fera, durant plusieurs années, l'objet de convoitises, car aussi bien Ben Bella que Boumediène voulaient avoir la mainmise sur cet outil[3]. Le patron de l'armée savait, par ailleurs, qu'il pouvait

1. Ahmed Bencherif est né en 1927 à Djelfa. Ancien sous-lieutenant de l'armée française, il déserte et rejoint l'ALN en 1957. Après s'être occupé des services pendant quelques semaines, il est chargé par Boumediène de créer un corps de gendarmerie. C'est ainsi qu'il sera nommé commandant de la gendarmerie nationale jusqu'en 1977. Après cette date, il sera mis au placard avant d'être écarté du FLN et accusé de malversations financières par la Cour des comptes. Il ne sera cependant jamais inquiété.
2. Ahmed Medeghri est né en 1934 à Oran. Il rejoint la wilaya V en 1957 et devient l'un des adjoints de Boumediène. Il sera à deux reprises ministre de l'Intérieur, une première fois sous Ben Bella, de 1962 à 1964, et une seconde fois sous Boumediène de 1965 à 1974, année de sa mort. On le retrouvera décédé dans son appartement. Officiellement, il s'agirait d'un « suicide ».
3. Entre 1962 et 1965, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), créée en juillet 1962, a connu quatre patrons en trois ans : Mohamed Medjad, nommé par le GPRA (juillet à décembre 1962), Mohamed Yousfi, proche de Ben Bella (décembre 1962 à septembre 1962), Larbi Tayebi, proche de Boumediène (de septembre 1963 à septembre 1964) et Mohamed Yadi, un intime de Ben Bella (de septembre 1964 à juin 1965).

compter sur le capitaine Abdelmadjid Aouchiche[1], un autre de ses fidèles, pour être constamment informé de ce qui se passait à l'intérieur du pays et au sein de l'institution militaire et sur ce qui se racontait dans le sérail. Mission dévolue également au colonel Chabou[2] qui fut chargé de surveiller de très près certains officiers supérieurs, notamment les anciens commandants des maquis de l'intérieur, qui regardaient d'un très mauvais œil les places accordées aux déserteurs de l'armée française ayant rejoint le groupe de Boumediène et l'influence de ceux-ci sur le système.

Quelques semaines après l'indépendance, en septembre 1962, Ahmed Bencherif[3] se verra confier la tâche de diriger un corps de gendarmerie, rattaché au ministère de la Défense, créé sur décision de l'exécutif provisoire, en août de la même année. Deux mois plus tard, Kasdi Merbah, commandé directement par Boumediène, devenait patron de la Sécurité militaire. L'appareil sécuritaire ainsi façonné (armée-SM-police-gendarmerie-services parallèles) allait permettre à Boumediène et, dans une seconde phase, au régime d'assurer sa pérennité à travers un total maillage de la société et des institutions. De plus, le système théorisé par Boussouf qui appelle à la création d'une structure unique couvrant à la fois le renseignement intérieur et extérieur

1. Abdelmadjid Aouchiche est né en 1926 près de Sétif. Proche de Boumediène depuis la fin des années 1950, il avait été nommé « directeur central au ministère de la Défense » au lendemain de l'indépendance, chargé des constructions. Par la suite, il aura pour mission de créer la société publique DNC, réalisant les gros œuvres. Cet officier qui finira au grade de colonel sera les yeux et les oreilles de Boumediène pour ce qui concerne les Affaires intérieures et notamment pour surveiller les hommes du sérail. Dans les années 1970, il sera nommé ministre de l'Habitat, mais tombera en disgrâce. Houari Boumediène était exaspéré par les informations qu'il recevait à propos de son protégé qui était soupçonné par de nombreux services de s'adonner à des malversations financières. Il mourut à Alger en novembre 2010.

2. Moulay Abdelkader Chabou est né en 1929. Officier au sein de l'armée française, il rejoint l'ALN en 1957. Très proche de Houari Boumediène, il est nommé, dès l'indépendance, secrétaire général au ministère de la Défense. Il meurt dans un accident d'hélicoptère en avril 1971.

3. Devenu commandant de la gendarmerie nationale, Ahmed Bencherif agira en véritable nabab. Alors que la « légitimité historique » était requise pour tout poste de responsabilité, il accueillera son frère Abdelkader Bencherif, un ancien sous-officier de l'armée française, revenu en Algérie en 1963, qui sera promu officier et nommé au commandant d'une unité de la gendarmerie.

devait, selon le nouvel homme fort d'Alger, être gardé en l'état, car l'objectif était que tout le dispositif soit contrôlé par un chef qui concentrerait le maximum de pouvoirs.

Cette organisation quasi soviétique devait justement permettre à une génération de cadres, formée en URSS, dès 1961 à l'époque de Boussouf, de se révéler. Ainsi, une année avant l'indépendance, le MALG avait envoyé quelques-uns de ses officiers à Moscou pour recevoir une formation spécifique auprès des services, dirigés alors par Vadim Alexeïevitch Kirpichenko[1], spécialiste au KGB des « affaires maghrébines et moyen-orientales ». Cette fournée, qui fut baptisée « promotion Tapis Rouge », était constituée notamment de ceux qui avaient déjà fréquenté les centres de Nador et d'Oujda ou ceux formés à la frontière tunisienne durant la guerre de libération. On y trouvera, outre Kasdi Merbah, pour ne citer qu'eux: Mohamed Mediène, *alias* Toufik (actuel patron du DRS), Hassan Bendjelti *alias* Abderrazek (appelé également Hassan Tétouan) qui, en 1994, aura en charge le renseignement extérieur et Djillali Meraou *alias* Si Salah « El-Mokh[2] » qui sera assassiné à Alger en 1995 par un groupe terroriste. Ce dernier était alors colonel en charge du service de « communication et de documentation » au sein du DRS, dont la mission consistait à orienter et à surveiller le travail des médias et à mettre en application la propagande officielle du pouvoir[3].

Aussi, en octobre 1962, la Sécurité militaire algérienne était-elle officiellement née. Son chef, Kasdi Merbah, allait structurer cet outil de renseignement afin de servir Houari

1. Vadim Alexeïevitch Kirpichenko était un officier général du KGB spécialiste du monde arabe. En poste au Caire dans les années 1950, il fait la connaissance de certains indépendantistes algériens, dont Abdelhafid Boussouf. Dans les années 1970, il dirige la section S des « illégaux » du KGB, en d'autres termes les agents clandestins, et devient au début des années 1980 le patron du renseignement extérieur. Il est décédé en 2005.

2. *El Mokh* veut littéralement dire « le Cerveau ».

3. Après l'assassinat du colonel Salah Meraou, en 1995, ce service, appelé « Centre de communication et de documentation » (CCD), sera dirigé par les colonels Fawzi (1995-1997), Tahri Zoubir *alias* Hadj Zoubir (1997-2001) et à nouveau par le colonel Fawzi (2001-2011).

Boumediène, le puissant ministre de la Défense, et sa politique. Ben Bella comprit le danger puisqu'il ne contrôlait aucune force de sécurité. Aidé par ses amis égyptiens, il forma un groupe parallèle, chargé de le renseigner, dirigé par Mustapha Fettal[1], un ancien soudeur nommé à la tête des « services spéciaux » de la présidence. Il organisa également sa propre police – plutôt milice – qui représentera une sorte de garde prétorienne, placée sous les ordres de Mahmoud Guennez[2].

Au lendemain de l'indépendance, des dirigeants ne possédant aucune légitimité démocratique pensèrent contrôler la société principalement par la force, la répression, l'intimidation et l'arbitraire. Des militants proches des milieux communistes, structurés, plus tard, au sein du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), ceux liés à des figures historiques comme Mohamed Boudiaf ou Hocine Aït Ahmed sont souvent arrêtés, voire torturés. Bachir Hadj Ali[3], fondateur du PAGS en 1966, sera, lui aussi, soumis à la torture et détenu à la prison de Lambèse (aujourd'hui Tazoult) durant plusieurs années.

La Sécurité militaire terrorise ceux qui critiquent Ben Bella et Boumediène. L'évocation des deux lettres « SM » devient quasiment taboue. Les opposants et la *vox populi* préfèrent évoquer ironiquement « Sport et Musique » lorsqu'ils veulent faire allusion à cette obscure institution qui les terrifie. Même les responsables et les adhérents du FLN ou de jeunes officiers de l'armée n'osent pas parler ouvertement, ni en bien, encore moins en mal,

1. Mustapha Fettal est né en 1926 à Alger. Il rejoint le PPA en 1945, ensuite l'Organisation spéciale l'année suivante et devient, au lendemain du 1er novembre 1954, l'un des responsables opérationnels du FLN à Alger. Très proche de Ben Bella, il supervisera entre 1962 et 1965 un service parallèle fonctionnant en milice, chargé de protéger le président.

2. Mahmoud Guennez est né en 1934 à Tébessa. Ancien membre de l'ALN à l'est du pays, il se rapproche de Ben Bella au lendemain de l'indépendance avant de se laisser récupérer par Houari Boumediène. Après le coup d'État, il est chargé par le nouvel homme fort du pays de créer l'association de l'Amicale des Algériens en France et, en 1970, il est nommé ministre des moudjahidines [les anciens combattants].

3. Bachir Hadj Ali est né en 1920 à Alger. Communiste algérien et membre du PCA depuis 1945, il est une figure du Mouvement national. Opposé au coup d'état de Boumediène en 1965, il sera arrêté et torturé.

de cet organe de renseignement, transformé en outil de répression et en une véritable machine à complots. La SM dispose alors de moyens humains, matériels et financiers qui lui permettent de quadriller l'ensemble de la société. Des informateurs sont recrutés dans les sections du FLN, au sein des différentes « sociétés nationales » qui doivent employer obligatoirement des agents. On les appellera les « BSP ». Ce sont en fait des membres des bureaux de surveillance et de prévention, antennes des services à l'intérieur des entreprises et des organismes publics. Les ambassades, les consulats, les centres culturels algériens à l'étranger sont tous pourvus d'officiers et de sous-officiers chargés d'être les yeux et les oreilles de Kasdi Merbah, et donc de Boumediène. La SM créera des associations à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour avoir accès à la société civile et pour identifier d'éventuels « contre-révolutionnaires ». Progressivement, elle prendra plus de poids lorsqu'elle sera dotée du pouvoir de valider ou d'invalider des nominations, non pas celles de hauts responsables appelés à occuper des fonctions stratégiques – ce qui est classique et normal – mais y compris celles de petits fonctionnaires ou de cadres intermédiaires, et ce, dans tous les secteurs d'activité. Dès 1962, il n'y avait pas un pan de la société qui pouvait échapper au contrôle de la SM. L'outil de renseignement se transformait au fil du temps en une puissante police politique qui se permettait de sonder les âmes, les cœurs et les esprits. Aussi, la structure de Kasdi Merbah saura qu'il lui est possible d'avoir la mainmise sur un pays tout entier en entretenant une clientèle parmi les élites. Celles-ci sont tenues de faire acte d'allégeance si elles veulent accéder aux responsabilités et donc à la rente. Or, pour parvenir à faire carrière, l'obtention de ce fameux sésame qu'est l'habilitation de la SM, sans laquelle rien n'est accessible, devient indispensable. Ce levier, érigé en épée de Damoclès sur la tête des fonctionnaires, continue d'être utilisé à ce jour pour mettre au pas une grande partie du personnel politique et administratif, les magistrats et les chefs d'entreprises publiques. Ceux qui critiquent la politique du régime, s'ils voient parfois leur vie épar-

gnée, ne peuvent que constater leur mort sociale et professionnelle.

Les autorités françaises avaient convenu avec les maîtres d'Alger le maintien de quelques « conseillers techniques », chargés d'encadrer la formation des nouvelles forces de sécurité, notamment celles sous le commandement de la police ou de la gendarmerie. C'est ainsi qu'en pleine guerre froide la capitale algérienne était devenue le centre d'une situation très cocasse, puisque d'un côté experts soviétiques, bulgares, égyptiens, syriens et yougoslaves formaient des unités de l'armée et des services, et d'un autre côté des gendarmes et des policiers français entouraient les entraînements des troupes d'Ahmed Bencherif ou des éléments des renseignements généraux algériens qui relèvent de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Durant cette période, Ahmed Ben Bella tentera de régner sur l'Algérie d'une main de fer. Il neutralisera, souvent avec l'aide de Boumediène et de sa Sécurité militaire, tous les opposants potentiels, surtout les « historiques » en les emprisonnant ou en les poussant vers l'exil. Ce fut le cas de Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf, Aït Ahmed ou Krim Belkacem, pour ne citer qu'eux. Il n'hésitera pas, d'après d'anciens responsables, à donner carte blanche à ses hommes (notamment à Mustapha Fettal et à M'hamed Hamadache, un commissaire chargé de la police judiciaire à l'époque et des basses besognes du régime) qui pouvaient ainsi s'adonner aussi bien à la torture qu'aux liquidations physiques.

Il est plus que probable, selon les éléments recueillis, que Mohamed Khemisti[1], l'ancien ministre des Affaires étrangères, assassiné en 1963, officiellement par un « déséquilibré », ait été liquidé en fait sur instruction de Ben Bella, sinon avec sa bénédiction tacite et celle de Boumediène. Ce dernier aurait été informé par Kasdi Merbah des intentions du président à l'égard

1. Mohamed Khemisti est né en 1930 à Maghnia, à l'ouest du pays. Il a occupé entre autres fonctions celle de ministre des Affaires étrangères de septembre 1962 au 11 avril 1963, date de son assassinat.

du chef de la diplomatie d'alors, mais le ministre de la Défense, qui attendait son heure pour réaliser son coup d'État, aurait préféré laisser faire afin que Ben Bella se coupe davantage du personnel politique.

Mohamed Khemisti a été assassiné le 11 avril 1963. Il avait commencé à marquer sa différence avec les choix du locataire de la présidence au moment où celui-ci élaborait avec ses plus proches conseillers la première Constitution de l'Algérie indépendante[1] qui consacrait une orientation idéologique du système portée essentiellement sur le socialisme autogestionnaire, le panarabisme et l'islamité. Cette thèse relative au « désaccord » entre les deux hommes sera corroborée, quarante-huit ans plus tard, par le témoignage de la veuve du ministre qui dira que son défunt époux a été assassiné « pour des raisons politiques[2] ». Lors d'un entretien accordé au quotidien algérien *El-Watan*, elle affirmera que Mohamed Khemisti lui avait confié quelques jours avant sa mort qu'il avait l'intention de démissionner du gouvernement « à cause d'un profond désaccord » avec Ben Bella. « Le désaccord entre les deux hommes portait sur le choix des grandes orientations idéologiques choisies par l'Algérie et auxquelles s'opposait avec force le ministre.[3] »

Idéologiquement parlant, Ahmed Ben Bella avait mis ses pas derrière ceux de Nasser, arborant le nationalisme arabe d'une main et l'idéologie islamiste de l'autre. D'ailleurs, il ne cachera pas que son conseiller personnel, Toufik Chaoui, à l'époque, l'un des éminents représentants de la Confrérie des Frères musulmans[4] en Algérie, avait été l'architecte de la première loi fondamentale algérienne, mais également le concepteur du code de la

1. Celle-ci sera promulguée le 10 septembre 1963.
2. *El-Watan* du 29 mars 2011.
3. *Ibid.*
4. La Confrérie des Frères musulmans est un mouvement intégriste qui propage un islam politique. Elle fut fondée en 1928 en Égypte par Hassan al-Banna. Aujourd'hui, la Confrérie est une école de pensée qui tente d'instaurer des théocraties dans tous les pays arabes et dans les pays peuplés majoritairement par des musulmans. Cette organisation prétend avoir renoncé à la violence, sauf que plusieurs idéologues formés en son sein ont soit versé dans le terrorisme, soit légitimé celui-ci.

nationalité. L'islamisme et le panarabisme à la mode nassérienne devaient être greffés dans l'esprit des Algériens, au prétexte que leur président avait choisi de faire acte d'allégeance au Caire. La société algérienne, aux racines berbères, de culture méditerranéenne, ayant eu, jusque-là, une approche apaisée de l'islam en optant depuis plusieurs siècles pour le rite malékite ou pour le soufisme, fut soumise, dès l'indépendance, à des doctrines qui lui étaient en vérité totalement étrangères. On a voulu transformer le citoyen algérien en lui insufflant, à travers le « projet de société » mis en place, une personnalité et des comportements qui n'ont jamais été les siens. En raison de ses orientations idéologiques qui étaient aux antipodes à la fois de l'identité algérienne et des principes énoncés dans la déclaration du 1er novembre 1954, Ben Bella faisait face à plusieurs oppositions : celles d'Aït Ahmed, de Boudiaf et, quelques semaines plus tard, celle de Ferhat Abbas, nommé, en 1962, à la tête de l'Assemblée constituante, mais qui finira par démissionner en août 1963.

C'est dans ce contexte que Ben Bella aurait décidé de faire éliminer Mohamed Khemisti dont la démission du gouvernement aurait été néfaste pour le président autocrate qui vivait une conjoncture politique très tendue. Ben Bella aurait donc demandé à Mustapha Fettal de « faire le nécessaire ». Ce dernier se tournera alors vers le commissaire M'hamed Hamadache, homme des basses œuvres, afin de neutraliser Mohamed Khemisti avant que celui-ci n'annonce sa défection. L'officier qui occupait avec son service des locaux appelés « *Dar En Nakhla* » [la maison du Palmier], dans le quartier algérois de Notre-Dame d'Afrique, utilisait ses bureaux comme des salles d'interrogatoires et de torture. Même au niveau du siège de la police judiciaire, situé à l'époque sur le Chemin de la Madeleine dans le secteur d'Hydra[1], Hamadache avait fait construire des cellules en béton de moins d'un mètre carré et d'une hauteur de moins de 2 mètres qui devaient – à en croire un ancien

1. Ces locaux furent transformés par la suite en laboratoire de la police scientifique.

policier qui a travaillé dans ces lieux – accueillir des détenus, obligés de garder une position debout durant toute la durée de leur incarcération. Hamadache était craint dans tout Alger pour sa férocité et il connaissait, à son tour, le Tout-Alger. Ayant entendu parler d'un jeune homme qui critiquait ouvertement le ministre, il aurait décidé de se rapprocher de lui, de le manipuler et de le conditionner afin d'en faire l'exécutant d'un assassinat politique. Il s'agissait d'un journaliste de 24 ans : Mohamed el-Hadi Zenadi, qui n'avait, en fait, rien d'un déséquilibré. Hamadache lui aurait remis un pistolet de calibre 7.65, non recensé, et l'aurait poussé à commettre ce forfait. Comment le policier a-t-il instrumentalisé celui qui allait devenir l'assassin de Khemisti ? Il y a plusieurs hypothèses, la plus sérieuse avance que ce dernier aurait présenté une demande pour intégrer le corps de la police et que Hamadache lui aurait assigné cet assassinat comme « première mission ». L'autre version, entretenue par le régime, parle d'une histoire de « rivalité amoureuse ». C'est en fait une thèse montée de toutes pièces visant à éloigner tout soupçon sur la nature politique du crime.

En tout état de cause, après avoir prononcé un discours devant l'Assemblée algérienne, Mohamed Khemisti quitte l'enceinte, accompagné de son épouse, elle-même députée. Son assassin, Mohamed el-Hadi Zenadi, l'attend patiemment à la sortie. Il lui tire une balle à bout portant, en pleine tête. Le ministre tombe dans le coma et rend l'âme trois semaines plus tard, le 5 mai 1963.

Durant l'« enquête », Zenadi confirmera être l'auteur du coup de feu fatal, mais ne révélera jamais les mobiles l'ayant incité à s'en prendre au chef de la diplomatie. À quelques jours de son procès, en janvier 1964, le jeune journaliste fera une « tentative de suicide ». En définitive, il y aura une première audience le 3 février 1964 et le processus judiciaire s'achèvera au bout de deux jours par une condamnation « à la peine capitale pour assassinat ». Sentence qui ne sera jamais exécutée, puisque sept mois seulement après le procès, Ahmed Ben Bella, pourtant

réputé intransigeant, signe, le 3 septembre 1964, un « décret de grâce » commuant la peine de mort prononcée à l'encontre de Mohamed el-Hadi Zenadi en « réclusion criminelle perpétuelle[1] ». Finalement, six mois après cette « grâce présidentielle », le jeune homme sera retrouvé mort dans sa cellule. Officiellement, l'assassin de Khemisti se serait « suicidé ».

Ironie du sort ou alors cynisme à l'algérienne : le jour où Ben Bella signait le « décret de grâce » de Mohamed Zenadi, pourtant assassin de son ministre des Affaires étrangères, lui et Boumediène faisaient passer une figure de l'ALN, le colonel Mohamed Chaabani[2], devant le peloton d'exécution.

Le jeune officier au verbe haut et à la popularité de plus en plus grandissante, âgé de 30 ans, était considéré par Boumediène comme un sérieux rival. La Sécurité militaire ne cessait pas de noter dans ses rapports les sorties, pour le moins iconoclastes, de celui qui dirigeait à l'époque la 4e région militaire (Biskra/Ouargla). Chaabani, réputé pour être une « grande gueule », ne s'empêchait pas de critiquer ouvertement le pouvoir personnel de Ben Bella et les orientations idéologiques de ce dernier. Boumediène, en patron de l'armée et néanmoins ministre de la Défense, suggère alors au président de démettre l'« indiscipliné » de son poste en lui faisant croire que celui-ci prépare un coup d'État. L'autocrate reçoit les mêmes conseils de ses amis des services égyptiens présents à Alger. N'ayant aucune confiance dans le personnel de la SM ni en son ministre de la Défense, Ben Bella a demandé aux Égyptiens d'espionner ses propres officiers et certains de ses collaborateurs. Quelques-uns affirment aujourd'hui qu'ils n'ignoraient pas qu'ils étaient mis sur écoute par les barbouzes de Nasser, installées au centre d'Alger.

1. Décret présidentiel du 3 septembre 1964. Voir *Journal officiel de la République algérienne* du 15 Septembre 1964.
2. Mohamed Chaabani est né en 1934 à Biskra. Militant de la cause nationale, il rejoint très tôt les rangs de l'ALN dans l'est du pays. Au lendemain de l'indépendance, il est nommé chef de région militaire avec grade de colonel, mais très vite il s'oppose au pouvoir personnel de Ben Bella et au diktat de Boumediène.

Le président algérien qui aimait répéter dans ses discours : « Nous briserons les reins de la bourgeoisie et des contre-révolutionnaires ! », ne se fera pas prier pour considérer le colonel Chaabani comme un personnage dangereux pour son règne, comme un « contre-révolutionnaire ». Il décide, après avoir échoué dans une ultime tentative de domestication de l'officier rebelle, de le démettre de ses fonctions, de le dégrader[1] et de confisquer ses biens personnels.

Le 8 juillet 1964, l'officier supérieur est arrêté par le commandant Abdallah Belhouchet[2], accompagné de quelques hommes de Kasdi Merbah. Ces derniers le transfèrent à Oran.

Le 2 septembre commencera le procès expéditif de Mohamed Chaabani devant une cour martiale aux ordres et créée spécialement un mois auparavant[3] pour l'occasion. L'audience durera jusqu'au lendemain à l'aube. À 3 heures du matin, la sentence tombe. Le colonel Chaabani est condamné à mort. Il est accusé de « complot contre l'État » et d'« intelligence avec les services français ». Ce qui était évidemment faux. Une heure plus tard, il est exécuté[4]. Le jour même, Ben Bella gracie l'assassin de Khemisti !

Deux jours plus tôt, il faisait fusiller cinq militants du FFS. La justice à deux vitesses était déjà en marche.

1. Décret du 2 juillet 1964 cassant de son grade et rayant des cadres de l'Armée le colonel Mohamed Chaabani.
2. Abdallah Belhouchet est né en 1923. Ancien sous-officier de l'armée française, il rejoint l'ALN en 1956. En 1964, il est commandant de la 3e région militaire. Il deviendra plus tard l'un des piliers du régime de Boumediène et de celui de Chadli Bendjedid dans les années 1980.
3. Ordonnance n° 61-211 du 28 juillet 1964 portant création d'une cour martiale complétée par l'arrêté du 3 août 1964 portant désignation du président de la cour martiale, Mahmoud Zertal. Parmi les juges assesseurs, on retrouvera le colonel Ahmed Bencherif (patron de la gendarmerie), les commandants Abderrahmane Ben Salem et Saïd Abid, mais également le commandant Chadli Bendjedid (alors patron de la 2e région militaire et futur président algérien).
4. Dans l'ordonnance qu'il avait prise le 28 juillet 1964, Ben Bella avait tenu à faire préciser que « l'arrêt de la cour martiale n'est susceptible d'aucun recours » et qu'il était « immédiatement exécutoire ».

En réalité, l'« affaire Chaabani » illustre parfaitement le système algérien. Liquidé pour avoir refusé de cautionner le principe du pouvoir personnel, la mainmise de l'armée des frontières sur le pouvoir réel et l'omniprésence dans les structures de l'État des membres du « clan d'Oujda » au détriment de ceux qui, durant près de huit ans, avaient combattu à l'intérieur du pays. Le colonel Chaabani est éliminé, car représentant par ailleurs un vrai danger pour les ambitions de Houari Boumediène qui n'a pas levé le petit doigt pour le sauver.

L'année 1963 est également riche en répression. Mohamed Boudiaf, l'un des fondateurs du FLN, est kidnappé le 21 juin en milieu de journée dans le quartier d'Hydra par quatre hommes de la SM qui le remettront, par la suite, aux gendarmes d'Ahmed Bencherif. Cette arrestation par des services commandés directement par le ministre de la Défense montre qu'à cette époque Ben Bella et Boumediène s'entendent au moins sur la question relative à la neutralisation des figures ayant exprimé leur opposition à la nature du pouvoir mis en place.

« Ce régime a peur de la clarté, comme les oiseaux de nuit qui ne peuvent voler que dans l'obscurité », écrira plus tard Mohamed Boudiaf dans un livre au titre prémonitoire : *Où va l'Algérie*[1] *?*

L'opposant sera alors transféré dans le sud du pays, en plein désert, et mis au secret dans une caserne à Tsabit, à plus de 1 000 kilomètres de la capitale. Il y restera cinq mois avant d'être libéré. Quelques semaines après son élargissement, il est contraint à l'exil.

Au moment où Mohamed Boudiaf quitte l'Algérie, c'est au tour de Ferhat Abbas, une autre figure du Mouvement national, de se faire interpeller. Le 3 juillet 1964, des policiers investissent sa résidence située dans le quartier de Kouba sur les hauteurs d'Alger. C'est, encore une fois, le fameux commissaire M'hamed Hamadache qui est à la manœuvre. Il est alors accompagné

1. Mohamed Boudiaf, *Où va l'Algérie ?* Librairie de l'Étoile, 1964.

d'une quinzaine d'hommes en armes, chargés d'arrêter l'ancien chef de file du GPRA et de l'Assemblée constituante qui avait préféré démissionner plutôt que de cautionner les manœuvres auxquelles s'adonnait Ben Bella lors de l'élaboration de la première Constitution algérienne. En effet, le président a réuni dans une salle de cinéma ses zélés sympathisants et courtisans, membres du FLN, qui ont validé le texte, quasiment sans discussion, au mépris des députés. Démarche rejetée alors par Ferhat Abbas. L'Assemblée constituante qui représentait, plus ou moins, les différents courants et sensibilités de la société algérienne ne pouvait plus débattre. Elle n'avait alors d'autre choix que de voter l'adoption de la mouture de la loi fondamentale élaborée en catimini par Ben Bella. Désormais ses opposants le surnommeront le « calife de Bagdad ».

Lorsque le fameux commissaire Hamadache se présente, avec ces hommes, devant Ferhat Abbas, ce dernier refuse de le suivre. Sa notoriété internationale et son statut de figure de la lutte pour l'indépendance empêchent le sbire de Ben Bella d'employer la manière forte. Cela dit, de façon totalement arbitraire, il décide de rester, avec ses policiers, dans la résidence de l'ancien président du GPRA. Cette situation perdure jusqu'au 19 août, soit durant un mois et demi. Finalement, usant d'un stratagème, Hamadache réussit à convaincre Ferhat Abbas de sortir de son domicile en lui faisant croire que le problème sera réglé à l'issue d'un rendez-vous avec l'un des responsables de la sûreté.

À peine est-il monté dans la voiture des policiers que l'ancien président du GPRA se rend compte du piège. Il comprend qu'il ne reviendra pas chez lui de sitôt. Il sera détenu dans l'une des maisons occupées par la police de Ben Bella, avec d'autres opposants politiques, dont Abderrahmane Farès[1], et sera mis au secret

1. Abderrahmane Farès est né en 1911 en Kabylie. Arrêté en novembre 1961 pour collecte de fonds au profit du FLN, il sera libéré après les accords d'Évian. Entre avril et septembre 1962, il avait été à la tête de l'exécutif provisoire. Membre de l'Assemblée constituante, il sera arrêté sur ordre de Ben Bella en 1964. Libéré l'année suivante, il cesse toute activité politique. Il décédera à Alger en 1991.

jusqu'à la fin du mois d'octobre avant d'être transféré à Béchar, dans le sud du pays. Ferhat Abbas ne sera libéré que le 8 juin 1965.

Ben Bella a décidé de faire arrêter tous les membres de l'Assemblée constituante qui ont dénoncé ses manœuvres et ceux qui les avaient ouvertement critiquées. Le fait du prince (ou du calife) était de rigueur. Après avoir dirigé l'exécutif provisoire au lendemain du cessez-le-feu de mars 1962, Abderrahmane Farès était devenu député. Le 7 juillet 1964, en se rendant à son domicile situé au centre d'Alger, rue Michelet (aujourd'hui Didouche-Mourad), il est intercepté par deux hommes travaillant sous les ordres du commissaire Hamadache qui l'invitent alors à les suivre. Il sera séquestré dans un lieu de torture avant d'être envoyé, à son tour, à Béchar.

« Redressement révolutionnaire » à Alger !

Le « calife de Bagdad » n'allait pas tarder à être dans le viseur de Houari Boumediène et de sa Sécurité militaire. Et pour cause : en bon autocrate, Ben Bella voulait neutraliser, en un second temps, ceux qui l'avaient fait roi, en l'occurrence le puissant chef de l'Armée et ses hommes. Les membres du clan d'Oujda étaient devenus gênants. Le président n'avait aucune prise sur eux et il savait que son pouvoir resterait fragile tant que ces derniers seraient aux affaires. De plus, le ministre de la Défense et ses fidèles lieutenants font bande à part.

Abdelaziz Bouteflika, nommé ministre des Affaires étrangères quelques mois après l'assassinat de Mohamed Khemisti, rendait davantage compte de ses activités au chef de l'armée qu'au président ; Kasdi Merbah, le patron de la SM, ne reconnaissait aucun autre supérieur hiérarchique que Houari Boumediène ; Chérif Belkacem, chargé de l'orientation ou encore Ahmed Medeghri, le ministre de l'Intérieur, et Ahmed Kaïd[1], à la tête du ministère

1. Ahmed Kaïd est né en 1921 à Tiaret. Plus connu sous le pseudonyme de « commandant Slimane », Ahmed Kaïd a été un proche de Boumediène. Au lendemain de l'indépendance, il devient député, puis ministre du Tourisme. Après avoir été évincé

du Tourisme, forment le premier cercle de ce colonel, véritable homme fort de l'Algérie indépendante.

Les affidés du ministre de la Défense représentent une entrave aux yeux d'un Ben Bella, en quête du pouvoir absolu. Pour lui, il faut d'abord fragiliser Boumediène avant de l'écarter définitivement. Pour ce faire, il décide d'éloigner des ministères stratégiques, les uns après les autres, tous les proches de son désormais rival. Les Ahmed Medeghri, Chérif Belkacem, Ahmed Kaïd sont les premiers à faire les frais de cette purge. Medeghri sera poussé à la démission et les deux autres seront tout simplement limogés. Ben Bella ira jusqu'à s'approprier les postes de chef du gouvernement ainsi que les départements de l'Intérieur, des Finances et de l'Information, tout en se propulsant à la tête de l'appareil du FLN dont il sera le secrétaire général. Pour essayer de reprendre en main l'ensemble du corps de la police, il nomme, le 25 août 1964, comme numéro un de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) l'un de ses fidèles : Mohamed Yadi el-Ouassini.

À cette époque, au sein de l'Algérie indépendante, il y a deux États dans l'État. D'un côté, celui de Ben Bella qui contrôlait, par l'intermédiaire de Mohamed Yadi, les forces de police et, à travers Mustapha Fettal, des unités auxiliaires ; et, de l'autre, celui de Boumediène, patron de l'armée, qui a la main, grâce à la fidélité indéfectible de Kasdi Merbah, sur la Sécurité militaire et, *via* Ahmed Bencherif, sur la gendarmerie.

Une guerre larvée oppose les deux clans. Après avoir décidé, en mars 1964, d'adjoindre à son ministre de la Défense, sans le consulter, un chef d'état-major[1] en la personne du colonel Tahar Zbiri[2] qu'il pensait acquis à sa cause, l'autocrate choisit, au

par Ben Bella, il retrouve un poste ministériel (celui des Finances) au lendemain du coup d'État de 1965. Il quitte la politique à la suite de profonds désaccords avec Houari Boumediène et s'exile au Maroc où il décédera en 1978.

1. Décret du 4 mars 1964 portant nomination des membres de l'état-major général de l'Armée nationale populaire (ANP).

2. Tahar Zbiri est né en 1929 à Souk Ahras. Dès le 1er novembre 1954, il rejoint le maquis. Arrêté, il sera condamné à mort, mais il réussira à s'évader de prison. Après

début de l'année 1965, de comploter contre celui qui l'avait fait roi, allant jusqu'à susciter une mutinerie au quartier général de Houari Boumediène qui manque d'être abattu par un soldat. En réalité, Ben Bella se trompe de stratégie. Il évalue mal la situation. Les militaires sont globalement très proches de Boumediène, et Tahar Zbiri, le nouveau chef d'état-major, entretient secrètement une profonde rancune envers Ben Bella, notamment en raison de l'élimination du colonel Chaabani auquel il vouait une véritable admiration.

Le « calife de Bagdad » a profité également d'un déplacement de Boumediène à Moscou, en 1964, pour effectuer quelques changements dans l'organigramme de l'institution militaire. Il multiplie les coups tordus, mais le ministre de la Défense reste impassible et ne répond pas à la provocation. Il ne montre rien de la colère qui le ronge.

Pour l'anecdote, le commandant de bord pilotant l'avion officiel dans lequel Boumediène a effectué le voyage à Moscou avait reçu un message de Ben Bella en personne, lui intimant l'ordre de faire rapatrier l'appareil et l'équipage en Algérie. Le ministre de la Défense ne sera même pas informé et sera obligé de demeurer un mois en URSS. Là aussi, il ne bougera pas. Il fait comme si de rien n'était et profite de sa présence pour participer aux festivités organisées par les Soviétiques à l'occasion de leur fête nationale. Mais Ben Bella s'acharne : il décide d'envoyer une autre délégation pour le représenter. Boumediène ne bronche pas. Il attend son heure.

C'est dire qu'entre le début de l'année 1964 et les mois qui précèdent la chute de Ben Bella, la situation est plus que tendue à Alger. Dans les chancelleries étrangères, on craint le pire.

l'indépendance, il est nommé chef d'état-major par Ben Bella. Il rejoindra néanmoins l'équipe de Boumediène et prendra une part active dans le coup d'État qui a permis de déposer Ben Bella. Le 14 décembre 1967, il tente un autre putsch. Cette fois contre Boumediène. Après son échec, il se réfugie au Maroc et en Europe. Son exil durera jusqu'en 1979 avec l'arrivée de Chadli Bendjedid au pouvoir. Il tentera de jouer, de nouveau, un rôle politique, mais il ne réussira pas à initier une vraie dynamique autour de son nom.

À la veille de la Conférence afro-asiatique devant se tenir, à la fin de juin 1965, dans la capitale algérienne, la « ville de tous les révolutionnaires » donne une piètre image d'elle-même.

Le « calife de Bagdad » comptait limoger, lors de l'été 1965, l'un des derniers lieutenants de Boumediène encore en poste : le ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika. Pour ce faire, Ben Bella met sur pied un stratagème. Il manœuvre et se rapproche, contre toute attente, de Hocine Aït Ahmed, pourtant emprisonné et se réconcilie publiquement avec celui-ci. Ce dernier avait créé un maquis en Kabylie et donné naissance, en septembre 1963, au Front des forces socialistes (FFS).

L'opposition armée décidée par Aït Ahmed a avorté quelque temps après son arrestation, mais surtout après que le pouvoir algérien eut instrumentalisé, au même moment, un violent conflit avec le Maroc qui s'est transformé, en octobre 1963, en un affrontement armé, appelé la « guerre des sables[1] ». Désormais, la stratégie de Ben Bella, qui ne disposait pas d'un appareil politique acquis (le FLN étant verrouillé par la Sécurité militaire) ni même, malgré la popularité relative dont il jouissait au sein des classes les plus démunies, d'un réel appui auprès de la société, voulait s'assurer du soutien du nouveau parti d'Aït Ahmed et de l'aura qu'avait cette personnalité historique.

Abdelaziz Bouteflika, sentant son heure proche, conseille alors à Boumediène d'agir trois jours avant l'ouverture à Alger de la Conférence afro-asiatique. Maîtrisant l'art de l'intrigue, le ministre des Affaires étrangères jouera, en effet, un rôle important dans les événements puisqu'il va les précipiter en créant une

1. La « guerre des sables » entre l'Algérie et le Maroc a éclaté en octobre 1963 et a duré un mois. Un cessez-le-feu définitif a été signé entre les deux parties le 20 février 1964. Ce conflit est né en raison de la volonté marocaine de reconsidérer le tracé frontalier hérité de l'époque coloniale. Intéressé particulièrement par la région de Tindouf où des gisements miniers furent découverts, le roi Hassan II veut alors l'intégrer dans une logique d'un « grand Maroc » qui compte également le Sahara occidental, alors sous domination espagnole. Cela étant dit, il est évident que Ben Bella d'un côté et Hassan II de l'autre avaient tout intérêt à faire éclater ce conflit pour détourner l'attention de leurs populations respectives et occulter ainsi les oppositions auxquelles, ils faisaient face l'un et l'autre.

sorte de groupe anti-Ben Bella dont les membres devaient tous inciter Boumediène à passer à l'action dans les meilleurs délais. Le putsch aura finalement lieu le 19 juin 1965.

Les barbouzes de Fethi Dib sont présents en nombre à Alger. Ce dernier, désormais ancien haut responsable des services égyptiens (il a été nommé ambassadeur de l'Égypte auprès de la Confédération suisse), est toujours aussi proche de Ben Bella et continue de suivre, avec attention, l'évolution des « affaires algériennes ». Il séjourne régulièrement à Alger, ainsi que l'Amiral Souleymane Eizet[1], sans compter l'ambassadeur d'Égypte Ali Khachaba qui faisait office de chef occulte de la diplomatie algérienne. Cette ingérence est réclamée par le président Nasser en personne.

Houari Boumediène charge Kasdi Merbah, l'un des rares à être dans la confidence, de s'assurer que les Égyptiens qui savent l'imminence d'un coup d'État à Alger n'apprennent rien à propos des détails de l'opération, encore moins sur la date de celle-ci. Plusieurs renseignements laissent croire que Nasser pourrait intervenir, y compris militairement pour sauver son ami Ben Bella. Les mouvements de la marine égyptienne en Méditerranée inquiètent le ministre de la Défense. Il faut donc faire vite et surtout être très discret. Seuls quelques cadres qui jouissent de la confiance de Boumediène sont mis au parfum. Les soldats qui doivent prendre part au putsch ignorent tout jusqu'à la dernière minute.

C'est ainsi qu'à l'aube du 19 juin 1965, le colonel Tahar Zbiri se dirige vers le ministère de la Défense pour informer Boumediène de l'arrestation du chef de l'État. Alger vient de changer de maître.

Ben Bella est réveillé en pleine nuit et apprend qu'il est déposé. À 2 h 30 du matin, en effet, le chef d'état-major passe les menottes à celui qui l'avait nommé une année auparavant

1. Souleymane Eizet est né en 1910 en Égypte. Il a fait partie des « officiers libres » qui renverseront le roi Farouk en 1952. Sous Nasser, il est chargé du commandement de la Marine. Il décédera en 1970.

au poste d'adjoint du puissant ministre de la Défense, espérant ainsi en faire son homme de confiance et son allié au sein de l'armée. Le colonel Tahar Zbiri est accompagné de Saïd Abid[1], commandant de la 1re région militaire, et d'Ahmed Draïa[2], hissé à la tête de la DGSN trois semaines plus tôt et de quelques éléments de la Sécurité militaire dont un certain Ali Tounsi, l'un des jeunes cadres de la SM et futur patron de la police algérienne dans les années 1990.

Boumediène a réussi à retourner la plupart de ceux que Ben Bella considérait comme des proches. Mis à part Zbiri, le ministre de la Défense avait, quelques mois avant le coup d'État, gagné la confiance de Mahmoud Guennez, pourtant chargé de la garde présidentielle. Le colonel putschiste savait au fond de lui que ceux qui allaient demeurer fidèles à son rival ne pesaient pas gros sur l'échiquier politique ou militaire algérien. D'un autre côté, les hommes de Merbah avaient comme instruction de neutraliser plusieurs amis et collaborateurs du « calife de Bagdad ».

Les arrestations allaient donc se poursuivre toute la nuit. Mohamed Sghir Nekkache[3], le ministre des Anciens Combattants, l'un des proches du président déposé, est de ceux-là. Refusant de se rendre, il sera grièvement blessé par arme à feu, mais aura finalement la vie sauve. Un autre groupe ira mettre la main sur le président de l'Assemblée Hadj Mohamed Ben Alla[4], un

1. Saïd Abid est né en 1932 à Souk Ahras. Officier de l'ALN, il sera nommé commandant de la 1re région militaire en 1963. Membre du Conseil de la Révolution après le coup d'État contre Ben Bella, il se « suicide » deux années plus tard après la tentative de putsch fomentée contre Boumediène par Tahar Zbiri.
2. Ahmed Draïa est né en 1929 à Souk Ahras. Ancien officier de l'ALN, il avait été nommé à la tête de la DGSN avant le coup d'État et gardera ce poste jusqu'en 1977. Il occupera par la suite des postes de ministre et d'ambassadeur. Il décédera en 1988.
3. Mohamed Sghir Nekkache est né en 1918. Ancien officier de l'ALN, il était chargé du service de la santé de l'armée des frontières. Au lendemain de l'indépendance, il est nommé d'abord ministre de la Santé, ensuite ministre des Anciens Combattants. Emprisonné au lendemain du coup d'État, il sera libéré après le décès de Boumediène.
4. Hadj Mohamed Ben Alla est né en 1923. Ancien membre de l'Organisation spéciale, il était proche de Ben Bella depuis les années 1950. Président de l'Assemblée constituante après la démission de Ferhat Abbas, il est arrêté en 1965 et libéré trois années plus tard.

fidèle de Ben Bella. Après un moment de résistance, il se laissera passer les menottes. Le chef de la SM enverra certains de ses éléments arrêter le commissaire M'hamed Hamadache qui sera immédiatement jeté en prison. Ce dernier tombera gravement malade en détention et sera libéré peu de temps avant sa mort. Les hommes de Kasdi Merbah, très discrètement, se chargeront de cueillir dans leur sommeil, les uns après les autres, tous les proches de Ben Bella dont un certain Hervé Bourges[1], naturalisé algérien deux années plus tôt et qui exerçait la fonction de « conseiller technique » à la présidence. Le futur patron de France 2 et du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sera arrêté et torturé avant d'être autorisé à revenir en France en 1966.

Le Conseil de la Révolution est donc mis sur pied quelques heures seulement après le coup d'État. Tahar Zbiri ira rassurer son supérieur putschiste en lui lançant : « C'est bon, le peuple n'a pas bougé. » En effet, hormis quelques manifestations, sans conséquence, la population accueille le « redressement révolutionnaire » avec une grande passivité alors que Ben Bella, disait-on, jouissait d'une importante popularité en raison du mythe qu'il s'est construit et de son parcours. Les chars stationnés aux points stratégiques et les gendarmes de Bencherif, déployés à travers le pays, ainsi qu'une présence invisible mais fort pesante de la Sécurité militaire de Merbah, conjugués à la personnalité du « calife de Bagdad », qui était loin de faire l'unanimité, et à une opposition déjà laminée ainsi qu'à l'inexistence d'une société civile indépendante sont autant d'éléments qui permettent à Boumediène et à son clan de réaliser leur opération en toute quiétude. En analysant le contexte, Boumediène savait qu'il prenait peu de risques. Seuls les Égyptiens pouvaient représenter un danger. Les militaires et les hommes de Merbah reçurent l'ordre d'interpeller les membres des services de Nasser ainsi que les principaux responsables de la milice benbelliste dirigée par Mustapha Fettal, resté fidèle à Ben Bella.

1. Hervé Bourges est né en 1933 à Rennes. Journaliste, ancien président de France 2 et du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), il fut de 1962 à 1965 conseiller du président Ben Bella. Arrêté et torturé après le coup d'État, Hervé Bourges n'a jamais tenu rigueur au pouvoir algérien puisqu'il continue d'être l'un de ses plus ardents défenseurs. Au moment de l'écriture de cet ouvrage, il finalisait un documentaire visiblement apologétique pour le pouvoir algérien à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance. C'est ce qui a poussé plusieurs figures de l'opposition algérienne à refuser de témoigner devant sa caméra.

Les quelques manifestations qui se sont produites de manière éparse ont été durement réprimées. D'ailleurs, elles ne pouvaient en aucune manière déstabiliser les putschistes. Hormis des résistances ici et là et des accrochages qui engendrèrent quelques dizaines de morts ou de blessés, le coup d'État se passe presque sans encombre. Si personne ne regrette Ben Bella, aucune des figures de l'opposition ne s'enthousiasme pour le très austère colonel Boumediène. D'aucuns savent que l'armée et ses services de renseignement ainsi que les autres corps de sécurité, qui font si peur aux Algériens, sont sous sa coupe. Méfiant à l'égard du FLN, n'ayant aucune confiance en ses membres dont il connaît la versatilité, Boumediène va utiliser l'armée et notamment la Sécurité militaire, qu'il contrôle totalement, comme les principaux socles de son pouvoir.

On liquide les opposants

La répression va se poursuivre et les arrestations opérées par les hommes de la SM s'accentuent. Le pouvoir est paranoïaque, car se sachant illégitime. Toute phrase peut être mal interprétée. Il l'est d'autant plus que les opposants ne ratent pas une occasion pour rappeler le caractère antidémocratique du régime. Boudiaf, Krim, Khider ou Aït Ahmed, tous exilés désormais, pointent l'index en direction de l'autoritarisme de Boumediène. Les actes de torture succèdent aux arrestations. Tout au long de l'année 1966, une vaste campagne de répression s'abat sur les militants du FFS et sur les communistes du PAGS. Un sort identique est réservé aux sympathisants du PRS, le Parti de la révolution socialiste, créé par Mohamed Boudiaf en 1963.

D'un autre côté, à peine a-t-il pris ses fonctions de président du Conseil de la Révolution que Boumediène demande à ses services de suivre de très près le « cas Mohamed Khider ». Cette figure de la révolution, devenue au lendemain de l'indépendance secrétaire général et trésorier du FLN, exaspère le nouveau chef de l'État algérien.

En 1963, Khider avait démissionné du parti en raison de profondes divergences avec Ben Bella et s'était installé en Suisse, d'où il avait annoncé, l'année suivante, son opposition au régime du « calife de Bagdad ». Position qu'il allait réitérer à l'égard de Boumediène après le coup d'État. Cela étant dit, Khider choisira de garder par-devers lui les fonds du FLN. Le trésor de guerre du parti était entreposé pour une grande partie en Suisse auprès de la Banque commerciale arabe (BCA) dont le principal dirigeant n'est autre que François Genoud, un homme d'affaires suisse proche des nazis durant la Seconde Guerre mondiale et lié, depuis les années 1950, aux mouvements indépendantistes et aux chefs d'État arabes.

À l'époque, sur les comptes de la BCA, il y avait près de 42 millions de francs suisses appartenant au FLN. Mohamed Khider transformera ce compte, initialement au nom du parti, en un compte personnel, visiblement avec la complaisance de la direction de la banque. Cette opération est devenue effective le 15 juin 1964. C'est probablement ce qui incitera le dissident à annoncer publiquement, trois semaines plus tard, le 5 juillet, son opposition à Ben Bella. Dès le lendemain de cette annonce, des délégataires du pouvoir algérien portent plainte contre Khider pour « abus de confiance ». Entre le 15 juin et le 1er juillet, l'ancien trésorier du FLN avait retiré en espèces les 42 millions de francs suisses. Il déclarera par la suite que ces fonds étaient à la « disposition des opposants au FLN et à Ben Bella ». Il venait en fait de signer son arrêt de mort, d'autant plus que Boumediène avait essayé, en vain, de récupérer le « trésor » entre les mains de Khider en lui envoyant des émissaires et surtout un sinistre

officier connu pour diriger des « opérations spéciales ». Son nom : le commandant Slimane Hoffman[1].

Quelques mois après son accession au pouvoir, Houari Boumediène déclarait devant une conférence des cadres du FLN : « Nous ne sommes pas prêts à pardonner le vol de ces biens et tôt ou tard il sera du devoir de chaque militant de demander leur restitution. » Plusieurs informations, non vérifiées et probablement invérifiables, ont laissé entendre que Khider avait partagé cette somme entre lui, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Boudiaf ainsi que d'autres opposants[2]. L'un des rares indices qui pourraient étayer cette thèse réside dans le fait que les deux derniers ont pu financer leurs actions politiques et vécu dans une certaine aisance durant plusieurs années. Aït Ahmed vit en Suisse depuis les années 1960 et nul ne lui connaît d'activité professionnelle ; quant à Boudiaf, il s'était installé au Maroc en 1964 où il avait acheté une briqueterie et une demeure alors qu'il avait quitté l'Algérie dans une situation de relatif dénuement. Ont-ils bénéficié de leur « part du trésor » comme l'avait laissé entendre Mohamed Khider ? Aït Ahmed a toujours vigoureusement nié. Un proche de Boudiaf nous a indiqué, quant à lui, que le PRS, le parti créé par ce dernier au lendemain de l'indépendance, a « toujours été financé par ses militants ». Cette source est catégorique : « Ni Aït Ahmed ni Boudiaf n'ont reçu de l'argent de Khider », en concluant : « Je sais que Boudiaf était financé par son frère qui avait un café dans le 15e arrondissement de Paris. »

Quoi qu'il en soit, cette affaire va coûter la vie à l'ancien trésorier du FLN. Selon une de nos sources, l'opération visant à éliminer Mohamed Khider a été confiée non pas à la SM mais aux services de police dirigés depuis juin 1965 par Ahmed Draïa. Infor-

1. Slimane Hoffman est né en 1922. Déserteur de l'armée française, il a rejoint l'ALN en 1956 pour s'occuper de la formation des officiers à la frontière est. Il sera très proche de Boumediène et devient son directeur de cabinet. En 1965, il est chargé de suivre les « mouvements révolutionnaires » à l'étranger et de quelques « missions spéciales ». En 1970, il est nommé wali d'Alger (préfet) et promu au grade de colonel.
2. Cette thèse a été relayée notamment par Pierre Péan dans un ouvrage intitulé *L'extrémiste* (Fayard, 1996).

mation indirectement consolidée par les déclarations que fera bien plus tard Kasdi Merbah, lorsqu'en 1990 il sera interrogé sur les assassinats politiques. Tout en niant l'implication de sa structure dans l'élimination physique de Khider et sans en accuser d'autres, il affirmera : « Il y avait bien sûr des services qui ne dépendaient pas de moi[1]. » Justement, notre source, ancien cadre supérieur au sein des services de sécurité, précise que l'opération aurait été menée sous la direction d'Ahmed Draïa et de Slimane Hoffman qui auraient suivi son déroulement du début à la fin. Ces derniers fréquentaient assidûment un restaurant algérois huppé, *El-Djenina* [Le Jardin], tenu par un ancien de la pègre répondant au sobriquet de Philippe le Dingue, de son vrai nom Philippe Aït Issad[2]. Il avait connu Ahmed Draïa, deux années plus tôt, en 1963, quand celui-ci était encore patron des Compagnies nationales de sécurité (CNS)[3]. Les deux hommes s'étaient liés d'amitié.

En octobre 1965, Philippe le Dingue est contacté par des amis à lui : Désiré Draï, Mohamed Tayeb Bouharid et Jeannot le Sicilien de son vrai nom Giovanni Corti. Ce sont des membres du milieu marseillais. Ils veulent écouler près de 5 millions de faux billets en Algérie et demandent à leur interlocuteur de les aider. Le patron du restaurant *El-Djenina* accepte. La monnaie falsifiée est alors embarquée sur un bateau qui accoste à Alger à la mi-janvier 1966. Les mafieux sont sûrs de leur opération, car ils connaissent Philippe le Dingue depuis le temps où, à Paris et à Marseille, il faisait le baroudeur pour le compte du FLN. Sauf que cette fois, ils se sont trompés. Le Dingue avait informé son ami Ahmed Draïa de ce qui se tramait et a permis du coup au nouveau directeur de la police de réaliser l'arrestation de sa carrière. Les voyous seront en effet cueillis dès leur arrivée en Algérie. La plupart des trafiquants seront condamnés à mort et exécutés quelques mois plus tard.

1. *Algérie Actualité* du 19 juillet 1990.
2. Philippe Aït Issad est né en 1928. Ancien de la pègre parisienne, il fera partie de la Fédération de France du FLN. Au lendemain de l'indépendance, il obtient des facilitations pour ouvrir le restaurant *El-Djenina* pour « services rendus à la nation ». Il décédera en 1983.
3. Les CNS sont l'équivalent des CRS français, chargés du maintien de l'ordre.

Les autorités sont contentes de récupérer la manne financière en « faux billets ». On décide d'utiliser une partie de la monnaie falsifiée pour payer quelques obscures opérations notamment en Afrique, en France et au Maroc. Quelques années plus tard, la Sécurité militaire créera ses propres ateliers pour fabriquer des faux dollars et quelques devises étrangères. Une technique classique dans le monde des services secrets. Elle sert à financer des opérations clandestines ou à déstabiliser l'économie d'un pays ennemi.

Le restaurant *El-Djenina* est prisé par les caciques du régime. Abdelaziz Bouteflika, Slimane Hoffman ou Mohamed Chérif Messadia[1] y viennent régulièrement. Mais l'endroit est aussi fréquenté par des figures du grand banditisme algérois. Salah Vespa notamment. Celui-ci, de son vrai nom Mohamed-Salah Hidjeb[2], est alors très proche des responsables cités pour lesquels, précisent les personnes qui nous ont renseigné, il organisait des « soirées bleues ou roses », en d'autres termes des parties fines tantôt à tendance hétérosexuelle et tantôt à orientation homosexuelle.

Ami de longue date de Philippe le Dingue – ils étaient ensemble depuis les années 1950 à Paris auprès de la Fédération de France du FLN – Vespa se rapprochera, à son tour, d'Ahmed Draïa et de Slimane Hoffman qui couvrent tous ses méfaits et l'utilisent, de temps à autre, comme homme de main.

1. Mohamed Chérif Messadia est né en 1924 à Souk Ahras. Ancien commissaire politique, il est l'un des caciques du FLN. Il occupera plusieurs responsabilités. Son dernier poste a été celui de président du Sénat. Il est décédé en 2002.
2. Mohamed Salah Hidjeb est né en 1933 à Alger. Il se rend très jeune en France et devient un délinquant notoire. Lorsque éclate la guerre de libération, il est recruté par la Fédération de France du FLN, comme « gros bras », chargé du racket et du convoi d'armes. Après un séjour en prison, il revient en Algérie et, au lendemain de l'indépendance, il rejoint le « milieu » algérois. Recruté par la police à l'âge de 34 ans, il devient, contre toute attente « commissaire » et, à la fin des années 1970, il est nommé consul d'Algérie à Genève. Il décédera en 1982 d'un cancer. Il a été pendant une quinzaine d'années l'un des exécutants des « sales besognes » pour le compte de la police et de la SM.

Salah Vespa et Philippe le Dingue ont d'ailleurs, avec l'accord des services algériens, recruté un certain nombre de spécialistes des coups tordus issus du milieu parisien et marseillais pour des « opérations ponctuelles » aussi bien à Alger qu'à l'étranger.

Ce serait lors d'un dîner, organisé dans ce restaurant durant l'été 1966, que Draïa aurait chargé son homme de confiance d'éliminer Khider. Salah Vespa enrôle quatre autres barbouzes : Youcef Dakhmouche, un ancien membre du MALG, démobilisé au lendemain de l'indépendance et reconverti dans le commerce de bijoux, ainsi que trois truands. Les cinq voyous se sont rendus séparément à Madrid dès le mois de décembre 1966 et, après avoir repéré leur cible, ils décident de passer à l'action le 4 janvier 1967. La veille de l'attentat, un problème surgit entre les différents exécutants. Dakhmouche ne voulait plus prendre part à l'opération, expliquant que son rôle consistait à la financer seulement. Cette défection de dernière minute pousse Salah Vespa à se passer des services de l'ancien du MALG. Accompagné de ses trois autres complices, il va attendre Khider dans la voiture louée par Dakhmouche et, après l'élimination de l'opposant, les tueurs abandonnent le véhicule dans l'une des rues de Madrid et s'enfuient à pied. La police espagnole conclura son enquête en accusant Youcef Dakhmouche, mais le régime de Franco qui entretenait de bonnes relations avec Boumediène fera en sorte que la justice étouffe l'affaire. Depuis le forfait de Salah Vespa et de ses acolytes, Dakhmouche n'a plus donné signe de vie. Il aurait séjourné dans plusieurs pays et serait revenu clandestinement en Algérie, restant ainsi en cavale durant quatre ans, jusqu'au jour où, en 1971, il est arrêté par des éléments de la Sécurité militaire. Depuis, il est porté disparu. Quarante ans après son arrestation, personne ne sait quel sort lui a été réservé. Notre source précise que Dakhmouche a été tué et enterré dans un lieu tenu secret. Il aurait été liquidé une année après son interpellation pour avoir renoncé à prendre part au complot visant à éliminer Khider. Son nom était régulièrement mentionné dans les médias étrangers et notamment par Hocine Aït Ahmed. Par conséquent, le pouvoir

ne voulait pas prendre le risque de le laisser en vie afin qu'il ne puisse jamais raconter la vraie version. Un mois après l'assassinat de Mohamed Khider, le 7 février 1967, le leader du Front des forces socialistes (FFS) a organisé une conférence de presse au cours de laquelle il a accusé, à juste titre, le régime algérien, en désignant nommément Youcef Dakhmouche d'être l'unique auteur des coups de feu[1]. L'ancien malgache était devenu en réalité un témoin gênant qui aurait pu donner les noms des exécutants envoyés à Madrid, mais surtout celui des commanditaires. Il était désigné comme responsable du meurtre de Khider, mais sa disparition devait jeter l'affaire aux oubliettes de l'Histoire, garantir l'impunité aux commanditaires et aux exécutants qui ne seront jamais inquiétés.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Salah Vespa, gangster notoire, tueur à gages, est nommé, en guise de récompense, commissaire de police au lendemain de l'élimination de Mohamed Khider. Il finira sa carrière comme Consul général d'Algérie à Genève. Ses acolytes seront également dédommagés, recevant des licences de bars et de cafés, et resteront discrets sur le sujet tout au long de leur vie.

Pendant de longues années, le désormais sinistre Salah Vespa, connu à Alger comme le loup blanc, sera chargé des basses besognes des caciques du régime. En réalité, Boumediène n'hésite pas, de l'aveu de plusieurs témoins de cette époque, à s'appuyer sur certains voyous en les dotant d'attributs relevant de la souveraineté de l'État. Des exécutants comme Salah Vespa peuvent compter sur les moyens des services de sécurité lorsqu'il leur faut s'adonner aux « œuvres » dont ils étaient investis.

1. Hocine Aït Ahmed a montré tout au long de ces années qu'il manquait de recul. En tant qu'opposant, il s'est forgé une « intime conviction » qui consiste à dire que tout acte est de fait imputable aux services. Il va de soi que certaines de ces accusations sont vraies, mais d'autres sont incomplètes sinon totalement infondées. Durant les années 1990, il a choisi de suivre une position dogmatique qui l'a parfois incité à dédouaner les milieux terroristes islamistes de leurs crimes, préférant les imputer au pouvoir. Pour rappel, il avait alors scellé une alliance politique avec certains dirigeants en exil du Front islamique du salut (FIS). C'est la raison pour laquelle nous prenons ces témoignages avec prudence.

Ce climat de voyoucratie aux allures respectables n'est alors dénoncé que par de rares opposants. Et peu de fonctionnaires – y compris les plus honnêtes – osent critiquer les méthodes du puissant président du Conseil de la Révolution. Boumediène, Bouteflika, Draïa, Hoffman et beaucoup de barons du régime ont cette capacité de fréquenter d'un côté les voyous et les proxénètes et de l'autre les grands de ce monde et les vrais révolutionnaires. Étrange paradoxe algérien…

Durant cette année 1967, Tahar Zbiri, le chef d'état-major, ne cache plus, lui, son profond désaccord avec le nouveau maître d'Alger. Il lui reproche notamment d'avoir instauré un pouvoir personnel alors que le coup d'État du 19 juin 1965 devait justement bannir ce genre de pratiques.

Par ailleurs, le monde arabe vient de vivre une cuisante défaite face à l'armée israélienne. Boumediène a décidé d'envoyer quelques brigades pour soutenir la folie de Nasser et, probablement, pour calmer la relative pression que faisait peser sur ses épaules le colonel Zbiri. Cet épisode international marque un tournant pour cette sphère arabo-islamique, mais également pour l'Algérie de Boumediène. Les régimes arabes sont anesthésiés après leur revers militaire devant l'aviation israélienne. Incapable d'apporter des réponses aux attentes de leur société, que ce soit sur les plans politique, économique ou même philosophique, ils doivent de surcroît supporter l'humiliation de la défaite.

En Algérie, la population qui vient de se libérer du colonialisme a soif de justice, de liberté et de progrès, mais son dirigeant ne lui offre rien d'autre que des discours enflammés, populistes et démagogiques, accompagnés d'un autoritarisme qui ne permet aucune expression, quasiment aucun débat. Cette situation n'est ni tenable ni durable. Des chefs d'État comme Boumediène doivent donc tenter d'exister sur le plan international et se trouver notamment un « ennemi », réel ou supposé, auquel ils feront jouer le rôle du bouc émissaire capable de souder la société autour de son leader. Nasser, Al-Assad ou encore Boumediène et

sa Sécurité militaire savent que l'instrumentalisation du conflit proche-oriental peut être rentable et les aider à assurer la pérennité de leur régime qui ne repose sur aucune légitimité démocratique. Les foules ne peuvent qu'adhérer aux discours stigmatisant « l'ennemi sioniste » et « l'impérialisme américain » et vantant le « droit des peuples à disposer de leur destin ». L'Algérie, par le choix de ses dirigeants, n'échappera donc pas à ce mouvement qui sera mis en application par la rhétorique officielle et par une propagande orchestrée, à travers divers canaux, par les hommes de Kasdi Merbah.

Houari Boumediène sait, par ailleurs, qu'il est à même d'utiliser sa notoriété grandissante à l'échelle internationale pour mieux réprimer, réduire au silence toute contestation interne et toute opposition au sein du régime. Les peuples aiment les leaders aux allures de guerrier, ceux qui maîtrisent le verbe nationaliste et l'art de haranguer les foules. Houari Boumediène était de ceux-là. « Fort de son illégitimité », pour reprendre l'expression d'un ancien responsable algérien, il avait tout intérêt à créer des « ennemis intérieurs » et des « ennemis extérieurs ». À travers l'appareil de la Sécurité militaire, chargé d'endoctriner la société et de formater les structures mentales, « l'ennemi extérieur » devait être tantôt la France ou le Maroc, tantôt « l'impérialisme américain » ou Israël. Quant à « l'ennemi intérieur », il est désigné à la masse *via* la stigmatisation des éléments porteurs d'idées progressistes et de valeurs démocratiques et la vitupération des personnalités du système en rupture de ban – car ne voulant plus cautionner la lente et inexorable dérive de celui-ci – ou alors par l'objurgation de la Kabylie, présentée à tort comme « séditieuse ».

Cinquante ans après l'indépendance, ces accusations continuent d'avoir la dent dure et, malgré leur absurdité, elles représentent aujourd'hui encore les ingrédients d'une recette qui a permis au pouvoir algérien de demeurer en place et de résister à toutes les contestations et à toutes les tempêtes.

C'est dans ce contexte tendu et incertain que Tahar Zbiri montre son mécontentement à l'endroit du président, son allié d'hier

quand il fallait déposer Ben Bella. Après une période de tension de plusieurs mois, les rapports et les notes de la SM deviennent de plus en plus explicites. Ils attirent l'attention du président du Conseil de la Révolution sur les « fortes probabilités » de voir le chef d'état-major tenter un putsch contre lui. Boumediène, comme à l'accoutumée, reste impassible malgré une nervosité qu'il sait dissimuler et demande à Kasdi Merbah de veiller au grain. Rien ne doit échapper désormais à la vigilance des hommes de la Sécurité militaire. Le régime est en danger, mais les gardiens du Temple sont au fait du climat ambiant.

En effet, Tahar Zbiri passera à l'acte le 14 décembre 1967. Il fait marcher plusieurs de ses troupes et de ses blindés en direction de Blida, siège de la 1re région militaire. Il doit, après cette première étape, rejoindre la capitale. Contrairement au 19 juin 1965, l'opération est marquée par une impréparation manifeste. Le chef d'état-major ne fait pas l'unanimité, il est trahi par quelques officiers supérieurs qui l'avaient pourtant encouragé à passer à l'action, il n'a pas de son côté le patron des services, et plusieurs gradés ont décidé soit de rester solidaires de Boumediène, soit d'adopter une attitude de neutralité. Tous les galonnés issus de l'armée des frontières demeurent fidèles à leur chef. Finalement, l'action de Tahar Zbiri est stoppée, y compris par des avions de chasse pilotés, pour certains, par des formateurs soviétiques présents à ce moment-là en Algérie dans le cadre de la coopération. Ses blindés seront bombardés à une soixantaine de kilomètres de la capitale, à l'entrée de Blida, siège de la 1re région militaire. Il y a une centaine de morts.

Le colonel Saïd Abid, commandant de cette zone, ne veut pas être confronté à Zbiri. Cette « neutralité » lui coûtera la vie. Le lendemain, il est retrouvé « suicidé » dans son bureau. Plusieurs anciens responsables nous affirment aujourd'hui qu'il aurait été assassiné par le commandant Slimane Hoffman en personne, présent, à ce moment-là, au siège de la 1re région militaire, après avoir commandé depuis la base de Boufarik les avions de chasse ayant tiré sur les hommes de Zbiri.

Ainsi, l'opération du colonel Tahar Zbiri va échouer et causer la mort de plusieurs dizaines de soldats et de civils. Elle incite Houari Boumediène à renforcer son régime et à ne plus s'exposer à ce type de situations. Selon de fins connaisseurs de la réalité du système algérien, c'est après cette tentative de coup d'État que Kasdi Merbah devient réellement l'un des piliers du pouvoir, jouissant de la totale confiance de Boumediène qui décide d'augmenter considérablement le budget de la SM. Plus d'un sixième des sommes allouées à l'armée lui est désormais dédié. La structure de renseignement poursuit l'implantation de ses locaux dans chaque ville et quasiment dans tous les quartiers les plus importants. Parmi la population sévit un climat pesant où règnent l'espionnite et la méfiance. Des agents de la SM sont également nommés en force dans les représentations diplomatiques à l'étranger, notamment en France, aux côtés de l'Amicale des Algériens. Discrètement, Kasdi Merbah étendra le maillage de la société et des institutions. La SM est alors omniprésente. Les nouvelles recrues sont triées sur le volet. Des indicateurs et des informateurs occasionnels sont recrutés parmi les chômeurs et au sein de tous les corps de l'État. Des chauffeurs de taxi, des journalistes, des médecins et même des ouvriers sont ainsi embrigadés contre quelques privilèges et passe-droits.

Kasdi Merbah revoit l'organigramme de la centrale et s'entoure d'hommes de confiance qu'il connaît depuis la création des services par Boussouf. Il prend comme bras droits ceux qui étaient à ses côtés à Nador et à Oujda. Ali Tounsi *alias* Al-Ghaouti devient directeur de la sécurité de l'armée, appelé justement à alerter Merbah sur toute fronde à l'intérieur de l'institution. Ahmed Zerhouni *alias* Ferhat est nommé à la tête de la Sécurité intérieure. Il a alors comme adjoint Abdallah Ben Hamza *alias* Djamel le Rouquin qui sera chargé de monter une sorte de service *Action* dédié aux « opérations spéciales », en d'autres termes aux liquidations physiques. Le renseignement extérieur est confié au cousin du patron de la Sécurité intérieure. C'est Noureddine Zerhouni *alias* Yazid qui prend la direction

du service d'espionnage appelé « B2 ». Pour prouver leur fidélité à Merbah et surtout à Boumediène, ces « hommes de l'ombre » vont faire preuve de zèle et d'une extraordinaire férocité en s'adonnant, selon certains de leurs subordonnés de l'époque, à des pratiques qui caractérisent les barbouzes. Ils n'hésitent pas à arrêter, à torturer et à tuer ceux qui peuvent gêner le pouvoir du puissant colonel Boumediène. Ils terrorisent y compris des ministres et des fonctionnaires qui n'osent même pas prononcer leur nom en public. Un ancien secrétaire général au ministère des Affaires étrangères raconte comment longtemps après, dans les années 1980, Ahmed Zerhouni (Ferhat), nommé ambassadeur à la fin de sa carrière[1], lui dira au téléphone suite à un léger malentendu : « N'oublie jamais que, récemment encore, j'avais un droit de vie et de mort sur toi ! »

Tous les citoyens sont soumis à cette pression durant les années 1960 et 1970. La SM avait carte blanche. Aucune opposition ne devait s'exprimer ni à l'intérieur du pays ni à partir de l'étranger.

Krim Belkacem, pourtant figure historique de la guerre de libération, ex-ministre de la Défense au temps du GPRA, est entré en opposition à Boumediène au lendemain du 19 juin 1965. Il a fondé, avec quelques autres personnalités[2], le MDRA, le Mouvement pour la défense de la révolution algérienne. À peine cette formation politique était-elle créée que Kasdi Merbah décide de l'infiltrer. Il demande à l'un de ses agents, Rabah Zerari[3], plus connu sous le nom de guerre de « commandant Azzedine »,

1. Il sera tour à tour ambassadeur à Nouakchott (Mauritanie) et à Lisbonne (Portugal).
2. Les cofondateurs du MDRA sont Krim Belkacem, Slimane Amirat ainsi que les colonels Mohand Ouelhadj et Amar Ouamrane.
3. Rabah Zerari *alias* « commandant Azzedine » est né en 1934 en Kabylie. Il fut l'un des responsables de la zone autonome d'Alger à la veille de l'indépendance après avoir fait partie d'un commando rattaché à la wilaya IV. Au lendemain de l'indépendance, il se retire officiellement de l'armée, mais selon nos sources il a été recruté par la SM comme agent pour effectuer des opérations ponctuelles. Aujourd'hui, il fréquente les milieux des démocrates algériens tout en étant sénateur, désigné dans le « tiers présidentiel ».

de rallier, avec d'autres espions, le MDRA. Le rôle de cet ancien baroudeur consiste à informer Kasdi Merbah sur les contacts de Krim Belkacem, sur ses relais en Algérie, sur l'organigramme de son mouvement et sur les objectifs de celui-ci.

Le « commandant Azzedine » se rapproche donc de Krim Belkacem à Paris et lui fait part de son intention de le rejoindre. Ce dernier lui fait confiance et l'incorpore dans son parti. Mal lui en prend. Rabah Zerari note scrupuleusement toutes les informations et les communique à Noureddine Zerhouni *alias* Yazid, le patron du renseignement extérieur qui les transmet immédiatement à son chef. Ce sont, entre autres, les rapports et les notes circonstanciés du « commandant Azzedine » qui envoient en prison Lakhdar Bouragaa[1], un ancien officier de l'ALN, opposé à Boumediène, qui avait eu le malheur de rentrer en contact avec Krim Belkacem. Arrêté en 1968, il sera torturé[2] par la police ainsi que par la Sécurité militaire avant d'être jugé par un tribunal d'exception. « On m'interdisait de lire et d'écrire. Je fus empêché de me changer pendant quatre mois. Mes vêtements partaient en lambeaux, et tout mon corps en souffrait. Mon état physique se dégradait, du fait des privations et de la torture (...). J'ai été arrêté, mis au secret, affreusement torturé, injustement condamné à l'issue d'une parodie de procès », écrira Lakhdar Bouragaa quelques années plus tard dans ses Mémoires[3].

Lors de ce même procès, organisé en avril 1969, Krim Belkacem sera condamné à mort par contumace. Cela dit, malgré son absence du territoire algérien, Boumediène donne l'ordre à Kasdi Merbah d'éliminer l'opposant qui, fort de son parcours historique, pouvait représenter, à ses yeux, un danger réel pour le régime. Selon nos sources, ce serait un proche de Krim Belkacem qui lui aurait donné rendez-vous à Francfort.

1. Lakhdar Bouragaa est né en 1933 à Médéa. Ancien commandant au sein de la wilaya IV, il se retire de l'armée au lendemain de l'indépendance. Il ne manquera pas d'exprimer son opposition à Boumediène. Il sera accusé de « complot » et emprisonné de 1968 à 1976.
2. Lakhdar Bouragaa, *Les hommes de Mokorno*. Publié à compte d'auteur.
3. *Ibid.*

Tous les témoignages affirment que l'ancienne figure de la guerre de libération était très méfiante et savait que le pouvoir de Boumediène avait lancé un « contrat » sur sa tête. Seule une personne en laquelle il avait entièrement confiance pouvait donc lui faire quitter la Suisse pour l'Allemagne. Bachir Boumaza[1], qui était à l'époque à Genève, fut l'un des derniers à avoir rencontré Krim Belkacem avant sa mort. Il lui aurait même déconseillé de se rendre à ce rendez-vous qui lui était proposé par un « proche parent ». Boumaza s'était en effet confié à certains de ses amis quelques années avant son décès, et semblait n'avoir aucun doute sur le fait que Krim était tombé dans un piège tendu par la SM. Deux noms ont été cités comme maître d'œuvre de l'opération : Azzedine Aït Mesbah *alias* Abdelhamid, un cadre de la SM, qui a cependant nié toute implication dans cette affaire en affirmant qu'il était à l'époque « en congé de maladie longue durée », et Abdallah Ben Hamza *alias* Djamel le Rouquin qui était responsable des « opérations spéciales ». En réalité, les deux ont été mêlés à la préparation de l'attentat, sans en être les exécutants : le « congé maladie » d'Aït Mesbah n'était en fait qu'une « couverture » pour lui permettre de se rendre à l'étranger, au prétexte de soins, et d'entrer en contact avec des milieux de l'opposition. Deux témoignages nous l'ont confirmé.

S'il y a des langues qui se délient aujourd'hui, il n'existe, de toute évidence, aucune preuve pour étayer ces accusations portées également par Aït Ahmed. Si nos interlocuteurs ne nient pas que l'ordre de tuer Krim Belkacem émanait bien de Boumediène *via* Kasdi Merbah et s'ils confirment l'implication, à des degrés divers, des officiers Aït Mesbah et Ben Hamza, ils ne précisent pas qui a été l'exécuteur de l'œuvre macabre.

1. Bachir Boumaza est né en 1927 à Bejaïa. Il a été emprisonné tout au long de la guerre pour l'indépendance, mais s'évadera en 1961. Il soutient le régime jusqu'en 1966 au lendemain de l'indépendance avant de se réfugier en Suisse. Au lendemain de la mort de Boumediène, il retourne en Algérie et s'engagera à nouveau en politique. À la fin de sa carrière, il est nommé président du Sénat. Il décédera en 2009.

Toujours est-il que le 18 octobre 1970, Krim Belkacem, membre fondateur du FLN et ancien ministre au sein du GPRA, est étranglé avec sa ceinture et sa cravate dans sa chambre d'hôtel à Francfort après avoir été chloroformé très probablement par plusieurs hommes. Cette pratique, héritée du temps des maquis et de la clandestinité, continue de permettre au régime d'estimer que les contentieux se règlent en interne, en silence et avec cette manière qu'ont les pouvoirs autoritaires et dictatoriaux, sinon mafieux, d'assainir leurs propres rangs en éliminant ceux qui furent leurs amis, camarades, complices, chefs ou subordonnés. Certains parleront de la « raison d'État », mais il est question en vérité de la « raison d'un pouvoir » dont les membres sont souvent prêts à perdre la raison lorsqu'il s'agit de garder ce même pouvoir.

Alger et Paris s'espionnent

Cette série d'assassinats politiques ne doit pas occulter le fait que la SM est employée non seulement dans le musellement de l'opposition, mais aussi dans le renseignement à même d'éclairer la politique de Houari Boumediène. Cela est d'autant plus vrai qu'à peine au pouvoir, son premier but est de nationaliser les richesses du sous-sol dont l'exploitation était assurée jusque-là par des entreprises détenues majoritairement par des firmes étrangères. De ce point de vue, la question relative à la nationalisation des hydrocarbures était devenue, dans l'esprit du chef de l'État algérien, une « véritable obsession[1] ».

En plein conflit israélo-arabe en 1967, Boumediène décide de gérer l'après-rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis. Par solidarité avec les « pays frères » et pour se doter d'une stature populaire dans le monde arabe et auprès de la rue algérienne, il a officiellement coupé les ponts avec Washington, mais il sait par ailleurs que son pouvoir, s'il a beaucoup à gagner

1. L'expression est d'un ancien ministre algérien.

d'une telle position, perd énormément sur le plan économique, puisque les États-Unis subventionnaient certains produits agricoles de première nécessité importés par l'Algérie et accordaient à ce pays fraîchement indépendant un certain nombre d'aides et autres crédits notamment dans le cadre de ce qui fut appelé à l'époque le programme « Food for peace ». Ces facilitations avaient permis aux Algériens de recevoir entre 1962 et 1963, en aides alimentaires, de quoi nourrir 4 millions de personnes.

Le président algérien choisit alors de faire preuve d'un extraordinaire cynisme qui l'incite à adopter un double discours et à jouer ainsi sur deux tableaux. Dans la forme, la prose présidentielle est « anti-impérialiste », sévère à l'égard de l'hégémonie américaine qui de surcroît soutient « l'ennemi sioniste ». Boumediène décide, en même temps, de prendre le contrôle de plusieurs entreprises pétrolières présentes dans le sud du pays, en les mettant sous tutelle algérienne : El Paso, Mobil, Shell, Esso, etc.

Dans les coulisses, c'est une autre histoire. Messaoud Zeghar *alias* Rachid Casa, ami personnel du président, ancien du MALG, théoriquement démobilisé des services, est sollicité pour entretenir une diplomatie parallèle en direction des États-Unis. Il va renseigner Boumediène sur les réalités de la vie politique américaine. Le chef de l'État algérien a ainsi accès à des informations non bureaucratisées émanant d'une source indépendante des appareils officiels. Zeghar a les moyens de mener sa mission. S'étant lancé dans le monde des affaires florissantes, il est très bien introduit dans le milieu très sélect qui renferme tous ceux qui comptent à Washington : secrétaires d'État, sénateurs, agents de la CIA, businessmen, magnats des médias, etc. Il fréquente le gouverneur du Texas John B. Connally, le milliardaire David Rockefeller, le futur patron de la CIA et futur président George Bush Senior, l'astronaute Frank Borman ou le ministre de la Justice sous Nixon, Richard Kleindienst.

De plus, l'homme pèse lourd financièrement. Sa fortune personnelle est alors estimée à plus de 2 milliards de dollars de

l'époque. Ce n'est pas rien pour un Algérien dont le pays est indépendant depuis à peine cinq ans. En réalité, Rachid Casa est chargé de jouer le rôle de pivot du lobby que Boumediène est en train de constituer afin de défendre les intérêts algériens à Washington malgré l'absence de relations diplomatiques. Il doit financer les déplacements officieux de certains responsables, les prendre en charge durant leur séjour et les mettre en relation avec des décideurs américains. Des contrats importants sont signés à cette époque et plusieurs sources affirment que Messaoud Zeghar touche systématiquement de fortes commissions avec l'accord de Boumediène, pour financer ses propres activités et alimenter par ailleurs une « caisse secrète » dont pourrait disposer le président pour mener à bien sa politique, surtout celle qui vise à subventionner et à aider des mouvements dits « révolutionnaires » aux quatre coins de la planète.

Rachid Casa aurait même participé au financement des campagnes électorales de certains candidats, notamment ceux briguant un siège au Congrès.

Messaoud Zeghar peut compter sur l'appui de celui qui est le premier ambassadeur d'Algérie à Washington : Chérif Guellal[1], qui a présenté ses lettres de créances à J.F. Kennedy en juillet 1963 et dont il est devenu l'un des proches. L'ambassadeur connaît lui aussi du beau monde aux États-Unis. Ami des politiques, des grands noms du journalisme, de l'establishment économique et des stars du showbiz, Guellal a ses entrées partout. Il est très lié aux frères Kennedy et entretiendra de très bonnes relations, par la suite, avec Lyndon B. Johnson.

Lors de la rupture des liens diplomatiques, Chérif Guellal est évidemment contraint de laisser son poste d'ambassadeur, mais Boumediène qui connaît ses capacités d'entrisme au sein du sérail américain le nomme représentant, aux États-Unis, de la

1. Chérif Guellal est né en 1933. Diplômé de l'université d'Aix-en-Provence en 1956, Chérif Guellal rejoint le FLN et devient en 1958 l'ambassadeur du GPRA successivement en Inde et en Égypte. Il est décédé en avril 2009.

société pétrolière algérienne Sonatrach[1]. Ce célibataire séducteur aux allures de play-boy italien a tout pour plaire. Il vit d'ailleurs avec Yolande Betbeze, Miss America 1951, mais surtout veuve du patron de la maison de production hollywoodienne Twentieth Century Fox. Statut qui suscitera la jalousie et l'envie du ministre algérien des Affaires étrangères de l'époque, un certain Abdelaziz Bouteflika. Il est d'autant plus jaloux que les deux lobbyistes, proches des services, rendent compte de leurs activités d'abord à Boumediène et ensuite à Kasdi Merbah. Le chef de la diplomatie algérienne n'est qu'accessoirement associé à leur entreprise.

Pour se rendre agréable aux yeux des Américains, le duo formé par Zeghar et Guellal va réaliser en pleine guerre du Vietnam un geste que les responsables de Washington ne manqueront pas d'apprécier. En effet, à la faveur des relations entretenues par Boumediène avec les Vietnamiens, les deux intermédiaires fourniront à leurs amis la liste des prisonniers américains détenus au Vietnam. Grâce à cette opération, Messaoud Zeghar obtiendra pour l'Algérie de grandes quantités de blé subventionnées par les États-Unis[2].

Dans ce contexte et confiant quant à la réaction américaine en cas de nationalisation, Boumediène décide d'engager des négociations avec les autorités françaises au sujet de l'exploitation des hydrocarbures. Celles-ci sont tendues. De plus, un jugement sévère a été prononcé en Algérie contre des ressortissants français accusés d'espionnage. D'un autre côté, Georges Pompidou ignore que son homologue algérien s'apprête à nationaliser, et ce, même si l'information circule sous forme de « rumeur » depuis plusieurs mois dans les milieux bien renseignés.

Ses véritables intentions sont traitées en secret d'État. Boumediène n'en parlera même pas à son chef de la diplomatie, Abdelaziz Bouteflika. Seuls Belaïd Abdesselam, ministre de

1. Sonatrach a été créée le 31 décembre 1963. Elle est la plus importante compagnie d'hydrocarbures en Algérie. Elle est la 1re compagnie pétrolière en Afrique et la 12e au niveau mondial.
2. In *L'affaire Zeghar*, Hanafi Taguemount, Publisud, 1994.

l'Industrie, Merbah, le patron de la SM, Sid Ahmed Ghozali[1], à la tête de la Sonatrach, et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs sont mis au courant. Les mieux informés apprendront sa volonté de nationaliser les hydrocarbures quelques semaines seulement avant l'annonce officielle.

Ces négociations à plusieurs rounds entamées dès 1965 s'éternisent. Kasdi Merbah et son adjoint chargé du renseignement extérieur s'emploient, de leur côté, à obtenir un maximum d'indications sur les intentions françaises. Il leur faut évaluer la réaction de Paris en cas de nationalisation. Pour ce faire, ils font appel à un avocat algérien assez atypique ayant ses entrées ici et là et notamment auprès de la gent féminine. Ce profil les intéresse d'autant plus qu'il s'agit en réalité d'un de leurs hommes.

Son nom, Rachid Tabti, mais d'aucuns l'appellent tantôt « Richard » tantôt « Tony ». Il est, depuis le début des années 1960, avant l'indépendance de l'Algérie, très bien introduit en France. Ancien boxeur, cascadeur à ses heures dans des séries ou des films d'action[2], l'avocat séduit autour de lui. En fait, cet homme aux allures de dandy militait déjà au sein du Mouvement national au cours des années 1950 et deviendra plus tard un élément de la Sécurité militaire. Un lieutenant qui sera affecté, dès 1965, au service « B2 », commandé alors par Noureddine Zerhouni *alias* Yazid. Détaché auprès du ministère des Affaires étrangères en septembre 1963, il aura pour mission de se rendre à Paris afin de faire du renseignement, notamment sur les questions liées aux échanges économiques. Son diplôme d'avocat et ses multiples hobbies devant lui servir de couverture pour ouvrir un cabinet et s'intégrer dans la haute société française. Pour passer inaperçu, il

1. Sid Ahmed Ghozali est né en 1937 à l'ouest du pays. Cet ingénieur des Ponts et Chaussées de Paris a été plusieurs fois ministre depuis l'indépendance. Mais il est connu notamment pour avoir été PDG de la Sonatrach, au cours des années 1970. Chef du gouvernement de juin 1991 à juillet 1992, il rejoint le camp démocratique au milieu des années 1990 et s'oppose à Bouteflika depuis 1999.
2. Pour l'anecdote, le lieutenant Rachid Tabti avait joué dans certains épisodes de la série *Les Cinq Dernières minutes* de Claude Loursais comme figurant ou comme cascadeur. Il avait incarné le rôle d'un boxeur dans un épisode intitulé *Poing final*.

est officiellement radié du corps de la diplomatie depuis janvier 1965. Cette « radiation » n'est cependant rendue publique qu'en mars 1966 alors que « Tony » est déjà à Paris[1] depuis plus d'un an. Ses conquêtes féminines sont nombreuses et l'une d'entre elles est particulièrement intéressante pour les services algériens. Rachid Tabti, âgé alors de 36 ans[2], fréquente depuis plusieurs mois l'assistante du diplomate Jean-Pierre Brunet[3], le directeur des Affaires économiques et financières au Quai d'Orsay, mais surtout administrateur d'Erap[4], l'entreprise qui exploite, pour le compte de la France, les gisements pétroliers et gaziers en Algérie. Grâce à cette relation très intéressée entretenue, durant plus de deux années, par Rachid Tabti avec Béatrice Halegua, la secrétaire de Jean-Pierre Brunet, les courriers confidentiels et les notes d'analyse que s'échangent les négociateurs français finissent, quelques jours plus tard, sur les bureaux des commandants Noureddine Zerhouni et Kasdi Merbah, pour atterrir ensuite dans le parapheur de Houari Boumediène. Plus de 4000 documents secrets sont ainsi acheminés vers Alger. Celui qui se fait appeler Tony les remet à l'un de ses collègues, Ouali Boumaza *alias* Tayeb, resté en retrait et entretenant une cellule chargée d'effectuer la navette entre les deux capitales. C'est un hôtel situé dans le 12e arrondissement de Paris, géré par un Algérien, Mustapha I., qui sert de « boîte aux lettres ». C'est là que Tabti vient déposer, plusieurs fois par semaine, les documents qu'il récupère auprès de sa belle afin que ceux-ci soient acheminés rapidement vers Alger. Cette action est cruciale

1. *Journal officiel de la République algérienne* du 11 mars 1966.
2. Rachid Tabti est né en 1930 à Constantine. Licencié en droit, il devient avocat et intègre la Sécurité militaire au lendemain de l'indépendance.
3. Jean-Pierre Brunet est né en 1920. Il fut représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes de 1961 à 1964 avant de devenir chef de service (1965) puis directeur des Affaires économiques et financières à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères de 1966 à 1975. Il fut par ailleurs membre du Conseil général de la Banque de France de 1966 à 1973 et administrateur d'Elf-Erap de 1969 à 1974, ainsi que de la Compagnie nationale Air France de 1972 à 1975.
4. Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP).

pour la partie algérienne. Elle a pu évaluer ainsi les conséquences d'une nationalisation en ayant régulièrement, à travers les pièces officielles qu'elle analysait, un aperçu sur l'état d'esprit des autorités françaises.

Le 24 février 1971 en fin d'après-midi, Houari Boumediène annonce que toutes les richesses du sous-sol algérien sont nationalisées. Il s'agit alors d'une prise de contrôle de 51 % des sociétés pétrolières françaises qui décideront finalement de céder la totalité de leurs parts et de quitter l'Algérie. Seul Total préférera poursuivre ses activités. À partir de là, Boumediène va doter la Sonatrach de tous les moyens pour en faire une très grande firme. L'une des plus importantes au monde. Elle deviendra très vite un mastodonte de la planète hydrocarbures.

En vérité, Houari Boumediène vient d'opter pour une logique de radicalisation quant aux choix stratégiques dans le but de garantir à son régime un maximum de stabilité. Il se démarque ainsi du bricolage de son prédécesseur. Sa vision consiste alors à faire accroître les ressources de l'État afin de mettre en application une politique intérieure à même de pérenniser le système et de donner naissance à une diplomatie qui lui permettrait de briller sur la scène internationale en se présentant comme un interlocuteur sérieux, valable et incontournable.

Cette réalisation – qui restera sans conteste l'œuvre majeure du règne de Boumediène – et, par ailleurs, l'ensemble de sa stratégie seront vécus comme un coup de tonnerre dans les milieux politiques et diplomatiques français. L'Élysée décide de boycotter les hydrocarbures et les vins de son ancienne colonie. Pendant ce temps, les autorités algériennes choisissent, quant à elles, de dégager la monnaie locale, le dinar algérien, de la zone du franc français. De plus, la diplomatie parallèle, engagée par Boumediène, a porté ses fruits. Un mois après la nationalisation des hydrocarbures et alors que les relations algéro-françaises sont au plus bas, le président Nixon rend publique une lettre personnelle adressée au chef de l'État algérien, dans laquelle, le locataire de la Maison Blanche annonce que les États-Unis

sont prêts à « établir des relations diplomatiques normales avec l'Algérie quand elle le désirera ».

Si les négociateurs sont surpris d'une telle décision, les enquêteurs de la DST, Direction de la surveillance du territoire (le contre-espionnage français) ne le sont, eux, qu'à moitié. Ils surveillent depuis un moment Rachid Tabti et sa relation avec la secrétaire de Jean-Pierre Brunet. Cette dernière ainsi que les deux espions algériens seront arrêtés. Tabti est interpellé chez lui durant l'année 1970, quelques mois avant la nationalisation. Il a été filé et mis sur écoute durant de longues semaines. Mais lorsque les services français découvrent son véritable rôle, les dés sont déjà joués. Tabti et Ouali seront alors condamnés respectivement à dix et huit ans de prison pour « intelligence avec une puissance étrangère ». Béatrice Halégua, l'assistante du patron de l'ERAP, écopera, quant à elle, de « cinq ans de prison avec sursis », le tribunal ayant considéré qu'elle était de « bonne foi » et qu'elle fut tout simplement abusée par son amant-espion dont elle était éperdument amoureuse. Les deux hommes de la Sécurité militaire algérienne effectueront un séjour de deux ans de détention avant d'être discrètement échangés contre cinq agents du SDECE arrêtés, en Algérie, pour les mêmes motifs.

Ces exploits en matière de renseignement et la logique offensive de la SM – notamment à travers le soutien aux mouvements « révolutionnaires » européens, arabes et africains – n'ont pas fait cesser pour autant une autre politique, répressive celle-ci, qui continuait de s'abattre sur les opposants algériens. Au moment où Boumediène nationalisait les hydrocarbures et gagnait en popularité aux yeux d'une société qui voyait en lui le leader capable de parachever l'œuvre de recouvrement de la dignité nationale après plusieurs décennies de colonisation, son pouvoir ne tolérait aucune contestation. Face à sa politique nationaliste et ses discours démagogiques en faveur des classes populaires, les Algériens étaient réduits à une masse homogène et monolithique. Ils n'avaient d'autre choix que de vanter les mérites de la révolution, de faire l'éloge de Boumediène ou de

se taire. Il est vrai que le président algérien fascine, notamment sur la scène internationale, mais ceux qui l'applaudissent à l'étranger ne subissent pas les affres de son régime. Lors de la Conférence des pays non-alignés, tenue à Alger en septembre 1973, l'Algérie de Boumediène offre l'image d'un « État révolutionnaire », sensible aux peuples qui souffrent et enclin à soutenir, sans contrepartie, tous les « mouvements de libération », tout en réclamant un « nouvel ordre mondial » dans les rapports entre pays riches et pays pauvres. Mais c'est là la partie visible de l'iceberg, puisqu'au moment où l'Algérie se bat pour préserver la dignité des populations palestiniennes, latino-américaines ou africaines, elle dénie tout droit aux berbéristes ; et alors que les représentants de la diplomatie de Boumediène vantent les mérites du socialisme à l'algérienne, les hauts dignitaires de l'armée et du FLN se partagent la rente et les privilèges, au mépris des droits des citoyens. Pendant que les caciques du pouvoir rappellent leur attachement à l'arabité, Saïd Bouteflika, le jeune frère de l'actuel président, pourtant petit baron du régime, est scolarisé dans un lycée de Pères blancs au quartier d'El-Biar, et suit un enseignement francophone. *Idem* pour Saïd Boukharouba, le jeune frère de Boumediène, les enfants d'Ahmed Draïa, le patron de la police, ceux d'Ahmed Kaïd, le très nationaliste chef du FLN. Tous étaient inscrits à l'école Saint Joseph et suivaient des cours dispensés par des professeurs français. Ces contradictions et bien d'autres hypocrisies vont devenir des caractéristiques du système algérien.

Deux mois après l'annonce de la nationalisation des hydrocarbures, les services de la SM décident de lancer une campagne d'arrestations contre les activistes du PAGS. Abdelhamid Benzine[1],

1. Abdelhamid Benzine est né en 1926 près de Sétif. Ancien maquisard, il est, au lendemain de l'indépendance, l'une des figures du mouvement communiste algérien. Il s'oppose au coup d'État de Boumediène et devient membre du bureau politique du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) en clandestinité, fondé par Bachir Hadj Ali. Abdelhamid Benzine dirigera le journal communiste *Alger républicain* de 1989 en 1994. Il décédera en 2003.

l'une des figures de ce parti alors clandestin, est persécuté. Même sa famille et celles de quelques militants n'échappent pas à la pression exercée par les hommes de Kasdi Merbah et ceux d'Ahmed Draïa, le patron de la police. Le beau-fils de Abdelhamid Benzine, âgé de 15 ans, est détenu pendant quatre jours et torturé dans des locaux de la SM comme le fils de Bachir Hadj Ali, à peine plus âgé, quelques années plus tôt. Cette répression incitera le PAGS à faire circuler un tract clandestin dans lequel le Parti communiste dénonce « la répression antidémocratique » qui n'est alors que « le résultat d'une profonde contradiction entre les mesures progressistes prises sur le plan économique et le maintien de méthodes de gouvernement autoritaires et antidémocratiques qui traduisent la méfiance à l'égard des masses et le sectarisme de certains dirigeants[1] ».

Le Maroc, l'autre « ennemi » traditionnel

Cette « méfiance à l'égard des masses » s'accentue avec la situation tendue qui est entretenue avec le Maroc depuis la « guerre des sables ». Les deux parties, algérienne et marocaine, s'échangent, depuis 1964, des coups tordus par services interposés, et ce malgré le traité d'Ifrane du 15 janvier 1969, qui rappelait pourtant « le désir commun de resserrer et de renforcer les liens de fraternité qui les unissent dans tous les domaines, et en particulier dans les domaines économique et culturel, sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie, et de l'égalité des deux parties au regard de leurs intérêts communs, soucieux de contribuer par leurs relations mutuelles, à l'édification du grand Maghreb arabe, à l'unification de la nation arabe, au renforcement de l'unité africaine, et à l'avènement de la justice et de la paix dans le monde… »

1. Tract clandestin signé par la Direction nationale du PAGS le 28 avril 1971.

En lieu et place des « liens de fraternité », il y a une propagande antimarocaine d'un côté et des campagnes anti-algériennes de l'autre. Les deux services s'espionnent, s'épient, et parfois quelques accrochages ont lieu aux frontières, résultats de provocations répétées de part et d'autre. Les deux sociétés sont conditionnées sur la base de la haine du voisin. Et ce sont les services des deux pays qui se chargent de mettre en application cette politique de « l'ennemi extérieur » qui sert les visées des deux dirigeants.

Pour Boumediène, l'Algérie doit être le pays pivot de la région. Il n'aime pas Hassan II qu'il trouve inféodé à l'« impérialisme ». De l'autre côté, le roi le lui rend bien et ne porte pas dans son cœur ce « berger, fils de paysan qui méprise la bourgeoisie et les élites ».

Au sujet du Sahara occidental, les deux dirigeants en font une affaire personnelle. Tout comme le général Franco d'ailleurs, plus proche de Boumediène que du monarque marocain. La France, quant à elle, décide de prendre parti pour son « ami le roi ». Valéry Giscard d'Estaing s'exprime contre un État de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), dénomination donnée, avec l'appui de Boumediène, aux « représentants » de la population qui vit alors dans cette bande du Sahara que se disputent la Mauritanie et le Maroc, mais qui intéresse également l'Algérie. Bien que Boumediène ait toujours déclaré que le pays qu'il dirige ne « revendique rien et ne nourrit aucune visée expansionniste[1] », il va sans dire que la découverte d'importants gisements de phosphate dans cette région rend soudainement ce no man's land très attrayant aux yeux de tout le monde.

En réalité, Houari Boumediène développe une doctrine qui, à tort ou à raison, l'amène à penser que si Hassan II met sous domination marocaine le « Sahara espagnol », il pourrait envisager ensuite d'effectuer des incursions à l'intérieur du territoire algérien pour y grappiller du terrain et, pourquoi pas, annexer des zones aux alentours de Tindouf ou de Béchar. Pour parer à

1. Cette phrase a été prononcée à maintes reprises par Houari Boumediène, notamment le 19 juin 1975 lors d'un discours devant les cadres du FLN.

cette éventualité qui obsède le président algérien, celui-ci développe une vision qui l'incite à empêcher Hassan II d'atteindre son objectif supposé, et ce en favorisant la création d'une « zone tampon », la République arabe sahraouie démocratique (RASD) tout en agitant son sempiternel slogan du « droit des peuples à l'autodétermination ». Cette action lui permet, grâce au soutien technique de la Sécurité militaire, d'agiter le spectre de « l'ennemi extérieur ». Cet épouvantail est également utilisé par le monarque chérifien qui souffre alors d'un déficit de popularité auprès de ses sujets et de son armée, laquelle multiplie à son endroit des coups de Trafalgar.

Hassan II a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat et de putsch depuis son accession au trône et a besoin de créer une « cause nationale ». Il a eu la vie sauve miraculeusement, en 1971, durant l'opération de Skhirat[1], qui sera suivie d'une vraie purge opérée au sein des forces armées royales. Il a évité un autre complot, en 1974 à Meknès, quand un groupe d'une quarantaine d'hommes a failli lancer une attaque contre le monarque avant que le plan ne soit découvert par les services de la DST marocaine, dénommés alors « Cab 1 ».

Cela étant dit, il est évident que la conspiration qui illustre le mieux le climat dans lequel se trouve Hassan II à l'époque est celle organisée, en 1972, par celui qui était son homme de confiance : le général Mohamed Oufkir[2]. Celui-ci a fait attaquer, en plein vol, le Boeing royal par trois avions de chasse de l'armée marocaine[3]. Hassan II échappa, là aussi, à la mort par miracle. Selon certaines indiscrétions, Oufkir aurait été très discrète-

1. Le 10 juillet 1971, une tentative de coup d'État fera plus de cent morts au palais royal de Skhirat.
2. Mohamed Oufkir est né en 1920. Général de l'armée marocaine, il était très proche du roi, avant de monter, en 1972, un putsch contre Hassan II. Officiellement il s'est suicidé après l'échec de l'opération, mais son épouse affirmera plus tard, dans un livre témoignage, que Mohamed Oufkir a été tué. Il avait été mêlé, quelques années plus tôt, à la disparition de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka, enlevé avec l'appui d'éléments appartenant aux services français.
3. Le 16 août 1972, le général Mohamed Oufkir fomente cette attaque aérienne contre l'avion de Hassan II alors que celui-ci revenait d'un voyage en France.

ment encouragé par Boumediène et Merbah à passer à l'action durant toute l'année qui a précédé la tentative de liquidation du monarque.

Dans ce climat, le roi décide, en 1973, la « marocanisation des biens appartenant à des étrangers », nationalisant ainsi des terres appartenant à des Algériens ; de l'autre côté, Boumediène choisit, en 1975, d'expulser arbitrairement plusieurs milliers de familles marocaines qui se verront exproprier de leurs biens en toute illégalité. En 1971, des étudiants sahraouis lancent à Rabat un mouvement appelant à la décolonisation du Sahara occidental et à la cessation de la domination espagnole, mais refusent en même temps toute ingérence marocaine. Les autorités locales interviennent et font dissoudre le groupe. La plupart des étudiants fuient alors vers le désert. En sous-main, l'Algérie leur apporte « aide et assistance » jusqu'à la création, en mai 1973, de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), qui sera entretenue, armée et financée par les services algériens. Ironie du sort, ce sont deux Algériens d'origine marocaine qui seront chargés de suivre le « dossier sahraoui ». Hassan Bendjelti *alias* Abderrazek *alias* Hassan Tétouan et Noureddine Zerhouni *alias* Yazid. Ils sont nés et ont grandi au Maroc. Les deux ont rejoint la wilaya V au Maroc, à Nador et à Oujda, mais les deux feront preuve d'un extraordinaire zèle, développant une tout aussi incroyable haine à l'égard de leurs anciens compatriotes, certainement pour prouver leur fidélité non pas envers l'Algérie, mais à Houari Boumediène, à Kasdi Merbah et à la SM. Pour l'anecdote, Abdelkader Bensalah[1], l'actuel second personnage de l'État algérien – il est président du Sénat – est, lui aussi, d'origine marocaine. Il a été naturalisé au lendemain de l'indépendance, mais montre une attitude exagérément antimarocaine, probablement condition nécessaire pour avoir l'habilitation des services qui lui permet d'occuper des fonctions que lui interdirait théoriquement une lecture rigoureuse de la Constitution

1. Abdelkader Bensalah est né, selon sa biographie officielle, le 24 novembre 1941 à Oran. Mais en réalité, il est né de parents marocains et fut naturalisé en 1965.

algérienne[1]. Bensalah avait été en fait recruté par la SM lorsqu'il était encore, au début des années 1960, un préposé au sein du consulat du Maroc à Oran. Informateur d'abord, indicateur ensuite, et enfin agent de la Sécurité militaire, il finit par être « récompensé » en 1965 en se faisant naturaliser pour devenir par la suite journaliste à *El-Moudjahid*. Les services l'enverront très vite à Beyrouth où il occupera un poste accrédité à l'ambassade algérienne de la capitale libanaise.

À la fin de l'année 1974, il y a eu une brusque accélération de l'histoire. Hassan II ne supporte plus la connivence qui lie les services algériens au régime franquiste et n'accepte pas la résolution 3292 des Nations unies. Celle-ci reconnaît le 13 décembre de cette année « le droit à l'autodétermination du Sahara espagnol ». Quelques mois plus tard, la Cour internationale de justice confirme ce principe d'« autodétermination ». Furieux, Hassan II décide d'organiser une action spectaculaire, une marche pacifique, qui sera appelée « marche verte », au cours de laquelle les services de la monarchie mobiliseront près d'un demi-million de personnes qui se rendront à pied en direction des territoires encore sous domination espagnole. Cette action permet à Hassan II d'exacerber le sentiment nationaliste marocain et de consolider son régime. Boumediène et la SM cachent à peine leur soutien au Front du Polisario, nouvelle appellation de l'APLS et lorsque le 6 mars 1976 le président algérien reconnaît officiellement la République arabe sahraouie démocratique (RASD)[2], c'est la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc. Désormais, ce sera une « guerre froide » au cours de laquelle les services des deux pays joueront un rôle considérable.

1. Selon la Constitution algérienne ne sont éligibles à la présidence de la République que les personnes possédant la « nationalité algérienne d'origine ». Or, Abdelkader Bensalah ne pourrait pas assurer l'intérim en sa qualité de président du Sénat, en cas de vacance du pouvoir, en raison justement de ses origines marocaines. Cela dit, sa docilité lui a permis de gagner les faveurs des services qui ferment les yeux sur ce « détail ».

2. La naissance de cet État est proclamée le 27 février 1976 au lendemain de l'abandon du mandat espagnol sur le territoire.

Marocains et Algériens scelleront, par ailleurs, chacun de son côté, des alliances régionales et internationales. Les premiers, soutenus par Washington (Rabat reçoit pour 300 millions de dollars d'armement) et par la France, et les seconds, par Moscou (Alger consacrera un budget faramineux à son armée) et par Cuba, vont ainsi créer durant de longues années une situation de grande instabilité dans la région. Boumediène s'allie à Kadhafi pour affaiblir la monarchie qui s'est de son côté rapprochée de la Tunisie de Bourguiba et de la Mauritanie d'Ould Daddah[1].

Cette guerre larvée va prendre parfois les allures de ces films d'espionnage relatant les coups tordus entre Américains et Soviétiques. Ce fut le cas avec l'affaire de Mohamed R'guibi[2] qui sera connu sous le sobriquet d'Eduardo Moha.

À la fin des années 1960, ce militant appartient à un groupe d'étudiants de Rabat qui ont créé l'un des premiers mouvements réclamant le retrait des forces espagnoles du Sahara occidental. Son groupe s'appelle alors le MOREHOB, Mouvement révolutionnaire des Hommes bleus. Soutenu au départ par les services marocains, Eduardo Moha va être récupéré par les éléments de Kasdi Merbah. Il part pour Alger où il bénéficie du soutien discret et du financement de la Sécurité militaire et se rapproche de la position algérienne. Pendant deux années, il sera l'allié indéfectible du pouvoir de Boumediène. Mais, en 1973, il s'installe à Paris, ensuite à Bruxelles. Des divergences avec les Algériens l'incitent à prendre progressivement ses distances. Les hommes de la Direction générale des études et de la documentation (DGED), dirigés alors par Ahmed Dlimi[3], décident de l'approcher pour le récupérer. Au bout de quelques mois de négociations, ils arrivent à le persuader de cesser toute relation avec les services algériens

1. Mokhtar Ould Daddah est né en 1924 en Mauritanie. Il fut le premier président de la Mauritanie après son indépendance. Il sera renversé en 1978. Il est décédé à Paris en 2003.

2. Mohamed R'guibi est né en 1943 dans une famille sahraouie.

3. Ahmed Dlimi est né en 1931 à Sidi Kacem. Il était considéré comme l'homme des « sales besognes » du roi Hassan II. Dlimi dirigera la DGED durant une dizaine d'années. Il meurt dans « un accident de voiture » en 1983.

et de revenir au Maroc. Eduardo accepte et, en 1975, il annonce que son mouvement, le MOREHOB, est engagé aux côtés de l'armée marocaine contre le Front Polisario. Il prête ainsi allégeance à Hassan II. Le « transfuge » est alors débriefé par les spécialistes de DGED et révèle les identités de ses principaux interlocuteurs au sein du dispositif algérien chargé du dossier du Polisario : Kasdi Merbah, Noureddine Zerhouni, Hassan Bendjelti, Slimane Hoffman, Abdelkader Messahel[1], *alias* Daddy, etc.

Pendant plusieurs semaines, il rédige sur des carnets tous les noms, les pseudonymes des personnes qu'il a eu à croiser au cours de ces trois années passées au contact des hommes de la SM et ceux du ministère des Affaires étrangères, il donne des descriptions de ceux dont il n'avait pas retenu les noms, livre les raisons sociales de sociétés écrans appelées à financer la « cause sahraouie », les noms d'informateurs marocains, de journalistes algériens et étrangers utilisés par la SM pour relayer ses vues. Bref, il transmet aux services marocains tout ce qui pouvait les intéresser dans ce dossier.

Merbah et Zerhouni sont furieux. Ils décident de le liquider. En 1975, Eduardo Moha échappe, à Paris, à une tentative d'assassinat. Il préfère disparaître temporairement et se mettre au vert. Des officiers du SDECE donnent quelques indications à leurs homologues marocains sur les intentions de la SM quant au « transfuge ». Cette dernière ne le lâchera plus, mais ne trouvera jamais l'occasion de l'éliminer.

Occupée à apporter son « appui technique » à la politique de Houari Boumediène, la Sécurité militaire n'oublie pas ses missions intérieures. Si depuis l'assassinat de Krim Belkacem, les liquidations physiques d'opposants se font plus rares, le régime développe une paranoïa exagérée à l'égard des militants berbéristes qui revendiquent alors – et de manière légitime – la reconnaissance

1. Abdelkader Messahel est né en 1949. Au ministère des Affaires étrangères, ce diplomate va, durant de longues années, travailler aux côtés de la SM sur les « mouvements révolutionnaires ». Il était responsable d'une section dédiée à cette mission. Il est aujourd'hui secrétaire d'État chargé des Affaires africaines.

de leur identité. Mais cette revendication ne cadre pas avec la politique d'arabisation menée à marche forcée par Boumediène et ses principaux ministres, notamment avec celui de l'Éducation (devenu par la suite ministre de l'Information) Ahmed Taleb el-Ibrahimi[1], fils d'une figure des oulémas algériens, une sorte de groupement ultraconservateur créé au début des années 1930 pour clamer un slogan que va s'approprier, plus tard, le pouvoir : « L'islam, notre religion et l'arabe, notre langue. » Une idéologie synthétisée en une phrase qui rejette des pans entiers de l'histoire de l'Algérie dont la société s'est constituée, à travers les âges, par métissages successifs entre différentes ethnies et peuplades, entre envahisseurs et autochtones, qui se sont agglutinés avec le temps à ce noyau de tribus berbères qui forme la racine de la nation. Le pouvoir a choisi de nier cette évidence et a préféré mettre sous le boisseau une strate de l'identité algérienne, prenant le risque de radicaliser une partie de la jeunesse. Pire, il a cultivé un esprit régionaliste, il l'a même excité et provoqué. Ce qui pourrait causer, à terme, la dislocation du pays sinon sa « libanisation ».

C'est ainsi que, de manière très réfléchie, des militants berbéristes sont poussés à la radicalité. L'objectif étant d'entretenir cette propagande qui consiste à présenter, de manière récurrente, une « Kabylie séditieuse », antiarabe, antinationale et, pour compléter l'ensemble, antimusulmane[2]. À la fin de l'année 1976,

1. Ahmed Taleb el-Ibrahimi est né en 1932 à Sétif. Fils de Bachir el-Ibrahimi, l'une des figures de l'Association des oulémas algériens, dont les principaux membres étaient proches de la pensée des Frères musulmans.
Cette organisation islamo-nationaliste militait pour la reconnaissance de l'identité algérienne durant la période coloniale. Ahmed Taleb el-Ibrahimi, médecin de formation, s'engage très jeune en politique. À l'indépendance, il est écarté des réseaux du FLN par Ben Bella qui le soupçonne de lui être hostile. C'est Houari Boumediène qui le rappellera en 1965 pour en faire respectivement son ministre de l'Éducation et de l'Information. Sous Chadli, il dirigera notamment le ministère des Affaires étrangères. Chantre de l'arabisation, il se rapprochera des islamistes au cours des années 1990. En 1999, il lance son parti Wafa, qui se veut une lessiveuse des anciens du FIS, mais n'obtiendra pas d'agrément.

2. Il est important de préciser qu'il n'existe pas de « problème kabyle » à proprement dit. En d'autres termes, et contrairement à des idées reçues, les Kabyles ne sont pas une sorte de Tibétains du Maghreb. Cette propagande qui laisse entendre qu'ils seraient moins associés au régime que les autres régions est fausse. D'ailleurs,

plusieurs d'entre eux dont Mohamed Haroun, Lounès Kaci et Mohamed Medjber sont arrêtés, torturés et condamnés à de très lourdes peines. Certains ont versé dans l'action violente, posant des bombes de fabrication artisanale, notamment au siège d'El-Moudjahid, l'organe officiel du pouvoir. La Sécurité militaire utilisera tous les moyens comme l'infiltration, la manipulation et le retournement des militants pour venir à bout du mouvement qui se voulait au départ pacifique. Durant l'année 1976, aucune contestation berbériste n'est donc visible. Boumediène a donné carte à blanche à sa police et à ses services afin qu'ils laminent toute organisation ayant des visées politiques ou idéologiques discordantes avec la pensée unique qu'il a instaurée.

En mars de la même année, alors que la « guerre froide » avec le Maroc bat son plein, des figures du Mouvement national et pas des moindres, dont les deux anciens présidents du GPRA, Ferhat Abbas et Benyoucef Ben Khedda, signent un appel dans lequel ils dénoncent le régime de Houari Boumediène et ses dérives, alertant notamment sur les « risques d'une guerre fratricide » avec les voisins marocains. Mal leur en prend. L'autocrate, furieux, décide de placer tous les signataires en « résidence surveillée » et de confisquer leurs biens personnels.

Pendant plusieurs années, un véhicule des services algériens va stationner devant les domiciles des contestataires qui, jusqu'à la mort de Boumediène, n'auront pratiquement pas le droit de sortir de chez eux ou de recevoir de la visite[1].

la SM est constituée principalement d'officiers issus de Kabylie (Merbah ou Toufik sont quelques exemples) et des Kabyles font partie du système. Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, en est l'une des illustrations, tout comme plusieurs caciques du régime. N'empêche que le pouvoir a entretenu lui-même cette idée pour mieux diviser la société algérienne.

1. L'auteur a été le témoin direct de cet épisode puisqu'il a grandi dans le quartier où résidait Ferhat Abbas à Kouba, sur les hauteurs d'Alger. Pour l'anecdote, en 1976 une Citroën de type DS était garée devant le domicile de Ferhat Abbas. Elle sera enlevée à l'état d'épave, à la fin des années 1980, longtemps après la levée de la mesure de « résidence surveillée » et près de deux années après la mort de l'ancien président du GPRA. Les fonctionnaires qu'elle abritait en permanence sont partis en laissant le véhicule derrière eux.

La Constitution et la charte nationale de 1976 confirmeront la doctrine du président, qui devient de fait celle de tout le pays : l'islam est religion d'État. Le nationaliste qui se disait révolutionnaire et qui refusait les « nouveaux prophètes » n'hésitera pas à instrumentaliser le sacré pour mieux contrôler la société.

Alger, la mecque de tous les « révolutionnaires »

Boumediène décide de « nationaliser » l'islam comme il a nationalisé les hydrocarbures quelques années plus tôt. Il n'ignore pas que certaines strates de la société, rongées par l'analphabétisation et structurées autour des conservatismes et parfois de la bigoterie, sont sensibles aux questions liées à la religion. Il est faux de considérer que l'État algérien a manipulé l'islamisme dès cette époque – ce serait accorder une trop grande intelligence aux analystes de la Sécurité militaire – mais les différents dirigeants se sont tous accommodés d'une situation qui les arrangeait puisque l'« opium du peuple » jouait un rôle qui ne déplaisait guère à Boumediène et à ses émules, même si le mode de vie de ses derniers s'adaptait davantage aux palaces parisiens qu'aux mosquées saoudiennes.

Ils ont été incapables d'analyser avec froideur et efficacité la dangerosité que pouvait représenter, à terme, le mouvement islamiste algérien alors naissant. Le développement de celui-ci a été favorisé par la présence massive de « coopérants égyptiens », notamment au sein de l'Éducation nationale, et affiliés, pour la plupart, à la sinistrement célèbre Confrérie des Frères musulmans. Ils agissent, au vu et au su de tout le monde, en idéologues, chargés d'abrutir la population – les jeunes générations en premier lieu – et de l'endoctriner, tout en l'amenant à épouser une vision de l'islam qui n'avait rien à voir avec la société algérienne.

Pour se conformer à la pensée islamiste, le pouvoir décide, le 16 août 1976, de faire du vendredi, jour de prière hebdoma-

daire, journée de repos obligatoire. Le week-end englobe désormais également le jeudi. Ce changement, pourtant pénalisant pour l'activité économique, ne semble pas gêner une Algérie riche de son pétrole et de son gaz. Les mosquées fleurissent par centaines dans toutes les villes et dans tous les villages. Chaque quartier en est doté. Il y a plus de lieux de prières que de salles de théâtre ou de cinéma. Parallèlement, des penseurs extrémistes sont régulièrement invités en Algérie. Du moment qu'ils vantent le régime, rien ni personne ne leur interdit de s'exprimer et de délivrer la « bonne parole », y compris sur la chaîne nationale, dûment contrôlée par les censeurs de Kasdi Merbah qui, en objecteurs de conscience et de gardiens de la morale religieuse, ne laissent même pas passer une scène d'un film montrant un simple baiser. Les éléments de « Sport et Musique[1] » se mêlent aussi de culture. Une chanson d'El-Hadj Mohamed el-Anka, un chantre du chaabi (la musique populaire algéroise), est interdite d'antenne, durant plusieurs années, car les hommes de Kasdi Merbah ont cru déceler des vers et des paroles qui vilipendaient subtilement le pouvoir absolu et personnel de Boumediène. Les téléspectateurs algériens doivent également devenir des adeptes de séries égyptiennes traitant, très souvent, de faits de société à connotation islamiste ou nationaliste qui ont, avec le temps, contribué à l'abrutissement et l'enfermement d'une partie de la population.

Ce milieu des années 1970 est aussi marqué par les relations tissées par la SM avec des organisations comme l'ETA basque dont les membres viennent régulièrement en Algérie entre deux opérations terroristes. Les liens avec Carlos et avec des mouvements libanais, palestiniens sont évidemment des secrets de polichinelle. L'OLP et tous les autres groupes concurrents sont chez eux à Alger. La SM forme aussi les futurs agents palestiniens.

1. Nous l'avons déjà précisé, « Sport et Musique » est l'appellation qu'utilisait la rue algérienne pour désigner la Sécurité militaire (SM) puisque la seule évocation de ces deux lettres pouvait être préjudiciable.

La plus improbable des relations est celle qu'entretiennent les services de Kasdi Merbah avec certains baroudeurs et maîtres en barbouzerie ayant fait leurs classes pour certains, au sein du fameux SAC[1], si cher à Charles Pasqua. D'ailleurs, lorsque celui-ci voudra prendre contact avec les Algériens, il utilisera comme intermédiaires ses amis du Service d'action civique. Il y a eu en fait deux tendances au sein du SAC : l'une plus politique, défendant une ligne idéologique, l'autre, composée de quelques éléments de l'extrême droite, voire d'anciens ultras de l'Algérie française et d'agents des services secrets français. La Sécurité militaire était en relation avec la frange gaulliste du mouvement.

Contre monnaie sonnante et trébuchante, les barbouzes n'hésitent pas à accepter des opérations où il leur était demandé de faire le coup de main, notamment en Afrique, au Maroc ou en Europe.

Ces liens avec des mouvements et des personnes peu recommandables permettent à la SM de sous-traiter certaines actions où elle ne doit pas apparaître. Les services algériens ont agi de la sorte non seulement avec le célèbre Carlos, mais également avec certains membres appartenant au gang des Lyonnais[2] : les « gauchistes » parmi eux qui avaient des liens avec l'Algérie ou encore ceux qui devaient se mettre au vert durant un temps. La plupart des « Lyonnais » sont alors en cavale, recherchés par la police française pour une série de braquages.

L'histoire de cette relation commence au début des années 1970. Kasdi Merbah contacte un « homme de l'ombre[3] » proche du « gang ». Le lien est officiellement établi au courant de l'année 1974. Giscard d'Estaing arrive au pouvoir et les interlocuteurs

1. Le Service d'action civique (SAC) a été créé à la fin des années 1950. C'est une sorte de police parallèle au service du général de Gaulle. Le SAC est légalisé en 1960 comme association régie par la loi de 1901. Elle sera interdite en 1982 après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le groupe a également servi les grands représentants du gaullisme y compris après la mort du général.
2. Le gang des Lyonnais était constitué de « grands voyous » de la région lyonnaise. Certains d'entre eux étaient proches du SAC. Ils ont effectué entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1970 plus d'une trentaine de braquages.
3. C'est notre source qui se décrit ainsi.

des Algériens qui sont à cheval entre le SAC et le gang des Lyonnais n'aiment pas le nouveau président français. Cela tombe bien, les services de Merbah non plus. Ils le soupçonnent d'être proche de ces obscurs groupuscules d'extrême droite qui revendiquent des attaques à Marseille et sur la Côte d'Azur contre des Algériens résidant en France[1]. Les commanditaires du premier attentat anti-algérien déclarent dans un communiqué: « Il y a plus d'Arabes en France qu'il y avait de Pieds-Noirs en Algérie. Ils nous ont expulsés par la violence, nous les expulserons par la violence. La lâcheté de nos pseudo-gouvernements est en cause. À bas la France Algérienne[2] ! »

Les « Lyonnais » sont donc accueillis à Alger quelques semaines après cette opération terroriste. C'est le capitaine Abdelkader Chagra *alias* Meftah qui va les « traiter », pour reprendre le jargon des services. Ils sont hébergés à la résidence d'État du Club des Pins, au bord de la mer et à proximité des bars et des boîtes de nuit. Il y a les frères Roche, Roland Lièvre, Bernard Guittard, Nicolas Mangos dit « Nicolas le Grec », Jean Caclamanos ainsi que quelques « Arméniens » comme Sakis Krikorian qui gravitent autour de la bande. Ils passent quelque temps à Alger, puis la Sécurité militaire leur confie une « opération spéciale »: repartir en France clandestinement, munis de faux documents, pour mener une « guerre de harcèlement » contre les résidus de l'OAS qui ne cessent de s'attaquer à l'émigration algérienne et aux représentations diplomatiques. Ainsi, dès 1975, ce sera coup pour coup. Il arrive même que les « Lyonnais » fassent appel à la mafia italienne lorsqu'ils auront besoin d'un « coup de main ». Ce fut le cas sur la Côte d'Azur où il fallait prendre le contrôle des jeux et de la prostitution tout en chassant les sympathisants de l'OAS qui avaient la main sur le *business*. C'est ainsi que certaines « grandes

1. L'une des premières attaques a ciblé le consulat d'Algérie à Marseille le 14 décembre 1973. Il y a eu quatre morts et douze blessés graves parmi les membres de la représentation diplomatique. L'attentat a été revendiqué par un groupe qui se faisait appeler le « Club Charles Martel ». Ce groupuscule d'extrême droite était composé d'anciens de l'OAS et de nostalgiques de l'Algérie française.
2. *Le Monde* du 18 décembre 1973.

familles » napolitaines s'implantent durablement dans le sud de la France.

Les anciens de l'OAS sont poursuivis à travers le territoire français. Officiellement, il s'agit d'une « guerre des gangs », mais en réalité ce sont les services algériens qui sont à la manœuvre. Cette « coopération » cessera au cours des années 1980. D'un commun accord entre Chadli Bendjedid[1] et François Mitterrand, il est mis fin aux « opérations clandestines » sur le territoire français. Pour montrer leur bonne volonté, les Algériens lâchent leurs « amis » voyous les uns après les autres. Curieusement, presque tous sont assassinés, sauf ceux qui avaient la protection de la mafia italienne. D'autres sont arrêtés et torturés en Algérie avant d'être livrés discrètement aux autorités judiciaires françaises.

La SM a utilisé ce genre de « grands voyous » autant pour la falsification de documents que pour des actions d'intimidation voire de kidnapping. C'est Ahmed Zerhouni *alias* Ferhat, le patron du contre-espionnage, ou encore ses adjoints Ben Hamza, Aït Mesbah et surtout Abdelkader Chagra *alias* Meftah qui les dirigent. Ce dernier est par exemple en contact avec des représentants de la mafia italienne. « La SM souhaitait sceller une alliance avec les grandes familles romaines et siciliennes, mais l'affaire n'a pas abouti. Les Italiens voulaient investir dans des machines à sous en Algérie et, en contrepartie, rendre quelques services, mais les responsables de la SM ont finalement refusé », précise notre source.

« Parfois, raconte un ancien officier, les voyous nous ouvraient quelques portes, y compris en France et nous aidaient à réaliser des opérations sans apparaître officiellement. »

Comme ce jour de l'hiver 1977 où il a fallu récupérer des documents dans un appartement parisien fréquenté par un Marocain, ami d'Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères. C'est un ancien voyou fiché au grand banditisme, ayant passé sa jeunesse « chez les cocos parisiens » qui est chargé de la « mission ». Cet admirateur de la « révolution algérienne »

1. Chadli Bendjedid est né le 14 avril 1929 à Taref. Il fut président de février 1979 à janvier 1992.

rend, de temps à autre, quelques « services » à la SM. Il réussit donc à pénétrer discrètement à l'intérieur de l'habitation et à subtiliser un attaché-case dont il ignore, à ce jour, la contenance. « La mallette était fermée, je l'ai prise ainsi que tous les documents que j'ai pu trouver et je suis parti. J'ai mis dans mon sac quelques objets de valeur pour faire croire qu'il s'agissait d'un simple cambriolage », raconte notre témoin.

Ce ne sera pas la première fois que l'ancien chef de la diplomatie algérienne est surveillé. À la fin des années 1980, sur ordre de Mohamed Betchine[1], alors patron de la DGDS, une équipe s'était rendue dans une autre ville européenne pour effectuer une perquisition clandestine dans un appartement occupé par Abdelaziz Bouteflika. À l'époque, il « conseillait » des émirs arabes et les services algériens le soupçonnaient de livrer à ses donneurs d'ordre des informations sensibles sur la période où il était aux affaires en tant que chef de la diplomatie. Ils trouveront, en effet, des « notes et des rapports » révélant certaines « informations sensibles » sur l'Algérie, mais la haute hiérarchie militaire décide de passer l'éponge. Cette affaire ne l'a pas empêché de devenir plus tard chef d'État.

Les activistes de l'ETA sont utilisés, quant à eux, notamment pour viser des intérêts marocains. Des opérations clandestines de déstabilisation seront ainsi montées au Maroc. D'autres auront pour théâtre l'Espagne.

Cette relation avec les terroristes basques, avec d'anciens voyous ou avec des membres du gang des Lyonnais a permis aux structures de Merbah de mettre en application la politique offensive adoptée par les services algériens à l'époque. Ayant changé d'approche en raison de l'évolution de la diplomatie, la SM décidera, après la mort de Boumediène, de lâcher ces groupes les uns

1. Mohamed Betchine est né le 28 novembre 1934 à Constantine. Après avoir occupé plusieurs postes, y compris celui d'attaché militaire et de chef de régions militaires, il a été appelé en 1987 par Chadli Bendjedid, pour intégrer les services de renseignement et diriger la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), à l'issue de la restructuration de la Sécurité militaire. Il succédera à Lakehal-Ayat en octobre 1988.

après les autres. Les premiers à faire les frais de cette nouvelle politique seront les membres du gang des Lyonnais. Après eux, ce sera au tour des militants de l'ETA d'être sacrifiés.

Pour la petite histoire, Rafael Vera, l'ancien patron de la Sécurité intérieure espagnole, se rendra à Alger, en 1987, pour protester auprès de ses homologues de la SM après que des notes lui apprirent que le leader de l'ETA, Domingo Iturbe Abasolo, plus connu sous le pseudonyme de « Txomin », était présent à Alger alors qu'il avait été expulsé une année plus tôt de Paris vers Libreville au Gabon. Les officiers de la SM jureront la main sur le cœur que le chef terroriste n'était pas en Algérie. Manque de chance, les autorités espagnoles découvriront, quelques jours plus tard, que Txomin était mort le 1er mars 1987. Officiellement, dans un accident de la circulation du côté de Médéa, à 70 kilomètres de la capitale algérienne.

Quoi qu'il en soit, la fin des années 1970 est aussi la fin d'une époque pour les services algériens. La mort inattendue de Houari Boumediène en décembre 1978, alors qu'il n'était âgé que de 46 ans, clôt un chapitre de l'histoire tumultueuse de la Sécurité militaire. L'Algérie, chantre du tiers-mondisme, ne va pas tarder à devenir pays d'affairisme et de clientélisme. Une nouvelle ère commence.

III – La SM change de mains (1979-1988)

Un président fainéant dirige l'Algérie et ses services

Le 27 décembre 1978, l'information devient officielle: Houari Boumediène est mort! Cela faisait plusieurs mois que les apparitions télévisées du chef de l'État algérien se faisaient rares et, depuis quelques semaines, une rumeur persistante disait que l'autocrate était mourant, voire qu'il serait déjà décédé. En fait, rongé par une mystérieuse maladie, le successeur de Ben Bella était très souffrant depuis le début de l'été. La Sécurité militaire avait fait le nécessaire pour que l'information demeure secrète, mais sa disparition des écrans de télévision, son absence remarquée à certaines rencontres internationales et son hospitalisation à Moscou ont été autant d'éléments ayant empêché les fuites que ne cessaient de recueillir les médias étrangers. Malgré un total cloisonnement, décidé par le lieutenant-colonel Kasdi Merbah et quelques caciques du régime, de plus en plus de journalistes, bien informés, apprenaient la nouvelle. Certains d'entre eux avaient même entendu dire, vers la fin du mois de novembre, que Boumediène était condamné.

Atteint d'une pathologie rare qui touche le système lymphatique, celle-là même qui avait emporté Georges Pompidou quelques années auparavant, le président algérien se trouvait, en effet, dans un état grave. Le mal s'était manifesté dès son retour de Yougoslavie en septembre 1978 où il s'était rendu pour quelques jours de vacances. « À son retour, le président n'était pas comme à son habitude », raconte aujourd'hui l'un de ses anciens collaborateurs. Une fatigue apparente l'empêche d'assurer ses activi-

tés normalement. Et même s'il se surpasse pour recevoir Fidel Castro, en visite en Algérie, et fait un effort considérable pour se déplacer à Damas pour une réunion des leaders arabes, l'entourage immédiat du président, et notamment Kasdi Merbah, sent que « Si Boumediène », comme l'appellent les hommes du sérail, est atteint par une maladie, probablement incurable. Connu pour son énergie, Boumediène paraît anormalement épuisé. Il maigrit à vue d'œil et ses migraines sont fréquentes. Lui pense qu'il ne s'agit que d'un surmenage, une fatigue passagère. C'est ce qu'il rétorque à ceux qui lui conseillent de prendre d'autres jours de repos et d'aller consulter ses médecins.

Pour son retour à Alger fin septembre, à l'issue de la rencontre de Damas, le lieutenant-colonel Kasdi Merbah donne instruction à ses hommes de ne pas permettre à la télévision étatique d'envoyer de caméras. On refuse de montrer à l'opinion le teint de ce président éreinté, d'autant plus que le peuple connaît le pas alerte et le regard vif de Houari Boumediène. Il ne fallait surtout pas éveiller les soupçons et délivrer cette image d'un dirigeant affaibli et malade.

À partir de la mi-septembre, ses apparitions publiques sont parcimonieuses et brèves avant qu'il ne disparaisse totalement des médias. Les diplomates occidentaux, accrédités à Alger, commencent par se poser des questions et se mettent à signaler, dans leurs notes, cette absence intrigante. Les services étrangers finissent par s'intéresser à l'affaire et apprennent que le président algérien est réellement malade et qu'il serait même incapable de gouverner. Des conseils des ministres sont régulièrement annulés. On évoque aussi l'hypothèse d'un coup d'État qui serait en cours, voire un « attentat durant lequel Boumediène aurait été grièvement blessé ».

En réalité, il n'en est rien. Rongé par une maladie que les médecins, en un premier temps, n'arrivent pas à diagnostiquer, le leader tiers-mondiste est évacué à l'étranger. Kasdi Merbah, en accord avec Boumediène, refuse l'idée d'une hospitalisation en France. Idem pour les États-Unis. Pour eux, ces deux pays ne

garantissent pas une totale confidentialité. Finalement, le choix se porte sur Moscou. Les relations entre la Sécurité militaire et le KGB sont très bonnes et les responsables algériens savent qu'ils peuvent compter sur la discrétion de leurs « camarades soviétiques ».

Début octobre, accompagné de quelques proches triés sur le volet – dont le ministre Ahmed Taleb el-Ibrahimi, qui est médecin de formation – Boumediène s'envole pour Moscou. Le président n'a pas une très grande confiance dans la plupart de ses collaborateurs et notamment dans son chef de la diplomatie Abdelaziz Bouteflika qui veut s'ériger en successeur naturel. Lors d'une réforme de la Constitution quelques années plus tôt, Bouteflika souhaitait convaincre Boumediène de lui créer un poste sur mesure, celui de vice-président, qui ferait du jeune ministre des Affaires étrangères l'héritier à la présidence en cas de vacance du pouvoir. Cette demande, formulée alors avec insistance, avait essuyé un refus net de la part du chef de l'État. D'ailleurs, Bouteflika ne fera pas le voyage en URSS, mais rejoindra, quelques jours plus tard, à sa demande, l'équipe qui entourait le président malade.

Devant les rumeurs persistantes sur la santé de Boumediène, la SM demande à l'Agence presse service, l'APS, organe contrôlé par la SM, de rendre publique une dépêche évoquant une « visite de travail du président à Moscou ». En bons « complices », les « camarades » soviétiques, qui ont appris l'art de la désinformation aux services algériens, font en sorte que leurs médias parlent, à leur tour, des « rencontres » et des « réunions » entre Houari Boumediène et les dignitaires moscovites.

Mais dans les faits, la réalité est tout autre. Les médecins soviétiques font des diagnostics approximatifs. Ils pensent à une infection dans le sang, à un cancer, à des problèmes dans le système immunitaire, bref, ils tardent avant de mettre un nom sur la maladie et malgré tous les professeurs qui l'entourent, la santé de Houari Boumediène ne cesse de se dégrader. Kasdi Merbah commence à comprendre la gravité de la situation. Il multiplie

les allers-retours entre Moscou et Alger. Le contexte est d'autant plus inquiétant que l'État est détenu exclusivement par le président qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs: président de la République, chef du gouvernement, ministre de la Défense et numéro un du parti, le FLN.

Au bout de quelques jours, les médecins arrivent enfin à une conclusion: Houari Boumediène souffre de la maladie de Waldenström. Kasdi Merbah se concerte avec quelques hauts dignitaires de l'armée et certains membres du Conseil de la Révolution et décide de faire rapatrier le président. La mi-novembre, et après une absence de près de deux mois, celui-ci est de retour en Algérie. Mais moins d'une semaine plus tard, il tombe dans un profond coma et il est transféré dans le plus grand secret dans un hôpital algérois. Le régime contactera d'éminents professeurs de médecine à la renommée internationale. Même Jan G. Waldenström, qui avait découvert la maladie, est prié par les autorités algériennes de venir aux côtés du président. Le spécialiste explique clairement qu'il n'y a plus rien à espérer. En résumé, Houari Boumediène est déjà condamné, mais les responsables ne désespèrent pas et font appel à d'autres praticiens de toutes les nationalités.

Pendant le défilé des médecins, Kasdi Merbah, qui a compris qu'il faut désormais trouver un successeur et vite, commence ses consultations avec les plus hauts dirigeants de l'armée. Le patron de la SM organise alors un conclave secret qui se tiendra à l'ENITA[1] et qui ne réunira que les galonnés. Outre lui-même, il y a, entre autres, les officiers Mohamed Attaïlia[2] dit « le Manchot » ou « Mohamed El-Rouge », Abdallah Belhouchet, Rachid

1. L'École nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie (ENITA), baptisée depuis École militaire polytechnique (EMP), est sous la coupe du ministère de la Défense et elle est chargée de former les futurs techniciens et ingénieurs de l'Armée.
2. Mohamed Attaïlia est né en 1934 à Guelma. Il fut commandant de plusieurs régions et l'une des principales figures de l'Armée sous Boumediène. Il s'était notamment illustré en 1965, au moment du coup d'État contre Ben Bella, en réprimant dans le sang l'une des rares manifestations qui avait eu lieu à Annaba.

Benyellès[1], Benabbès Ghezaiel[2], El-Hachemi Hadjerès[3], Slimane Hoffman, Ali Tounsi, *alias* Al-Ghaouti (Sécurité de l'armée), Ahmed Zerhouni, *alias* Ferhat (Sécurité intérieure), Noureddine Zerhouni, *alias* Yazid (renseignement extérieur), etc.

Dans l'esprit de Merbah, il fallait écarter avant tout le très intrigant Abdelaziz Bouteflika qui ne cessait de se placer en prince héritier. Merbah n'aime pas le chef de la diplomatie algérienne et détient sur lui un « certain nombre d'éléments compromettants ». Il les expose, en partie, au cours de ce conclave. D'abord, sur ses « frasques et ses escapades nocturnes au Maroc et en France », le « dossier Bouteflika » est déjà bien chargé. L'homme ne s'est jamais conformé à l'« obligation de réserve », très chère à ce genre de régime et les services du lieutenant-colonel Kasdi Merbah possédaient dans leurs tiroirs des films et des photos dévoilant une vie privée aux antipodes des mœurs locales. Il a, en effet, des maîtresses, mais aussi des amants. Il en rencontre certains à Paris, notamment rue de la Pompe, située dans le quartier très chic du 16e arrondissement, où un appartement, maintes fois « visité » par les services, a été truffé de micros par la SM. Il en voit d'autres près de Casablanca, au pays de Hassan II, « l'ennemi traditionnel », qui n'ignore rien des penchants du chef de la diplomatie algérienne et de ses habitudes quelque peu débridées. Pour Kasdi Merbah, de telles frasques rendent de fait Bouteflika vulnérable aux éventuels chantages de l'étranger, et donc inapte à assumer la fonction de président au regard des mœurs locales. D'ailleurs, il ne s'y est pas trompé. Apprécions

1. Rachid Benyellès est né en 1935. Ancien commandant de la Marine nationale, il fut proche de Chadli Bendjedid avant de prendre sa retraite à la fin des années 1980.
2. Benabbès Ghezaiel est né en 1931 dans les Aurès. Ancien sous-officier de l'armée française, il rejoint l'ALN en 1957. Au lendemain de l'indépendance, il occupera plusieurs fonctions au sein de l'Armée avant de devenir commandant de la gendarmerie nationale.
3. El-Hachemi Hadjerès est né en 1932 en Kabylie. Il a rejoint l'ALN en 1956 alors qu'il était encore étudiant. Il sera par la suite affecté à la frontière est sous les ordres de Houari Boumediène. Il assurera un temps le commandement du commissariat politique de l'armée avant d'être nommé en 1975 à la tête de la 5e région militaire (Constantine). Il fut à l'époque l'un des idéologues de l'armée algérienne.

elle reviendrait à la gestion des affaires politiques. Celui-ci n'est pas reconnu, à ce moment-là, comme étant un militaire nourri par la passion du pouvoir. Il changera par la suite.

Plutôt bon vivant, épicurien, préférant les parties de belote et la pêche sous-marine aux longues réunions d'état-major, Chadli Bendjedid n'a pas sur ses pairs l'ascendant que possédait son prédécesseur ni le charisme de celui-ci, et ce même s'il a la réputation d'être un homme sévère. Certes, il est craint et respecté, mais c'est davantage en raison de son âge et de son grade que de ses qualités intrinsèques.

En réalité, les officiers supérieurs de l'armée veulent passer de la verticalité à l'horizontalité. Avec Chadli Bendjedid, les services et les principaux galonnés souhaitent instaurer un système de collégialité où le chef de l'État jouerait davantage le rôle d'arbitre. C'est d'ailleurs ce qui explique le fait que la personnalité de celui qui va être propulsé à la présidence de la République n'est pas un critère essentiel, tant s'en faut, pour peu qu'il ait la confiance de l'institution militaire et de la SM. On ne veut ni d'un président compétent ni d'un chef charismatique, mais bien d'un homme consensuel qui doit gérer des arbitrages. « Durant toute cette période, je n'ai jamais cherché à être chef. Toutes les responsabilités que j'ai exercées m'ont été imposées », affirmera Chadli Bendjedid plusieurs années plus tard[1].

Pour la forme, le Conseil de la Révolution entre néanmoins en réunion permanente. Kasdi Merbah demande alors à l'un de ses plus proches collaborateurs, le commandant Mouâouiya, de préparer la tenue du 4ᵉ congrès du Front de libération nationale (FLN) qui devra entériner publiquement le choix de l'armée. C'est cet officier de la SM[2] qui a eu la charge de superviser les travaux de la commission de trente-quatre membres[3] chargée de

1. Le quotidien algérien *El-Watan* du 27 novembre 2008.
2. Deux années plus tard, le colonel Mouâouiya sera nommé au poste de directeur de l'Inspection générale des services (IGS) au sein de la Sécurité militaire.
3. La commission est alors dirigée par Rabah Bitat, président par intérim, et par deux vice-présidents.

la préparation du conclave et dans laquelle figuraient d'ailleurs Kasdi Merbah et plusieurs caciques qui étaient déjà acquis à ses vues et à ses options. De la même manière, le patron de la SM a tenu à faire partie des membres qui devaient composer le bureau du congrès afin de ne rien laisser au hasard.

Aussi, quarante-cinq jours après l'annonce de la mort de Houari Boumediène, l'Algérie a-t-elle un nouveau président en la personne du colonel Chadli Bendjedid. Celui dont le nom n'a été prononcé par aucun des commentateurs et éditorialistes durant le mois et demi au cours duquel il y eut nombre de spéculations sur l'identité du successeur de Boumediène est inconnu du grand public. Cet homme plutôt discret est pourtant un enfant du sérail. Originaire de l'extrême est du pays, de la région d'El-Tarf, non loin d'Annaba, Bendjedid, ancien sous-officier de l'armée française, a rallié l'ALN en 1955. Il était basé au niveau de la wilaya II, dans le Constantinois, et devait très vite gravir les échelons. En 1961, il est capitaine et va rejoindre l'état-major général de Boumediène à Ghardimaou, en Tunisie, dont il deviendra l'un des fidèles. Au lendemain de l'indépendance, il est nommé commandant de la 5ᵉ région militaire (Constantine) et, deux ans plus tard, il se retrouve à la tête de la 2ᵉ région militaire (Oran) avec le grade de lieutenant-colonel. Poste qu'il occupera jusqu'en 1979, lorsque ses collègues, hauts dirigeants de l'armée, viennent lui apprendre qu'il a été choisi pour être leur chef suprême. C'est ainsi que, coopté par les officiers supérieurs, le colonel Chadli Bendjedid devient, le 7 février 1979, le troisième président de l'Algérie indépendante[1].

Quoi qu'il en soit, en jouant cette carte, Kasdi Merbah, le patron de la SM, qui avait entre ses mains durant cette période de transition tous les services de sécurité, coupe l'herbe sous le

1. La décision du parti fut, pour la forme, soumise à référendum au cours duquel il fallait répondre par « Oui » ou par « Non » à la candidature unique de Chadli Bendjedid qui obtint officiellement plus de 94 % des suffrages exprimés.

pied aux deux prétendants les plus actifs : Abdelaziz Bouteflika[1] et Mohamed Salah Yahiaoui[2], le coordinateur du FLN.

Un mois après sa prise de fonction, le colonel Bendjedid qui a troqué son treillis militaire pour une tenue civile annonce qu'il est le continuateur de la politique entamée quatorze ans plus tôt par son prédécesseur. « Nous continuerons la marche sur la voie tracée par le président défunt, Houari Boumediène, par notre attachement à la politique de non-alignement, l'appui aux mouvements de libération, le soutien du droit des peuples à l'autodétermination[3] », dira-t-il dans un message à la nation en mars 1979. Théoriquement, rien ne doit donc changer sous le soleil d'Alger et notamment les attributions et les missions de la Sécurité militaire. Sur le plan international, la tension avec le Maroc ne va pas baisser d'intensité, surtout à court terme. Ceci d'autant plus que le roi Hassan II a accueilli l'arrivée de Chadli Bendjedid avec une diatribe, diffusée alors sur France Inter, qui a fortement déplu aux dirigeants algériens. « Les mercenaires du Front Polisario constituent le cheval de Troie idéal pour une opposition algérienne insatisfaite de la succession du président Boumediène[4] », annonçait le monarque sur un ton provocateur. Cette sortie intervient une semaine après un attentat à l'explosif qui a tué et blessé plusieurs personnes à Oujda. Hassan II, les hommes du Palais ainsi que son gouvernement, n'hésitent pas à accuser ouvertement les services algériens. Ambiance !

1. « J'aurais pu prétendre au pouvoir à la mort de Boumediène, mais la réalité est qu'il y a eu un coup d'État à blanc et l'Armée a imposé un candidat », dira Abdelaziz Bouteflika au micro d'Europe 1 lorsque l'armée le choisira pour être président en 1999.
2. Mohamed Salah Yahiaoui est né en 1932 à Batna. Cet ancien membre du Conseil de la Révolution qui avait le grade de colonel fut commandant de l'école interarmes de Cherchell, à 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, avant d'être nommé, en 1977, au poste de « responsable exécutif » du FLN. Appartenant au courant islamo-conservateur du parti, Mohamed Salah Yahiaoui s'est longtemps vu, tout comme Abdelaziz Bouteflika, comme le successeur de Boumediène.
3. Message à la nation du président Chadli Bendjedid, le 13 mars 1979.
4. France Inter, le 8 février 1979.

D'un autre côté, le nouveau pouvoir algérien va progressivement changer sa position à l'égard de l'OLP de Yasser Arafat. En ce début d'année 1979, l'Organisation palestinienne, ainsi que l'Irak et la Syrie ont fait part publiquement de leur « soutien inconditionnel à la marocanité du Sahara ». Déclaration qui a, comme on peut s'en douter, fortement déplu à Kasdi Merbah et aux caciques du régime algérien. En réalité, à la mort de Boumediène, la gestion du sujet relatif au Sahara occidental va relever directement de Chadli Bendjedid qui confie la question au colonel Larbi Belkheïr[1], le plus proche collaborateur du nouveau président et celui qui doit s'ériger en homme fort au sein du système. Il sera tour à tour secrétaire général à la présidence et directeur de cabinet de Chadli Bendjedid. Il sera nommé également à la tête du Haut Conseil de sécurité (HCS)[2] et ne tardera pas à faire du Sahara occidental sa chasse gardée. Ce n'est que dans les années 1990 que les services récupéreront, à nouveau, le dossier sahraoui. Des contingences internes relatives notamment à la situation sécuritaire du pays vont pousser la présidence à se détacher du sujet au profit de la SM qui en fera l'un de ses principaux objectifs.

Cela dit, l'appropriation, au cours des années 1980, par Larbi Belkheïr de la question de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) s'explique par le fait que ce dernier, qui était aux côtés de Bendjedid à la 2e région militaire (Oran) en tant que chef d'état-major, entre 1965 et 1975, s'occupait depuis plusieurs années du sujet. Des considérations géographiques

1. Larbi Belkheïr est né le 1938. Ayant fait ses classes au sein de l'armée française, il déserte en 1958 pour rejoindre l'ALN. Après l'indépendance, il occupe plusieurs postes de commandement avant de rejoindre Chadli Bendjedid alors commandant de la 2e région militaire (Oran) dont il deviendra le chef d'état-major. Il sera plus tard secrétaire général du HCS et directeur de cabinet de Chadli Bendjedid. Sid Ahmed Ghozali le nommera ministre de l'Intérieur en octobre 1991. Il gardera ce poste jusqu'en juillet 1992. Il reviendra en 1999 aux côtés d'Abdelaziz Bouteflika dont il deviendra le directeur de cabinet avant d'être nommé ambassadeur d'Algérie à Rabat. Il décédera en 2009 à la suite d'une longue maladie.
2. Décret présidentiel du 27 avril 1980, publié au *Journal officiel de la République algérienne* le 6 mai 1980.

avaient exigé, dès les années 1970, d'impliquer dans le suivi de cette épineuse affaire militaro-diplomatique la région militaire de l'ouest du pays, frontalière avec le Maroc, commandée alors par le même Chadli Bendjedid. En réalité, contrairement à son prédécesseur, le nouveau président a la réputation d'être un « roi fainéant », pour reprendre une expression usitée par les membres du sérail. Tout en centralisant les dossiers à son niveau, Bendjedid délègue pratiquement tout à son collaborateur direct qui deviendra, au fil des années, un « président bis ».

Dès lors, la SM allait être le bras armé et le support technique de Belkheïr sur cette question, mais aussi, plus tard, sur d'autres sujets, tant et si bien qu'il s'est imposé, par ailleurs, en « patron bis » de la Sécurité militaire. Homme fort de la présidence, véritable chef de la SM, secrétaire permanent du HCS, homme de réseaux, Larbi Belkheïr sera, jusqu'au début des années 1990, le personnage le plus influent et le plus craint au sein du pouvoir algérien.

Toujours est-il que la politique de Bendjedid ne ressemblait qu'en apparence à celle de son prédécesseur. En réalité, le nouveau président avait tenu à écarter, au fil des mois et des années, tous les membres du clan d'Oujda, à commencer par Abdelaziz Bouteflika, mis au placard après une nomination – pour la forme – au poste de « conseiller auprès du président de la République », avant d'être totalement éjecté, y compris des rangs du FLN, et poursuivi par la Cour des comptes pour sa gestion douteuse des reliquats budgétaires des ambassades algériennes à l'étranger.

Chadli Bendjedid décide, cela dit, de lever un tant soit peu la pression qui pesait sur la société. Il choisit par exemple, quelques semaines après sa désignation à la tête de l'État, de supprimer les autorisations de sortie du territoire. Une mesure prise par Boumediène en juin 1967 pour permettre à ses services de contrôler les allées et venues des citoyens algériens. En un second temps, les deux anciens chefs de fil du GPRA, Ferhat Abbas et Benyoucef Ben Khedda, ainsi que le président renversé Ahmed Ben Bella, sont élargis par le nouveau pouvoir. Des détenus politiques

et des condamnés à mort sont également graciés. Dans la foulée, Kasdi Merbah apprend, le 30 avril 1979, lors d'une réunion des cadres supérieurs de l'armée, présidée par Chadli Bendjedid, qu'il n'est plus le patron de la Sécurité militaire. Nommé au poste de secrétaire général du ministère, il sera progressivement poussé vers la sortie puisqu'il ne gardera cette fonction que pendant quinze mois. En juillet 1980, il est désigné comme « directeur de la logistique et des industries militaires » auprès du ministère de la Défense. Toutes ces mesures sont considérées par un certain nombre d'observateurs comme autant de « signes d'ouverture ». En réalité, il n'en est rien. Chadli Bendjedid venait d'entamer une politique de « déboumediènisation » qui consistait à écarter les piliers de l'ancien régime. Merbah affaibli, Bouteflika placardisé[1] et poursuivi par la justice, les membres du clan d'Oujda remerciés, le président préfère s'appuyer sur de nouvelles figures comme Larbi Belkheïr qui sera chargé de superviser et de suivre la réorganisation des services. Celui-ci conseille alors au chef de l'État de transformer la SM et de la rattacher à la présidence. Ayant une totale confiance en son bras droit, Bendjedid écoute les recommandations de ce dernier et procède à des modifications institutionnelles et structurelles.

Les services prennent alors comme appellation : Direction centrale de la sécurité militaire (DCSM). Son nouveau commandant, désormais « directeur central », n'est autre que Noureddine Zerhouni *alias* Yazid. Cet ancien adjoint de Kasdi Merbah, chargé jusque-là du renseignement extérieur, devient chef des services. En fait, il ne s'agissait pas d'un simple changement de dénomination, mais d'une volonté de restructuration afin d'affaiblir cette institution et d'en prendre le contrôle. D'ailleurs, Larbi Belkheïr devait s'immiscer dans la nomination des patrons qui allaient chapeauter les différents bureaux de la DCSM. Il sait que celui qui tient les services détient le pouvoir réel.

1. Son poste de « ministre conseiller auprès du président de la République » sera supprimé une année plus tard, en janvier 1980.

Les calculs de Kasdi Merbah et de quelques caciques de l'armée, qui pensaient trouver en Chadli Bendjedid un président docile, se sont avérés vains. En réalité, l'ancien chef de la SM a oublié que l'officier qu'il avait fait roi était également un colonel et un meneur d'hommes, capable de diriger une équipe, la sienne, et qu'il ne comptait pas jouer uniquement au pantin. Très vite, Bendjedid montre qu'il veut gouverner avec d'autres responsables, ceux qui font désormais partie de son clan et qu'il a choisis avec Larbi Belkheïr. Les changements sont effectués en deux temps et la politique de « déboumediènisation » s'opère de manière progressive. Probablement pour ne pas bousculer trop brutalement les équilibres, Bendjedid commence par écarter d'abord les figures les plus emblématiques de l'ère Boumediène : Kasdi Merbah, Abdelaziz Bouteflika, Belaïd Abdesselam, etc. Plus tard, ces deux derniers seront exclus du parti tout comme le colonel Ahmed Bencherif, qui fut longtemps patron de la gendarmerie, et Mohamed Tayebi Larbi, l'ex-chef de la DGSN, sous Boumediène, qui seront, eux aussi, dégagés du comité central du FLN.

Il est vrai que durant ces premières années Chadli Bendjedid a tenté une timide ouverture sur le plan politique. Il a réduit, par ailleurs, le rôle de la SM, y compris en prenant le risque de la fragiliser. Il ne s'agit pas pour lui de réorienter ses missions vers une politique portée davantage sur le renseignement et moins sur la répression des opposants au régime, mais il est question de laminer le service afin qu'il ne puisse pas représenter un quelconque danger pour son pouvoir.

D'un autre côté, dans une volonté affichée de « moralisation » de la vie publique, il pointe du doigt dans ces discours ceux qui profiteraient des deniers de l'État. Mais il s'avère que ces postures visaient davantage des hommes de l'ancien régime, comme Abdelaziz Bouteflika, que l'ensemble des responsables. D'ailleurs, la société s'apercevra, quelques années plus tard, que c'est sous l'ère Chadli que la corruption atteint progressivement des seuils endémiques. Le principe des « commissions » versées par

des entreprises étrangères en affaire avec l'Algérie se banalise et prend des allures indécentes, creusant ainsi un véritable fossé entre les dirigeants et la population. La DCSM, dotée pourtant d'un service chargé d'enquêter sur la « délinquance financière », reste silencieuse, sinon complice, devant l'enrichissement illégal, visible parfois à l'œil nu, de certains barons du régime. Évidemment, malgré les changements et les « signes d'ouverture », sur le fond le pouvoir est loin de vouloir se diriger vers la démocratie, tant s'en faut. La répression se poursuit en coulisse et les services continuent d'être utilisés comme police politique.

L'islamisme instrumentalisé par le pouvoir

Ce qui allait se produire entre avril et mai de l'année 1980 devait le confirmer. Des manifestations de militants berbéristes sont sauvagement réprimées alors qu'ils protestaient contre l'interdiction d'une conférence sur la poésie et la culture berbères que devait abriter l'université de Tizi Ouzou, en Kabylie. Les éléments de la Sécurité militaire ont multiplié les rapports pendant les semaines ayant précédé cette réunion publique, et Noureddine Zerhouni, avec l'accord de la présidence, fait interdire par le biais de la police la conférence. C'est ainsi que naît, en avril 1980, ce qui va être appelé le « printemps berbère ». Quelques jours plus tard, Chadli Bendjedid mettra le feu aux poudres, lors d'un discours au cours duquel il niera totalement l'identité berbère en précisant que l'Algérie est « un pays arabe et musulman ». Cette phrase est ressentie par les militants berbéristes comme une énième provocation du régime et ils décident d'organiser d'autres manifestations aussi bien dans des villes de Kabylie qu'à Alger. Il y aura quelques morts et plusieurs blessés, mais surtout une série d'arrestations.

Pour venir à bout du mouvement, la SM, dirigée désormais par Noureddine Zerhouni, instrumentalise des étudiants nourris au panarabisme et d'autres appartenant à la mouvance islamiste,

alors naissante, pour les opposer aux jeunes militants berbéristes, fort nombreux dans l'enceinte universitaire. La division et l'exacerbation du régionalisme sont une recette, toujours d'actualité, chez les services algériens, quand il s'agit d'étouffer une contestation pacifique. Cette instrumentalisation coûta la vie, deux années plus tard, à Kamel Amzal, étudiant à la faculté de droit de Ben Aknoun, à Alger, tué au sein même de l'université par un étudiant islamiste[1]. Une vingtaine d'autres berbéristes sont blessés lors de cette descente menée, quasiment en toute impunité, par des jeunes militants se revendiquant de la Confrérie des Frères musulmans.

Noureddine Zerhouni utilisa tous les moyens pour mater les contestataires : traductions devant la Cour de sûreté de l'État, infiltrations, manipulations de groupes concurrents, notamment islamistes, lancement de propagande présentant le mouvement comme agissant sous « les ordres de l'étranger », bref, autant de « coups tordus » que maîtrise le régime. Lorsqu'il reviendra aux affaires comme ministre de l'Intérieur plusieurs années plus tard aux côtés de Bouteflika, il réprima violemment aussi un autre « printemps berbère » qui eut lieu entre 2001 et 2002. Celui-ci sera qualifié de « printemps noir ». Les éléments de la police et ceux de la gendarmerie, encouragés par Zerhouni, tueront plus de 120 jeunes et feront près de 5 000 blessés.

Quoi qu'il en soit, au cours de ces années 1980, le pouvoir algérien et ses forces de sécurité ne vont pas tarder à récolter les conséquences de ce qu'ils ont semé en instrumentalisant les groupuscules islamistes pour les opposer à la fois aux progressistes et aux berbéristes. Galvanisés par la « révolution islamique » en Iran et par la « guerre sainte » proclamée en Afghanistan contre les Soviétiques, les islamistes algériens commencent à réclamer l'instauration d'une théocratie et à attaquer les débits de boissons alcoolisées et les symboles de l'État-FLN. La DCSM est incapable d'évaluer avec précision la dangerosité de ce

1. Kamel Amzal avait 20 ans lorsqu'il fut poignardé à mort le 2 novembre 1982.

mouvement et les décideurs continuent à faire des concessions à la mouvance intégriste en manipulant, à leur tour, le discours religieux ou en s'appropriant une partie de ses revendications. De plus, la politique d'arabisation est consolidée et s'applique dans une logique d'enfermement sur le monde extérieur et de repli sur soi. Les francophones sont dès lors stigmatisés et les services se chargent de contrôler avec assiduité l'importation d'ouvrages véhiculant les idées progressistes et les valeurs universelles, leur préférant ceux qui propagent une interprétation moyenâgeuse de la religion. Les étudiants, les jeunes, en somme la population, pouvaient avoir beaucoup plus facilement accès à des textes produits par des « penseurs » issus de la Confrérie des Frères musulmans ou par des idéologues baignés au wahhabisme saoudien que des lectures proposant des œuvres de Voltaire ou de Rousseau.

La transformation de la société algérienne est en marche. Les premières années de l'ère Chadli Bendjedid voient apparaître les premières femmes voilées. Le code de la famille[1] qui s'inspire de la charia[2] et qui impose aux Algériennes un statut de mineure est voté par les députés du FLN. Les féministes le qualifient de « code de l'infamie ». L'accoutrement traditionnel algérien, qui dissimulait déjà le corps des femmes, était généralement adopté par habitude ou par tradition. Voici qu'un autre habit, celui-ci importé du Caire ou de Médine, s'impose progressivement au sein de la société. À la différence que ce dernier n'est nullement le symbole d'une culture, mais bel et bien la version féminine de l'étendard de l'islam politique propagé dans les mosquées par des imams autoproclamés.

1. Ce code est adopté le 29 mai 1984 par l'Assemblée populaire nationale (APN). Cette loi autorise, entre autres, la polygamie et interdit aux femmes d'épouser un non-musulman. Elle est en contradiction avec la Constitution qui proclame pourtant l'égalité devant la loi pour les hommes et les femmes.
2. La charia est la législation d'inspiration coranique. Les textes qui font le corpus islamique sont interprétés le plus souvent par des écoles de pensée intégristes. C'est la raison pour laquelle l'application stricte de la charia renvoie à des pratiques archaïques, voire moyenâgeuses.

En réalité, durant les années 1980, le mouvement islamiste est en phase de structuration et d'organisation. En somme, il s'agit d'abord d'endoctriner la masse et de la pousser à s'accommoder d'une nouvelle pensée. Les troubles provoqués par les islamistes en 1982 qui, comme nous l'avons signalé, commettent leurs premiers crimes en assassinant ou en blessant des militants berbéristes, ne sont que le prélude de ce qui va se produire plus tard. Là aussi, les services sont incapables d'anticiper la menace et d'amener le pouvoir à prendre des mesures politiques adéquates qui auraient probablement enrayé la machine intégriste. Il est évident que la « sensibilité islamiste » n'était pas une spécificité algérienne. Celle-ci s'exprimait déjà dans la Tunisie du laïc Habib Bourguiba qui fit emprisonner un certain Rached Ghannouchi[1] et les membres de son organisation, mais également au Maroc où, malgré son statut, autoproclamé, de « commandeur des croyants », le roi Hassan II affrontait, lui aussi, une montée de l'islamisme. Les dirigeants maghrébins ont tous choisi pratiquement la même logique pour y faire face : la répression et rien d'autre, alors que la gestion de ce phénomène par une politique exclusivement policière est vouée à l'échec. Au moment où le pouvoir algérien commence à interpeller les premiers islamistes, il en invite d'autres, étrangers ceux-là, qui distillent strictement la même pensée obscurantiste. Sauf que ces derniers ne remettent pas en cause la « légitimité » du régime. Cela revient évidemment au même, puisque les imams « officiels » réalisent, avec la bénédiction des autorités, exactement ce que tentaient d'appliquer les fanatiques : faire en sorte que l'idéologie islamiste pénètre tous les milieux, se banalise au sein de la société à travers la diffusion d'idées réactionnaires, ultraconservatrices, rigoristes, voire intégristes.

1. Rached Ghannouchi est un islamiste tunisien. De son vrai nom Rached Kheriji, il est né en 1941. Opposant à Habib Bourguiba qui l'emprisonne, il est libéré par Ben Ali. Mais celui-ci le fait arrêter une nouvelle fois. À sa libération, à la fin des années 1980, il s'exile en Algérie, puis en France avant de s'établir à Londres. Cofondateur du mouvement Ennahdha (la Renaissance), il est revenu en Tunisie depuis la chute du régime du président Ben Ali en janvier 2011.

Pour Chadli Bendjedid, il faut utiliser l'islamisme contre l'opposition progressiste ou berbériste et notamment contre des « historiques » comme Ben Bella ou Aït Ahmed. Le pouvoir jette ainsi son dévolu sur le cheikh Mohamed al-Ghazali[1], un disciple des Frères musulmans égyptiens. On le fera venir du Caire pour prêcher chaque lundi à la télévision algérienne et donner des cours et des conférences à l'université de Constantine. Rémunéré par l'État, le cheikh islamiste va propager une pensée éloignée de toutes les valeurs démocratiques avec la bénédiction du gouvernement algérien[2].

En instrumentalisant à son tour l'intégrisme, sans être assurés d'en conserver le contrôle, le pouvoir algérien et ses services ont pris le risque d'inviter eux-mêmes le loup à entrer dans la bergerie. Certes, les discours nationalistes ne faisaient plus rêver et n'étaient plus à même d'apporter les réponses aux attentes de la jeunesse, mais était-ce une raison pour jouer ainsi avec le feu ? Comme nous l'avons déjà signalé, penser que le régime algérien a agi par calcul serait lui accorder un esprit visionnaire dont il est dénué. En vérité, le pouvoir et ses analystes font preuve d'une courte vue et sont incapables de mesurer le danger réel que cache l'islamisme. Cette politique à haut risque est, en quelque sorte, celle de la facilité. Donnons pour illustration la médiatisation et la mise en scène, en 1982, du pèlerinage à La Mecque effectué par Chadli Bendjedid accompagné de membres de sa famille et de quelques caciques du régime. Pour montrer probablement qu'ils sont de « bons musulmans », les représentants du pouvoir n'hésitent plus à afficher de manière ostentatoire leur côté pratiquant même si cela ne répond parfois à aucune réalité. À ce jour, plusieurs dignitaires du régime, sans doute pour donner des gages aux islamistes, s'empressent d'effectuer le pèlerinage

1. Mohamed al-Ghazali est né en 1917 en Égypte. C'est un idéologue proche des Frères musulmans. Auteur d'une centaine d'ouvrages, il a été, durant de longues années, l'une des références de la pensée islamiste. Il est mort en 1996.

2. En 1992, Mohamed al-Ghazali justifie dans une fatwa l'assassinat de l'intellectuel égyptien Faraj Foda. Ce dernier, très engagé contre les idées intégristes, a été qualifié d'« apostat » et poignardé par un commando islamiste.

aux Lieux saints, parfois plusieurs fois, afin de gagner le fameux titre de « Hadj[1] » qui, dans l'inconscient collectif, fait pénétrer son auteur au royaume des vertueux.

Le 18 juillet 1981, Chadli Bendjedid décide de démettre le lieutenant-colonel Noureddine Zerhouni de ses fonctions[2]. Il le remplace par le lieutenant-colonel Medjedoub Lakehal-Ayat[3]. C'est en quelque sorte une révolution. Le nouveau patron des services n'est pas issu de ce corps[4]. Il n'a pas fait ses classes, comme ses prédécesseurs, à Oujda ou à Nador au sein de la wilaya V. Officier de l'armée de terre, il a accompli toute sa carrière, depuis l'indépendance du pays, à la tête de commandements territoriaux. Une formation en URSS, une autre en France, lui ont permis d'accéder au grade de commandant et de diriger, de 1974 à 1979, la zone très sensible de Tindouf, limitrophe du Maroc. Si Medjedoub Lakehal-Ayat a un point fort, c'est bien celui-ci : il connaît parfaitement le « dossier marocain » et celui du Sahara occidental. C'est ce qui a d'ailleurs motivé le choix de Chadli Bendjedid et de Larbi Belkheïr. Le président algérien s'emploie également, une année après cette nouvelle nomination, à restructurer une fois de plus la DCSM et à repréciser ses missions. Dans un décret présidentiel[5], il rappelle que les services doivent notamment « prévenir et neutraliser les tentatives de subversion ». En d'autres termes, ils doivent museler et réprimer toute opposition qui s'exprimerait et « prévenir et neutraliser les atteintes à l'économie nationale ». Si la première

1. *Hadj* est un titre attribué par la société à celui qui a effectué le pèlerinage à la Mecque au moins une fois dans sa vie. Il confère une sorte de respectabilité religieuse.
2. Décret du 18 juillet 1981, paru au *Journal officiel de la République algérienne* le 21 juillet 1981.
3. *Ibid.*
4. Medjedoub Lakehal-Ayat est né en 1933 près de Guelma. Après une carrière dans l'armée de terre et principalement au sein de la 8e brigade blindée, il est nommé en 1981 à la tête de la Direction centrale de la Sécurité militaire (DCSM). Il sera limogé au lendemain des événements d'octobre 1988. Le général Lakehal-Ayat décédera en 2006.
5. Décret présidentiel signé le 20 novembre 1982 et paru au *Journal officiel* du 30 novembre 1982.

recommandation a été – faut-il le préciser – suivie à la lettre, s'agissant des opposants démocrates notamment, la seconde, en revanche, n'a été utilisée, comme nous le verrons plus loin, que comme levier servant à éliminer des responsables appartenant à des clans opposés à la démarche présidentielle. Elle permet de faire de quelques lampistes des exemples qui sont brandis devant le peuple tels des étendards par un régime qui, tout en affirmant qu'il lutte contre la grande corruption, l'encourage ou ne la voit guère quand elle risque de toucher des caciques, proches du clan présidentiel ou de la famille de Chadli Bendjedid et de son épouse. C'est ainsi, par exemple, que Larbi Belkheïr gagne pendant cette période son surnom de « Cardinal » et sa réputation d'affairiste avéré qui n'hésite pas à mettre en avant sa fonction et son autorité, son influence et ses réseaux pour s'assurer un enrichissement personnel allant jusqu'à l'indécence. « Il avait un sens aigu des affaires », nous dira le milliardaire Prosper Amouyal[1], lorsque nous l'interrogions sur ce cacique du pouvoir algérien, pour les besoins d'un autre ouvrage[2]. Belkheïr, homme fort durant les années 1980, deviendra, de l'avis de certains de ses partenaires français, le principal importateur de blé pour l'Algérie au mépris du « socialisme » affiché de manière ostentatoire par le régime. Mais surtout au mépris des lois qui, pourtant, répriment le trafic d'influence et au mépris de la morale qui doit régir une bonne gouvernance. Naturellement, tout au long des années 1980, « malgré la dérive, nous dira un ancien fonctionnaire, la Sécurité militaire n'osait pas transmettre de notes ou de rapports sur Larbi Belkheïr puisque ce dernier lisait tous les courriers du président. C'était celui qui faisait ou défaisait les rois et qui décidait ce que Chadli Bendjedid devait savoir ou pas ».

1. Prosper Messaoud Amouyal est un milliardaire franco-algérien originaire de la région de Béchar. Il est depuis longtemps proche des chiraquiens et de plusieurs responsables algériens. Il est un ami d'Abdelaziz Bouteflika qu'il a soutenu, y compris financièrement, lors de deux campagnes électorales.
2. *Bouteflika, ses parrains et ses larbins*, *op. cit.*

Pendant que le « Cardinal » réalise de fructueuses transactions commerciales, Lakehal-Ayat et ses hommes surveillent de très près les entreprises publiques et notamment leurs dirigeants. Ce qui les intéresse avant tout, ce ne sont guère les questions de commissions et de rétro-commissions, mais éventuellement des actions syndicales non contrôlées, des activités politiques menées par des employés ou des opinions jugées « délictueuses » qui seraient exprimées par des chefs d'entreprise ou des cadres. La DCSM continue le travail de maillage entrepris sous Kasdi Merbah. En créant le Bureau de surveillance et de prévention (BSP), Lakehal-Ayat cherche à avoir des antennes de la DCSM, implantées au sein des établissements économiques. Composés parfois d'informateurs ou d'agents possédant un statut de PCA, personnel civil assimilé, ou de sous-officiers, ces BSP doivent être les yeux et les oreilles des services. Ils envoient à leur hiérarchie, souvent avec beaucoup de zèle, des notes et des rapports, appelés les BRQ, des bulletins de renseignement quotidien, faisant état de telle conversation au cours de laquelle le pouvoir ou le parti FLN ou encore l'armée a été critiqué. Il n'en faut pas plus pour qu'un employé perde son travail ou qu'il se retrouve, dans le meilleur des cas, sur une voie de garage.

À travers de telles initiatives, le pouvoir de Chadli Bendjedid sait, tout en montrant en apparence des signes d'ouverture, verrouiller le système et instaurer une pression sur les fonctionnaires, les cadres et les ouvriers. Ajouté à ce climat de délation, d'espionnite et de méfiance, il faut supporter de surcroît le fameux article 120 des statuts du FLN qui empêche tout Algérien d'accéder à un poste de responsabilité au sein des entreprises publiques et des institutions s'il n'est pas adhérent au parti unique[1].

Cette mauvaise gouvernance conjuguée à la marginalisation voire à la répression qui s'abat sur toute voix discordante bénéficie incontestablement à la mouvance islamiste. Tandis que

1. Étant le seul parti légalisé, le FLN a gagné son surnom de « parti unique » au cours des années 1970 et 1980.

le pouvoir interdit les réunions et les regroupements qu'il ne contrôle pas, il a déroulé le tapis rouge aux intégristes qui allaient devenir de fait les seuls opposants structurés, organisés, ayant des leaders, possédant un discours très idéologisé (l'islamisme), des lieux de rencontres (les mosquées), des soutiens internationaux (la Confrérie des Frères musulmans, l'Iran ou l'Arabie saoudite), des moyens financiers (grâce aux quêtes réalisées et aux donations de certains États ou « bienfaiteurs » du Golfe), etc.

Galvanisés par les envolées populistes de leurs leaders charismatiques, les tenants de l'islam politique se montrent de plus en plus violents. Par le verbe d'abord, par les actes ensuite. À l'orée des années 1980, le groupe de Mustapha Bouyali[1], ancien maquisard, prédicateur autoproclamé, passe à l'action[2]. Entrés en clandestinité depuis mai 1982, ces premiers terroristes perpètrent une première action six mois plus tard, en novembre, contre des gendarmes. Ce premier noyau dur se donnera pour nom : Mouvement islamique armé (MIA).

Ali Benhadj[3], alors jeune prêcheur salafiste et future figure de proue du Front islamique du salut (FIS) joue dans ce groupuscule le rôle d'idéologue avant d'être arrêté. La plus grande opération du MIA est l'attaque menée, en août 1985, contre la caserne de la police de Soumaa, à une soixantaine de kilomètres d'Alger. Cette opération permet au commando de récupérer un lot important d'armes et de munitions qui sera immédiatement caché dans le maquis. Un policier est tué pendant cette offensive. Finalement, après plusieurs années de clandestinité, les différents membres de ce réseau sont arrêtés, les uns après les autres et, en janvier

1. Mustapha Bouyali est né en 1940, près d'Alger. Ayant rejoint l'ALN en 1957, il est arrêté par les autorités françaises. Il purgera deux années de prison. À l'indépendance, il rejoint le mouvement islamiste algérien alors naissant avant de constituer son groupe entre la fin des années 1970 et le début de la décennie suivante.
2. Le courant de Mustapha Bouyali est créé en 1979, mais le groupe ne deviendra clandestin qu'en mai 1982.
3. Ali Benhadj est né en 1956 à Tunis. Il rejoindra très tôt le mouvement islamiste et sera au début des années 1990 l'un des cofondateurs du Front islamique du salut (FIS). Arrêté en 1991, il sera condamné à douze ans de prison.

1987, leur chef, Mustapha Bouyali, est tué[1] au cours d'une embuscade tendue par des gendarmes. Le mouvement terroriste est décapité, mais ce n'est que partie remise…

Cet épisode relatif au « maquis Bouyali » aurait pu donner l'alerte aux services de sécurité quant au danger islamiste qui pointe déjà à l'horizon. Mais ni ces attentats ni le fait que de jeunes Algériens s'envolent pour Peshawar, au Pakistan, afin de prendre part au djihad afghan ne font l'objet, de la part de la DCSM, d'une analyse profonde sur les conséquences d'un engagement comme celui-ci.

Quelques indiscrétions nous apprennent aujourd'hui que Larbi Belkheïr, patron bis de la centrale de renseignement, recevait bel et bien des rapports faisant état de la participation de centaines d'Algériens à la guerre d'Afghanistan, mais le « Cardinal » et Chadli Bendjedid n'ont pas jugé utile d'en tenir compte. Au lieu de choisir une réelle ouverture politique à même de permettre une démocratisation du pays, ce qui aurait pu éviter à l'Algérie une décennie de sang et de larmes, le pouvoir a préféré s'accommoder de l'islamisme et l'instrumentaliser.

Belkheïr s'attaque à Zeghar

Placé par son principal collaborateur dans une tour d'ivoire, Chadli Bendjedid est, à cette époque, totalement coupé des réalités. Qualifié de « roi fainéant », le président algérien, de l'aveu de plusieurs cadres ayant exercé à ses côtés, n'a en fait ni la capacité ni l'envie d'une vision prospective et globale. Il s'intéresse en premier lieu au pouvoir et à ses plaisirs.

1. Après avoir purgé une courte peine de prison, les membres du MIA furent amnistiés le 1er novembre 1989, moins d'une année après les événements d'octobre 1988. Le 15 août 1990, le pouvoir décidera, à travers un vote au Parlement, l'amnistie générale pour tous les détenus politiques. Les membres du groupe Bouyali reprendront pratiquement tous du service entre 1991 et 1992 en réactivant le MIA et en récupérant les armes qu'ils avaient dissimulées quelques années plus tôt au lendemain de l'attaque contre la caserne de police de Soumaa.

Son premier souci est de mettre en place une politique socio-économique qui devait permettre, pense-t-il, aux Algériens de consommer. Une économie de bazar légitimera l'enrichissement illégal et immoral des barons du régime, et ce grâce au clientélisme, aux passe-droits, au favoritisme, devenus légions en ces temps de pénuries et de crise économique.

Chadli Bendjedid a donné naissance en réalité, après plusieurs années de socialisme rigide, à une société de consommation à laquelle on ne proposait par ailleurs aucun véritable projet. Il est évident que la période allant de 1982 à 1988 fut celle qui a connu la plus faible influence des services sur les affaires de l'État. Répondant aux directives de Chadli Bendjedid, fortement influence par le « Cardinal », le patron de la DCSM applique à la lettre la feuille de route qui lui a été prescrite.

Il lui faut notamment brimer toute contestation sur le plan intérieur, poursuivre la gestion technique du dossier du Sahara occidental et permettre au nouveau pouvoir d'assainir ses rangs et de mener à bien sa politique de « déboumediènisation ». Pour ce faire, la DCSM reçoit l'ordre, en janvier 1983, d'arrêter Messaoud Zeghar, *alias* Rachid Casa, l'ami de toujours du président défunt et son chargé de la diplomatie parallèle. L'ancien homme fort sous Houari Boumediène est alors accusé de « haute trahison » et d'« atteinte à l'économie nationale[1] ». Selon l'enquête fournie aux magistrats du tribunal militaire par la DCSM, il aurait été en contact avec des agents de la CIA entre 1956 et 1982. Pourquoi une pareille accusation à l'encontre d'un personnage qui n'a fait, d'après tous les témoignages qu'il recueillera en sa faveur par la suite[2], que servir ces mêmes services qui le harcèlent désormais ? La question mérite d'être posée. Cette affaire est téléguidée de

1. *In L'affaire Zeghar, op. cit.*
2. Au cours de son procès, des personnalités comme Kasdi Merbah ou Slimane Hoffman sont venues lui apporter leur soutien et dire que ses activités de renseignement et de lobbying en faveur du pouvoir algérien étaient commandées par Houari Boumediène en personne.

bout en bout par Larbi Belkheïr. Évidemment, le président est informé, mais, étant sous l'influence de son bras droit, il n'a pas cherché à comprendre les raisons d'un tel acharnement. Fondamentalement, cette interpellation l'arrange, puisqu'il s'agit de mettre au tapis un proche de Boumediène.

Ce que recherche le « Cardinal » en premier lieu, ce n'est pas tant « sanctionner » Messaoud Zeghar ou appliquer la politique de « déboumediènisation », si chère à Chadli Bendjedid, mais récupérer des dossiers que Rachid Casa a cachés dans son bureau en Suisse. Ces documents révéleraient, entre autres, les noms des responsables algériens qui ont été pris en charge par Messaoud Zeghar, à un moment ou à un autre de leur carrière, tant dans le cadre de leur mission que pour leur vie privée. De plus, ces archives qui intéressent tant Belkheïr évoquent avec précision les commissions perçues par certaines personnalités proches de Houari Boumediène et par d'autres faisant partie du régime de Chadli Bendjedid. Longtemps, l'information qui circule à Alger laisse entendre que c'est ce dernier qui avait décidé de faire arrêter Zeghar. Dans la forme, cela est vrai, sauf que plusieurs sources nous indiquent que « le président n'aurait jamais pris une telle décision si Larbi Belkheïr ne l'avait pas intoxiqué ». Pour ce faire, le « Cardinal » a mis en place une stratégie qui se déroulera en plusieurs actes.

Dans un premier temps, lorsqu'il est nommé au poste de « secrétaire permanent » au Haut Conseil de sécurité (HCS), le « Cardinal » se voit doter d'impressionnantes attributions qui lui permettent de prendre le contrôle de la SM. Il est chargé de suivre les questions « afférentes à la coordination et au suivi des activités de sécurité nationale ». Une mission qui l'autorise à convoquer ou à rencontrer tous les cadres de l'ensemble des services de renseignement et ceux de toutes les forces de l'ordre. Il commence par faire connaissance avec les différents patrons, par analyser les rapports de force à l'intérieur des services tout en identifiant les clans, les amitiés et les inimitiés que peuvent se vouer mutuellement les responsables de la SM.

En une seconde étape, il remarque un officier, le commandant Bachir Lahrèche, *alias* Kamel, qui était mis au placard par Zerhouni. Les deux hommes ne s'entendent pas et Belkheïr saute sur l'occasion pour demander à Chadli Bendjedid de créer une nouvelle structure qui serait chargée exclusivement du renseignement extérieur et du contrôle des ambassades et des représentations diplomatiques algériennes. Évidemment, il lui présente Bachir Lahrèche comme étant l'officier le plus qualifié pour en prendre la direction. C'est ainsi que celui-ci se retrouvera, contre toute attente, propulsé numéro 2 de la DCSM.

Lorsque quatre mois plus tard, en juillet 1981, Noureddine Zerhouni est remplacé par Lakehal-Ayat, le « Cardinal » va plus loin puisqu'il fait en sorte de scinder, d'une certaine manière, les services en deux branches : la DCSM et la Direction du renseignement extérieur (DRE). Cette dernière étant commandée par Bachir Lahrèche, *alias* Kamel, qui doit sa promotion inespérée à Larbi Belkheïr. Il va jusqu'à mettre – démarche classique – les deux officiers en concurrence. Diviser pour mieux régner et surtout pour tirer les marrons du feu sans être en première ligne. Attitude qu'il adoptera tout au long de sa carrière.

Lorsque le « Cardinal » décide, en septembre 1982, d'ordonner l'arrestation de Messaoud Zeghar, il active la troisième étape de son plan. En demandant au patron de la DRE de produire un rapport accusateur qui sera soumis à l'« appréciation » de Chadli Bendjedid, il sait, par avance, quelle va être la réaction de celui-ci. Quand le président découvre que le chef du renseignement extérieur accuse un ami de Houari Boumediène de « haute trahison », d'« intelligence avec une puissance étrangère » et de « crimes économiques », il ne se fait pas prier pour exiger des poursuites devant la justice militaire. Sauf que l'interpellation de Messaoud Zeghar ne se fera pas, ce qui est logique, par le biais des hommes de la DRE, habilités à travailler sur l'extérieur, mais bien par ceux de Lakehal-Ayat. Ironie du sort, celui-ci arrêtera, sur ordre du président, une ancienne figure du régime, de surcroît

homme des services, sans pour autant connaître les raisons réelles pour lesquelles Chadli Bendjedid a pris pareille décision.

Certains témoins de l'époque affirment que le patron de la DCSM « était complètement perdu dans cette scabreuse affaire ». Il aurait mis plusieurs mois à comprendre que derrière cette arrestation il y avait une cabale montée de toutes pièces contre Messaoud Zeghar par son collègue de la DRE, avec l'accord du « Cardinal ». Lorsque le chef de la DCSM prend connaissance du rapport de son rival du renseignement extérieur, il saisit les contours de cette « scabreuse affaire », mais ne dit rien. Il préfère se tenir en retrait et va jusqu'à assurer à Zeghar une protection en prison. Il sait que s'il arrive malheur à l'ancien protégé de Boumediène, ce sera son service qui sera accusé.

Quand en octobre 1985 le verdict tombe dans l'affaire Zeghar au bout d'une semaine d'audience, ce dernier est acquitté sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Quoi de plus normal ! Même une justice aux ordres ne peut pas condamner sans preuves et sur la base d'un rapport imprécis de la SM. Messaoud Zeghar a pu, en outre, bénéficier de nombreux soutiens et de témoignages de poids lourds du régime du temps de Boumediène comme Kasdi Merbah ou Slimane Hoffman, pour ne citer qu'eux, qui sont venus le disculper. Au lendemain de cette affaire, il y aura un véritable « coup de balai au tribunal militaire[1] », puisque la plupart des magistrats ayant traité le dossier se verront carrément radiés du corps de l'armée. Pour se protéger, Larbi Belkheïr fait limoger Bachir Lahrèche[2]. Il lui trouve néanmoins un poste sans intérêt à la présidence afin que ce dernier se fasse oublier. Le « Cardinal » accepte, en mai 1984, que soit nommé à la place de son « protégé » le lieutenant-

1. *L'affaire Zeghar, op. cit.*

2. Bachir Lahrèche, plus connu sous le nom de Kamel, travaillera quelques années à la présidence. Au cours de cette période, il se rapproche de Mouloud Hamrouche, alors directeur du protocole et futur chef du gouvernement, qui le nommera, en juillet 1990, à la tête de la police nationale. Il dirigera la DGSN pendant une année avant de remplacer en novembre 1991 Larbi Belkheïr en tant que secrétaire du Haut Conseil de sécurité (HCS).

colonel M'hamed Bencherchali, un officier réputé pour sa rigueur morale et professionnelle. C'est donc l'un des premiers pilotes de l'Algérie indépendante qui succède à Bachir Lahrèche. Ce changement s'est opéré sur instance de Lakehal-Ayat qui en avait fait la demande directement au président. Ce dernier ne s'y est pas opposé, d'autant plus qu'il appréciait Bencherchali. Désormais, la DRE[1] était dirigée par un cadre qui n'était pas sous la botte de Larbi Belkheïr.

Mais en vérité, l'objectif du « clan Chadli » est atteint. Il fallait avant tout mettre à terre un homme qui était détenteur de secrets d'État. D'autre part, Larbi Belkheïr a pu récupérer tous les documents qui étaient en possession de Zeghar et qui vont permettre désormais au « Cardinal » de les brandir, telle une épée de Damoclès, au visage de certains hauts responsables encore en activité à cette époque. La victime du duo Belkheïr/Chadli ne s'exprimera jamais publiquement au sujet de cette affaire. Les initiés estiment que le personnage a toujours baigné dans cette culture où la discrétion est un mode de vie et qu'il n'était pas du genre à s'étaler sur des sujets qui relèvent du « secret d'État ». Quoi qu'il en soit, le 20 novembre 1987, près de deux ans après sa sortie de prison, il décède brutalement d'une crise cardiaque à Madrid. A-t-il été assassiné ? Est-il mort à l'issue de cette pénible et longue détention ? Évidemment, on l'ignore.

1. M'hamed Bencherchali occupe ce poste jusqu'en octobre 1987. Il sera nommé par la suite chef du Bureau militaire auprès de l'ambassade d'Algérie à Tunis. C'est le lieutenant-colonel Hassan Bendjelti *alias* Abderrazek qui prend sa place à la tête de la DRE, rebaptisée en Direction des relations extérieures et de la coopération (DREC). M'hamed Bencherchali, aspect qu'on abordera plus loin, sera opposé au projet de couverture radar qui devait être conclu entre l'Algérie et la France. Il ne voulait pas cautionner les « magouilles » de Larbi Belkheïr notamment. Ce dernier devait toucher de fortes commissions sur ce contrat. Le lieutenant-colonel Bencherchali sera, par la suite, marginalisé.

La SM assassine impunément à Paris

Cela étant dit, des éléments liés à une autre affaire, survenue la même année, montrent que le bras droit de Chadli Bendjedid est capable du pire. Le 7 avril 1987, l'avocat Ali André Mecili est assassiné de plusieurs balles à Paris, devant son domicile du boulevard Saint-Michel. Les informations recueillies mettent directement en cause Larbi Belkheïr.

Ali Mecili est lui aussi un ancien des services algériens qu'il a quittés quelque temps après l'indépendance pour rejoindre l'opposition, et plus particulièrement le FFS de Hocine Aït Ahmed. Dissident et militant en faveur de la démocratie et des Droits de l'homme, Ali Mecili a ouvert, à Paris, un cabinet d'avocat tout en étant totalement engagé dans le combat politique. Durant les années 1980, il agace terriblement Larbi Belkheïr, notamment en jouant un rôle important dans la réconciliation entre Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed.

Depuis sa libération, à la faveur de la « politique d'ouverture » de Chadli Bendjedid, Ben Bella s'était exilé, voyageant entre la Suisse, la France et la Grande-Bretagne et il n'a eu de cesse de multiplier les déclarations incendiaires contre le régime d'Alger. Il avait en outre lancé une formation politique, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), et, alors qu'il fut lui-même un partisan du pouvoir absolu, il appelait à l'instauration du multipartisme en Algérie. De son côté, Hocine Aït Ahmed fustigeait les dirigeants algériens depuis les années 1960. L'alliance entre les deux figures historiques de la révolution algérienne contrariait, il est vrai, considérablement. Bendjedid et le « Cardinal ». C'est la raison pour laquelle durant longtemps l'opposition algérienne a estimé que la liquidation de Mecili était la conséquence directe du rôle qu'il avait joué, un an et demi avant son assassinat, dans le rapprochement entre les deux opposants. Rencontre ponctuée par une déclaration commune rendue publique le 19 décembre 1985 à partir de Londres, d'où Aït Ahmed et Ben Bella ont fait savoir qu'ils lutteraient désormais ensemble pour l'« avènement de la démocratie » en Algérie. Tous ces éléments sont connus et ont été maintes fois relayés dans la presse.

Lorsque nous avons commencé à rencontrer, pour les besoins de cet ouvrage, d'anciens cadres des services de renseignement et de hauts responsables algériens, aujourd'hui à la retraite, ce crime politique a été évoqué presque naturellement. Leurs témoignages confirment, dans des termes similaires, l'implication du pouvoir algérien et de la SM, tandis que d'autres informations, certes à manier avec précaution, mettent en lumière des aspects moins médiatisés.

S'il est acquis que le rôle joué par Ali Mecili au sein de l'opposition algérienne exaspérait énormément les services et singulièrement Larbi Belkheïr, il apparaît que ce n'est pas la raison première qui a motivé son élimination. En effet, ce serait une « juxtaposition d'éléments qui a poussé les plus hautes autorités de l'État algérien à prendre une décision aussi radicale ». Le « dossier Mecili s'est alourdi » au courant de l'année 1986 quand la Sécurité militaire a obtenu un renseignement lui apprenant qu'Ali Mecili préparait un ouvrage qu'il comptait publier entre 1987 et 1988 et dans lequel il devait livrer des informations assez compromettantes, non seulement pour le pouvoir algérien, mais aussi concernant la vie privée de la belle-famille de Chadli Bendjedid et notamment son épouse.

Ayant eu vent de ce projet éditorial, la SM a envoyé une note à Larbi Belkheïr, et donc à Chadli Bendjedid. Ce serait le « Cardinal » en personne qui aurait donné l'ordre à Medjedoub Lakehal-Ayat de liquider l'opposant. Le patron de la DCSM n'était pas, semble-t-il, « très chaud » pour mener une telle opération sur le territoire français, d'autant plus que depuis quelque temps il entretenait de bonnes relations avec la DST, mais devant l'insistance de Larbi Belkheïr et de Chadli Bendjedid il ne pouvait refuser d'accomplir cette « mission ».

Pour exécuter ce crime politique, le choix se porte sur un officier de la gendarmerie qui vient de rejoindre la SM : le lieutenant Rachid Hassani. Promu par la suite capitaine, ce dernier a géré,

entre 1980 et 1983, la sécurité de la zone d'État de Moretti[1], située sur la côte à quelques encablures de la capitale. C'est là qu'il a connu plusieurs cadres des services, mais également un truand vivant en France: Abdelmalek Amellou. Celui-ci venait régulièrement passer ses vacances en Algérie et fréquentait la station balnéaire, ses bars et ses discothèques. De fil en aiguille, le gendarme et le délinquant ont lié une sorte d'amitié. En ces temps de pénuries, lorsqu'il partait pour Alger, Amellou ne manquait pas de ramener quelques cadeaux à son nouvel ami. De son côté, Hassani facilitait au truand la circulation dans cette zone sécurisée, en lui délivrant notamment des laissez-passer.

Pistonné, Rachid Hassani formula une demande pour rejoindre la SM. C'est ainsi qu'au début de l'année 1985, aidé par quelques « appuis » au sein de l'organe de renseignement, il réussit à intégrer les services. Lorsque ses chefs lui proposent de chapeauter la mission, l'ambitieux ex-gendarme ne se fait pas prier. Il vient à Paris vers la fin de l'année 1986 et, durant ce séjour, il prend contact avec Abdelmalek Amellou et le recrute pour exécuter Ali Mecili. D'après nos sources, l'opération a été annulée une première fois au cours du mois de février 1987. Lakehal-Ayat convoque Rachid Hassani pour lui apprendre qu'il faut laisser tomber. Mais contre toute attente, une semaine plus tard, l'ancien officier de gendarmerie demande à revoir son chef. Reçu rapidement, il lui fait part d'un appel téléphonique de Larbi Belkheïr au cours duquel celui-ci aurait dit au capitaine Hassani: « Il faut mener l'opération à son terme. C'est une demande du président. »

Le contact direct entre Larbi Belkheïr et Rachid Hassani peut étonner. Cela dit, il faut préciser que le « Cardinal », se considérant comme le vrai patron des services, n'hésitait pas à joindre directement certains officiers sans passer par la voie hiérarchique classique.

1. Les « zones d'État » de Moretti et du Club des Pins sont des stations balnéaires réservées aux caciques du régime. La circulation y est réglementée.

Visiblement surpris, peut-être même dépassé par ce qu'il vient d'apprendre, Lakehal-Ayat aurait simplement hoché les épaules en répondant à son subordonné: « C'est toi qui vois, si tu as envie de poursuivre, tu poursuis. » Ayant reçu un ordre émanant du plus proche collaborateur du président de la République et néanmoins patron du Haut Conseil de sécurité (HCS) et sans directives précises de la part de son supérieur hiérarchique, le capitaine Rachid Hassani décide de mener l'opération à son terme, d'autant plus que l'accord avec Abdelmalek Amellou était déjà passé et que ce dernier avait été payé.

La suite sera dramatique pour l'opposant algérien qui tombera sous les balles du truand, le 7 avril 1987 au soir. Arrêté, l'assassin de Mecili est expulsé par les autorités françaises vers Alger quelques semaines après son forfait. C'est une décision unanime et collégiale prise entre le Premier ministre, Jacques Chirac, et le président de la République, François Mitterrand, qui permet à Charles Pasqua, à l'époque ministre de l'Intérieur, et à Robert Pandraud, délégué à la Sécurité, de soustraire à la justice un tueur ayant ôté, sur instruction d'une puissance étrangère, la vie à un avocat franco-algérien, inscrit au barreau de Paris. La raison d'État prévaut alors sur toute autre considération.

Afin de comprendre les motivations qui ont conduit les autorités françaises à agir de la sorte en 1987, il faut revenir quelques années en arrière. Depuis trois ans, les responsables des services algériens et ceux de la DST française travaillent main dans la main, notamment au sujet des groupes terroristes iraniens, palestiniens et libanais.

Fin septembre 1984, le lieutenant-colonel Lakehal-Ayat débarque à Paris, flanqué de l'un de ses adjoints qui s'occupe des dossiers relatifs au Moyen-Orient: le commandant Smaïn Lamari, *alias* Smaïl[1], qu'on évoquera largement plus loin. Depuis l'indépendance, c'est la première rencontre officielle entre les

1. Cette rencontre a été signalée pour la première fois dans le livre d'Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, intitulé *Contre-espionnage: Mémoire d'un patron de la DST*, Calmann-Lévy, 2000.

patrons des services des deux pays. Très vite, Yves Bonnet et Lakehal-Ayat mettent en place une politique de coopération qui s'inscrit en droite ligne de la visite effectuée par François Mitterrand, en Algérie, en novembre 1981, au cours de laquelle le président français a parlé de « confiance mutuelle » et de « relations nouvelles ».

Six mois après avoir établi un premier contact, les services des deux pays se trouvent confrontés à une situation qui leur permet de tester cette nouvelle lune de miel. Le 23 mars 1985, un commando des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL)[1], un groupe terroriste palestinien basé au Liban, kidnappe à Tripoli (Liban) Gilles-Sidney Peyrolles, un jeune conseiller culturel français en poste dans ce pays. L'objectif de ce rapt vise à faire libérer Georges Ibrahim Abdallah, chef et fondateur du mouvement, détenu alors en France. Il a été arrêté en possession d'un « vrai-faux » passeport algérien. Abdallah, tout comme un certain nombre de membres de son organisation, était soutenu à la fois par les services syriens et libyens, mais aussi par la DCSM. Ce sont d'ailleurs les hommes des services algériens qui lui ont permis de se procurer son fameux « vrai-faux » passeport avec lequel il pouvait circuler librement depuis quelques années. Comme il l'avouera dans son ouvrage[2], Yves Bonnet n'hésite pas à solliciter l'aide de Lakehal-Ayat et de Smaïn Lamari. Ces derniers contactent les membres des FARL et obtiennent, le 31 mars 1985, une semaine après son kidnapping, la libération du conseiller culturel Gilles-Sidney Peyrolles. Les autorités françaises, à travers Yves Bonnet et Roland Dumas, donnent leur parole afin que George Ibrahim Abdallah soit, à son tour, libéré après ce qui devait être une parodie de justice. Sauf que les choses ne se passent pas comme prévu. La France ne tient pas sa promesse. Une année après les faits, *Le Nouvel*

1. Les FARL sont un groupe terroriste palestinien créé en 1979 par Georges Ibrahim Abdallah.
2. *Contre-espionnage : Mémoire d'un patron de la DST, op. cit.*

Observateur[1] explique les raisons de ce retournement : « Lorsque François Mitterrand apprend le *deal*, il s'emporte contre Gilles Ménage son conseiller en police, et il désavoue Roland Dumas qui a eu l'imprudence d'assurer aux Algériens, dans une note écrite, qu'on pouvait, dans l'état actuel de l'instruction et le déroulement probable de l'action judiciaire, "envisager une libération rapide" de Georges Ibrahim Abdallah... »

En réalité, lorsque quelques jours avant sa libération la police française perquisitionne l'une des planques d'Abdallah, découverte tardivement, semble-t-il, elle y trouve un arsenal : deux pistolets-mitrailleurs, six lance-roquettes, 23 kilos d'explosifs militaires, plusieurs détonateurs, des munitions, et surtout l'arme qui a servi à tuer, en 1982, à Paris, tour à tour le diplomate américain Charles Roy et le diplomate israélien Yakov Barsimentov.

Les Algériens se sentent floués dans cette affaire. Ils pensent que les autorités françaises les ont instrumentalisés, d'autant plus que le 28 février 1987, moins de six semaines avant l'assassinat d'Ali Mecili, Georges Ibrahim Abdallah est condamné à perpétuité par les tribunaux français. D'après nos informations, c'est cette condamnation qui aurait motivé le passage à l'acte des services algériens sur le territoire français dans l'affaire Mecili. Quand Hassani a affirmé à plusieurs de ses proches que l'opération avait été annulée avant d'être réactivée, il disait probablement vrai, car, selon ses dires, l'annulation de l'assassinat d'Ali Mecili lui aurait été signifiée « vers la fin février » alors que la réactivation de l'opération par Larbi Belkheïr a eu lieu « début mars ».

Lorsque les services algériens ont réclamé aux autorités françaises l'expulsion du tueur Abdelmalek Amellou, du côté de l'Élysée et de Matignon, et sur recommandation du ministère de l'Intérieur, on s'est sentis redevables envers les hommes de la DCSM. D'après une source française, si Amellou avait été poursuivi par la justice française et si l'implication de la Sécurité

1. *Le Nouvel Observateur* n° 1141 du 19 septembre 1986.

militaire avait été établie publiquement lors d'une audience au tribunal, « il aurait fallu dire adieu à toute coopération avec les services algériens pour un bon bout de temps et peut-être même faire face à une vraie crise diplomatique entre les deux pays ».

L'affaire Mecili est toujours entre les mains des magistrats. En décembre 2007, un mandat d'arrêt international a été lancé contre Abdelmalek Amellou et Rachid Hassani. Évidemment, plus de vingt ans après l'assassinat d'Ali Mecili, les autorités algériennes n'ont jamais daigné les interpeller et les remettre à la justice française alors qu'ils savent parfaitement où les trouver. Le premier fréquente toujours ses anciens « officiers traitants » de la SM. Il continue d'écumer les quelques bars d'Alger et les restaurants de la côte ouest. Plusieurs témoins affirment le croiser régulièrement à proximité des résidences d'État du « Club des Pins » et de Moretti où il a ses habitudes. Le second, capitaine désormais retraité des services, a quitté la SM durant la fin des années 1990 et traverse, depuis quelques années, une sorte de crise mystique. Il passe le plus clair de son temps dans les mosquées de la capitale à lire le Coran. Il va souvent revoir ses anciens collègues pour évoquer, selon plusieurs témoignages, l'affaire Mecili et rappeler qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres « comme s'il était rongé par le remords », racontent ceux qui l'ont déjà entendu rapporter les faits dans des cercles privés.

Une année après le lancement du mandat d'arrêt international, l'affaire est relancée presque par hasard. En effet, le 14 août 2008, un diplomate algérien, répondant au nom de Mohamed Ziane Hasseni, est arrêté à Marseille, alors qu'il vient d'atterrir sur le territoire français. Il est inculpé pour « complicité d'assassinat », placé sous contrôle judiciaire. Les magistrats et les policiers pensent avoir enfin mis la main sur le fameux capitaine Hassani. En réalité, c'est une homonymie partielle et si le diplomate – qui n'a jamais fait partie de la SM – a dû rester près de deux ans à la disposition de la justice française, c'est en raison du faux témoignage de Mohamed Samraoui, un lieutenant-colonel dissident des services algériens, vivant en Allemagne. Il est difficile

de comprendre les motivations réelles de cet ancien officier, mais lorsque Mohamed Ziane Hasseni est arrêté, il s'empresse de faire des déclarations à la presse, ensuite à la justice, laissant croire qu'il s'agit bel et bien de Rachid Hassani. L'ex-officier Samraoui, qui prétend en même temps connaître personnellement Rachid Hassani et avoir assisté à une réunion au cours de laquelle son collègue préparait l'assassinat d'André Ali Mecili, affirme devant les médias et les juges que l'assassin Abdelmalek Amellou aurait perçu à l'époque la bagatelle d'un peu moins d'un million de francs remis par son commanditaire, et va jusqu'à reconnaître Mohamed Ziane Hasseni comme étant Rachid Hassani. Comment est-ce possible ? On peut d'ailleurs s'étonner qu'il ne soit pas poursuivi par la justice, car si sa déposition est vraie, c'est qu'il était partie prenante dans le complot ayant coûté la vie à Mecili. On voit mal un officier qui ne serait pas chargé de l'affaire être présent en touriste lors de la remise d'une somme d'argent à un tueur. Dans ce monde obscur et opaque, le cloisonnement est une règle. On n'est pas convié à une réunion élaborant le plan d'une liquidation physique d'un opposant politique sans être directement mêlé au dossier. Dans le second cas et si Samraoui a menti, il ne pouvait le faire que volontairement pour mener la justice vers une fausse piste. À quelles fins ? En tout cas, là aussi, il n'a pas été poursuivi pour faux témoignage. Une bizarrerie de plus dans ce dossier.

Un ancien des services algériens qui a connu les deux hommes – Rachid Hassani et Mohamed Ziane Hasseni – nous a précisé qu'aucune confusion n'était possible entre l'officier de la SM et le diplomate. D'abord, une dizaine d'années séparent les deux. Le commanditaire de l'assassinat de Mecili serait né en 1946 alors que le diplomate est, quant à lui, né en 1954. Le premier est grand, plus de 1,80 m, cependant que le second, là aussi, est de taille moyenne et beaucoup moins imposante. Pire, Rachid Hassani a un teint blanc et des cheveux poivre et sel alors que le second est brun et des cheveux noirs et enfin, détail important pour ceux qui maîtrisent le dialecte algérien, l'officier de la

SM (aujourd'hui à la retraite) parle avec un accent prononcé qui permet d'identifier les gens de l'est du pays (il est originaire d'Oum el-Bouaghi) alors que le diplomate possède plutôt un accent algérois. Autant de différences qui ne peuvent plaider pour la simple erreur de la part du dissident, l'ex-lieutenant-colonel Mohamed Samraoui[1] qui ne rate pas une occasion pour vilipender, à tort ou à raison, son ancien employeur. À maintes reprises, il s'est évertué durant ces dernières années à dédouaner les islamistes de leurs crimes, imputant quasiment tous les massacres et attentats commis au cours des années 1990 aux autorités algériennes et prétendant que les groupes armés étaient une création des services[2]. S'il est évident, faut-il le préciser, que les services algériens sont mêlés, comme nous le rappelons tout au long de cet ouvrage, à une série de crimes politiques et autres assassinats, il serait faux, voire malhonnête, de laisser croire qu'ils seraient pour autant responsables de toutes les tueries perpétrées en Algérie.

Dans ce monde nébuleux, il est difficile d'avoir des réponses et des explications rationnelles à toutes les questions. Deux thèses ont été évoquées devant nous par de bons connaisseurs des services algériens. La première explique que Mohamed Samraoui – qui est proche de certains officiers radiés ou déserteurs, car proches des islamistes, installés aujourd'hui en Europe – agirait non pas dans le but de dévoiler la vérité, mais uniquement dans un cadre de « règlement de comptes » avec ses anciens supérieurs. La défection de Samraoui, qui a cautionné le régime algérien tout au long de sa carrière, a eu lieu au lendemain de son rappel, en 1996, à Alger alors qu'il était en poste comme « représentant

1. Mohamed Samraoui a accusé Mohamed Ziane Hasseni avant de se rétracter. Il dira par la suite qu'il aurait « subi des pressions » de la part des services algériens. Difficile de croire en cette version quand on sait que cet ancien officier accuse et dénonce depuis plus de dix ans les autorités d'Alger, en rédigeant livres et articles et en intervenant plusieurs fois à la télévision. Comment un militaire fustigeant ses anciens services, y compris en usant parfois de contrevérités, pourrait-il fléchir subitement devant des « pressions » qu'il aurait subies pour disculper un innocent ?

2. Nous reviendrons plus loin sur la guerre civile qui a touché l'Algérie dans les années 1990 et sur la gestion, par les services algériens, de la lutte antiterroriste.

du DRS au sein du Bureau de sécurité » auprès de l'ambassade d'Algérie à Bonn. Il n'est pas question ici d'un militaire qui aurait déserté à la suite d'un quelconque « cas de conscience », mais bien à la veille d'une mutation[1]. La seconde thèse évoque le fait que ce dernier serait toujours en lien avec certains de ses anciens collègues qui l'auraient influencé, l'encourageant, en sous-main, à accuser Mohamed Ziane Hasseni dans le seul but de « polluer le dossier d'instruction ». Il ne faut jamais oublier qu'en Algérie le pouvoir est loin d'être homogène, notamment ces dernières années, et que souvent des luttes de clans expliquent certaines incohérences observées dans la démarche du régime algérien. Celui-ci n'étant ni compact ni monolithique sur l'ensemble des questions, il est parfois traversé par des dissensions intestines qui s'expriment de manière indirecte.

À ce sujet, les services algériens passent pour des maîtres en matière d'intoxication et de propagande. Le cas d'un autre officier illustre parfaitement la capacité de la SM à « polluer » l'information au point de la rendre totalement indescriptible et inintelligible.

Le cas Hichem Aboud est le plus troublant. Cet ex-capitaine des services, devenu « journaliste et écrivain » au milieu des années 1990, n'a pas cessé de fustiger le pouvoir et les « généraux ». Officiellement, il avait un statut de « réfugié politique » et aurait cessé de « rouler » pour son ancienne structure. Pour se doter d'une crédibilité, il a même rédigé un pamphlet contre les chefs de l'armée algérienne[2]. Ce qui devait être le « livre témoignage d'un dissident » n'était en réalité qu'un condensé de lieux communs et de rumeurs dépourvu de révélations sérieuses et sans conséquence pour les véritables caciques du régime algérien. Truffé de contrevérités et d'approximations, le livre de cet ex-capitaine s'est contenté par

1. Précisons que les affectations à l'étranger pour les membres des bureaux militaires ont une durée de trois années en moyenne. Elles font l'objet de convoitises et souvent les officiers se font pistonner pour rallonger la durée de leur mission, ce qui donne lieu à un certain nombre de privilèges liés à la fonction.

2. Hichem Aboud, *La mafia des généraux*, JC Lattès, 2002.

exemple d'affirmer, au-delà de quelques informations connues, que le patron de la SM, le général Mohamed Medième *alias* Toufik, « est soupçonné d'avoir détourné des milliards de dollars[1] » ou que son adjoint de l'époque, Smaïn Lamari, *alias* Smaïl, se faisait payer ses costumes et ses flacons de parfum[2]. N'est-ce pas là d'une grande légèreté pour un opposant se présentant comme « homme libre », ayant eu accès théoriquement à quelques secrets plus compromettants ? C'est d'autant plus léger que l'ancien officier a travaillé dans le cabinet de Mohamed Betchine, l'un des directeurs qui se sont succédé à la tête des services, et qu'il était par conséquent suffisamment bien informé pour faire des révélations beaucoup plus sérieuses que celles contenues dans son ouvrage.

Tout en se qualifiant de dissident, il écrit également sur les colonnes du quotidien arabophone *Al-Chourouk* dont les accointances avec le régime, les services et l'armée relèvent du secret de polichinelle dans le microcosme algérois.

Quoi qu'il en soit, après quatorze ans passés en France, il regagne Alger, le 1er novembre 2011, mettant ainsi un terme à sa « mission d'opposant[3] », pour reprendre le terme utilisé par quelques mauvaises langues. Les mêmes l'ont accusé d'avoir cherché à infiltrer l'opposition algérienne en France. Il est vrai que le personnage est souvent intervenu sur des dossiers, parfois pour les « polluer », ce qui a inévitablement servi, de temps à autre, les intérêts du régime. Celui-ci aime entretenir l'opacité. Autre attitude troublante : l'ancien militaire a déployé une grande énergie visant à discréditer des opposants[4]. Sur plusieurs

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*
3. Le choix de cette date est loin d'être fortuit. Aboud Hichem a probablement voulu célébrer aux côtés du régime qu'il prétendait honnir le 57e anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance. Les hommes du pouvoir aiment instrumentaliser les symboles de la nation quand ils veulent afficher leur « patriotisme » de manière ostentatoire.
4. Il publiera par exemple un article sur le Net intitulé « Mohamed Sifaoui est-il un agent des services algériens ? », dans lequel il laissera croire que l'auteur aurait travaillé un temps pour la Sécurité militaire et qu'il aurait même assassiné l'un de ses voisins.

blogs, il est perçu comme un « agent » n'ayant jamais vraiment coupé les ponts avec ses anciens patrons. Il est vrai que l'intérêt des services algériens était de multiplier les versions sur des affaires qui pourraient entacher l'image du pouvoir, et ce dans le but de déprécier aux yeux de l'opinion tous les vrais opposants et de brouiller les pistes.

Le capitaine Hichem Aboud est intervenu, lui aussi, dans le dossier Ali Mecili. Il aurait disculpé Mohamed Ziane Hasseni à la demande des patrons des services qui voulaient probablement faire cesser la polémique, car tant que Hasseni était entre les mains de la justice française, les médias continuaient d'évoquer l'affaire Mecili. Tout porte à croire que les vrais responsables de ce meurtre, que Hichem Aboud avait d'ailleurs désignés à une certaine époque, sont Abdelmalek Amellou et Rachid Hassani. Quant à l'ex-président Chadli Bendjedid, personne n'a songé, pour l'instant, à le convoquer ou à l'interroger, d'autant que Larbi Belkheïr est depuis décédé. « Pour le DRS, le dossier Mecili doit finir comme le dossier de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka. Il doit tomber dans l'oubli », nous dira un ancien haut cadre algérien.

Blanchi de l'accusation de complicité d'assassinat, Mohamed Ziane Hasseni est nommé, quelques mois seulement après sa libération, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Colombie. Récompense probablement méritée pour un homme qui ne s'est jamais plaint des deux années de tracasseries judiciaires en France, se contentant de répéter, à juste titre d'ailleurs, « c'est une erreur ».

Rachid Hassani et Abdelmalek Amellou continuent de circuler librement dans les rues d'Alger. Les autorités algériennes, c'est une évidence, n'accepteront jamais de les mettre à la disposition de la justice française, car il s'agit bel et bien d'un crime d'État décidé et organisé par les plus hauts dirigeants algériens à l'époque de Chadli Bendjedid.

IV– La parenthèse DGDS/DGPS et l'« ouverture démocratique » (1987-1990)

Complots et règlements de comptes au sommet de l'État

À la fin de la décennie 1980, un profond marasme touche l'Algérie. Les éléments de la Sécurité militaire ne sont pas épargnés par une situation où, de l'aveu de plusieurs d'entre eux aujourd'hui, les choses semblent souvent leur échapper. Depuis la guerre de libération et l'époque de Boussouf, les services algériens ont toujours détenu le pouvoir réel, mais avec l'arrivée de Chadli Bendjedid et de son bras droit Larbi Belkheïr, la centrale n'est plus que l'ombre d'elle-même. Si la SM était au zénith de sa puissance sous Boumediène, elle se retrouve au plus bas sous Bendjedid. Les cadres, divisés et démobilisés, passaient davantage de temps à se disputer les hommes et les moyens, à régler leurs divergences de points de vue et à exécuter les basses œuvres de la présidence qu'à respecter une ligne directrice, fût-elle discutable, comme ce fut le cas auparavant. La SM n'avait plus, au cours de cette seconde partie des années 1980, la même influence sur les « mouvements révolutionnaires », sa capacité de renseignement s'était considérablement amoindrie et elle n'avait quasiment plus aucune prise sur le pouvoir réel.

Si le prédécesseur de Chadli Bendjedid a fait preuve avec excès d'autoritarisme, et si son règne était dictatorial, il a imposé à ses services un souci de cohérence voire une certaine rigueur. Avec le nouveau régime, toutes les institutions entrent dans une phase de délabrement. La déliquescence a touché tous les rouages et, de ce point de vue, la SM n'était pas en reste. Houari Boumediène, quoi qu'on puisse en dire, était un idéologue,

un homme de pouvoir, mais aussi un homme d'État. Il s'était adjoint des théoriciens et quelques personnalités ayant le sens de l'État. Chadli Bendjedid, quant à lui, affiche une autre nature. Il ne croit pas en l'idéologie et commande, de surcroît, une équipe de courtisans sans réelle envergure politique, constituée de caciques intéressés davantage par leur carrière que par les grandes questions qui font les hommes d'État. Entouré par une cour de carriéristes, d'affairistes et d'opportunistes, non préparés à assumer de hautes fonctions, Chadli Bendjedid – mais surtout Larbi Belkheïr – se complaît dans cette situation puisqu'il n'y a personne au sein du régime qui pouvait réellement mettre en danger leur pouvoir et c'est probablement ce qui motive le plus le président. Cette logique l'incite à placer des dignitaires réputés fidèles, y compris des membres de sa famille ou des personnes issues de sa région, à des postes névralgiques. Le parti n'était plus en phase avec la population et les organisations de masse qui jadis assuraient le relais entre les dirigeants et la base perdaient en crédibilité tant elles étaient devenues le refuge de tous les candidats à la prébende. Ministres, officiers de l'armée, cadres du FLN et responsables des services sont consciemment maintenus dans une espèce de précarité constante qui les rend redevables à la présidence, pour peu que celle-ci leur permette de garder leur poste. En même temps, cette situation où le centralisme prime, puisque Chadli et Belkheïr doivent décider de tout, anesthésie toutes les institutions de l'État. Le « Cardinal » dispose alors d'énormes pouvoirs et ne tolère pas qu'on lui fasse de l'ombre, d'une manière ou d'une autre. Par conséquent, ayant verrouillé l'ensemble du système et possédant toutes les clés de celui-ci, il peut, avec l'accord du président, façonner le pays à sa guise.

Si les cadres des services algériens ont le « moral à zéro », c'est aussi parce qu'ils doivent éprouver, en cette année 1987, comme par hasard quelques mois après l'assassinat d'Ali Mecili, une autre réorganisation. La DCSM est obligée, une fois de plus, de changer de dénomination et de subir une nouvelle restructuration. En effet, le 21 octobre 1987, le président signe un décret qui

annonce la naissance de deux structures distinctes : la Délégation générale à la prévention et à la sécurité (DGPS) et la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA). Les deux sont mises sous son contrôle *via* Larbi Belkheïr.

Le désormais général[1] Medjedoub Lakehal-Ayat n'est plus « directeur », mais « délégué à la prévention et à la sécurité ». Il est, par ailleurs, dépossédé de la sécurité de l'armée qui devient une direction à part, mise sous les ordres de l'ancien commandant de la 3ᵉ région militaire (Béchar), le colonel Mohamed Betchine. Les services sont ainsi volontairement fragilisés non pas pour faire diminuer leur influence au sein de la société, tant s'en faut, puisque le maillage de celle-ci se poursuit, mais afin que Larbi Belkheïr et naturellement Chadli Bendjedid s'assurent une tranquillité dans la mise en œuvre des « réformes », lesquelles doivent servir en premier lieu le clan présidentiel et ses visées peu orthodoxes sur la répartition de la rente pétrolière.

L'attitude du successeur de Boumediène est marquée par une volonté de rompre avec la culture du « socialisme spécifique » si chère aux plus conservateurs du FLN. Au cours de son mandat, Bendjedid s'érige en chantre d'un certain libéralisme. Il promulgue par exemple un code des investissements qui offre de nouvelles perspectives au secteur privé. En libéralisant, il veut surtout permettre aux caciques qui lui sont liés de s'assurer de fructueuses affaires. Ce n'était pas la résorption des pénuries chroniques touchant les produits alimentaires et ceux de première nécessité qui motive la politique du pouvoir, mais la mise en place d'un système qui fait la part belle aux barons du marché noir, généralement proches du régime. Ils peuvent désormais

1. Pour la première fois en 1984, Chadli Bendjedid décide de promouvoir des officiers au grade de « général » et de « général-major ». Jusque-là, le grade le plus élevé au sein de l'armée algérienne était celui de « colonel ». Le 1ᵉʳ novembre 1984, huit officiers sont concernés par cette promotion : Abdallah Belhouchet et Mustapha Benloucif (accèdent au grade de général-major) et Mohamed Attaïlia, Kamel Abderrahim, Hocine Benmaalem, Rachid Benyellès, Abdelmalek Guenaïzia et Khaled Nezzar (sont promus généraux). L'année suivante, onze autres officiers seront concernés et accèderont au grade de « général), dont Larbi Belkheïr, Benabbès Ghezaiel, El-Hachemi Hadjerès et Medjedoub Lakehal-Ayat, pour ne citer qu'eux.

avoir une mainmise sur la commercialisation de toutes les marchandises essentielles (farine, lait, huile, etc.).

Usées par ces heures d'attente humiliantes devant les grands magasins étatiques aux étalages affreusement vides et malgré un programme antipénurie lancé par le gouvernement, les ménagères n'ont d'autre choix que de se retourner vers l'économie parallèle qui offre des produits de consommation, importés ou même fabriqués localement, souvent de qualité médiocre et à des prix exorbitants. Évidemment, cette situation ne manque pas de provoquer une fulgurante inflation. Les citoyens, après plusieurs années d'aisance relative, prennent conscience de la précarité de leur quotidien et observent impuissants l'érosion de leur pouvoir d'achat au moment où les responsables politiques et militaires, les proches et les familles de ces derniers, les caciques du FLN et les hauts fonctionnaires, sont de plus en plus aisés grâce aux nombreux passe-droits accordés par le régime à ses plus fidèles serviteurs. La population est excédée par cet étalage indécent de richesses et par l'émergence de cette caste de privilégiés. Le fossé commence à se creuser et, cycliquement, des émeutes, certes de faible intensité, éclatent dans plusieurs villes du pays. Le pouvoir a réussi à créer une situation dans laquelle s'entassent toutes les frustrations, surtout au sein d'une jeunesse désœuvrée, inquiète pour son avenir. Privés d'une vie culturelle digne de ce nom et faisant face à des hommes politiques n'ayant aucun grand projet mobilisateur à proposer, les jeunes qui représentent une énergie prête à exploser expriment leur mécontentement dans les stades de football, devenus de véritables défouloirs.

Le pays est alors traversé par une violente crise économique que les dirigeants se refusent à avouer à une population souvent infantilisée et méprisée. Dès le milieu des années 1980, l'Algérie est obligée d'adopter un plan d'austérité draconien, mais non défini comme tel. Si durant l'année 1984, grâce aux revenus pétroliers, les caciques du régime, avec l'autosatisfaction qui les caractérise, se moquent alors des « révoltes du pain et de la farine » qui secouent, tour à tour, le Maroc et la Tunisie, l'année

suivante[1], ils doivent composer avec une récession totalement inattendue. Les cours du pétrole s'effondrent et les réserves de change et de devises ne permettent plus à l'Algérie, qui ne produit rien en dehors des hydrocarbures[2], d'importer, comme elle l'a toujours fait, les produits de première nécessité.

Fidèles à leurs habitudes, le pouvoir et ses services se contentent de répondre par la matraque quand les Algériens manifestent pour réclamer non pas la démocratie, mais au moins la dignité. En 1985, Bendjedid et ses affidés ne jugent pas utile de faire autre chose que de réprimer violemment les manifestations de la Casbah (Alger). Les habitants se dressent contre leurs mauvaises conditions de vie. Idem lorsque quelques mois plus tard, à Laghouat, dans le sud du pays, des citoyens expriment leur mécontentement après une distribution des terres qui gratifie l'entourage de quelques barons locaux du FLN et de l'armée. La gendarmerie tire alors sur la foule. On y dénombre un mort et de nombreux blessés. Une répression similaire sera opposée à des veuves et à des enfants de victimes de la guerre de libération. Ces derniers avaient voulu, à l'occasion du 23e anniversaire de l'indépendance, déposer des gerbes de fleurs à la mémoire de leurs proches. Il y eut plusieurs arrestations. Les officiers de la police comme ceux de la gendarmerie et de la SM iront chercher des personnes chez elles pour avoir osé célébrer une fête nationale sans l'accord des autorités. Six mois plus tard, la Cour de sûreté de l'État condamnera une dizaine d'entre eux – ceux qui sont considérés comme les « meneurs » – à

1. La chute du prix des hydrocarbures n'allait pas cesser de s'accentuer. En mars 1986, les cours du pétrole sont à moins de 10 dollars le baril. La situation va s'aggraver pour l'Algérie, avec une seconde baisse, celle du dollar. Pour comprendre ce que cela représente pour un pays comme l'Algérie dont l'économie repose exclusivement sur le cours des hydrocarbures, il faut savoir que le pétrole se vendait à 40 dollars au cours des années 1970, il passera à 25 dollars en 1985 et à moins de 10 dollars l'année suivante.

2. 97,5 % des recettes d'exportation proviennent des hydrocarbures. Ces recettes alimentent, en 1985, des investissements industriels dont bénéficie en premier lieu le secteur des hydrocarbures. Malgré les recommandations du FMI qui ne cesse de demander aux dirigeants algériens de diversifier leur économie, la situation n'a pas beaucoup évolué depuis.

des peines variant entre un mois de prison avec sursis et trois ans fermes. De la détention pour avoir déposé une gerbe de fleurs sur un monument aux morts!

Cette situation qui a vu l'arbitraire s'ériger en dogme officiel du régime a permis l'invention, par la rue, d'un nouveau mot au sein du lexique algérien : *El-hogra*. Quasiment intraduisible dans une autre langue, ce terme désigne ces sentiments d'oppression, de mépris, d'abus de pouvoir que peuvent ressentir les peuples confrontés à des dirigeants qui se soucient fort peu du sort de leurs administrés. Au cours de ces années 1980, *El-hogra* se manifeste au quotidien et partout. Dans les tribunaux, une justice à deux vitesses se met en place : clémente avec les puissants et intransigeante à l'égard des « sans-grades » ; au sein de l'université, les proches des dignitaires sont assurés d'obtenir, grâce « au piston », des bourses d'études à l'étranger alors que les enfants de la masse doivent subir un enseignement devenu de plus en plus inepte ; la crise du logement dans les grandes villes ne touche que les classes défavorisées et pendant que des familles cherchent des habitations décentes, des caciques du régime bénéficient, eux, d'appartements qu'ils laissent parfois vides et de lots de terrains à des prix symboliques. Ils peuvent faire ériger de somptueuses villas, montrant ainsi de façon ostentatoire ces richesses mal acquises avec beaucoup de mépris et de condescendance ; le chômage devient progressivement endémique et l'avenir s'obscurcit pour une population de plus en plus soumise aux chants des sirènes intégristes que ni les hommes de la désormais DGPS ni ceux des Renseignements généraux (RG) n'arrivent à contenir. Par ailleurs, la suppression, en raison des difficultés économiques, de l'allocation en devises, qui permet à de nombreux Algériens d'effectuer des voyages touristiques, coïncide avec la fermeture des frontières européennes et l'instauration de visas. Tout ceci a limité considérablement la circulation – notamment celle des jeunes – entre le Maghreb et la France[1].

1. La France a instauré un visa pour les Algériens en octobre 1986. Alger appliquera le principe de réciprocité quelques semaines plus tard.

Cette dernière mesure, bien que motivée par les attentats terroristes perpétrés en 1986 sur le sol français par des éléments venant du Moyen-Orient, a bloqué les interpénétrations entre une génération d'Algériens et les sociétés occidentales. Elle peut paraître dérisoire, mais cette situation a joué un rôle non négligeable, puisque beaucoup de citoyens se sont retrouvés dans une prison à ciel ouvert. Cette succession d'événements a incontestablement favorisé l'installation d'une logique de repli sur soi qui a bénéficié, avant tout, au mouvement intégriste[1]. Les mosquées deviennent ainsi, avec les stades de football, les refuges de tous les frustrés qui vont, en ces temps d'absence de liberté d'expression, écouter les sermons enflammés de certains prédicateurs qui n'hésitent plus, au « nom de Dieu », à fustiger le régime. Le vendredi, jour de prières et de repos hebdomadaire, la colère s'extériorise, d'abord à la sortie des mosquées, puis, au milieu de l'après-midi, dans les stades.

La contestation islamiste est certes informelle, mais totalement visible dans les rapports envoyés par les agents de la SM qui suivent, chaque semaine, les prêches des imams les plus virulents. La mouvance intégriste, dont les membres sont beaucoup moins inquiétés que les militants progressistes ou berbéristes, bénéficie donc de ce laxisme que le pouvoir affiche à son égard, ce qui lui permet de mener une action en profondeur qui forge, dans l'esprit de plusieurs de ceux qui fréquentent les mosquées avec assiduité, une nouvelle conscience à la fois idéologique, politique et culturelle. La société se retrouve donc, non pas

1. Bien que ce ne soit pas le cœur de notre sujet, précisons tout de même l'inefficacité d'une telle mesure qui a favorisé, entre autres, l'immigration clandestine. D'autre part, il est faux de croire que tous les jeunes qui réclamaient un visa souhaitaient s'établir en Europe durablement, mais c'est plutôt l'existence de cette entrave à la libre circulation qui pousse certains jeunes à demeurer en Europe, y compris clandestinement, puisqu'ils savent qu'à chaque demande de visa c'est un véritable parcours du combattant administratif qu'il faut engager. D'autre part, cette difficulté à circuler de part et d'autre de la Méditerranée a empêché plusieurs jeunes de découvrir la réalité de la société occidentale. Ces derniers, notamment dans les zones rurales, ne possèdent qu'un cliché qui leur est souvent dressé dans les mosquées ou à travers la littérature islamiste.

ankylosée, mais désormais intellectuellement mutilée et économiquement marginalisée. Il y a eu véritablement, au cours de ces années 1980, un démantèlement de la société algérienne. Pendant que les islamistes, en toute impunité, travaillent la société en profondeur, des avocats et des universitaires sont, eux, arrêtés et traduits devant une cour spéciale jugeant les « atteintes à la sûreté de l'État » pour avoir tenté de donner naissance à la ligue algérienne de défense des Droits de l'homme. L'alliance de tous ces éléments constitue inexorablement les prémices de la guerre civile que la SM et ceux qui avaient le contrôle de cette structure n'ont pas vu ou n'ont pas voulu voir. Deux faits sont établis : d'une part le général Medjedoub Lakehal-Ayat a commencé à alerter Larbi Belkheïr et Chadli Bendjedid de la dangerosité du mouvement islamiste dès l'année 1984. Il répétait, semble-t-il, que les « islamistes allaient entraîner le pays vers une grande violence si les autorités ne prenaient pas ce sujet au sérieux[1] ». Sauf que d'autres éléments montrent que le même commandant de la DGPS qui s'inquiétait de la « grande violence » des islamistes fermait les yeux devant le départ, vers l'Afghanistan, de centaines de ces jeunes fanatisés, déterminés à prendre part à la « guerre sainte ». Il est incontestable que ces nombreux desperados sont partis avec la bénédiction, sinon avec la complicité, des services. Ceux qui défendent le patron de la SM de l'époque estiment que face au laxisme des autorités politiques, ce dernier laissait les aspirants au djihad voyager vers cette zone de conflit « en espérant cyniquement qu'ils perdent la vie sur place et qu'ils ne retournent jamais en Algérie[2] ».

Les islamistes profitent d'un pouvoir à la fois aveugle et incompétent et dont les membres n'ont d'autre souci que la pérennité de leur carrière. En réalité, la mouvance intégriste attend très discrètement et patiemment son heure depuis plusieurs années. L'État-nation, érigé au lendemain de l'indépendance

1. Entretiens réalisés par l'auteur avec deux anciens collaborateurs de Medjedoub Lakehal-Ayat en janvier et avril 2011.
2. *Idem*.

sur le modèle français, est jacobin et centralisateur. Durant la décennie 1980, en raison des luttes claniques, celui-ci s'est fissuré progressivement, faisant vivre au régime une crise interne qui a provoqué d'énormes fractures. L'islamisme s'est engouffré dans la brèche et a constitué une alternative aux yeux non seulement d'une partie de la société, mais aussi pour certains caciques qui ne voyaient aucun inconvénient à aller vers une cohabitation avec les islamistes. Cela est aisément compréhensible puisque le FLN, bien qu'ayant toujours défendu une pensée unique, regroupait en son sein plusieurs sensibilités, plus ou moins domestiquées, dont l'islamisme. Celle-ci est représentée par Abdelaziz Belkhadem[1], alors député de la ville de Tiaret, à l'ouest du pays. Existant déjà du temps du colonialisme par le biais des oulémas, émanation algérienne du mouvement des Frères musulmans, l'islam politique s'est, par la suite, structuré, et définit un discours idéologique et politique à l'adresse de la société. Au lendemain de l'indépendance, cette mouvance politique s'installe *via* les nombreux Égyptiens, Syriens ou Palestiniens à l'idéologie islamiste dite « réformiste », installés en Algérie comme « coopérants techniques », notamment au sein de l'Éducation nationale. Le terrain leur est propice pour faire de ce pays un champ d'expérimentation, d'autant plus que le pouvoir ne semble pas préoccupé par la pensée intégriste tant que celle-ci ne montre pas un caractère violent et ne remet pas en cause ouvertement la légitimité du pouvoir. En réalité, Larbi Belkheïr d'un côté et Mouloud Hamrouche[2] de l'autre (ce dernier ne cessait de gagner en influence) n'étaient pas contre une alliance objective avec les islamistes.

1. Abdelaziz Belkhadem est né en 1945 à Tiaret. Il devient député en 1977, puis président de l'Assemblée de 1990 jusqu'à janvier 1992. Il représente la frange islamiste du FLN, appelée à l'époque les « *barbéfelenes* » (Les barbus du FLN). Issu de la même région que Larbi Belkheïr, il a été longtemps soutenu par celui-ci.
2. Mouloud Hamrouche est né en 1943 à Constantine. Ancien directeur de protocole à la présidence de la République, il est devenu, au fil des années, l'un des plus proches collaborateurs de Chadli Bendjedid sur lequel il avait une grande influence. Ce dernier fera de lui le secrétaire général de la présidence avant de le nommer en 1989 au poste de Premier ministre, fonction qu'il occupera jusqu'en juin 1991.

Pour se justifier, les défenseurs du règne de Chadli Bendjedid prétendent aujourd'hui que le pouvoir était davantage occupé à « essayer de redresser la situation économique, alors catastrophique, qu'à prendre au sérieux la menace islamiste ». Cela n'est vrai qu'en partie, puisque si la crise économique pouvait, en effet, empêcher le pouvoir d'être visionnaire, celui-ci n'a pas omis de réprimer les contestataires, d'assassiner des activistes comme Ali André Mecili et de brimer des militants des Droits de l'homme qui voulaient s'organiser en association. L'objectif du régime, et par-delà celui des services, consistait à utiliser les intégristes comme un contrepoids face aux berbéristes ou aux forces progressistes et, à un degré moindre, face aux opposants exilés tels qu'Aït Ahmed ou Ben Bella.

En d'autres termes, la DGPS avait pour mission essentielle de surveiller, en premier lieu, les militants démocrates, car, d'une certaine manière, les islamistes canalisaient la colère populaire dans les mosquées et cela arrangeait les intérêts des services. Le pouvoir n'a, semble-t-il, jamais pensé que son aveuglement et son cynisme pouvaient provoquer un effet boomerang qui a failli emporter le pays.

La DGPS vit donc à cette époque une profonde démoralisation, même si ses éléments continuent de réprimer, d'arrêter et de torturer. Les dossiers sahraouis et marocains ne sont plus suivis de la même manière, puisque à travers la médiation de plusieurs pays arabes – et notamment l'Arabie saoudite – les relations entre l'Algérie et son voisin se normalisent. En juin 1988, un sommet réunissant, à Zéralda, près d'Alger, les cinq dirigeants maghrébins (le Tunisien Ben Ali, l'Algérien Bendjedid, le Marocain Hassan II, le Libyen Kadhafi et le Mauritanien Ould Taya) permet de créer une commission chargée de préparer les moyens de concrétiser une union du Grand Maghreb arabe[1]. C'est dire que même si les services algériens et marocains continuent de s'envoyer des fléchettes et de concocter des « coups tordus », le conflit entre les deux pays a considérablement baissé d'intensité, d'autant plus que la reprise des relations diplomatiques met fin, pour quelques années, à un long cycle de défiance mutuelle.

1. Cette initiative était vouée à l'échec en réalité tant que la question du Sahara occidental n'était pas réglée.

Coups de poignard entre généraux

Quoi qu'il en soit, si le pouvoir est en danger en cette fin des années 1980, ce n'est pas à cause de l'opposition démocratique (affaiblie et divisée), ni en raison de l'activisme des islamistes (ils n'étaient pas encore suffisamment puissants), mais bien à travers les contradictions internes qui le minent et qui donnent naissance à des luttes intestines sourdes mais dans un premier temps invisibles pour la population. Des clans et des réseaux d'influence au sein du régime remettent en question les choix du président et de son entourage immédiat qui voulaient rompre avec un certain dogmatisme, hérité du maquis et de la guerre de libération, pour introduire ce qui fut abusivement qualifié de « réformes ». La réorganisation de l'armée et celle des services ne poursuivaient pas, en réalité, un objectif moderniste, mais avaient pour but la création d'une caste d'officiers supérieurs entourant le présidentialisme algérien, et dont le ciment serait l'instauration d'une culture de féodalité, de solidarité et d'union basée à la fois sur des affinités à caractère régionaliste, sur des liens entretenus depuis la guerre pour l'indépendance, mais surtout et avant tout sur une logique de répartition de la rente. En vérité, le pouvoir de Chadli Bendjedid a leurré aussi bien l'opinion algérienne que les observateurs étrangers.

En laissant croire qu'il n'était plus d'essence militaire, il n'a pas renvoyé l'armée dans les casernes, tant s'en faut, il a seulement donné une apparence civile au régime en le dotant d'instruments de gouvernance qui rompait faussement avec l'archaïsme ambiant du temps de Houari Boumediène. Et pour cause, le Conseil de la Révolution est remplacé par « un bureau

politique du FLN », un état-major de l'armée[1] est créé et un officier, le général-major Mustapha Benloucif[2], est nommé à sa tête ; par ailleurs, le président ne cumule plus la fonction de Premier ministre puisqu'un poste de chef du gouvernement est instauré par Chadli Bendjedid, dès son accession au pouvoir[3]. Les décisions qui engagent le pays sont entre les mains de cercles restreints qui, en fonction d'intérêts claniques et d'équilibres entre ces derniers, orientent leurs choix. Cela explique, en partie, les raisons pour lesquelles les luttes de clans ont atteint leur paroxysme durant cette période. La meilleure illustration de cette atmosphère moribonde est, sans nul doute, la raison qui coûtera son poste et sa carrière au chef d'état-major de l'armée, le général-major Mustapha Benloucif et qui le conduira, quelques années plus tard, en prison. En effet, le jeune patron de l'institution militaire avait le vent en poupe dans les années 1980. C'est l'un des protégés de Chadli Bendjedid, qui le nomme d'abord secrétaire général du ministère de la Défense, en 1980, avant de le faire colonel l'année suivante. En 1984, Mustapha Benloucif, qui est issu de la même région que Chadli Bendjedid, devient

1. Houari Boumediène avait supprimé l'état-major de l'armée en 1967 après la tentative de coup d'État menée par Tahar Zbiri.
2. Mustapha Benloucif est né en 1939, à Al-Tarf, près d'Annaba. Il rejoint le maquis en 1956 et sera sous les ordres de Chadli Bendjedid. Durant les accords d'Évian, il est délégué par l'état-major général, avec d'autres jeunes officiers, pour prendre part aux négociations sur les questions militaires. Après l'indépendance, il occupe plusieurs responsabilités au sein de l'armée avant d'être chargé par Chadli Bendjedid de la restructuration de l'institution militaire. En 1984, alors qu'il n'a que 45 ans, il est promu général-major et nommé à la tête de l'état-major. Deux ans plus tard, il est démis de ses fonctions. En 1992, il est poursuivi par le Tribunal militaire dans ce qui semble être un règlement de comptes politique. Il sera condamné à quinze ans de prison, mais retrouvera la liberté en 1996. Il décédera en 2010 à la suite d'une longue maladie.
3. Mohamed Benahmed Abdelghani fut Premier ministre de 1979 à 1984, lui succédera Abdelhamid Brahimi (appelé ironiquement « la Science » par les militaires) qui occupera cette fonction jusqu'en février 1988. Il y aura par la suite une période de grande instabilité qui verra une succession de Premiers ministres : Kasdi Merbah (1988-1989), Mouloud Hamrouche (1989-1991), Sid Ahmed Ghozali (1991-1992), Belaïd Abdesselam (1992-1993), Rédha Malek (1993-1994), Mokdad Sifi (1994-1996), Ahmed Ouyahia (1996-1998), Smaïl Hamdani (1998-1999), Ahmed Benbitour (1999-2000), Ali Benflis (2000-2003), Ahmed Ouyahia (2003-2006), Abdelaziz Belkhadem (2006-2008) et Ahmed Ouyahia (2008-2011).

donc chef d'état-major. Il accède, à 45 ans, au grade le plus élevé de l'armée à l'époque, celui de « général-major ». L'officier supérieur fait alors partie de la « garde rapprochée » du président et il est, avec Larbi Belkheïr, de ceux qui composent le premier cercle de Bendjedid.

Mais en réalité, dès sa nomination à ce poste névralgique, il engage une bataille sourde, d'abord avec Larbi Belkheïr, ensuite avec le président lui-même. Les raisons d'une telle discorde trouvent leurs racines dans deux moments de l'histoire. En premier lieu, il y a un véritable antagonisme au sein du système algérien. Un discret affrontement oppose ceux qui, durant la guerre d'indépendance, ont rejoint directement le maquis et ceux qu'on appelle les « déserteurs de l'armée française », ou encore les DAF[1]. À tort ou à raison, les anciens maquisards se sont toujours méfiés de ces « déserteurs » ayant rallié tardivement l'Armée de libération nationale (ALN) et certains d'entre eux vont jusqu'à les accuser d'être une sorte de « cinquième colonne » agissant, à ce jour, selon eux, en faveur des intérêts français. Les deux courants (celui des maquisards et celui des DAF) se sont souvent affrontés à l'intérieur du sérail, se disputant notamment les postes stratégiques. Chaque président a dû composer avec les deux parties et respecter, pour les postes de commandement, un subtil dosage entre les uns et les autres, garantissant ainsi de nécessaires équilibres au sein du système. Quoi qu'il en soit, Mustapha Benloucif est de ceux qui sont convaincus que Chadli Bendjedid subissait l'influence des « DAF » comme Larbi Belkheïr, Abdallah Belhouchet, Khaled Nezzar[2], etc., accusant,

1. Cette appellation « déserteurs de l'armée française » (DAF) comporte une connotation très péjorative qui sous-entend une accusation de « trahison ». Elle sera reprise par les islamistes qui utiliseront, quant à eux, une autre expression avec un sens tout aussi péjoratif et accusatoire : *Hizb França*, qui veut littéralement dire « Le Parti de la France ».
2. Khaled Nezzar est né en 1937 à Batna. Militaire très jeune, il quitte l'armée française en 1958 pour rejoindre l'ALN. Après l'indépendance, il effectue toute sa carrière à des postes de commandement pour finir comme ministre de la Défense. Il sera, en 1992, comme nous le verrons plus loin, l'un des artisans de l'arrêt du processus électoral qui a barré la route au Front islamique du salut (FIS).

en petits comités, ces derniers d'agir, comme nous l'avons déjà mentionné, en « cinquième colonne » pour défendre les intérêts de la France. Cette accusation va s'accentuer au lendemain de la visite de François Mitterrand en 1981 à Alger et de la mise en place entre les deux pays d'une politique de coopération beaucoup plus accrue, et enfin à travers la complicité qui devait naître entre la DST et la SM. Ce contexte a créé un climat dans lequel s'installe une extraordinaire paranoïa au sein du pouvoir algérien. Le courant le plus nationaliste du FLN et de l'armée voit en François Mitterrand non pas un simple président de la République française, mais l'ennemi traditionnel, celui qui a servi la puissance coloniale comme ministre de l'Intérieur et de la Justice, celui qui, au temps de la guerre, n'a jamais signé un décret de grâce en faveur des condamnés à mort du FLN. La personnalité et le parcours de ce chef d'État français rendaient suspect quiconque allait lui montrer, au sein du pouvoir algérien, une quelconque sympathie. Or, Chadli Bendjedid, qui affirmait alors vouloir dépasser le poids de l'histoire, donne l'impression d'entretenir avec François Mitterrand une relation plutôt cordiale. De plus, le président algérien souhaite étudier, avec son état-major, un projet d'acquisition d'un système de couverture radar de fabrication française. Ce qui était insupportable aux yeux des membres du courant ultra-nationaliste et de certains anciens maquisards. Visiblement, Mustapha Benloucif était de ceux-là.

À peine est-il nommé à la tête de l'armée qu'il commence à émettre des réserves quant au projet voulu par Chadli Bendjedid. « Quand j'étais chef d'état-major au MDN [ministère de la Défense nationale], j'avais refusé de cautionner l'achat de radars français, des systèmes clés en main, pour la sécurisation du ciel aérien algérien, parce que j'estimais qu'étant un lourd marché d'État à État, nous nous devions en tant qu'armée responsable de la sécurité du pays, de mettre entre les mains de l'ANP [Armée nationale populaire] une grande maîtrise de cette sécurité en faisant en sorte que l'achat des radars ne se fasse pas

auprès d'un seul pays, la France, mais de plusieurs fournisseurs, comme par exemple la Grande-Bretagne et les États-Unis », affirmait-il quelque temps avant son décès, dans une interview accordée au *Quotidien d'Oran*[1]. D'après nos sources, ce n'est pas là l'unique raison qui aurait poussé le général Benloucif à torpiller le projet de couverture radar. Il y aurait également une affaire de commissions et de rétrocommissions qui devaient bénéficier à Larbi Belkheïr et à quelques officiers supérieurs. « Benloucif était certes convaincu qu'il y avait un complot contre les intérêts algériens, mais ce n'était pas sa seule motivation. Non pas que le chef d'état-major de l'époque était un homme plus honnête que certains de ses collègues ou plus corrompu que d'autres. Il faut savoir tout simplement que dans le cadre des pratiques mafieuses auxquelles s'adonnent plusieurs caciques du régime, et notamment du temps de Chadli Bendjedid, il y a une règle qui s'appelle : "Nous mangeons tous[2]" ! », nous dira un ancien haut responsable au gouvernement à l'époque des faits. Une manière d'expliquer que Benloucif avait été associé à certaines négociations officielles, mais tenu à l'écart de toutes les discussions secrètes. Celles au cours desquelles ont été fixées les modalités des commissions et des rétrocommissions entre certains responsables algériens et français. Comprenant qu'il n'allait pas toucher sa part du « gâteau », il aurait donc décidé de saborder le projet.

Cette attitude a incité Larbi Belkheïr à demander aux services, dès 1985, d'enquêter sur le général-major Mustapha Benloucif. Au bout de quelques mois d'investigations, ces derniers remettent au bras droit de Chadli Bendjedid « quelques informations compromettantes » qui pourraient déstabiliser le chef d'état-major. « Elles concernent autant ses biens en Algérie que quelques légèretés commises sur les caisses des bureaux militaires à l'étranger », nous révèle-t-on. Il demandera plus tard au colo-

1. *Le Quotidien d'Oran* du 18 janvier 2010.
2. En algérien, « manger » sous-entend « profiter ».

nel Ahmed Djennouhat[1], alors directeur de la planification, du budget et des finances au sein du ministère de la Défense, de lui faire un rapport sur la gestion financière du chef d'état-major. Lorsqu'il réalise son enquête, celui-ci s'aperçoit de l'existence d'un déficit considérable. De plus, la « caisse noire » du ministère, gérée directement par le général Benloucif, est quasiment vide. Belkheïr aurait mis ces renseignements sous le coude et attendu le bon moment avant de les exploiter et de les remettre au président.

Et ce « bon moment » ne va pas tarder à arriver. En février 1986, la France lance son opération « Épervier » pour frapper l'armée libyenne au Tchad. Le ministre français de la Défense demande alors aux autorités algériennes l'autorisation de faire survoler les avions français au-dessus de l'Algérie. Bendjedid accepte d'autant plus qu'il est en froid avec Kadhafi[2], notamment depuis la visite effectuée par le président algérien aux États-Unis[3]. Cela dit, Mustapha Benloucif refuse toute faveur aux Français et interdit à l'aviation tricolore le survol de l'espace aérien algérien. « Je ne voyais pas pourquoi l'Algérie devait cautionner aussi gracieusement des frappes militaires françaises au Tchad », dira-t-il plusieurs années plus tard[4]. Cette défiance à l'égard de Bendjedid va atteindre son paroxysme lors des émeutes de lycéens et d'étudiants qui secouent la ville de Constantine entre le 8 et le 10 novembre 1986. Le président demande à son chef d'état-major de faire sortir l'armée, mais celui-ci refuse. C'est là alors qu'intervient Larbi Belkheïr. Il montre à Chadli les rapports de

1. Ahmed Djenouhat est né en 1934 à Jijel. Après une longue carrière à différents postes de commandement, il sera nommé à la tête de la 1re région militaire où il jouera un rôle important au moment de la lutte antiterroriste. Il est l'un de ceux, avec Khaled Nezzar, qui iront convaincre Chadli Bendjedid de la nécessité d'arrêter le processus électoral. Il finira sa carrière comme attaché militaire à Rabat (Maroc).
2. Les relations algéro-libyennes n'ont cessé de se dégrader depuis 1983. Kadhafi s'est même rapproché du Maroc et a cessé tout soutien au Polisario.
3. Le 16 avril 1985, Chadli Bendjedid a effectué une visite officielle de six jours aux États-Unis, la première d'un chef d'État algérien dans ce pays. Cette visite est intervenue alors que les relations entre Kadhafi et Reagan étaient extrêmement tendues.
4. *Le Quotidien d'Oran*, *op. cit.*

la Sécurité militaire et celui réalisé, à sa demande, par le colonel Ahmed Djennouhat, directeur de la planification, du budget et des finances au sein du ministère de la Défense. Il n'en fallait pas plus au chef de l'État pour lâcher son « protégé ». Le 22 novembre 1986, Chadli Bendjedid signe un décret[1] mettant fin aux fonctions de Mustapha Benloucif qui est contraint de prendre sa retraite à l'âge de 47 ans. Le jour même, il est remplacé à ce poste par le général-major Abdallah Belhouchet.

Les luttes au sommet du pouvoir atteignent durant la seconde moitié des années 1980 tous les appareils de l'État et s'accentuent à quelques mois de la tenue du 6e congrès du FLN en décembre 1988. Les enjeux résident d'une part dans le choix des orientations politiques – en d'autres termes le dogme du régime – sur lesquelles achoppaient les conservateurs et ceux qu'on affuble abusivement du nom de « réformateurs » ; et d'autre part dans les places à prendre ou à reprendre que se disputaient les différents clans et personnalités du pouvoir. De plus, ce congrès devait désigner le secrétaire général du parti qui serait le successeur possible de Chadli Bendjedid.

Opération « Potemkine »

Le président choisit dont de créer les conditions qui lui permettraient d'éliminer certains barons qualifiés de « conservateurs », car non acquis à ses vues. Ce n'est qu'à cette condition, pense-t-il, qu'il pourra avoir les mains libres, contrôler le 6e congrès du FLN et s'assurer ainsi un troisième mandat lors de la présidentielle de décembre 1988. Ce climat malsain au sommet de l'État conjugué au malaise vécu par la société pouvait – et cela tout le monde le pressentait – déboucher un jour ou l'autre sur une véritable explosion. Toujours est-il qu'un tel cas de figure n'embarrassait pas outre mesure Chadli Bendjedid et

1. Décret du 22 novembre 1986 publié au *Journal officiel* du 26 novembre 1986.

son entourage. Des événements comme ceux de Constantine en 1986 pouvaient mettre à la disposition du président des arguments pour nettoyer à la fois les rangs du FLN, mais aussi ceux de l'armée.

C'est ainsi que Chadli, encouragé par Belkheïr et Hamrouche, a pris la décision, à quelques mois du 6e congrès du FLN, de provoquer des troubles, contrôlés et limités, afin de les utiliser contre certains caciques du régime. Il est clair aujourd'hui – au regard de toutes les données et des témoignages disponibles – que les émeutes d'octobre 1988, qualifiées de « mouvement spontané », ont été l'œuvre de plusieurs sphères du pouvoir. Pour reprendre l'expression d'un ancien responsable : « Un clan préparait une équation à une seule inconnue, alors qu'un autre travaillait sur une équation à plusieurs inconnues[1] ».

En vérité, dès la fin du premier semestre 1988, Chadli Bendjedid tente d'imposer ses fameuses « réformes » dont il ne cesse de parler depuis son arrivée au pouvoir. En janvier, il a demandé l'organisation d'un Conseil de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) sous le thème « Réorganisation de l'économie nationale : des mutations profondes et positives[2] ». Il veut aussi la création d'un « groupe de travail », chargé de la « mise en œuvre de l'autonomie des entreprises locales ». Contre toute attente, il confie cette mission non pas au ministre de l'Économie, mais curieusement à celui de l'Intérieur, El-Hadi Khediri[3], l'un de ses fidèles. Il décide également, en février, de revaloriser les pensions des « anciens combattants » pour gagner à sa cause la puissante Organisation nationale des moudjahidine

1. Entretien réalisé en mars 2010 avec un officier aujourd'hui à la retraite pour les besoins d'un autre ouvrage, *Bouteflika, ses parrains et ses larbins, op. cit.*
2. Travaux de la 4e session du Conseil de l'UNPA du 7 janvier 1988.
3. El-Hadi Khediri est né en 1934 à Tébessa. Il rejoint l'ALN en 1960 à la frontière est. Opposant à Ahmed Ben Bella, il sera arrêté par ce dernier avant d'être libéré au lendemain du coup d'État du 19 juin 1965. De 1970 à 1977, il est l'adjoint d'Ahmed Draïa à la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) avant qu'il ne remplace celui-ci pour devenir, à son tour, patron de la police. Le 13 juin 1987, il est promu ministre de l'Intérieur. Il sera par la suite nommé ambassadeur d'Algérie en Tunisie. Il est décédé fin novembre 2011.

(ONM) et les membres de la grande « famille révolutionnaire[1] ». Pour rassurer et impressionner les conservateurs au sein du FLN, inquiets quant aux réformes visant la réorganisation du secteur agricole, Bendjedid avait, dès 1984, nommé Kasdi Merbah, l'ancien patron de la SM, à la tête du ministère de l'Agriculture. La mission de celui-ci est de réformer le secteur afin d'ouvrir la voie à la privatisation des terres agricoles. Les privatisations des biens de l'État, décidées en février 1981, permettaient, notamment aux caciques et particulièrement à l'entourage du président, de se partager un parc immobilier et des terres agricoles, sinon au dinar symbolique, à des prix défiant toute concurrence, bien en deçà du cours du marché.

En vérité, l'objectif premier de Chadli Bendjedid consiste à pérenniser son régime et à assurer à son clan la captation du produit de la rente et la préservation des privilèges. Il doit faire face cependant à une frange conservatrice du FLN, des nostalgiques de Houari Boumediène, qui s'opposent à toute transformation notable dans le mode de gestion des affaires de l'État. Celle-ci estime, par ailleurs, qu'elle est de plus en plus marginalisée au sein des rouages du système et sent qu'elle perd de l'influence. Les rentiers savent aussi que l'« ouverture » à laquelle il ne prendrait pas part peut mettre en danger leurs intérêts et les écarter du centre de la décision.

C'est dans ce contexte que Mouloud Hamrouche, à l'époque secrétaire général à la présidence, et Larbi Belkheïr, directeur de cabinet, encouragent l'idée de quelques « mouvements sociaux » qui permettraient à Bendjedid, d'après le plan élaboré, d'avoir les coudées franches et d'introduire par la suite des modifications constitutionnelles et donc de faire valider sans aucune opposition interne toutes les « réformes » souhaitées. Il y a eu incontestablement une manipulation du marasme social à des fins politiciennes.

1. C'est le nom donné à ceux qui se réclament de la guerre de libération. Il s'agit en réalité de tous ceux qui se sont approprié les symboles de la nation pour se doter d'une « légitimité historique ».

Le patron de la DGPS, Medjedoub Lakehal-Ayat est sollicité pour apporter, à travers sa structure, le « soutien technique » à cette machination. Mais au sein du système, l'information commence à circuler. On dit que c'est le chef des services qui aurait lui-même informé quelques caciques du régime dont Mohamed Chérif Messadia, alors puissant « secrétaire permanent du comité central du FLN ». Celui-ci sent qu'il est en danger, car lui aussi a des visées sur la présidence. Il se méfie notamment de Mouloud Hamrouche qu'il soupçonne de vouloir succéder à Chadli Bendjedid. D'un autre côté, plusieurs cadres de la SM ne pardonnent pas à Chadli et à son entourage d'avoir fragilisé leur structure. Ils envisagent de reprendre la main sur le cours des événements.

Pour sa part, Larbi Belkheïr informe quelques généraux et des membres de son clan. Le 19 septembre 1988, dans son discours de rentrée sociale, Chadli Bendjedid donne le *la*. Lors d'une intervention télévisée, il lance, à la surprise générale, des attaques directes contre des barons du FLN, sans les nommer cependant. Certains militaires qui n'étaient pas dans la confidence sont alors totalement ébahis par le ton iconoclaste employé par le président qui appelle indirectement la population à se soulever. Un ancien officier supérieur raconte : « J'étais en permission le jour de ce fameux discours. Quand j'ai écouté le président, j'ai décidé de regagner ma caserne dès le lendemain. J'ai compris que quelque chose de grave allait se produire ». Et pour cause, Chadli Bendjedid n'y a pas été de main morte. « Dans certains pays, dira-t-il, les citoyens n'hésitent pas à manifester et à défendre leurs intérêts lorsqu'il y a une augmentation des prix. » Il va jusqu'à inviter ceux qui ne peuvent pas assumer « leurs responsabilités » à quitter leurs fonctions.

À partir de là, les événements se précipitent. Des ouvriers se mettent en grève, les étudiants également, le directeur de la société nationale chargée de la commercialisation de la semoule et de la farine a instruction de ne pas procéder à la distribution de ces produits de première nécessité afin de créer des pénuries. Il n'en faut pas plus pour assister à une détérioration subite

du climat social, déjà explosif. Pour accentuer la provocation, la SM et la police décident l'arrestation, dès la fin du mois de septembre et durant les premiers jours d'octobre, de plusieurs militants du PAGS et d'activistes berbéristes. L'opération « Potemkine[1] » est enclenchée. C'est le nom de code donné aux émeutes provoquées par les services de la DGPS.

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1988, le quartier de Bab el-Oued à Alger est le premier à s'enflammer. Le lendemain matin, des jeunes et des moins jeunes commencent à s'approprier la rue étrangement vidée de ses policiers. El-Hadi Khediri, ministre de l'Intérieur et proche de Chadli Bendjedid, a donné instruction à ses hommes de ne pas quitter les commissariats et leur casernement. Cette mesure a concerné y compris les agents chargés de réguler la circulation. Vers 10 heures, les premiers affrontements ont lieu entre manifestants et forces anti-émeutes, les seules à être déployées à proximité des ministères et des institutions de souveraineté. Des slogans sont lancés contre le pouvoir. Elles visent principalement Mohamed Chérif Messadia et Chadli Bendjedid. Des adolescents, encadrés par des meneurs, saccagent quelques édifices officiels, les bureaux du FLN et les biens publics. Le ministère des Affaires sociales est mis à sac. Les policiers chargés de le protéger sont vite débordés. Le régime est dépassé par l'ampleur de la colère populaire.

Chadli Bendjedid décide donc de faire appel à l'armée. Il demande au général Khaled Nezzar de rétablir l'ordre. Celui-ci fait sortir la troupe et prend le commandement des opérations. Dès l'après-midi du 5 octobre, l'état de siège est proclamé et un couvre-feu est instauré. Toutes les autorités sont immédiatement placées sous un Haut Commandement militaire de rétablissement de l'ordre, baptisé COMIRO. C'est Khaled Nezzar qui le dirige. Il décide aussi d'appeler à la rescousse des

1. *Potemkine* est le titre d'un film russe sorti en 1905. Il traitait des émeutes ayant eu lieu sur le cuirassé du même nom. Dans le film, l'une des causes de la mutinerie était le manque de nourriture. Or, à l'époque, comme nous l'avons signalé, l'Algérie faisait face à de grandes pénuries.

blindés et des parachutistes stationnés à plus de 300 kilomètres d'Alger. Il tente de sécuriser les « points sensibles », les principales institutions et donne instruction à ses hommes d'utiliser leurs armes lorsque cela s'avère nécessaire. Nezzar sait qu'il ne s'agit pas d'une simple révolte populaire. Il a eu des informations faisant état de voitures banalisées tirant sur des jeunes, notamment dans plusieurs quartiers de la capitale.

Qui sont ces « civils » qui visent d'autres civils ? C'était en fait certains éléments de la DGPS, mais aussi ceux du FLN. Les uns et les autres voulaient que la situation dégénère le plus possible afin de fragiliser Chadli Bendjedid. C'est ainsi que s'installe une totale confusion. À la tête de l'armée, Khaled Nezzar chargé du maintien de l'ordre se méfie de son supérieur hiérarchique, le général-major Abdallah Belhouchet. Il exige du président d'être seul aux commandes. À la tête des services, Medjedoub Lakehal-Ayat, chef de la DGPS, et Mohamed Betchine, le patron de la sécurité de l'armée (DCSA), se tirent dans les pattes. Comprenant que son plan a été modifié à son insu par, entre autres, Lakehal-Ayat, le président demande à Mohamed Betchine, numéro 2 des « services », d'intervenir aux côtés de Khaled Nezzar afin de le seconder dans la gestion de la crise et de rattraper la situation.

L'entourage immédiat de Chadli Bendjedid prend à son tour l'initiative du « maintien de l'ordre ». Le gendre du président, Kaddour Lahouel, wali (préfet) de Tipaza[1], à une cinquantaine de kilomètres d'Alger, un civil pourtant, met une tenue de parachutiste et supervise lui-même la répression. Ce qui ajoute à l'enchevêtrement, car d'un côté il y a les éléments dirigés par Lakehal-Ayat, de l'autre ceux de son collègue de la DCSA, Mohamed Betchine, ceux du ministère de l'Intérieur, ceux de

1. Kaddour Lahouel avait été nommé chef de daïra (sous-préfet) de Boufarik avant d'être nommé en avril 1984, wali (préfet) de Tipaza. Le frère du président, Khélifa Bendjedid, avait été, quant à lui, nommé wali de Mascara, de Sétif, puis de Constantine. Abdelmalek Bendjedid était quant à lui colonel et occupait de hautes responsabilités au sein de la 1re région militaire. Enfin, au sein du clan Chadli, il y avait également le docteur Mohamed Amine Bourokba, un médecin qui se retrouvera au sein de la délégation algérienne auprès de l'Unesco.

la gendarmerie et enfin d'autres, ici et là, qui répondent tous aux instructions d'un clan. En réalité, malgré l'existence d'un commandement centralisé, le COMIRO, les hommes sur le terrain obéissent à des responsables ayant chacun un intérêt divergent, selon le clan auquel ils appartiennent.

De jeunes manifestants sont arrêtés dans plusieurs régions du pays. Policiers, gendarmes et militaires ne se privent pas pour s'adonner à la torture. À Tipaza, il ne fait aucun doute que le beau-fils du président dirige lui-même des séances au cours desquelles les émeutiers subissent sévices et traitements dégradants.

Le plan orchestré par Chadli, Lakehal-Ayat (qui jouait un double jeu), Hamrouche, Belkheïr et quelques officiers finissent donc par provoquer un carnage et incontestablement un profond traumatisme qui scelle une rupture entre le pouvoir et la population. On dénombre plusieurs morts, dès le premier jour des émeutes. À la fin des troubles, le bilan oscille entre 160 et 500 personnes tuées, sans compter les milliers de blessés.

Le 10 octobre, les événements connaissent à la fois leur apogée et leur dernier jour. Les islamistes, jusque-là discrets, tentent de récupérer le mouvement[1]. Quelques-uns de leurs chefs, notamment Ali Benhadj, Ahmed Sahnoun[2] et Abassi Madani[3], les futurs leaders du Front islamique du salut (FIS), encouragés par Larbi Belkheïr qui pensait probablement les instrumentaliser, lancent, le 6 octobre, un « appel au calme ». Le 9 octobre, Ali Benhadj décide unilatéralement d'organiser une

1. Le mouvement islamiste, et notamment le cheikh Ahmed Sahnoun, avait pris position, à travers des communiqués, en condamnant le saccage et en appelant le pouvoir à appliquer la charia. Communiqué du 6 octobre 1988 signé par Ahmed Sahnoun (Archives personnelles de l'auteur).

2. Ahmed Sahnoun est né en 1906, près de Biskra. Dans les années 1950, il était le représentant, à Alger, de la Confrérie des Frères musulmans. Il est l'une des figures de l'islam politique en Algérie et sera l'une des références idéologiques du FIS. Il avait néanmoins exprimé au début des années 1990 quelques désaccords avec le parti. Il est mort en 2003.

3. Abassi Madani est né en 1931 à Biskra. Ce militant islamiste est le cofondateur du Front islamique du salut (FIS). Il sera emprisonné en 1991 pour appel à la rébellion et incitation au terrorisme et sera libéré en 2003. Il vit depuis au Qatar.

« marche pacifique » prévue pour le lendemain. D'autres figures du mouvement intégriste, et en premier lieu Ahmed Sahnoun, s'opposent à cette initiative. La confusion est donc totale dans les rangs islamistes. Finalement, Ali Benhadj qui avait appelé à la marche se cachera toute la journée du 10 octobre. Il prétendra plus tard qu'il était « souffrant ». Des centaines de jeunes, proches de ses idées extrémistes, décident de manifester entre les quartiers de Belcourt et Bab el-Oued. Arrivés au niveau de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), ils sont bloqués par un impressionnant dispositif de sécurité composé de militaires, de policiers et de gendarmes. Les deux camps s'observent quelques minutes. Les intégristes s'immobilisent en scandant des slogans fanatiques et d'autres hostiles au régime. Soudain, un homme dans la foule tire en direction des forces de l'ordre qui répliquent en lançant plusieurs rafales. C'est la débandade généralisée. Au final, on dénombrera une trentaine de morts du côté des manifestants. Les islamistes ont ce jour-là leurs premiers martyrs. Il ne leur en fallait pas plus pour s'ériger en concepteur des événements du 5 octobre et en être les premiers bénéficiaires sur le plan politique.

Le soir à 20 heures, le président Chadli Bendjedid s'adresse à la nation en promettant de profonds changements. Le lendemain, le calme revient. Pendant cinq jours, l'Algérie a été traversée par de grandes incertitudes qui s'accentueront au cours des années à venir.

Il n'y a jamais eu d'enquête. Aucun responsable civil ou militaire n'a été officiellement accusé d'avoir été l'instigateur de l'opération « Potemkine », mais aujourd'hui il est clair que le pouvoir fut impliqué. D'ailleurs, fait curieux, de l'aveu de plusieurs officiers des services, tous les documents relatifs aux émeutes de 1988 auraient disparu ou auraient été détruits.

Le caractère coordonné des émeutes, dès le premier jour, l'existence de voitures banalisées, jamais appréhendées, tirant sur la foule dans plusieurs quartiers de la capitale et les provocations répétées faites par les agents du régime, avant et pendant les événements, sont autant d'éléments à conjuguer avec les témoignages que nous avons recueillis et qui permettent de conclure que plusieurs services de l'État, de la police à la Sécurité militaire ont été tous impliqués, probablement à des degrés divers, pour créer une situation qui devait permettre de changer les hommes, tout en pérennisant le système.

Les « services » face aux islamistes

Au lendemain des événements du 5 octobre 1988, de nouveaux changements interviennent. Alors que la rue algérienne s'attend à une démission de Chadli Bendjedid, celui-ci décide de se faire réélire le 22 décembre 1988. En fait, le premier à payer la facture sera le général Medjedoub Lakehal-Ayat, chef de la Délégation générale à la prévention et à la sécurité (DGPS). Il est démis de ses fonctions, le 29 octobre, quelques jours après les émeutes, tout comme Mohamed Cherif Messadia, le secrétaire permanent du FLN qui est alors remplacé par Abdelhamid Mehri. Le patron des services et l'homme fort du parti, alors qu'ils ne sont pas les seuls responsables de la situation, sont implicitement désignés comme les coupables. En fins manœuvriers, Bendjedid et Belkheïr les utilisent comme boucs émissaires. Le président et son clan sortent donc victorieux de la bataille qui a divisé le sérail durant de longs mois.

À la tête de la DGPS, il y a désormais Mohamed Betchine, le nouvel homme de confiance de Chadli Bendjedid. Il est remplacé à la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), par le colonel Mohamed Medième *alias* Toufik, celui qui allait devenir, quelques années plus tard, le tout-puissant patron des services algériens.

Au bout de quelques jours, le président chamboule également l'organigramme de l'institution militaire en nommant Khaled Nezzar[1] chef d'état-major et en lui adjoignant un autre général,

1. Khaled Nezzar remplace à ce poste le général-major Abdallah Belhouchet qui est nommé « conseiller à la présidence », chargé des affaires militaires.

Liamine Zeroual[1], auquel il confie en même temps le commandement des forces terrestres. Le 9 novembre, c'est le gouvernement qui est remanié. Kasdi Merbah, l'ancien patron de la SM, devient ainsi chef de l'exécutif. Il gardera cette fonction pendant dix mois. Voyant qu'il est de plus en plus populaire, Chadli Bendjedid lance contre lui une campagne de presse[2] avant de le faire remplacer par Mouloud Hamrouche.

Les services algériens sont désormais confrontés à une nouvelle situation. À la faveur des événements d'octobre, une nouvelle Constitution[3] doit permettre le multipartisme[4] et la liberté d'expression. En somme un changement profond dans les traditions politiques algériennes. Officiellement, les fonctions de la DGPS, qui va être baptisée Délégation générale à la documentation et à la sécurité (DGDS) par Mohamed Betchine, doivent être modifiées, puisque au regard de l'évolution constitutionnelle la SM ne doit plus faire office de police politique. Mais dans les faits, une nouvelle guerre interne se fait jour entre Mohamed Betchine et Larbi Belkheïr. Les deux hommes divergent depuis mai 1989, notamment sur la question relative à l'agrément de deux partis : le Front islamique du salut (FIS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Le patron des services considère que ces formations politiques ne doivent pas recevoir d'agrément, arguant que leurs statuts seraient en contradiction avec une disposition de la « loi relative aux associations à caractère politique[5] » qui

1. Liamine Zeroual est né en 1941 à Batna. Ce général-major, aujourd'hui à la retraite, a occupé plusieurs fonctions au sein de l'armée. Il est désigné comme chef d'État en janvier 1994. Il a assuré cette fonction avant d'être élu président de la République le 15 novembre 1995. Il démissionne le 11 septembre 1998.

2. À l'époque, l'homme des « sales besognes » médiatiques à la présidence s'appelait Mohamed Megueddem qui occupait alors la fonction de « directeur de l'Information ». Pour de plus amples informations à son sujet, voir le portrait dressé par l'auteur *in Bouteflika, ses parrains et ses larbins, op. cit.* Ironie du sort, outre Mohamed Megueddem, c'est Hichem Aboud, le futur « opposant », exerçant à l'époque dans le cabinet de Betchine, qui instrumentalisera également quelques journalistes de la presse publique pour déstabiliser Merbah.

3. La nouvelle Constitution est approuvée par référendum le 23 février 1989.

4. La loi autorisant le multipartisme est adoptée en juillet 1989 par l'Assemblée.

5. Loi 89-11 du 5 juillet 1989.

stipule qu'aucun parti politique ne peut « fonder sa création ou son action sur la base exclusivement confessionnelle, linguistique, régionaliste... ». De son côté, Larbi Belkheïr veut absolument, par calcul avant tout, que ces deux formations soient agréées. Un ancien haut fonctionnaire à la présidence nous confirme cette thèse en précisant que « Chadli avait surtout peur du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed et du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) d'Ahmed Ben Bella. C'est la raison pour laquelle il a donné pour instruction que tous les partis soient légalisés et notamment ceux qui, à ses yeux, pouvaient fragiliser les opposants historiques ».

Si le RCD[1] défend certes la question berbère, il est avant tout une formation qui milite pour la démocratie et pour la laïcité. Rien dans ses statuts ne fait référence à une « base exclusivement linguistique ou régionaliste ». En réalité, la trajectoire militante de Saïd Sadi[2], principal fondateur et futur dirigeant du RCD, pose problème à Mohamed Betchine, mais celui-ci est surtout opposé à la légalisation d'un parti islamiste. Larbi Belkheïr[3] et Chadli Bendjedid ainsi que Mouloud Hamrouche ont, quant à eux, un autre point de vue. Ils estiment que la naissance du RCD permettra d'affaiblir le Front des forces socialistes et que, s'agissant des intégristes du Front islamique du salut (FIS)[4], il serait préférable de les agréer plutôt que de leur permettre d'agir dans la clandestinité. Mohamed Betchine devra se plier finalement à la décision du président qui donne instruction pour que les deux

1. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) recevra son agrément le 6 septembre 1989.

2. Saïd Sadi est né en 1947 en Kabylie. Après des études en médecine, il devient psychiatre. Il s'engage très jeune dans le militantisme pour la reconnaissance de l'identité berbère, le respect des Droits de l'homme et pour la démocratie. Plusieurs fois arrêté et torturé dans les années 1980, il crée, en 1989, le RCD et s'impose comme l'une des principales figures de l'opposition algérienne. Militant pour la laïcité, il sera l'un des premiers à rejeter fermement le projet islamiste. Il a été candidat à l'élection présidentielle de novembre 1995 et d'avril 2004.

3. Signalons que l'alliance entre Larbi Belkheïr et Mouloud Hamrouche fut momentanée. Après avoir fait partie du même clan, ils deviendront des ennemis jurés.

4. Le Front islamique du salut (FIS) sera finalement agréé le 6 septembre 1989 par le gouvernement de Kasdi Merbah.

partis soient légalisés. Aboubakr Belkaïd, le ministre de l'Intérieur, opposé, lui aussi, à l'idée de légaliser les islamistes, a dû céder, à son tour, et n'a pas osé aller à la démission. Après un bras de fer de plusieurs mois avec la présidence, il a fini par signer lui-même l'acte de naissance du FIS une dizaine de jours avant le changement de gouvernement[1]. En vérité, si Chadli Bendjedid prend une telle décision, c'est sur insistance de son désormais « gourou » : Mouloud Hamrouche. Ce dernier n'hésitait pas à venir à Paris pour faire part de sa « stratégie » à Michel Rocard et à François Mitterrand. Il les rencontrait discrètement pour leur expliquer sa démarche : instrumentaliser les islamistes afin d'éliminer certains barons du régime.

Les services ne doivent plus, en théorie, s'occuper de politique, d'autant qu'à la faveur de cette « ouverture », l'armée est supposée revenir exclusivement à ses prérogatives constitutionnelles et demeurer neutre. Par la voix de Yahia Rahal, le directeur central du commissariat politique, les généraux avaient affirmé : « L'ANP ne saurait s'impliquer dans le jeu complexe des tendances, car elle se doit en tant que force du seul pouvoir légal, de conserver intacte l'unité de ses rangs et la discipline de son engagement dans la défense des intérêts supérieurs de la nation et du libre choix du peuple[2]. »

Cela dit, sur le terrain la situation est tout autre. Mohamed Betchine, mais aussi son collègue de la DCSA, Mohamed Mediène, *alias* Toufik, veulent rester informés de l'évolution du contexte politique. Des éléments des services ont pour instruction de recruter des agents ou d'infiltrer toutes les formations et notamment le FIS qui inquiète considérablement un certain nombre d'officiers supérieurs. Ces derniers observent les chômeurs se réfugier au sein de la mouvance islamiste, épousant, le

1. Mouloud Hamrouche devait succéder à Kasdi Merbah à la tête du gouvernement le 16 septembre 1989.
2. *El-Moudjahid* du 5 mars 1989, cité *in « Chronique algérienne », Annuaire de l'Afrique du Nord*, Rouzeik Fawzi, Centre national de la recherche scientifique, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM), Paris, Éditions du CNRS, 1991.

plus souvent, les thèses extrémistes de certains prédicateurs autoproclamés, parfois à peine plus âgés qu'eux. Le mouvement est encadré par quelques lettrés qui veulent « algérianiser » le salafisme. On les appellera, les « djazaaristes », en d'autres termes les « algérianistes », mais la base, constituée principalement de jeunes désœuvrés, est beaucoup plus attentive et sensible aux discours enflammés des salafistes, emmenés, entre autres, par Ali Benhadj, et aux récits relatifs au « djihad », des « afghans[1] », ces Algériens qui sont partis accomplir la « guerre sainte » contre les Soviétiques et qui ne rêvent désormais que du jour où ils pourront instaurer, en Algérie, la « loi de Dieu », par les armes s'il le faut. Le programme du FIS s'inspire d'une lecture idéologisée de la religion. En tant que « front », cette formation rassemble plusieurs sensibilités de l'islam politique et tente de concilier surtout la pensée des Frères musulmans et celle des salafistes saoudiens. En tout état de cause, le parti ne cache pas sa volonté de proclamer une théocratie et certains de ses leaders ne dissimulent pas leur position en faveur de la violence et de l'intolérance, notamment à l'égard des femmes.

Curieusement, face à la virulence du discours, l'État est terriblement absent. Les services se contentent, dans un premier temps, de faire du renseignement, et le président, ainsi que son chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, adoptent une attitude de laisser-faire qui semble autoriser les intégristes à terroriser la population – par le verbe – afin que celle-ci choisisse de revenir vers le FLN lors des élections municipales prévues pour juin 1990. Il n'est pas abusif de prétendre que l'État a permis aux islamistes de s'épanouir par son laxisme volontaire et son refus de faire respecter les lois. Pire, il a pris le risque de livrer la société à des fanatiques maîtrisant l'art du populisme, au moment où le pouvoir qui incarnait vingt-sept ans de parti et de pensée uniques était plus que jamais rejeté par la population.

1. C'est le nom donné aux volontaires arabes, vétérans de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques (1979-1989).

Les courants démocratiques et progressistes sont incapables de rivaliser avec le FIS dans pareille situation. Ils n'ont alors ni les moyens ni les structures du mouvement intégriste. Disposant de mosquées dans toutes les grandes villes, occupant les espaces publics et les stades, les islamistes ont des tribunes régulières qui leur permettent de ressasser leur discours à l'envi. Ils ont réussi à expulser les imams officiels des lieux de prières, sous l'autorité du ministère des Affaires religieuses, au prétexte qu'ils n'étaient pas crédibles. Pour ce faire, les fidèles, qui devenaient de fait leurs militants, furent chargés de renvoyer les prêcheurs désignés par le gouvernement.

Si l'année 1989 est celle des « réformes[1] », du multipartisme et de l'ouverture démocratique, elle est aussi celle de l'islamisme. Le mouvement attend cet instant depuis plusieurs années. Il va pouvoir enfin s'approprier la rue et aller à l'assaut de citoyens vulnérables et notamment d'une jeunesse abandonnée par l'État. Depuis plusieurs années que les intégristes critiquent le socialisme et le communisme, voilà enfin pour eux la possibilité de remettre en question la légitimité de la Constitution qui ne saurait supplanter la « parole de Dieu ». Plusieurs années plus tôt, Abdelatif Soltani[2], l'un de leurs maîtres à penser, décédé en 1984, avait publié, dans les années 1970, un manifeste fustigeant les choix de Houari Boumediène et ces « principes destructeurs importés de l'étranger ». En s'attaquant à toute idéologie qui ne serait pas d'inspiration islamiste, les cadres du FIS marchent désormais sur ses pas. D'autres prennent pour exemple le groupe de Mustapha Bouyali, déjà évoqué, et dont les membres seront d'ailleurs graciés au lendemain des événements d'octobre 1988. Les islamistes savent que le pouvoir n'est pas capable de les concurrencer. Ils ont perçu ses faiblesses, en 1984, quand il

1. L'une des principales réformes fut d'abolir le monopole d'État sur le commerce extérieur. Cette mesure devait servir notamment les barons du régime qui lanceront, souvent derrière des prête-noms, des sociétés d'importations qui bénéficiaient de crédits bancaires accordés, le plus souvent, grâce aux passe-droits et au clientélisme.
2. Abdelatif Soltani est né en 1904. Il est l'une des références idéologiques des islamistes algériens. Il est mort en 1984.

a fallu discuter à l'Assemblée d'un nouveau code de la famille. Les députés du FLN, pour rassurer le mouvement islamiste en général, avaient approuvé des lois qui s'inspirent de la charia et qui pénalisent, en premier lieu, la femme algérienne.

Le terrain était déjà favorable aux intégristes qui pouvaient, dès leur légalisation, revendiquer haut et fort l'application stricte et intégrale de la charia. En utilisant la religion comme fonds de commerce, les islamistes ont, d'une certaine manière, complexé le pouvoir et ses structures. Ils ont mené une campagne de sensibilisation qui visait la moralisation, voire la réislamisation d'une société considérée comme « impie » par la faute de ses dirigeants. Ils rejettent ouvertement la démocratie qui est à leurs yeux un principe occidental qu'ils diabolisent allègrement, à l'instar de toutes les valeurs universelles. Mohamed Betchine, à l'époque patron des services, n'a cessé d'adresser ses notes au président. Mais Chadli Bendjedid, désormais soutenu par Mouloud Hamrouche, son Premier ministre, était convaincu que la Constitution donnait les garanties nécessaires pour faire face à toute dérive de la part du FIS. Le personnel politique algérien gardera à l'esprit une célèbre théorie de Hamrouche qui aime répéter en substance : « Je vais créer un climat démocratique et dissoudre les islamistes dans la modernité. » Montrant une incroyable assurance, il justifie sa décision visant à accepter le FIS comme acteur politique en déclarant sur RTL : « Nous sommes sûrs de nos arguments et de nos moyens. C'est pour cela que nous avons légalisé le FIS[1]. »

Si la présidence montre un laxisme évident devant les graves incidents provoqués par certains militants du FIS[2] et les menaces de quelques-uns de ses dirigeants, l'armée, quant à elle, com-

1. L'émission « Le Grand Jury » RTL-Le Monde du 21 janvier 1990. Extrait diffusé dans le documentaire *Algérie : Autopsie d'une tragédie*, Séverine Labat, Malik Aït Aoudia, France 5.
2. Par exemple, de jeunes militants islamistes interpellaient des couples dans la rue et leur demandaient de produire un livret de famille qui puisse prouver un quelconque lien familial. D'autre part, des jeunes filles étaient harcelées si elles ne portaient pas le voile.

mence à réagir. Depuis la Constitution de février 1989, elle était supposée ne plus se mêler de politique, mais l'anarchie ambiante a poussé certains gradés à lancer quelques avertissements à l'adresse des islamistes.

Durant une réunion qui a lieu discrètement en janvier 1990 entre quelques officiers supérieurs dont Khaled Nezzar, Mohamed Betchine, Liamine Zeroual, Mohamed Mediène et le secrétaire général du ministère de la Défense, Mustapha Chelloufi[1], les uns et les autres s'échangent leurs points de vue sur la situation et notamment sur l'omniprésence du FIS. Betchine et Mediène, les deux responsables du renseignement, font état de leurs craintes au regard de ce que leurs hommes observent sur le terrain. Ils sont d'autant plus inquiets que l'islamisme séduit des pans entiers de la société, y compris des fonctionnaires, des policiers, des gendarmes ou des soldats, parfois même des gradés. À l'issue de ce conclave, les officiers supérieurs chargent Mustapha Chelloufi de s'exprimer au nom de toute l'institution. Celui-ci donne alors une interview à l'agence Reuters dans laquelle il affirme que l'« armée interviendra pour défendre la démocratie naissante[2] ».

Cette première déclaration montre que les militaires s'opposeront, tôt ou tard, à l'instauration d'une théocratie. Il y a à ce sujet deux interprétations possibles qui continuent à ce jour de faire polémique. La première thèse, défendue notamment par les islamistes et des partis comme le FFS d'Aït Ahmed, prétend, en substance, que les généraux craignant de perdre leurs privilèges ont voulu empêcher les intégristes de gouverner ; la seconde, véhiculée par des courants dits « nationalistes » ou encore des formations laïques, affirme, au contraire, que l'armée a assumé ses responsabilités en faisant barrage au projet de

1. Mustapha Chelloufi est né en 1938 à El-Tarf. Ancien commandant de la gendarmerie, il est nommé secrétaire général du ministère de la Défense en 1986.

2. Dépêche de l'agence Reuters du 2 février 1990 citée *in* « *Chronique algérienne* », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Rouzeik Fawzi, Centre national de la recherche scientifique, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM), Paris, Éditions du CNRS, 1992.

théocratisation, tout en représentant la volonté non déclarée de cette majorité silencieuse qui n'a pas voté pour l'intégrisme. C'est probablement la conjonction des deux thèses qui a motivé le fait que les militaires sortent de leur réserve. Avec du recul, on s'aperçoit qu'ils ont joué, en effet, ce rôle de « rempart » face à un mouvement islamiste qui ambitionnait à terme d'abolir la démocratie et de causer par conséquence la dislocation du pays. Mais que parallèlement, de manière très pragmatique, les officiers supérieurs ont tout aussi incontestablement utilisé le contexte pour pérenniser le pouvoir et reprendre en main les rênes de l'Algérie. Nous verrons plus loin comment, par exemple, les services ont formé une « élite » à même de garantir la continuité du système, malgré les changements générationnels. Il est évident que si des généraux ont barré la route au FIS, ce n'est guère, tant s'en faut, en raison d'un quelconque attachement de leur part à la démocratie. Car on constate que l'armée ainsi que le président Abdelaziz Bouteflika ont tout fait, au cours de ces dernières années, pour entraver toute démocratisation effective du pays.

En ce mois de juin 1990, lors des élections locales, le FIS réalise un raz-de-marée électoral[1]. Le parti islamiste rafle quasiment la totalité des conseils municipaux. Chadli Bendjedid et Mouloud Hamrouche qui pensaient que leurs calculs allaient suffire à provoquer un rejet de l'islam politique assistent impuissants à la victoire des islamistes qui, du coup, deviennent les maîtres au niveau des communes. Désormais, ils peuvent gérer les quartiers, construire de nouvelles mosquées, interdire des manifestations culturelles, autoriser des prières dans les rues. L'une de leurs premières mesures est de rebaptiser les mairies. Sur les frontons, on ne lira plus le slogan classique du régime : « Par le peuple et pour

1. Aux élections communales, le FIS a obtenu 54,25 % des suffrages exprimés, soit plus de 4,3 millions de voix sur un total de plus de 12,8 millions d'inscrits. Cette victoire est à relativiser puisqu'un tiers des électeurs s'était abstenu. Le FIS a en fait totalisé 35 % des voix des inscrits. Pour l'ensemble des partis politiques, il fallait désormais mobiliser la « majorité silencieuse », c'est-à-dire les 65 % qui n'avaient pas voté pour le FIS.

le peuple », mais « commune islamique », les marchés hebdomadaires sont transformés en « marchés islamiques ».

Cette situation crée un séisme au sommet de l'État. Mais aussi des changements d'alliances. Larbi Belkheïr, jusque-là proche du président, rejoint le point de vue des généraux. Mouloud Hamrouche, imperturbable, veut poursuivre ses « réformes ». Plusieurs témoignages rapportent que Chadli Bendjedid vivait une « dépression nerveuse » quasiment ou, à tout le moins, qu'il souffrait d'une grande déprime.

Le patron des services, Mohamed Betchine, jette l'éponge. Au lendemain de la victoire du FIS aux élections locales, il va voir le président et tente de le persuader de faire dissoudre les partis se réclamant de l'islam. Mais celui-ci refuse. Il sollicite Khaled Nezzar et au cours de la discussion, une violente dispute éclate entre les deux responsables. Pour quelle raison ? Mystère. Betchine quitte le bureau du chef d'état-major à l'issue de cette rencontre en tenant des propos d'une rare véhémence devant plusieurs officiers médusés. Certains pensent que le patron de la Délégation générale à la documentation et à la sécurité (DGDS) considère que Nezzar et Belkheïr sont responsables de la légitimation du FIS. Une année plus tôt, au moment où ils voulaient convaincre le président de ne pas accepter la légalisation des partis islamistes, ils ne l'auraient pas soutenu.

Au lendemain de la mise en place du multipartisme, le pouvoir, en tout cas Bendjedid et ses proches conseillers, ne craignait pas les islamistes ; il avait peur, selon plusieurs témoins aux affaires à l'époque, des opposants historiques : Aït Ahmed et Ben Bella. C'est ce qui aurait incité Belkheïr et Hamrouche, entre autres, à convaincre le président de la nécessité de leur opposer une formation islamiste qu'ils pourraient, pensaient-ils naïvement, instrumentaliser à leur guise.

Vingt-quatre heures après sa dispute avec le général Khaled Nezzar, la démission de Mohamed Betchine est sur le bureau de Chadli Bendjedid. Pendant deux mois, celui-ci tentera de le faire revenir sur sa décision, mais peine perdue. Le patron des services

est un impulsif qui dissimule souvent très mal sa nervosité. Quelques mois plus tôt, Saïd Sadi, le leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), et quelques-uns des cadres de son parti ont eu droit à un aperçu sur la nature violente du personnage. Ces derniers avaient été « convoqués » à l'hôtel *El-Aurassi*. Officiellement, il s'agissait d'un rendez-vous avec un « haut responsable » de la présidence. Arrivés sur place, Sadi et ses camarades découvrent que le « haut responsable » en question n'est autre que le chef des services Mohamed Betchine qui les reçoit dans une suite de l'hôtel. Comprenant le traquenard, les militants démocrates refusent de discuter avec le patron de la SM. Betchine insiste. Sadi refuse. Devant l'obstination du leader du RCD, le chef des services se tourne et assène un coup de poing à un vase. Il le casse. Puis, il s'éloigne et commence à taper de toutes ses forces sur les murs de la chambre en proférant des injures. En vieux boxeur, Mohamed Betchine était très loin de l'image classique du patron d'un service de renseignement. Cette anecdote qui illustre quelque peu la nature de certains profils ayant eu à assumer de très hautes fonctions au sein de l'État algérien nous a été confirmée par plusieurs sources. Des cadres du RCD ou d'anciens collaborateurs de Betchine sourient à l'évocation de cette histoire. Toujours est-il que sa carrière de chef des espions va prendre fin. Sa démission devient effective[1] en août 1990, juste après que Khaled Nezzar a été hissé au poste de ministre de la Défense[2]. En vérité, cette nomination a été le fruit d'une négociation entre les militaires et Chadli Bendjedid. Voulant les rassurer, celui-ci a décidé de faire offense à cette tradition créée par Houari Boumediène qui a toujours refusé d'octroyer à qui que ce soit le portefeuille de la Défense, préférant cumuler ce poste avec toutes ses autres fonctions. Le chef du gouvernement Mouloud Hamrouche ne souhaitait pas avoir Nezzar à ses

1. Signalons que le secrétaire général du ministère de la Défense, Mustapha Chelloufi, a démissionné à la même période, visiblement pour des raisons similaires.
2. Le général Khaled Nezzar a été nommé ministre de la Défense nationale le 25 juillet 1990.

côtés au sein de l'exécutif, mais il a dû finalement plier devant la décision de Bendjedid qui a compris, à ce moment-là, que son Premier ministre ne comptait pas uniquement appliquer le programme des réformes, mais avait plutôt des visées sur la présidence, quitte à s'allier avec les islamistes du FIS.

En septembre 1990, la Délégation générale à la documentation et à la sécurité (DGDS) est officiellement dissoute. À sa place naît une nouvelle structure dénommée « Département du renseignement et de la sécurité » (DRS) qui est placée sous le commandement du ministère de la Défense. Désormais, les services ne sont plus rattachés à la présidence.

Le colonel Mohamed Medième, *alias* Toufik, qui fait l'unanimité entre Bendjedid, Nezzar et Belkheïr, est nommé patron de cette institution érigée spécialement pour lui. Il cède la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA) au lieutenant-colonel Kamel Abderrahmane, mais exige qu'elle fasse partie de l'organigramme de sa structure.

À peine est-il installé que le colonel Medième recommande la légalisation d'autres partis islamistes. Il existe alors deux associations : la première, *Ennahdha* (la Renaissance), dirigée par Abdallah Djaballah[1], un jeune intégriste de Constantine, et la seconde, *El-Islah oua el-irchad* (Réforme et Orientation), fondée quelques années plus tôt par Mahfoud Nahnah[2], une ancienne figure de la mouvance islamiste algérienne. Le patron du DRS rencontre ce dernier et l'encourage à transformer son groupe en parti. Il demande également à l'un de ses collaborateurs d'en faire autant avec Abdallah Djaballah. C'est ainsi qu'en un temps record, les deux associations se métamorphosent en formations politiques :

1. Abdallah Saad Djaballah est né en 1956 près de Skikda, à l'est du pays. Militant islamiste depuis le début des années 1970, il a toujours appelé à l'instauration d'une théocratie. Au lendemain des émeutes d'octobre 1988, il fonde l'association *Ennahdha* (la Renaissance).

2. Mahfoud Nahnah est né en 1942 à Blida. Opposé au socialisme, car proche de la pensée des Frères musulmans, Nahnah a été plusieurs fois condamné, notamment pour actes de sabotage après qu'il eut détruit des pylônes électriques. Il sera candidat à la présidentielle de 1995 et décédera d'une grave maladie en 2003.

la première, celle d'Abdallah Djaballah, s'appellera le Mouvement de la Nahdha islamique (MNI) et sera agréée en décembre 1990, quant à la seconde, celle de Mahfoud Nahnah, elle sera baptisée Hamas[1]. Cette première « intervention » du DRS dans le champ politique a pour but d'enlever au FIS près d'un million de voix, mais cela n'empêchera pas le parti d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj de remporter le premier tour des élections législatives en décembre 1991.

De son côté, Khaled Nezzar était de ceux qui n'attendaient qu'un faux pas de la part des islamistes du FIS pour faire interdire ce parti qui multipliait les provocations. Cinq mois après son arrivée à la tête du ministère de la Défense, un mémoire, intitulé « Sur la situation du pays et point de vue de l'Armée nationale populaire[2] », est élaboré à son initiative et sur la base de l'analyse des services. Ce document rappelle quelques dérives des intégristes du FIS et précise que l'armée ne saurait rester neutre face aux « problèmes engageant le destin de la nation ». C'est on ne peut plus clair. Cet avertissement devait préfigurer ce qui allait se produire plus tard.

1. Le Hamas a eu son agrément le 1er mai 1991.

2. *In Algérie, arrêt du processus électoral. Enjeux et démocratie*, collectif, Publisud, 2002 (annexe).

V – Le DRS ou l'État-DRS (1990-2011) ?

Un général nommé « Toufik »

Certains officiers ne citent jamais son nom. Ils l'appellent le « Cigare » ou alors « l'homme au cigare » lorsqu'ils veulent le désigner. D'autres, quand ils l'évoquent, même en privé, font un geste mimant le fumeur pour le représenter et si leur interlocuteur ne comprend pas, ils se contentent de dire *Lemaalem lekbir*, en d'autres termes le « grand patron ». Cet amateur de cigares cubains a su construire un mythe autour de sa personne. Aujourd'hui encore, certains Algériens vont jusqu'à douter de son existence. Pourtant, le général Mohamed Mediène existe bel et bien.

Son nom est désormais intimement lié à celui de la Sécurité militaire. C'est le responsable qui a connu la plus grande longévité à la tête des services secrets algériens. Il est d'une certaine manière au DRS, ce que fut John Edgar Hoover au FBI. Celui-ci, rappelons-le, a dirigé la police fédérale des États-Unis pendant près d'un demi-siècle[1]. Certes, Mohamed Mediène *alias* Toufik, élevé depuis quelques années au grade de général de corps d'armée – le plus haut grade dans la hiérarchie militaire algérienne – a encore de la marge, mais il a fêté en septembre 2011 sa vingt et une énième année comme patron des services algériens. Rien n'indique qu'il compte prendre une quelconque retraite. C'est le dernier des hommes du MALG encore en activité dans le renseignement[2]. À plus de 70 ans, il aura passé cinquante ans au sein de la SM.

1. John Edgar Hoover fut patron du FBI pendant quarante-huit ans de 1924 jusqu'à sa mort en 1972.
2. Daho Ould Kablia, un autre ancien du MALG, est ministre de l'Intérieur, mais n'a jamais occupé de très hautes fonctions au sein des services algériens.

Né en 1939 à Timezrit, un petit village de Kabylie[1], situé territorialement aujourd'hui dans la wilaya de Boumerdès, mais ayant grandi à Alger, il interrompt ses études au début des années 1950, après un certificat d'études obtenu dans une école du quartier de Bab el-Oued. Il commence par vivre de « petits boulots ». Il a 15 ans quand éclate la guerre de libération, il est alors mousse au sein de la marine marchande. Vers l'âge de 18 ans, en 1957, il débarque dans un port libyen, où son bateau a accosté, et il décide de rejoindre l'Armée de libération nationale (ALN). Il entame une formation militaire en Tunisie, dès 1958, au sein de l'« école des cadres » créée par l'ALN à proximité de la ville du Kef. Là, parmi ses instructeurs, il y a un certain Khaled Nezzar qui vient de déserter les rangs de l'armée française pour rejoindre la guerre de libération.

Au milieu de l'année 1959, Mohamed Mediène est affecté dans une unité combattante, chargé notamment d'effectuer des franchissements vers le territoire algérien pour acheminer des armes et du matériel. Il est aux côtés des frères Ahmed et Mohamed Betchine. Le premier sera tué au début de l'année 1961 lors d'un accrochage avec les soldats français et le second deviendra son collègue à la tête de la SM. C'est au cours de cette même année 1961 que Mohamed Mediène est recruté par le MALG, l'ancêtre des services algériens. On lui attribue le pseudonyme de « Toufik » et après quelques mois d'études théoriques en Tunisie, il est envoyé à Moscou, dans le cadre de la promotion « Tapis rouge », pour une formation auprès du KGB. Au lendemain de l'indépendance, il est dans l'état-major de Kasdi Merbah qui l'affectera en tant qu'officier de sécurité, à la fin des années 1960, au niveau de la 2e région militaire (Oran) aux côtés de Chadli Bendjedid. C'est là qu'il côtoie le futur président ainsi que Larbi Belkheïr, alors chef d'état-major de la 2e région militaire.

1. Certaines informations entretenues par les services, probablement pour brouiller les pistes y compris sur son lieu de naissance, laissent croire qu'il serait originaire de Bordj Bou Arreridj. En réalité, c'est son épouse qui est née à Guenzet, non loin de cette ville des Hauts Plateaux.

Lorsque Bendjedid accède à la présidence, il fait muter Mohamed Medième à Alger. Celui-ci rejoint la DCSM à Beni Messous (Alger) avant d'être nommé en 1982, alors qu'il est commandant, au poste d'attaché militaire à Tripoli en Libye. Il y passera moins de deux ans et revient, à nouveau, à Alger où il travaillera aux côtés de Lakehal-Ayat et d'Ali Tounsi. Il sera chargé, pendant quelques semaines, de la Direction centrale du génie militaire, mais en juin 1987 il est appelé par Larbi Belkheïr qui le propulse chef du Département des affaires de défense et de sécurité (DADS), où il doit coordonner, au sein de la présidence, le travail de l'ensemble des services de sécurité et transmettre régulièrement des rapports de situation au Haut Conseil de sécurité (HSC). Un peu plus d'un an plus tard, au lendemain des événements d'octobre 1988, il se retrouve propulsé à la tête de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA)[1]. Après le départ de Mohamed Betchine, il prend donc en charge la SM, rebaptisée, à sa demande, Département du renseignement et de la sécurité (DRS). Il est alors colonel et ne tarde pas à être promu général. Mais le principal changement ne réside pas dans l'appellation uniquement. Désormais, les services ne sont plus rattachés à la présidence, comme c'était le cas depuis l'avènement de Chadli Bendjedid, mais au ministère de la Défense.

À partir de 1990, le DRS va retrouver, au fil des années, toutes les attributions de l'ancienne Sécurité militaire. Mohamed Medième, que tout le monde appelle Si Toufik, revoit d'abord l'organigramme. Il commence par mettre sous sa coupe la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA[2]) qui devient l'une des directions de ce département. Le DRS, doté de moyens colossaux, fonctionne en fait comme un « superministère » de la Sécurité qui contrôle l'ensemble des structures dédiées au renseignement. Parmi les autres services qu'il chapeaute, il y a notamment la Direction de la documentation et de la sécurité

1. Sa nomination est effective le 5 décembre 1988.
2. La DCSA sera dirigée entre 1990 et 2011 par Kamel Abderrahmane (1990-1996), Abderrahim Zouaghi (1996-2003) et M'henna Djebbar (2003-2011).

extérieure (DDSE)[1] et la Direction du contre-espionnage (DCE) dirigé alors par Smaïn Lamari, *alias* Smaïl. Avec ce dernier, il forme un duo. Les deux hommes vont se répartir subtilement les rôles : Toufik, s'occupe davantage de politique, Smaïl, des questions de sécurité et de la lutte antiterroriste, et ce même si Toufik reste évidemment le patron.

Smaïn Lamari[2], avec Mohamed Medïène, l'un des personnages les plus puissants de l'Algérie des années 1990 et 2000 n'était pas prédestiné à connaître une pareille ascension. Électricien de formation, il a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale en 1959. Au lendemain de l'indépendance, il intègre la police et devient motard. « Il était chargé d'emmener le courrier urgent d'une institution à une autre, c'est tout ! », nous dira un ancien officier de police, aujourd'hui à la retraite. En 1964, Smaïn Lamari s'engage dans l'armée. Il est alors affecté au corps de la Marine. C'est là, alors qu'il n'est qu'un simple sous-officier, qu'il est recruté, en 1967, par la Sécurité militaire. Après une formation d'une année, il rejoint les « services techniques » de la SM et va suivre un premier stage en Égypte. À vrai dire, il excelle dans le placement des micros et la mise sur écoutes clandestines des lignes téléphoniques. Ayant repéré son « savoir-faire » en la matière, ses supérieurs l'envoient, au début des années 1970, en formation en Roumanie auprès de la redoutable Securitate. Après son séjour à Bucarest, il passe un concours et devient sous-lieutenant. Lorsque, quelques années plus tard, Medjedoub Lakehal-Ayat devient patron de la DCSM, il le charge du suivi des organisations libanaises et palestiniennes. Il forme alors, de 1981 à 1988, avec Abdelkader Haddad *alias* Abderrahmane le Tigre, le premier cercle du chef des services. Quand Mohamed Betchine prend en main la SM, en 1988, il le marginalise quelque peu.

1. La DDSE sera dirigée tour à tour par Saïdi Fodhil *alias* Abdelhamid (1990-1994) [il trouvera la mort dans un accident de voiture en 1996 après sa nomination comme commandant de la 4e région militaire], Hassan Bendjelti *alias* Abderrazek (1994-1995) et Rachid Laalali *alias* El-Hadj Attafi (1995-2011).

2. Smaïn Lamari est né en 1941 à Alger. Après une carrière de quarante ans au sein de la SM, il décède d'une crise cardiaque en 2007.

Pendant près de deux ans, le colonel Smaïn va pratiquement se rouler les pouces. Pas pour longtemps...

En réalité, Mohamed Medïène ne tardera pas à reconfigurer, comme nous allons le constater, les services à son profit pour devenir le tout-puissant faiseur – et défaiseur – de rois. Contrairement à ses prédécesseurs, Lakehal-Ayat et Betchine, qui viennent de la troupe, il change également de façon radicale le style de commandement et fait de sa structure un service de renseignement au sens brejnévien du terme. Car il ne s'agit plus de secret uniquement, mais d'une abstrusion au fonctionnement du DRS et de l'État d'une manière générale. Le général Toufik applique les techniques du KGB, celles qui permettent de mythifier un service de renseignement. Il cultive, avec ses hommes, une approche paranoïaque de la confidentialité. Il n'est pas question de discrétion ou de cloisonnement, classique pour un organe de renseignement, mais de totale opacité qui génère parfois de l'incompétence. D'ailleurs, une note de l'ambassadeur américain à Alger[1], révélée par le site Wikileaks, présentait le DRS, malgré une coopération reconnue en matière de lutte antiterroriste, comme un groupe « ombrageux et paranoïaque avec lequel il est très difficile de travailler ».

Les Algériens vont, pendant plusieurs années, ignorer tout de cette institution. Au nom du culte du secret, personne n'a un droit de regard sur le DRS. Les officiers et sous-officiers se voient tous attribuer des pseudonymes comme au temps de la révolution. Mohamed Medïène, c'est « Si Toufik », Smaïn Lamari sera « El-Hadj Smaïn », Othmane Tartag, le patron du CPMI, le Centre principal militaire d'investigations, un service rattaché à la DCSA, sera appelé « Bachir ». Dirigé par ce dernier dès 1990, le CPMI se déploie à travers l'ensemble du pays. Kamel Abderrahmane qui avait connu, lui aussi, une ascension fulgurante après 1988 a la confiance de l'« homme au cigare » et celle

1. Mémorandum daté du 22 janvier 2008 rédigé par l'ambassadeur américain en Algérie, Robert S. Ford, et destiné à David Welsh, le secrétaire d'État adjoint, chargé des affaires du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

de Khaled Nezzar. Ce lieutenant-colonel était en effet devenu célèbre lors des événements du 5 octobre 1988 en sauvant un char rempli de munitions d'une explosion certaine. Il avait été attaqué au cocktail Molotov et l'officier avait été brûlé au troisième degré en attrapant, de ses mains, l'engin incendiaire pour le jeter hors du blindé. Ce « haut fait d'armes » lui a valu une promotion et une nomination à la tête de la DCSA.

Kamel Abderrahmane a donc créé des centres militaires d'investigations (CMI) dans chaque région militaire. Cela lui permettait notamment, à la demande de Toufik, de surveiller le niveau de pénétration de l'idéologie islamiste dans les casernes. La crainte du patron du DRS était de voir des soldats fraterniser, à terme, avec le FIS. C'est dire qu'au DCSA Kamel Abderrahmane ne perdait pas son temps. À chaque soupçon, il faisait radier le suspect des rangs de l'armée et à chaque fait avéré de collusion avec les islamistes, il fallait arrêter, interroger et, souvent, incarcérer, parfois éliminer physiquement. Même si les cas de ralliement sont rares, certains militaires, surtout des sous-officiers, ayant milité en faveur des intégristes furent liquidés au lendemain de janvier 1992, quand les islamistes ont versé dans le terrorisme et lorsque le pays s'est retrouvé dans une situation de guerre civile.

La DDSE, dirigée par Saïdi Fodhil, était chargée, vu que sa mission est tournée essentiellement vers l'étranger, de suivre les bases arrière du FIS, notamment en Europe, et de surveiller le comportement des fonctionnaires algériens en poste au niveau des représentations diplomatiques.

Le DRS sera parfois au-dessus des lois. Un exemple : les officiers des services de sécurité, dont certains sont habilités en tant qu'officiers de police judiciaire (OPJ), sont théoriquement nommés par des arrêtés conjoints signés par le ministre de la Défense et celui de la Justice. Cela dit, aucune publication de ce type n'a été quasiment autorisée depuis la création de la nouvelle structure.

Aussi, pendant plusieurs années, les Algériens ne connaîtront pas le nom du patron des services. Encore moins son visage.

Mohamed Mediène *alias* Toufik, comme tous ses collaborateurs et subordonnés, refuse catégoriquement de se laisser photographier. Il a fallu attendre neuf ans pour voir une photo du chef du DRS dans les Mémoires du général-major Khaled Nezzar[1]. Et si l'ancien ministre de la Défense publie, avec une fausse naïveté, la photo de l'« homme sans visage », c'est en raison d'un différend l'ayant opposé au général Toufik quelques mois auparavant. Au début de l'année 1999, Khaled Nezzar appelle le patron du DRS pour lui faire part de son refus de cautionner la cooptation à la tête de l'État d'Abdelaziz Bouteflika. La discussion tourne mal. Nezzar est quelque peu rabroué par le désormais tout-puissant Toufik. « Qui es-tu pour me donner des ordres ? » avait lancé le patron des services à son ancien supérieur hiérarchique. Vexé, l'ex-ministre de la Défense, retraité depuis 1993 en raison de problèmes de santé, se répand auprès de ses amis en répétant : « Mais pour qui se prend-il pour me parler ainsi ? Il oublie que c'est moi qui l'ai fait ! », ajoutant avec cette causticité qui caractérise les Algériens : « Quand je l'ai connu, il gérait les bons d'essence à la Sécurité militaire, le voilà maintenant qui pense pouvoir tout contrôler. » Quelques mois plus tard, au moment de publier ses Mémoires, Nezzar glissera dans son ouvrage la photo du général Mohamed Mediène sans pour autant mentionner son nom. On y voit simplement le chef du DRS, dans une réunion, au milieu de quelques autres officiers supérieurs[2].

Le jour de l'enterrement, en juillet 2010, de l'un des frères du président Abdelaziz Bouteflika, les photographes de presse se sont vu confisquer, par les gardes du corps de Toufik, leur matériel durant les funérailles. Des sous-officiers étaient chargés de vérifier, appareil par appareil, si la présence du patron du DRS et donc sa physionomie avait été immortalisée. Les photographes ayant protesté contre ces méthodes d'un autre âge ont failli se faire embarquer.

1. *Mémoires du général Khaled Nezzar*, Chihab éditions, 1999.
2. Sur cette photo on voit les généraux Abdelmalek Guenaïzia, Benabbès Ghezaiel, Mustapha Chelloufi, Khélifa Rahim, Achour Laoudi et Mohamed Mediène.

En Algérie, les officiers de la SM ont acquis tous les droits. Ils sont habilités à agir en qualité d'officiers de police judiciaire, à diligenter des enquêtes, à interpeller des personnes, à les détenir le temps d'une garde à vu, voire au-delà, bref, ils ont réussi à être à la fois police politique, service antiterroriste, service de renseignement et police judiciaire, en ayant la légalité de leur côté, faut-il le préciser, car le pouvoir algérien a su se doter de tous les artifices juridiques pour permettre au DRS d'étaler ses tentacules dans toutes les sphères de la société tout en étant en conformité avec la loi.

Pour s'assurer une mainmise sur les services de sécurité, Mohamed Mediène a manœuvré dès sa prise de fonction pour avoir, *via* Smaïn Lamari, un contrôle sur la police et les structures de la DGSN qui, en raison de la lutte antiterroriste, était de fait sous le commandement indirect du DRS. L'influence sur l'ensemble des services de sécurité devient totale et effective lorsque Ali Tounsi, *alias* Al-Ghaouti, l'ancien de la SM, un proche de Mohamed Mediène, est nommé en mars 1995 à la tête de la DGSN. Idem en ce qui concerne la justice. S'ils veulent faire carrière, les magistrats ont tout intérêt à faire allégeance au DRS qui, rappelons-le, accorde ou retire les habilitations sans avoir à motiver sa décision.

Depuis l'arrivée du général Toufik à la tête des services algériens, le niveau d'ingérence de l'armée dans la vie politique n'a cessé de s'accroître. Utilisant comme prétexte la situation sécuritaire des années 1990, le DRS a pris le contrôle de la société et de la vie politique. Cette immixtion est certainement plus subtile que celle qui prévalait sous Houari Boumediène, mais elle a, en tout état de cause, verrouillé la vie publique. Les services de l'« homme au cigare » sont partout : associations, partis, médias, diplomatie, affaires économiques, etc. Il n'y a pas un seul secteur auquel ils ne portent un intérêt. Et il n'est pas question ici d'un rôle sécuritaire, mais bel et bien de celui de police politique qui collecte du renseignement pour influer ici, peser là, et, en somme, pour contrôler l'ensemble.

Plusieurs observateurs s'interrogent sur ce pouvoir sans limites détenu par Mohamed Mediène qui a résisté à cinq chefs d'État quand ce n'est pas lui qui les a faits (Bendjedid, Boudiaf, Kafi[1], Zeroual, Bouteflika). Pour certains de ses collaborateurs, ce serait « un grand patriote ayant le sens des responsabilités », pour d'autres, il s'agit d'une « vraie pourriture, responsable d'une grande partie des malheurs qui frappent le pays depuis deux décennies ».

Où est donc la vérité ? Il est clair que lorsqu'on rassemble tous les éléments recueillis pour cet ouvrage, il est évident que le général Toufik est sinon le seul responsable au moins largement coresponsable de la situation dans laquelle se retrouve l'Algérie aujourd'hui. S'agissant de l'islamisme, il a volontairement mis en place une stratégie d'accommodement avec l'islam politique. « On l'a souvent présenté comme un éradicateur et comme un officier opposé à l'intégrisme. Il n'en est rien. C'est un homme de pouvoir qui ne défend aucune idéologie. Il sait épouser la direction du vent », dira l'un de ses anciens collaborateurs. D'un autre côté, un homme politique algérien qualifie le général Mediène de « gestionnaire du statu quo », en précisant : « Toufik utilise la manipulation comme mode de gestion au détriment des intérêts du pays. »

Ensuite, il devient tout aussi clair que Mohamed Mediène a fait en sorte de réduire la menace terroriste à un niveau qui ne permet pas aux hordes intégristes de menacer l'État, mais tout en laissant cette même menace à un niveau suffisamment élevé pour que le pouvoir puisse se prévaloir, aux yeux des puissances occidentales notamment, d'un rôle de « partenaire » dans la lutte antiterroriste. Il est vrai qu'en dehors de ce « partenariat » et des richesses du sous-sol, il est à se demander quelle serait la légitimité des responsables algériens, civils ou militaires, aux yeux

1. Ali Kafi est né en 1928 à Skikda. Ancien combattant de l'ALN, il a été secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) [les anciens combattants] avant de remplacer, en juillet 1992, le président du HCE Mohamed Boudiaf, assassiné le 29 juin 1992.

des pays développés. En résumé, la stratégie du patron du DRS consiste à se présenter, sur le plan intérieur comme le « sauveur » ayant permis à l'Algérie d'éviter le projet théocratique et, sur le plan extérieur, comme le « rempart » qui empêchera les terroristes de viser les intérêts occidentaux. Un cadre algérien va plus loin en affirmant : « Le DRS a fait de l'islamisme et du terrorisme deux alliés objectifs. L'intégrisme le sert puisqu'il lui permet d'affaiblir les démocrates et le terrorisme l'aide à légitimer, aux yeux des partenaires étrangers, sa mainmise sur la société. »

En ce qui concerne la corruption endémique qui gangrène l'Algérie, il en a fait un levier de pression, l'utilisant, selon son bon vouloir, pour tenir les responsables corrompus sous sa coupe. Plusieurs témoignages confirment que l'« homme au cigare » n'est pas lui-même impliqué dans des affaires de délinquance financière, sauf qu'il se serait débrouillé pour placer lui-même (ou laisser nommer) à des postes stratégiques des fonctionnaires et des cadres qui traîneraient, eux, plusieurs casseroles. Un exemple : le général Abdelkader Kherfi *alias* Ahmed, patron de la Direction de la sécurité intérieure (DSI) – qui a remplacé la DCI de Smaïn Lamari après le décès de celui-ci – est un officier régulièrement montré du doigt par ses propres collègues comme étant un « affairiste notoire », tout comme l'était d'ailleurs Smaïn Lamari, l'ex-numéro 2 des services algériens. La DSI est l'une des plus importantes directions du DRS. C'est la police politique, chargée de surveiller à la fois la société et l'ensemble de l'appareil de l'État. Elle est censée également traquer la « grande corruption ». Ce n'est pas très propre tout de même de constater que l'un des services dédiés à la lutte contre la délinquance financière est dirigé par un responsable sur lequel pèse de lourds soupçons et ce depuis le temps où il était officier de sécurité dans le sud du pays.

« Toufik l'a nommé à ce poste pour qu'il puisse lui-même tenir la DSI. Il aime s'entourer de cadres ayant des choses à se reprocher, ainsi il peut les dégommer quand il veut. Il n'aime pas qu'on lui fasse de l'ombre », nous dira un officier toujours en

activité. À plus de 70 ans, l'homme qu'on dit malade et usé ne veut toujours pas lâcher prise alors que des cadres compétents, formés dans de grandes écoles, sont confinés à des tâches subalternes. « Il demande à des officiers de faire valoir leurs droits à la retraite alors qu'ils ont parfois vingt ans de moins que lui », s'exclame un ancien officier. Mais si le général Toufik ne fait pas l'unanimité, il y a d'autres cadres qui le défendent. « S'il n'était pas là, l'Algérie aurait implosé », nous dira l'un de ses adeptes. Probablement. Mais si la stabilité d'un État repose sur un seul homme, cela ne dénote pas autre chose qu'un échec cuisant à tous les niveaux.

Mohamed Mediène préfère donc, à en croire plusieurs témoignages, manœuvrer, manipuler et diriger. Et pour durer aussi longtemps, il n'hésite pas à s'appuyer sur des gens vulnérables qu'il peut « dégommer » à tout moment. Il aurait agi de cette manière avec le général-major M'henna Djebbar, l'actuel patron de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA). Ancien colonel du tristement célèbre Centre territorial de recherche et d'investigation (CTRI) de Blida, cet officier est surveillé de très près par les services français, notamment quant à son éventuelle implication dans l'affaire des « moines de Tibhirine » sur laquelle nous reviendrons plus loin et pour ses méthodes jugées « sanguinaires » par certains de ceux qui ont eu à travailler avec lui, lors de la lutte antiterroriste.

« El-Fartass [le chauve, c'est ainsi qu'est appelé le général Djebbar] était couvert par Smaïl Lamari. Le jour où le couvercle sera levé, on s'apercevra que cet officier mérite d'être traduit devant le Tribunal pénal international. À dire vrai il rêve de remplacer Toufik », nous dira une autre source, ancien cadre au sein des structures de l'État algérien avant de s'exclamer « ce serait la catastrophe ! ».

D'après les différents témoignages, le général Toufik a consciemment laissé faire. Tant que les dépassements des uns et les magouilles des autres lui permettaient de constituer des dossiers sur tout le monde, il n'aurait jamais mis le holà. « Il

[le général Medière] ne s'est jamais mouillé directement. Il a toujours délégué les affaires les plus sales soit verbalement sinon par son silence qui, dans les services, équivaut à une autorisation», précise un ancien responsable, en ajoutant: «Il n'y aura jamais une seule preuve contre lui. Je défie quiconque peut trouver un seul document signé de sa main ordonnant une liquidation physique par exemple. Il a été malin et au temps de Smaïn Lamari, qu'on surnommait «le Boucher», il laissait ce dernier accomplir les sales besognes.» La même source conclut: «Othmane Tartag, Kamel Abderrahmane ou encore M'henna Djebbar sont ceux qui ont commis le plus de crimes avec son accord silencieux. C'est la raison pour laquelle il continue de les couvrir.» Ce ne serait donc qu'un homme avide de pouvoir qui roulerait d'abord pour sa carrière. «Voyez l'affaire du milliardaire Rafik Khalifa. Il n'a eu ce dernier dans le collimateur que le jour où celui-ci avait osé payer une nuit d'hôtel à son fils lors d'un passage à Paris. Toufik a compris ce geste comme étant une volonté, de la part de Khalifa, de le soudoyer en prenant en charge son fils. Quelques jours après ce fait, en apparence banal, l'empire financier s'écroulait et la justice était mise en branle», nous explique-t-on. En fait, le général Medière posséderait un dossier sur chaque cacique du régime, y compris sur le président Bouteflika et son entourage immédiat, et dès qu'il décide de faire tomber un responsable, il sort de ses tiroirs les preuves nécessaires et actionne le système judiciaire qu'il contrôle. C'est ainsi qu'il aurait poussé le général Mohamed Lamari[1] à partir.

«Il a remis un volumineux dossier à Bouteflika qui aurait pu envoyer Lamari en prison. Ce dernier n'avait d'autre choix que

1. Mohamed Lamari est né en 1939 à Biskra. Cet ancien officier de l'armée française déserte en 1961 pour rejoindre l'ALN à quelques mois de l'indépendance. Une fois celle-ci acquise, il gravit les échelons pour devenir en 1993 le chef d'état-major de l'armée. C'est l'un des officiers les plus hostiles à l'égard des terroristes islamistes contre lesquels il mènera une guerre sanglante. Il est l'un des rares officiers qui, publiquement, appellera à entamer une lutte idéologique contre l'intégrisme, la matrice nourricière du terrorisme. Il a été poussé à faire valoir ses droits à la retraite en 2004. Il n'y a aucun lien de parenté entre lui et Smaïn Lamari. Il s'agit d'une simple homonymie.

de donner sa démission et de partir sans faire trop de bruit», affirme un ancien responsable.

Selon un document Wikileaks qui faisait état d'une discussion entre Saïd Sadi, leader du RCD, et le général Medière, celui-ci aurait reconnu, devant l'opposant démocrate, l'étendue de la corruption au sein du système. Le président du RCD raconte que le patron du DRS, après avoir «observé un moment de silence, a jeté un regard en direction du portrait du président Bouteflika en répliquant que le problème avait atteint son paroxysme». Que voulait-il insinuer? Probablement que le président y serait lui-même mêlé ainsi que son entourage immédiat. Ce qui n'est pas faux puisque plusieurs affaires éclaboussent celui-ci, y compris certains des frères du président, son ex-ministre de l'Énergie Chakib Khellil voire des membres du gouvernement sans qu'aucune grosse pointure du système n'ait eu à répondre de ses actes. À chaque fois, ce sont des lampistes qui sont jetés en pâture à la vindicte et se retrouvent face à des juges instrumentalisés. Abdelaziz Bouteflika ne semble pas gêné non plus par l'étendue de la corruption. Dans ce méli-mélo, tout le monde semble avoir trouvé son compte au sens large du terme.

La justice est devenue un appareil comme un autre entre les mains des services. Les juges, les magistrats et certains avocats sont obligés de leur faire acte d'allégeance. Faute de quoi, ils peuvent dire adieu à leur carrière. L'évolution des professionnels du secteur dépend, très souvent, de la nature des liens qu'ils entretiennent avec le DRS. Cette situation a créé une justice inhumaine qui peut parfois poursuivre des innocents et relaxer des coupables.

Grâce à ce fonctionnement, le puissant Toufik a fait du DRS un État dans l'État. Il a érigé ce fameux État-DRS. Ses services sont présents dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque quartier, non pas pour assurer la sécurité des citoyens, mais pour les contrôler, les instrumentaliser, lorsque cela est nécessaire, ou pour les réprimer.

C'est donc cet homme, le général de corps d'armée Mohamed Medière, qui a la main sur les services algériens depuis 1990.

On joue avec les islamistes

Alors qu'il prend ses fonctions en cette fin d'année 1990, Toufik est surtout préoccupé, à l'instar de Khaled Nezzar, le ministre de la Défense, par la montée incessante du Front islamique du salut (FIS). Pendant plusieurs mois, il emploie tous les moyens pour affaiblir le parti islamiste, tout en le gardant comme acteur politique. Il encourage notamment la naissance d'autres formations prônant l'islamisme. Mais ce n'est pas tout, puisqu'il veut également, avec l'appui de Khaled Nezzar, faire cesser cette connivence manifeste que montre le chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, à l'égard du FIS. Le patron des services comme les hauts gradés savent que ce dernier est prêt à gouverner avec ceux qui promettent l'instauration de la « République islamique[1] ». Toufik est donc chargé de multiplier les opérations de déstabilisation.

En essayant de passer dans la précipitation de l'économie centralisée et dirigée vers une économie de marché, Mouloud Hamrouche a créé l'anarchie. De plus, à l'embrouillamini de bazar, il faut rajouter la confusion qui prévaut dans la rue, désormais entre les mains de groupes intégristes, qui y règnent en maîtres. Certes, le Premier ministre mettait en application les accords conclus entre l'Algérie et le Fonds monétaire international (FMI), dès 1987, mais en réalité il entretenait une situation qui devait, pensait-il, faire de lui le premier bénéficiaire politique. Il décide, par exemple, de marginaliser toutes les formations démocratiques qu'il traite de « nains ». Il estime qu'étant donné la large victoire du FIS aux élections locales de juin 1990,

1. Nous emploierons exceptionnellement la lexie « République islamique » utilisée très souvent à tort. En réalité, les islamistes algériens ont toujours parlé de l'« État islamique » (en arabe, *Al-Dawla Islamiya*) et jamais de la « République islamique » (en arabe, *Al-Joumhouria Islamiya*). L'utilisation du terme « République islamique » vient du fait que les islamistes iraniens avaient, après leur révolution, évoqué la naissance de la « République islamique d'Iran » par opposition au système monarchique. Depuis, l'idée qui laisse penser que les islamistes veulent une « République islamique » a été généralisée. Par conséquent, il serait plus juste de parler d'« État islamique », le cas iranien étant une exception.

celui-ci est, à ses yeux, le seul parti d'opposition crédible. De plus, cherchant à récupérer le FLN, il s'est évertué à le diviser en créant des clivages entre « pro-Hamrouche » et « anti-Hamrouche ». Il a, en somme, non seulement réuni les conditions d'un face-à-face entre le pouvoir et les intégristes, mais il a fragilisé toutes les forces qui pouvaient combattre politiquement les islamistes. Cette situation devenait insupportable pour les hauts gradés de l'armée.

C'est dans ce contexte que les « barbus » décident de lancer un appel à une « grève générale » afin de protester contre le découpage électoral et de réclamer des élections présidentielles anticipées. Mais en réalité, même le FIS fait face à une profonde crise interne entre « *djazaaristes* », ces fameux « algérianistes » qui veulent adapter l'islamisme aux mœurs et traditions locales, et les salafistes qui préfèrent voir le parti adopter une ligne « puriste » et exiger, par les armes s'il le faut, l'instauration d'un État islamique sans se « pervertir » dans le jeu politique. Abassi Madani a tout intérêt en vérité à montrer qu'il ne compte pas céder devant le pouvoir, car c'est son autorité désormais qui risque d'être remise en cause par la base. Il vise donc le pourrissement de la situation tout comme Chadli Bendjedid et Mouloud Hamrouche qui pensent que ce « face-à-face » avec les islamistes va leur permettre de remporter la partie et d'affaiblir ainsi l'armée et les services qui cherchent un moyen légal et politiquement acceptable d'arrêter l'anarchie dans laquelle le pays est plongé.

Dès le 25 mai 1991, et pendant plusieurs jours, les militants du FIS occuperont les principales places de la capitale. Sauf que les slogans qui reviennent le plus ne contiennent aucune « protestation », mais appellent clairement à l'instauration de l'« État islamique ». Ils répètent alors à qui veut les entendre : *La Mithak La Doustour, Kala Allahou Kala Errassoul.* Ce qui veut littéralement dire : « Ni Charte ni Constitution, la parole de Dieu et la parole du Prophète ! »

Pendant ce temps, en coulisse, les islamistes négocient avec la présidence. Chadli Bendjedid a demandé à Abdelaziz

Belkhadem, président de l'Assemblée et représentant la frange la plus conservatrice du FLN, sinon la plus islamisante, de prendre langue avec Abassi Madani, le leader du FIS, et d'essayer de trouver un compromis avec lui. Bendjedid, contre l'avis des militaires, est prêt à organiser des élections présidentielles anticipées. Avant de rendre l'information officielle, il tient une réunion avec Mouloud Hamrouche, Larbi Belkheïr et Khaled Nezzar au cours de laquelle il informe tout le monde qu'il va accéder à la principale demande des islamistes.

Voyant que les choses leur échappent totalement et ne comprenant pas le jeu trouble du duo Chadli et Hamrouche, l'état-major de l'armée décide, dans la nuit du 3 au 4 juin 1991, de convaincre le président de faire intervenir la gendarmerie et les forces anti-émeutes de la police pour évacuer les places publiques occupées depuis plusieurs jours par des intégristes. Ces derniers ont dressé des tentes, organisant quotidiennement des marches, où ils mettent en avant les anciens combattants de la guerre d'Afghanistan. Cette intervention donne lieu à de violents affrontements qui durent tout au long de la journée du lendemain. Il y a alors des morts et des centaines de blessés. Comme lors des événements de 1988, des personnes circulant à bord de voitures banalisées et qui ne seront jamais identifiées tireront sur les islamistes. Qui sont-ils? D'aucuns accusent les hommes de Toufik et Smaïl, mais il n'existe évidemment aucune preuve. Là aussi, aucune enquête n'a été diligentée. Certaines de nos sources estiment qu'il s'agissait, comme en 1988, d'éléments appartenant surtout à la Sécurité militaire et plus précisément ceux relevant de la Direction du contre-espionnage (DCE), commandée par Smaïn Lamari. Mais pour être précis, il faut également signaler que les islamistes – et notamment les « afghans » – disposaient de quelques armes, qu'ils dissimulaient parfois dans certaines mosquées. Ils n'ont pas hésité à les utiliser contre les forces de l'ordre à plusieurs reprises.

Dans ce contexte, le président décrète l'état de siège et reporte les élections législatives, prévues le 27 juin, pour la fin décembre

de la même année[1]. Mouloud Hamrouche et son gouvernement démissionnent. Abassi Madani et Ali Benhadj, les deux principaux responsables du FIS, sont interpellés et emprisonnés. La situation demeure tendue. Dans les jours qui suivent, près d'un millier de militants du FIS sont arrêtés et envoyés dans des camps d'internement, spécialement ouverts pour la circonstance dans le sud du pays. Le pouvoir a fait là une erreur cruciale puisque plusieurs de ceux qui allaient prendre le maquis par la suite et former les premières cellules terroristes s'étaient en fait organisés alors qu'ils étaient regroupés dans ces camps.

Quoi qu'il en soit, Sid Ahmed Ghozali, alors ministre des Affaires étrangères, est chargé de mettre sur pied un nouveau gouvernement. Il est connu et apprécié des militaires. Ils savent qu'il ne caresse pas d'ambitions personnelles et qu'il n'est pas du genre à s'allier aux islamistes.

Cet ingénieur de formation, diplômé de l'École française des ponts et chaussées est considéré comme un homme d'État. Ayant dirigé la Sonatrach et mené la politique algérienne en matière d'hydrocarbures, il a été plusieurs fois ministre et a dirigé la diplomatie algérienne. Un parcours qui lui permettait, selon les décideurs, d'être à la tête du gouvernement en cette période cruciale.

1. Le premier tour des élections législatives est prévu pour le 26 décembre 1991.

Le FIS à l'assaut du pouvoir

Le second semestre de l'année 1991 est consacré à la préparation des élections législatives de décembre. Les islamistes du FIS maintiennent, pendant plusieurs semaines, le mystère quant à leur participation au scrutin. Ils exigent, entre autres revendications, la libération de leurs leaders, Abassi Madani et Ali Benhadj, emprisonnés depuis les émeutes de juin. Le nouveau chef du gouvernement, Sid Ahmed Ghozali, soutenu par l'armée, adopte une politique volontariste. Il veut d'une part résorber les difficultés économiques qui n'ont cessé de s'aggraver et d'autre part organiser des élections dans les meilleures conditions possibles. Il promet des « élections propres et honnêtes ». Les généraux se montrent discrets. La population, cette majorité qui n'est pas acquise aux thèses intégristes, est, quant à elle, quelque peu dans l'expectative. Les partis se revendiquant de la mouvance démocratique tentent de rendre leur programme intelligible, mais ils y arrivent difficilement, notamment auprès des habitants des zones rurales. Quand le RCD de Saïd Sadi dit « laïcité », les islamistes rétorquent que c'est un concept d'« impies », importé de l'Occident. Lorsque le FFS de Hocine Aït Ahmed évoque l'égalité entre les sexes, le FIS d'Abassi Madani précise que la « charia a donné ses droits aux femmes et qu'on ne peut pas aller contre la parole d'Allah ».

Tout indique que le FIS est capable de mobiliser beaucoup plus que les autres partis. Il est évident que les islamistes ont une stratégie piégeuse. Jouant sur les fibres religieuses et captant

un électorat composé de franges conservatrices[1], qui ne voient aucun mal à l'instauration de l'État islamique, les prédicateurs présentent tous leurs contradicteurs et notamment les représentants du « pôle démocratique et laïque » comme des « apostats ». Idem pour les caciques du pouvoir et ceux de l'armée qui sont de fait désignés, lors des prêches, comme « hostiles à l'islam ». Le régime est d'autant plus disqualifié qu'il incarne désormais, aux yeux d'une large partie de la population, l'image du « pouvoir corrompu » et celle du « pouvoir assassin » qui a « tiré sur le peuple » durant les émeutes d'octobre 1988 et celles de juin 1991. C'est dire qu'objectivement parlant ni les manœuvres des services ni même une opération du Saint-Esprit ne pouvaient stopper la déferlante islamiste. C'est à peine si l'action entreprise par le DRS pouvait fragiliser, un tant soit peu, électoralement le FIS. Sans plus. Les manipulations évidentes de la SM, tout au long de l'année 1991, vont en réalité renforcer politiquement les intégristes, en les faisant passer pour des victimes. Ils devenaient, par conséquent, crédibles aux yeux du peuple, voire auprès d'une partie des observateurs internationaux.

En essayant de provoquer la désapprobation du FIS, Mohamed Mediène et ses structures ont d'une part créé les conditions du rejet de cet État qui portait le fardeau d'une trentaine d'années d'autoritarisme et d'arbitraire et ont d'autre part permis à ceux qui s'étaient autoproclamés défenseurs de la « parole de Dieu » de se présenter devant l'opinion comme des « martyrs ». Par ailleurs, comment expliquer à une société qui a baigné, depuis l'indépendance, par la faute de ses dirigeants, dans le conservatisme et la bigoterie, que le « projet islamiste » était d'un côté dangereux pour tous les citoyens, de l'autre aux antipodes des « valeurs islamiques » adoptées depuis plusieurs siècles par les Algériens, et enfin porteur d'une idéologie intégriste qui,

1. Précisons que les islamistes n'ont jamais pu mobiliser plus d'un tiers du corps électoral composé à l'époque de 12 millions de personnes. Les voix recueillies par le FIS lors des élections de juin 1990 et celles glanées par tous les partis islamistes lors des élections de décembre 1991 ont été en dessous de 5 millions.

de surcroît, était incapable de résoudre les problèmes socio-économiques ?

De fait, le pouvoir et notamment l'armée sont piégés. L'État est devant une impasse. L'activisme des services à la veille des élections législatives ne vise en réalité qu'à retarder une échéance inéluctable. La légalisation du FIS en tant qu'acteur politique s'est avérée une erreur. Il faut désormais la réparer, quitte à aller vers l'affrontement. C'est la conclusion à laquelle arrivent Mohamed Mediène et Khaled Nezzar ainsi que l'écrasante majorité des membres de l'état-major de l'armée.

Au lendemain de l'arrestation d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj et de l'internement d'un millier d'activistes du FIS, une nouvelle figure émerge : Abdelkader Hachani[1]. Ce dernier représente la frange « djazaariste » ou « algérianiste ». Prônant la naissance d'un « État islamique », mais tout en usant d'une rhétorique pondérée et en préconisant la démarche politique, il s'attelle, dès le mois de juillet, à restructurer le parti et à le doter d'une direction provisoire. Il appelle à la tenue d'un congrès à Batna. La date de celui-ci est fixée pour les 25 et 26 juillet 1991. Mohamed Mediène et Khaled Nezzar, pensent, en un premier temps, que ce congrès va sceller la division entre « djazaaristes » et « salafistes » et faciliter la marginalisation des deux leaders emprisonnés. Malgré l'état de siège, ils laissent faire. Cela permet au FIS de sortir, au contraire, renforcé et uni. Les islamistes, sous la direction de Hachani et des « djazaaristes », savent que les militaires ne leur feront aucun cadeau. Pendant plusieurs mois, ils décident d'adopter une autre ligne. Ils tentent de mettre sous le boisseau les discours enflammés, les menaces et les prêches intégristes. Ils font semblant de faire le jeu de la démocratie. Mais la base, composée de nombreux extrémistes qui veulent

1. Abdelkader Hachani est né en 1956 à Constantine. Ingénieur en pétrochimie, il rejoint le mouvement islamiste algérien dès les années 1970. Il est l'un des fondateurs du FIS. Au lendemain de l'arrestation d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj, il dirige le parti avant d'être arrêté en janvier 1992. Il ne sera libéré que cinq ans plus tard. Il est assassiné en 1999 à Alger.

en découdre avec le pouvoir, n'est pas d'accord avec ce nouveau discours. Les « afghans » notamment jugent que leurs dirigeants sont mous. Ils défilent sous la conduite, entre autres, d'Ahmed al-Oued[1] *alias* Abou Ahmed, un vétéran des camps afghans, aux cris d'*Allah Akbar* (Dieu est le plus grand !) et *Alayha nahya oua allayha namout oua fi sabiliha noudjahid ou aalayha nalqa Allah* (Pour elle [la République islamique] nous vivons et pour elle [la République islamique] nous mourrons, dans sa voie nous ferons le djihad et pour elle nous irons à la rencontre de Dieu[2]) pour impressionner le pouvoir et terroriser, avant l'heure, la société. Plusieurs islamistes se sont préparés, en effet, au djihad. Ils ont installé des camps d'entraînement. Le DRS le sait, mais laisse faire. Mohamed Mediène envisage d'utiliser cyniquement chaque dérive contre le parti, car, dans les coulisses, la décision est déjà prise : le FIS sera, tôt ou tard, dissous.

Un mois avant les élections législatives, dans la nuit du 28 au 29 novembre 1991, une douzaine de conscrits sont attaqués à l'arme blanche dans une caserne située à Guemmar près de la frontière algéro-tunisienne. Trois d'entre eux sont tués et leurs corps sont mutilés. Les autres sont gravement blessés. Les leaders islamistes, tout en affirmant vouloir prendre le pouvoir par la « voie démocratique », observent, avec une certaine complaisance, la violence de certains de leurs militants, ces ultras qui

1. Ahmed al-Oued est un « afghan algérien » très proche des thèses de l'idéologue égyptien Sayeed Qotb, pendu par le président Nasser en 1966, et qui était un partisan de l'excommunication systématique des dirigeants musulmans qui n'appliquaient pas la charia. Ahmed al-Oued était destiné, au départ, à diriger le GIA, mais il fut arrêté en septembre 1992. Il sera tué, ainsi que plus d'une soixantaine d'autres islamistes, au cours d'une mutinerie lancée les 21 et 22 février 1995 par les terroristes incarcérés à la prison Serkadji (ex-Barberousse) à Alger.

2. Ce slogan est célèbre en Algérie. Il porte en lui l'idéologie du salafisme djihadiste, clairement annoncée avant 1992. On y entend la volonté d'instaurer un « État islamique » pour lequel tous les « sacrifices » seraient consentis. L'idée du djihad et du martyre est clairement exposée et assumée. Ce slogan est né, dès 1989, soit trois ans avant l'interruption du processus électoral. Le FIS avait adopté clairement, dès le début, une position de défiance à la fois contre le pouvoir et contre les laïques, les démocrates et les féministes.

préfèrent passer à l'action armée[1]. Le massacre des soldats de Guemmar est dirigé par Aïssa Messaoudi *alias* Tayeb al-Afghani et Mohamed Dehane *alias* Abderrahmane Abou Siham, deux « afghans », militants du FIS[2], ayant fait leurs classes en Afghanistan durant la guerre contre les Soviétiques. L'un des membres du commando, un dénommé Amar Lazhar, n'est autre que le maire de Guemmar, élu sous la bannière de la formation islamiste[3] lors des élections locales de juin 1990. Abdelkader Hachani ne condamne pas l'attentat, il se contente de déclarer que le FIS n'en est pas responsable. Il est fort possible en effet que les instances du FIS[4] n'aient jamais ordonné cet acte terroriste, sauf que leur responsabilité est clairement engagée, puisque depuis la création du parti ses leaders n'ont cessé de légitimer la violence, d'inciter à l'action armée et de menacer le pouvoir en clamant, haut et fort, le principe de la « guerre sainte ».

À l'issue de cette attaque, intervenue de surcroît quatre semaines seulement avant le premier tour des élections législatives, plusieurs islamistes ont soupçonné leurs pairs d'avoir été, à tout le moins, instrumentalisés par les services. Mais en réalité, aucune preuve ni aucun témoignage sérieux ne sont venus étayer cette thèse. Même Saïd Mekhloufi, pourtant grande figure du FIS, et plus tard du mouvement terroriste, sera accusé par les éléments d'autres factions intégristes d'être un agent du DRS en raison de son passé de lieutenant au sein du commissariat politique de l'armée. Si, de toute évidence, les services ont manipulé, infiltré

1. À cette époque, certains adeptes de la « guerre sainte » étaient résolument opposés à la participation du FIS au processus électoral. Pour eux, le jeu démocratique est « contraire aux préceptes de l'islam ». Outre les « afghans », c'est aussi le point de vue d'*El-Hijra ou El-Takfir* (Exil et Excommunication), la fraction la plus extrémiste du FIS.

2. Lors du procès qui s'ouvrira en avril 1992, les autres auteurs de l'attaque ont tous affiché leur appartenance au FIS. Il s'agit notamment de Djamel Rouissi, Antar Taraâ, Tayeb Sennouga, Abdelghani Brakri et Bachir Rezig.

3. Cette opération terroriste a été menée par une quarantaine d'islamistes appartenant au Front islamique du salut (FIS) ou au Syndicat islamique des travailleurs (SIT), un syndicat créé à l'époque par les dirigeants du FIS.

4. La direction du parti est assurée par Majliss el-Choura, un conseil consultatif qui est théoriquement l'instance suprême du parti.

et manœuvré, voire même tué pour discréditer les islamistes, il est cependant faux de laisser croire que l'islamisme et le terrorisme seraient l'œuvre et la création de ces mêmes services. D'ailleurs, même si cette thèse est souvent relayée, aucun témoignage sérieux ni aucune analyse crédible ne mènent à cette conclusion, même si des propagandistes ont voulu faire de cette théorie fumeuse une vérité indiscutable.

Le DRS a joué, en revanche, sur l'attitude paranoïaque des intégristes en propageant parfois lui-même des rumeurs sur tel ou tel leader islamiste afin de le discréditer voire dans le but de le faire liquider par ses propres éléments. C'est là où résident les techniques de la guerre antisubversive et des luttes antiterroristes. Par exemple, c'est ainsi que les hommes de Mohamed Mediène parviendront quelques années plus tard à intoxiquer le GIA, le fameux Groupe islamique armé, pour l'amener à juger et à exécuter, en 1995, un terroriste dénommé Abderrazek Zerfaoui. Il sera soupçonné par Djamel Zitouni[1], à l'époque « émir national » du GIA, d'être un « informateur du DRS ». Il y aura des soupçons similaires qui pèseront, quelque temps plus tard, sur Zitouni lui-même. Les services algériens avaient sciemment fait circuler des rumeurs disant qu'il serait l'un de leurs agents au sein du groupe terroriste. Il sera d'ailleurs tué par ses pairs. Nous y reviendrons.

Le 16 octobre 1991, Larbi Belkheïr, secrétaire général à la présidence, devient ministre de l'Intérieur. Il fait désormais partie du clan dont les membres ne veulent surtout pas voir le FIS prendre le pouvoir. Si sa nomination à ce poste intervient à deux mois du scrutin, c'est parce que tout simplement le régime se prépare à faire face à la crise qui se profile, en constituant un groupe homogène et soudé. C'est Belkheïr – promu général

1. Djamel Zitouni qui avait pris pour nom de guerre Abou Abderrahmane Amine est né en 1964, près d'Alger. Militant islamiste depuis la fin des années 1980, il rejoint le FIS. Au lendemain de l'interruption du processus électoral, il est arrêté. Après sa libération, il rejoint le maquis. Djamel Zitouni dirigera le Groupe islamique armé (GIA) de juillet 1994 à juillet 1996, date de sa mort. Il a été tué par un groupe rival.

quelques semaines avant les élections législatives – qui doit, en cas de victoire du FIS, gérer, auprès des autorités civiles, le dispositif mis en place. À l'évidence, son arrivée à la tête du ministère de l'Intérieur est loin d'être fortuite. Les militaires sont prêts, voire décidés à aller au clash avec les islamistes et pour ce faire, ils essayent de mettre tous les atouts de leur côté. L'analyse qu'ils font est la suivante : primo, il est hors de question que l'Algérie se transforme en théocratie. Secundo, ils ne veulent plus accepter le FIS, qui n'aurait jamais dû être légalisé, comme un acteur de la vie politique. Par conséquent, il faut le laisser remporter les élections et mettre Chadli Bendjedid devant ses responsabilités. Au cas où ce dernier refuserait de dissoudre le FIS, il devra partir.

L'idée fait son chemin depuis plusieurs mois au sein de l'état-major de l'armée. Les officiers supérieurs ne comprennent pas l'attitude du président qui, de l'avis de tous, est « psychologiquement démissionnaire depuis les événements d'octobre 1988 ».

C'est dire que Khaled Nezzar et Mohamed Mediène, ainsi que leurs collègues, ne veulent pas revivre l'aventure de juin 1991 quand le chef du gouvernement Mouloud Hamrouche, son ministre de l'Intérieur et son équipe développaient une voix discordante avec celle de l'institution militaire, allant jusqu'à accepter une éventuelle cohabitation avec le FIS. Désormais, le groupe qui est aux commandes s'accorde sur la nécessité de faire barrage aux islamistes. L'état-major, d'un côté, est soudé autour de Khaled Nezzar ; le DRS, de l'autre, forme une ossature homogène sous la direction de Mohamed Mediène ; et l'exécutif de Sid Ahmed Ghozali est composé de membres fondamentalement opposés au « projet islamiste ». Si le pouvoir réel est entre les mains de l'armée, il est néanmoins constitué de ces trois pôles. Le FLN, représenté par Abdelhamid Mehri, est hors jeu. Prônant une ligne molle et prête à s'accommoder du FIS, la formation qui a incarné le régime depuis l'indépendance se retrouve, pour la première fois, en dehors de celui-ci.

Restent les partis démocrates, les membres de la société civile et les personnalités composant celle-ci. Après avoir sondé tous les

courants, l'armée sent qu'un large front, composé de féministes, de laïques et de démocrates, peut se constituer en cas de victoire du FIS et appeler, le cas échéant, à l'arrêt du processus électoral. Les services vont s'appuyer, entre autres, sur la puissante centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), et notamment sur son dirigeant, le très populaire Abdelhak Benhamouda[1] qui rassure les généraux. Son organisation « assumera ses responsabilités en cas de victoire des islamistes ».

Globalement, la société est scindée entre « sympathisants du FIS », militants d'une cinquantaine de partis incapables de former une coalition et ceux qui observent de loin le débat politique, n'espérant qu'une chose : voir leur pays retrouver une stabilité. Les islamistes savent qu'ils ont toutes les chances de remporter le scrutin devant des formations démocratiques divisées et un pouvoir honni et rejeté par la population. La nouvelle direction du parti qui avait entretenu le mystère sur sa participation annonce finalement le 14 décembre que le FIS prendra part aux élections dont le premier tour est prévu douze jours plus tard, le 26 décembre. La date du second round est, quant à elle, fixée pour le 16 janvier 1992.

Le temps des incertitudes

À la veille des législatives, les communes détenues par le FIS ont fait en sorte de ne pas envoyer leur carte à 900 000 électeurs supposés non acquis aux thèses islamistes. Le pouvoir laisse faire. Le 23 décembre, à trois jours du premier tour, il permet également aux intégristes d'organiser un meeting gigantesque au « Stade olympique du 5 Juillet » à Alger.

1. Abdelhak Benhamouda est né en 1946 à Constantine. Syndicaliste depuis le début des années 1970 sans jamais être militant au sein du FLN, il devient secrétaire national de l'UGTA en 1990. Opposé radicalement aux islamistes, il fera partie de ceux qui appelleront à l'arrêt du processus électoral. Il a été assassiné en janvier 1997 au moment où il avait annoncé son intention de créer un parti politique.

Il y a 100 000 personnes venues de tout le territoire national. Ils répondent en chœur à des appels au djihad lancés ouvertement par le fils d'Ali Benhadj[1], alors âgé de moins d'une dizaine d'années, ovationné par tous les dirigeants du FIS.

Le jour J, c'est un tremblement de terre qui secoue toute la classe politique ainsi que la société algérienne. L'abstention[2] est de 41 % et même si le FIS a perdu près de 1,2 million de voix par rapport aux élections municipales de juin 1990, il obtient des scores extraordinaires. Les islamistes enlèvent, en effet, dès le premier tour, 188 sièges et sont certains d'avoir la majorité absolue au second. Seuls le FFS (25 sièges) de Hocine Aït Ahmed et le FLN (15 sièges) sont arrivés plus ou moins à tirer leur épingle du jeu. Les militants du FIS se sont certes rendus coupables d'actes frauduleux, ont procédé à des intimidations et ont joué sur la crédulité des électeurs, provoquant le dépôt de 341 recours auprès du Conseil constitutionnel, mais il était juridiquement impossible de remettre en question l'ensemble de l'élection. Il fallait par conséquent adopter une autre démarche. Les généraux les plus influents se réunissent à la demande du ministre de la Défense Khaled Nezzar. Il y a là Abdelmalek Guenaïzia[3], le chef d'état-major, totalement effacé, Mohamed Lamari, l'ombrageux commandant des forces

1. Abdelkahar Benhadj, le fils du leader islamiste, rejoindra le maquis dans les années 2000. Il sera tué en 2010 lors d'une opération antiterroriste menée par l'Armée.
2. 5 435 929 électeurs se sont abstenus de voter alors que le FIS a obtenu les voix de plus de 3,2 millions de personnes.
3. Abdelmalek Guenaïzia est né en 1936 à Souk Ahras. Ancien sous-officier de l'armée française, il rejoint l'ALN en 1958. Au lendemain de l'indépendance, il occupe plusieurs fonctions. Il est promu au grade de général en 1984 et est nommé l'année suivante commandant des forces aériennes. Fonction qu'il cumule à partir de 1987 avec celle d'adjoint au chef d'état-major. En 1990, il devient chef d'état-major. En 1993, il prend sa retraite avec un grade de général-major et se découvre une vocation de « diplomate ». Il est nommé la même année ambassadeur d'Algérie en Suisse. Le 1er mai 2005, le président Bouteflika fait de lui un « ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale ». Poste qu'il continuait d'occuper, à 75 ans, en décembre 2011.

terrestres, Abdelmadjid Taright[1], le commandant de la Marine qui fait partie avec Mohamed Touati[2], le conseiller aux affaires politiques au sein de l'armée, des hommes les plus réfléchis et les moins impulsifs de l'institution militaire. L'un et l'autre sont considérés comme des « cerveaux » et leurs collègues écoutent avec attention leur exposé de la situation. Il y a aussi Benabbès Ghezaiel, le commandant de la gendarmerie, rustre et autoritaire, ainsi que quelques chefs de régions militaires. Mais il y a aussi le fameux « homme au cigare », Mohamed Mediène, le patron du DRS, silencieux dans un coin, écoutant les uns et les autres. Les officiers ont tous pris la parole, tour à tour, sauf lui. « Il a fait comme d'habitude, nous dira un ancien officier supérieur présent ce jour-là, il s'est éclipsé pour soi-disant aller aux toilettes. En réalité, il ne voulait pas exprimer sa position publiquement pour ne pas avoir à endosser l'arrêt du processus électoral bien qu'il fût d'accord avec la démarche. » Le général Toufik aurait donc quitté la salle de réunion et à son retour, il aurait lancé : « Je suis d'accord avec la décision que vous avez prise. » Il savait en fait pour avoir sondé préalablement, en direct ou à distance, les officiers supérieurs, que l'écrasante majorité d'entre eux était en faveur de l'arrêt du processus électoral et qu'ils souhaitaient quasiment tous le départ de Chadli Bendjedid. D'ailleurs, fait nouveau, une pétition circulait déjà au ministère de la Défense, appelant les généraux à « assumer leurs responsabilités ».

Trois jours plus tard, le 30 décembre, est créé le Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA). Il regroupe le syndicat UGTA, dirigé par le charismatique Abdelhak Benhamouda, des partis politiques, des associations et des personnalités de la société civile. La majorité des éditorialistes réclament une intervention de l'armée. Plusieurs voix souhaitent ouvertement l'arrêt des élections.

Il est évident que la situation peut paraître paradoxale puisque la plupart de ceux qui, dans la société civile, se sont battus pour la démocratie et contre le régime se voient forcés d'appeler les militaires afin de faire cesser un processus démocratique. Seuls le FFS d'Aït Ahmed et le FLN, dirigé par Abdelhamid Mehri, exigent la poursuite des élections. Chacun y va de ses arguments : les premiers, partisans de l'annulation des élections, estiment que la démocratie ne peut s'accommoder de « partis totalitaires » ayant promis l'abrogation de celle-ci au cas où ils arriveraient au pouvoir et les seconds, défenseurs de la poursuite du processus électoral, pensent qu'une démocratie « protégée par des chars n'en est pas une[1] ».

Abdelkader Hachani, président de l'« exécutif provisoire » du FIS annonçait même la possibilité d'une cohabitation avec Bendjedid. Celui-ci ne compte pas lâcher son fauteuil. Il a tenu dès le 24 décembre, à deux jours du scrutin, une conférence de presse au cours de laquelle il a affirmé qu'il serait prêt à cohabiter

1. Abdelmadjid Taright est né en 1938 à Tizi Ouzou. Cet ancien commandant de la Marine est considéré comme l'un des intellectuels de l'état-major. Après avoir fait valoir ses droits à la retraite, il devient, au début des années 1990, conseiller au ministère de la Défense. C'est un laïque qui a toujours eu des affinités avec les démocrates et a défendu, au sein de l'armée, une ligne anti-bathiste et anti-intégriste.

2. Mohamed Touati est né en 1938 à Tizi Ouzou. Après une longue carrière militaire, cet officier supérieur, ancien gendarme et ancien juge d'instruction auprès des tribunaux militaires, surnommé « *El Mokh* » (Le Cerveau) par ses pairs, est l'un des plus lettrés et des plus politisés au sein de l'institution. Il sera conseiller de Bouteflika dans les affaires militaires et représentera le trait d'union entre l'Armée et la présidence.

1. Par souci de transparence, l'auteur tient à rappeler qu'il continue de soutenir le principe de l'arrêt du processus électoral. Vivant en Algérie à l'époque, il a été un témoin de cette période et se rappelle des menaces directes proférées par les islamistes avant les élections à l'égard des démocrates et de tous les progressistes. Certaines voix tentent aujourd'hui d'établir un parallèle entre la situation qui prévalait à l'époque en Algérie et les élections qui ont permis, en Tunisie, aux islamistes de remporter les élections en 2011. Il est évident qu'aucune comparaison n'est possible, car, outre le fait que le courant islamiste tunisien, représenté par Ennahda, est différent de celui qui formait l'ossature du FIS, les islamistes tunisiens ont probablement tiré des enseignements de l'expérience algérienne et se sont bien gardés de menacer ouvertement la société, les modernistes ou les féministes, et ont promis qu'ils accepteraient le principe de l'alternance démocratique. Position radicalement différente de celle exprimée par les islamistes algériens en 1991. Ces derniers avaient publiquement promis l'abrogation de la démocratie. Cette tactique a incontestablement payé et a permis aux intégristes tunisiens de se faire passer pour des gens fréquentables et sérieux. C'est l'avenir qui nous renseignera sur leur vrai visage.

terrestres, Abdelmadjid Taright[1], le commandant de la Marine qui fait partie avec Mohamed Touati[2], le conseiller aux affaires politiques au sein de l'armée, des hommes les plus réfléchis et les moins impulsifs de l'institution militaire. L'un et l'autre sont considérés comme des « cerveaux » et leurs collègues écoutent avec attention leur exposé de la situation. Il y a aussi Benabbès Ghezaiel, le commandant de la gendarmerie, rustre et autoritaire, ainsi que quelques chefs de régions militaires. Mais il y a aussi le fameux « homme au cigare », Mohamed Mediène, le patron du DRS, silencieux dans un coin, écoutant les uns et les autres. Les officiers ont tous pris la parole, tour à tour, sauf lui. « Il a fait comme d'habitude, nous dira un ancien officier supérieur présent ce jour-là, il s'est éclipsé pour soi-disant aller aux toilettes. En réalité, il ne voulait pas exprimer sa position publiquement pour ne pas avoir à endosser l'arrêt du processus électoral bien qu'il fût d'accord avec la démarche. » Le général Toufik aurait donc quitté la salle de réunion et à son retour, il aurait lancé : « Je suis d'accord avec la décision que vous avez prise. » Il savait en fait pour avoir sondé préalablement, en direct ou à distance, les officiers supérieurs, que l'écrasante majorité d'entre eux était en faveur de l'arrêt du processus électoral et qu'ils souhaitaient quasiment tous le départ de Chadli Bendjedid. D'ailleurs, fait nouveau, une pétition circulait déjà au ministère de la Défense, appelant les généraux à « assumer leurs responsabilités ».

Trois jours plus tard, le 30 décembre, est créé le Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA). Il regroupe le syndicat UGTA, dirigé par le charismatique Abdelhak Benhamouda, des partis politiques, des associations et des personnalités de la société civile. La majorité des éditorialistes réclament une intervention de l'armée. Plusieurs voix souhaitent ouvertement l'arrêt des élections.

Il est évident que la situation peut paraître paradoxale puisque la plupart de ceux qui, dans la société civile, se sont battus pour la démocratie et contre le régime se voient forcés d'appeler les militaires afin de faire cesser un processus démocratique. Seuls le FFS d'Aït Ahmed et le FLN, dirigé par Abdelhamid Mehri, exigent la poursuite des élections. Chacun y va de ses arguments : les premiers, partisans de l'annulation des élections, estiment que la démocratie ne peut s'accommoder de « partis totalitaires » ayant promis l'abrogation de celle-ci au cas où ils arriveraient au pouvoir et les seconds, défenseurs de la poursuite du processus électoral, pensent qu'une démocratie « protégée par des chars n'en est pas une[1] ».

Abdelkader Hachani, président de l'« exécutif provisoire » du FIS annonçait même la possibilité d'une cohabitation avec Bendjedid. Celui-ci ne compte pas lâcher son fauteuil. Il a tenu dès le 24 décembre, à deux jours du scrutin, une conférence de presse au cours de laquelle il a affirmé qu'il serait prêt à cohabiter

1. Abdelmadjid Taright est né en 1938 à Tizi Ouzou. Cet ancien commandant de la Marine est considéré comme l'un des intellectuels de l'état-major. Après avoir fait valoir ses droits à la retraite, il devient, au début des années 1990, conseiller au ministère de la Défense. C'est un laïque qui a toujours eu des affinités avec les démocrates et a défendu, au sein de l'armée, une ligne anti-bathiste et anti-intégriste.

2. Mohamed Touati est né en 1938 à Tizi Ouzou. Après une longue carrière militaire, cet officier supérieur, ancien gendarme et ancien juge d'instruction auprès des tribunaux militaires, surnommé « *El Mokh* » (Le Cerveau) par ses pairs, est l'un des plus lettrés et des plus politisés au sein de l'institution. Il sera conseiller de Bouteflika dans les affaires militaires et représentera le trait d'union entre l'Armée et la présidence.

1. Par souci de transparence, l'auteur tient à rappeler qu'il continue de soutenir le principe de l'arrêt du processus électoral. Vivant en Algérie à l'époque, il a été un témoin de cette période et se rappelle des menaces directes proférées par les islamistes avant les élections à l'égard des démocrates et de tous les progressistes. Certaines voix tentent aujourd'hui d'établir un parallèle entre la situation qui prévalait à l'époque en Algérie et les élections qui ont permis, en Tunisie, aux islamistes de remporter les élections en 2011. Il est évident qu'aucune comparaison n'est possible, car, outre le fait que le courant islamiste tunisien, représenté par Ennahda, est différent de celui qui formait l'ossature du FIS, les islamistes tunisiens ont probablement tiré des enseignements de l'expérience algérienne et se sont bien gardés de menacer ouvertement la société, les modernistes ou les féministes, et ont promis qu'ils accepteraient le principe de l'alternance démocratique. Position radicalement différente de celle exprimée par les islamistes algériens en 1991. Ces derniers avaient publiquement promis l'abrogation de la démocratie. Cette tactique a incontestablement payé et a permis aux intégristes tunisiens de se faire passer pour des gens fréquentables et sérieux. C'est l'avenir qui nous renseignera sur leur vrai visage.

avec les islamistes. Lui et Hachani se rencontrent. Une première fois ouvertement, une autre fois secrètement.

Hocine Aït Ahmed appelle à une marche, le 2 janvier 1992, pour la « sauvegarde de la démocratie ». Entre 300 000 et 600 000 personnes se rassemblent à Alger dans une totale confusion. Ils se revendiquent tous du « courant démocratique » mais les uns veulent une annulation des élections et les autres leur poursuite.

Au-delà des polémiques d'ordre idéologique et politique, il est clair que cette situation, voulue également par l'armée et ses services, a permis la création d'une bipolarisation, entre ceux qui étaient disposés à accepter l'émergence d'une République théocratique et ceux qui pensaient que les militaires devaient jouer un rôle constitutionnel pour sauver la démocratie naissante et la République.

Avec du recul, il est évident que si la victoire du FIS n'a pas été planifiée, elle a été, à tout le moins, souhaitée. Mais en vérité, l'institution militaire ne comptait pas « jouer un rôle constitutionnel pour sauver la démocratie naissante et la République », bien que ce fût là son discours officiel. Elle voulait mettre l'ensemble de la société devant un dilemme : choisir entre les intégristes et les militaires. Les premiers voulant tuer la démocratie en instaurant un système totalitaire, les seconds cherchant à faire ériger une démocratie de façade et remettre en place, tout en le pérennisant, le système qui avait prévalu depuis l'indépendance. Les démocrates ayant appelé l'armée au secours étaient évidemment naïfs au point de croire que celle-ci se retirerait des affaires politiques après avoir éloigné le spectre de la théocratie.

Vingt ans après cette intervention, la situation demeure instable sur le plan politique et la démocratie apparaît comme un vœu pieux. L'armée et les services ont favorisé l'installation d'un islamisme d'État qu'ils contrôlent. Le projet de société qui est appliqué s'inspire largement d'une charia expurgée des aspects pouvant mettre en danger le pouvoir. Il s'agit incontestablement d'un système ultraconservateur drapé dans un costume de modernité. Et pour cause : la liberté de conscience n'est pas respectée (des minorités religieuses sont régulièrement stigmatisées voire harcelées). Ne parlons même pas des minorités sexuelles qui ne sont pas reconnues. En matière d'égalité entre les sexes, l'Algérie est l'un des pays arabes les plus archaïques. Des valeurs comme la laïcité sont vilipendées. Le racisme et l'antisémitisme sont banalisés. La société algérienne, par la faute de ses dirigeants, est en phase de perdre son âme méditerranéenne. Elle est désormais porteuse d'une sous-culture, une sorte de pâle copie, des us et coutumes du Moyen-Orient.

L'institution militaire et ses services ont repris les choses en main dès 1992. Ils ont acquis une « nouvelle légitimité » en s'autoproclamant « sauveurs de l'Algérie ». Aux yeux de la société comme pour l'opinion internationale, ils devenaient le « rempart face au fanatisme ». Naturellement, les premiers à faire les frais de cette logique sont les démocrates, car au lieu de barrer la route aux islamistes et de remettre sur les rails le train de la démocratie, les militaires ont préféré entretenir le pays dans une situation de précarité, sans se mettre pour autant en danger, afin de justifier leur présence aux commandes.

Toute la question est de savoir aujourd'hui si les officiers supérieurs avaient peur pour l'Algérie ou pour eux-mêmes. Là aussi, et sans aller vers le procès d'intention, on peut affirmer qu'une conjonction des deux n'est pas à écarter. Il existe évidemment au sein de l'armée algérienne des responsables honnêtes ayant agi probablement « par patriotisme », mais il en existe d'autres qui ont fait prévaloir d'abord leurs intérêts personnels. Il est évident qu'un cadre démocratique amènerait plusieurs officiers à rendre des comptes au sujet de plusieurs questions relatives à la corruption ou aux crimes politiques. C'est donc très certainement le patriotisme des uns, conjugué aux calculs des autres, qui a créé cette homogénéité de l'institution militaire.

À partir du 27 décembre 1992, l'armée est donc décidée à passer à l'action. Selon un témoin aux affaires de l'époque, les militaires « n'ont pas procédé à un coup d'État au sens classique du terme, mais ils étaient prêts à aller vers cette éventualité ».

La compréhension des événements, qui ont eu lieu entre le 26 décembre 1991, date de la victoire du FIS au premier tour, et le 11 janvier 1992, jour où Chadli Bendjedid annoncera sa démission, n'est possible qu'à travers une lecture nuancée. Nous savons que dès le 27 décembre les membres du Haut Conseil de sécurité (HCS) ainsi que d'autres personnalités du pouvoir ont commencé à se réunir de manière régulière pour mettre en place une démarche qui devait aboutir à l'arrêt du processus électoral dans un premier temps, et à la dissolution du FIS dans un second temps.

Bachir Lahrèche, le secrétaire du HCS, Khaled Nezzar, le ministre de la Défense, Larbi Belkheïr, celui de l'Intérieur, Sid Ahmed Ghozali, le chef du gouvernement, ainsi que les autres membres de cette instance consultative décident à l'unanimité de prendre cette mesure. Khaled Nezzar et Mohamed Medième, chacun de son côté, rencontreront plusieurs acteurs de la vie politique algérienne.

Les militaires ont commencé, dès le 30 décembre, à envoyer des signaux au président. En un premier temps, il réserve sa réponse. Ils lui font savoir que s'il refuse d'annuler les élections, l'armée interviendra. « Vers le 3 ou le 4 janvier, nous dira l'une de nos sources, Khaled Nezzar et Ahmed Djennouhat vont voir Bendjedid dans la résidence d'État de Zéralda. » Si Nezzar est accompagné du général Djennouhat, ce n'est pas parce que celui-ci est le commandant de la 1re région militaire (l'Algérois et le centre), mais surtout en raison des liens anciens existant entre les deux hommes et le président. Tous deux étaient avec lui au maquis du temps de la guerre de libération et Bendjedid a toujours eu une grande confiance et du respect pour Ahmed Djennouhat. « Ils se sont présentés à lui seuls et ils n'avaient même pas pris leur arme de service », nous révèle-t-on. Les trois hommes conversent un peu plus d'une heure. Au bout de la discussion, Bendjedid se lève et apprend à ses hôtes qu'il est prêt à démissionner. Préalablement, Khaled Nezzar s'est engagé auprès du président sur le fait qu'il n'y aurait jamais de poursuites ni de

« chasse aux sorcières » ni contre lui ni contre les membres de sa famille ou de sa belle-famille, mêlés dans plusieurs affaires, de corruption, de passe-droits ou encore de torture, comme c'est le cas de Kaddour Lahouel, ce fameux gendre qui avait, alors qu'il était wali (préfet) de Tipaza, supervisé lui-même la répression lors des émeutes de 1988. L'impunité contre une démission. Mohamed Mediène *alias* Toufik qui aurait rencontré Bendjedid avant l'officialisation de cette démission lui a également assuré que sa sécurité serait totalement garantie tout comme celle de ses proches.

En réalité, il n'avait pas le choix. D'ailleurs, Khaled Nezzar l'avouera, à demi-mot, quelques années plus tard dans ses Mémoires. « L'éventualité d'aller à des mesures extrêmes pour préserver l'État républicain et maintenir l'ouverture démocratique était retenue. Ses mesures pratiques, politiques et militaires avaient été envisagées. Aussi la démission du président Chadli nous a évité de recourir à ses mesures extrêmes[1] », reconnaîtra-t-il.

Simultanément, Khaled Nezzar, Mohamed Mediène et Ali Haroun[2], pour ne citer qu'eux, ont décidé de contacter, dès le mois de décembre, Mohamed Boudiaf, figure historique de la guerre de libération, exilé au Maroc. C'est Ali Haroun, un ancien responsable de la Fédération de France du FLN qui est chargé de lui proposer de prendre la tête d'une instance, le Haut Comité d'État (HCE), qui serait créé après le départ du président.

L'on s'aperçoit par conséquent que s'il n'y a pas eu un coup d'État, celui-ci était bel et bien envisagé. En réalité, Chadli Bendjedid tenait jusqu'à la dernière minute au pouvoir. « S'il a démissionné, c'est surtout pour ne pas avoir à subir l'affront d'un putsch, mais aussi pour ne pas légitimer davantage les islamistes », nous dira-t-on.

1. *Mémoires du Général Khaled Nezzar, op. cit.*
2. Ali Haroun est né en 1927. Cet avocat est un militant de la cause nationale. Ancien membre de la Fédération de France du FLN, il sera nommé ministre délégué aux Droits de l'homme en 1991 dans le gouvernement de Sid Ahmed Ghozali. En 1995, il est l'un des cofondateurs de l'Alliance nationale républicaine (ANR), un parti qui milite pour la démocratie et la laïcité.

C'est le général Mohamed Touati et Ali Haroun qui rédigeront la lettre de démission du président. Le premier, comme nous l'avons déjà précisé, est l'une des éminences grises de l'armée et le second est avocat et, à l'époque, ministre chargé des Droits de l'homme. Elle sera signée telle quelle par Chadli Bendjedid. Ce dernier avait paraphé également, quelques jours plus tôt, le 4 janvier, le décret de dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN[1]). Il était hors de question de permettre à Abdelaziz Belkhadem, proche idéologiquement des islamistes, d'assurer l'intérim, en sa qualité de président de l'Assemblée.

Le « printemps démocratique » qui a ouvert la voie au multipartisme, mais surtout à l'émergence d'un islamisme conquérant et menaçant touchait à sa fin. L'armée et le DRS allaient désormais reprendre les choses en main, d'autant plus qu'une déferlante terroriste devait inéluctablement s'abattre sur l'Algérie. Ce pays allait connaître une longue période d'incertitudes et d'instabilité.

1. Décret présidentiel n° 92-01 du 4 janvier 1992. *Journal officiel de la République algérienne* du 8 janvier 1992. Plusieurs voix qui soutiennent l'idée du coup d'État classique affirment que l'Assemblée aurait été dissoute le 11 janvier et que le document serait « antidaté » au 4 janvier. Ceci est faux puisque la dissolution est parue très discrètement dans le *Journal officiel* « 31e année n° 02, daté du mercredi 8 janvier 1992 ». Ceci corrobore nos informations qui nous apprennent que Chadli Bendjedid aurait signé sa lettre de démission le 8 ou le 9 janvier. Il aurait été décidé de la rendre officielle le samedi 11 janvier 1992, pour des raisons pratiques, après le week-end (jeudi-vendredi en Algérie).

Le « système » a tué Mohamed Boudiaf

Tiré de son exil marocain, Mohamed Boudiaf avait été contacté d'abord par Ali Haroun qui ira le rencontrer à Kenitra, ensuite par des officiers du DRS en poste au Maroc. Ils ont, pendant plusieurs jours, essayé de le convaincre de rentrer en Algérie pour succéder à Chadli Bendjedid. Boudiaf refuse. Mais devant l'insistance des émissaires du général Mohamed Mediène, celle d'Abdelmadjid Allahoum[1], l'ambassadeur d'Algérie au Maroc et celle d'Ali Haroun, il hésite. Il commence par consulter son entourage. Il prend langue avec certains de ses « camarades » et en premier lieu avec Rachid Krim, son confident et ami de longue date, depuis l'époque du PRS, le Parti de la révolution socialiste qu'ils avaient fondé avec quelques autres, dès l'indépendance, pour s'opposer au duo Ben Bella et Boumediène. Il fait appeler ou téléphone lui-même à Ahmed Djebbar, Mohamed Dahmous et Hocine Bendjoudi, qu'il considère comme faisant partie de son premier cercle. Ils vivent quasiment tous en exil. Ils sont tous opposants et résident en France.

Ses amis – certains iront le voir au Maroc – ont des avis mitigés. Ils ne maîtrisent pas grand-chose des méandres de ce régime

1. Abdelmadjid Allahoum est né en 1934 à M'sila. Ancien officier de l'armée française, il rejoint le maquis en 1957. Au lendemain de son coup d'État, Boumediène le nomme Directeur du protocole à la présidence. Poste qu'il occupera entre 1965 et 1977. Il sera par la suite secrétaire général de la même institution jusqu'à la mort de Houari Boumediène. Après l'arrivée de Chadli Bendjedid, celui-ci le nomme ministre du Tourisme. Par la suite, il entamera une carrière d'ambassadeur entre 1984 et 1992. Il décédera en 1996 à Alger. Il était chargé de contacter Mohamed Boudiaf, non pas en raison de sa présence au Maroc comme ambassadeur, mais aussi parce que, comme Boudiaf, il était originaire de M'sila.

qu'ils combattent depuis de longues années et lui non plus. Voici vingt-sept ans qu'il n'a pas remis les pieds en Algérie.

Le 11 janvier, jour de la démission de Chadli Bendjedid et après moult hésitations, son choix est fait : il rejette l'offre. Il joint Khaled Nezzar pour l'informer. Il fait connaître sa décision également à l'un des officiers du DRS qui l'avait contacté le soir même. Celui-ci appelle immédiatement ses patrons Saïdi Fodhil, commandant de la DDSE, et Mohamed Medième.

Le chef du DRS prend lui-même le téléphone et appelle Mohamed Boudiaf. Il tente de lui faire entendre raison en lui exposant la situation dramatique que traverse le pays. Rien n'y fait. Le général ne désespère pas. Il charge Ali Haroun et Aboubakr Belkaïd, le ministre de l'Information, un ancien du PRS lui aussi, d'essayer de convaincre l'« homme de Kenitra ».

Finalement, ce sera son épouse, Fatiha Boudiaf, qui va trouver les mots. « Tu n'as jamais fui, tu as toujours dit que tu ne rentrerais en Algérie que si le pays avait vraiment besoin de toi[1] », lui dit-elle. Visiblement, cette phrase le touche. Il décide d'effectuer une visite discrète à Alger et voir de ses propres yeux ces responsables qu'il ne connaît même pas et qui le supplient de revenir. Il rappelle le soir même le correspondant du DRS à Rabat ainsi que l'ambassadeur Abdelmadjid Allahoum. Ce sont eux qui sont chargés de préparer ce voyage, prévu pour le lendemain.

Le 12 janvier, un jour après la démission de Chadli Bendjedid, un avion du GLAM[2] lui est envoyé au Maroc en fin d'après-midi. À son bord, le général Mohamed Touati, le colonel Smaïn Lamari, le numéro 2 du DRS, et Ali Haroun.

Hassan II et les services marocains sont au courant. Le monarque qui entretenait de bonnes relations avec Mohamed Boudiaf a été alerté par ce dernier sur la proposition du pouvoir algérien. Smaïn Lamari s'était chargé, de son côté, d'informer

1. Fatiha Boudiaf dans l'émission *Ziyara khassa* (« Visite privée »), diffusée sur Al-Jazira en juin 2005.

2. Le Groupe de liaisons aériennes ministérielles. L'appellation donnée aux avions gérés par des services de l'État pour les voyages officiels des hautes personnalités.

ses homologues marocains afin de préparer le premier voyage de celui qui allait être le président du HCE.

Le soir, l'avion atterrit sur le tarmac de l'aéroport militaire de Boufarik, à une quarantaine de kilomètres de la capitale. Le patron de l'armée, Khaled Nezzar, est là pour l'attendre. Les deux hommes montent dans une voiture et discutent tout au long du trajet menant vers Alger. C'est le Haut Conseil de sécurité (HCS) qui assume la direction du pays. La décision d'annuler le processus électoral a été officiellement rendue publique dans la matinée[1].

Le ministre de la Défense rassure son interlocuteur. Il lui promet beaucoup de choses : un total soutien de l'armée, les pleins pouvoirs, et l'emmène rencontrer quelques officiers supérieurs et notamment Mohamed Medième, Abdelmalek Guenaïzia, Mohamed Lamari, mais aussi le chef du gouvernement Sid Ahmed Ghozali et des figures de la société civile dont le syndicaliste Abdelhak Benhamouda. Il s'installe au Palais Dar Aziza, une résidence d'État, où il reçoit les principales figures du pouvoir.

Pendant toute la soirée et la journée du 13 janvier, il a multiplié les contacts. Il écoute les uns et les autres. Il prend part à des réunions. Il appelle au téléphone des amis vivant en Algérie, sans leur dire qu'il est de retour. En somme, il prend la température et veut comprendre la situation avant d'effectuer un saut dans le vide, car c'en est un. Il a quitté l'Algérie au début de l'année 1964 après plusieurs mois d'une séquestration arbitraire, décidée par Ahmed Ben Bella. Le voilà, près de trois décennies plus tard, de retour dans une Algérie sans président, mais avec de nouveaux hommes forts qui dirigent le pays, de dix ans ses cadets, sur lesquels il ne connaît rien ou peu de choses. Ben Bella, lui,

1. Lors d'une conférence de presse, François Mitterrand fait une déclaration à propos de ce qui se passe en Algérie et qualifie l'arrêt du processus électoral d'« acte pour le moins anormal ». Dès le lendemain, le ministère algérien des Affaires étrangères publie une protestation officielle. Cette déclaration du président français va tiédir les relations entre les deux pays pendant plusieurs mois.

est à la tête d'un petit parti d'opposition, le MDA. Ce pays qui l'a vu naître et pour lequel il s'est battu a bien changé.

Le lendemain, 14 janvier, sa décision est déjà prise. Les membres du Haut Conseil de sécurité (HCS) préparent le texte qui va donner naissance au Haut Comité d'État (HCE), composé de cinq membres[1] et présidé par Mohamed Boudiaf.

Le soir, il repart tout aussi clandestinement pour le Maroc, dans le même avion qui était venu le sortir de son exil marocain. Le peuple ignore tout pour l'instant. Seuls quelques initiés sont informés. Ce n'est que le lendemain que l'annonce sera faite. Le retour officiel de Mohamed Boudiaf est programmé pour le 16 janvier en fin d'après-midi. Son fils, Nacer Boudiaf, raconte qu'une « fiche de recherche », en d'autres termes un mandat d'amener, était toujours en vigueur au niveau de la police de l'air et des frontières le jour de son arrivée comme président. C'est anecdotique, mais cela renseigne sur l'anarchie de l'époque.

Le pouvoir a enfin sa figure historique qui va tenter de lui redonner une légitimité. L'homme a quitté l'Algérie deux ans après l'indépendance et ne s'est compromis avec aucun des trois chefs d'État qui l'ont précédé. Il possède un autre style, une autre manière de gouverner. Ses discours ne sont pas lus sur un ton monocorde avec cet arabe littéraire non maîtrisé par les deux tiers de la population. Lorsqu'il intervient, il utilise le langage du peuple qui, du coup, le comprend. Mais en plus, c'est un civil et il a la naïveté des civils.

Mohamed Boudiaf ne change rien. Tous les hauts gradés de l'armée gardent leur fonction. Il demande néanmoins à Khaled Nezzar d'éloigner Mohamed Lamari, alors commandant des forces terrestres. Cette information est néanmoins démentie par un ancien conseiller de Boudiaf que nous avons interrogé. Selon lui, la décision d'écarter momentanément Lamari a été prise par Khaled Nezzar en personne. Pour quelle raison ? On l'ignore. Toujours est-il que le ministre de la Défense ne limoge

1. Mohamed Boudiaf, Khaled Nezzar, Ali Kafi, Tidjeni Haddam et Ali Haroun.

pas le concerné, mais le nomme comme « conseiller » au sein de son propre cabinet. Une mise au placard de quelques mois puisque le même général Lamari reviendra par la grande porte au lendemain de l'assassinat de Mohamed Boudiaf. Ce dernier a dans le collimateur le ministre de l'Intérieur, le général-major Larbi Belkheïr qui représente à ses yeux le régime dilapidateur de Chadli Bendjedid.

Il ne songe même pas à désigner un nouveau responsable de sa sécurité rapprochée. C'est juste s'il demande à ses « camarades » du PRS d'être à ses côtés à la présidence, comme conseillers. Il nomme son ami de toujours, Rachid Krim, directeur de cabinet, Mohamed Dahmous et Ahmed Djebbar deviennent ses collaborateurs directs. Ils gèrent ses relations publiques et celles avec les médias. Hocine Bendjoudi, lui, s'occupe des questions logistiques et des déplacements du président du HCE.

« Ce qui le préoccupait, c'était de mettre le pays en marche et d'inventer un projet de société pour arrêter l'anarchie ambiante », raconte l'un de ses anciens conseillers. En effet, à peine installé à la tête de l'État, Boudiaf se donne comme premier objectif de s'informer sur les raisons réelles qui ont amené le pays à vivre une telle crise multidimensionnelle (politique, institutionnelle, économique, sociale, morale, etc.). L'idée qu'il expose est simple : identifier les causes et les éliminer les unes après les autres. Pour ce faire, il se concentre sur la gestion politique de la débâcle et laisse à l'armée et aux services le soin de reprendre en main les mosquées, clore le chapitre du Front islamique du salut (FIS) et gérer la situation sécuritaire qui se dégrade. En effet, les attentats se multiplient et les morts se comptent par dizaines. D'abord au cours d'affrontements autour des lieux de prières entre les forces de l'ordre et les militants islamistes, ensuite lorsque certains de ces derniers ont commencé par rejoindre les premiers noyaux terroristes qui se constituaient aussi bien en zone rurale que dans les grandes villes. Des centaines d'activistes du FIS étaient déjà en clandestinité.

Comme nous l'avons signalé auparavant, les islamistes s'étaient préparés et armés dans l'éventualité de la « guerre sainte », dès

l'année 1990. Au lendemain de l'arrêt du processus électoral, ils ont lancé, en un premier temps, une série d'opérations meurtrières de façon désorganisée, visant les forces de l'ordre. Progressivement, ils commenceront à se structurer pour s'en prendre aussi bien aux représentants de l'État qu'aux figures de la société civile, notamment à celles qui avaient réclamé l'annulation des élections. Plusieurs groupes terroristes verront le jour en raison des divergences qui minaient déjà le FIS et de l'existence en son sein de plusieurs courants idéologiques.

Smaïn Lamari, patron du contre-espionnage, et Kamel Abderrahmane, chef de la sécurité de l'armée, ainsi que les services de police et de gendarmerie sont chargés de la lutte antiterroriste. Elle sera coordonnée quelques mois plus tard par Mohamed Lamari, le commandant des forces terrestres qui formera une unité spécialisée dans la traque des terroristes.

Le président Boudiaf prend donc ses fonctions dans ce climat de confusion, d'anarchie et d'insécurité. Malgré tout, déterminé à faire avancer les choses, il commence par sillonner le pays, à rétablir la confiance avec la population et à donner de l'espoir à la jeunesse. Il ignore cependant que s'il était désormais à la tête du pays, ce n'était pas pour appliquer « son » projet de société. En effet, du point de vue de l'armée et de ses services, il n'était pas là pour contrarier le système, mais pour lui assurer une pérennité. Ce choix, validé par les hauts gradés, s'est inspiré de l'impérieuse nécessité de faire appel à un homme neuf, qui serait à la fois doté d'une légitimité historique et d'une crédibilité politique, car il fallait que ce profil rare soit étranger à un sérail réputé corrompu. L'objectif étant d'utiliser une personnalité crédible, non pas pour installer une démocratie, mais afin d'éradiquer l'influence du FIS, devenu, certes dangereux pour la société, mais également pour le système. *A posteriori*, l'on se rend compte que ce n'est pas tant le projet politique de Mohamed Boudiaf qui intéressait les généraux, mais la personnalité et l'image de ce dernier.

Les observateurs remarquent d'ailleurs que dès le début sa tâche n'est guère aisée. On a tenté de lui censurer des discours.

Selon un témoin à l'époque exerçant au sein de la présidence, « le général Toufik a infiltré son cabinet en utilisant Amine Benabderrahmane, beau-frère et secrétaire particulier de Boudiaf, qui était traité par un officier du DRS dont il était proche ». Il fait face aux lourdeurs administratives, à une armée qui est là, omniprésente, cherchant à se mêler de politique, à des services qui se méfient de lui. Ses conseillers sont souvent confrontés à un déficit d'informations, bref, le contexte est loin d'être idéal et sécurisant.

C'est lors d'un périple à l'est du pays que le président Mohamed Boudiaf est assassiné le 29 juin 1992, moins de six mois après sa prise de fonction. Officiellement, le tireur s'appelle Lambarek Boumaarafi. Il est membre du Groupe d'intervention spéciale, le GIS, un bras armé du DRS. L'exécution, comme pour J.F. Kennedy une trentaine d'années plus tôt, se déroule en public, elle est filmée.

Pourtant, personne, hormis les commanditaires du crime, ne s'attendait à ce drame. La journée du président est chargée. Il doit intervenir à Annaba, ensuite se rendre au pas de charge à Skikda pour y rencontrer des responsables locaux. Aucune des figures du régime ne l'accompagne. Il n'y a même pas Larbi Belkheïr, le ministre de l'Intérieur, ni aucun membre du Haut Comité d'État (HCE). Boudiaf est là, seul, face à son destin.

Lorsque commence son discours devant une assistance attentive au palais de la culture d'Annaba, il y a comme un léger flottement dans le dispositif de sécurité. Mais personne n'aurait évoqué les dysfonctionnements si un drame n'avait pas eu lieu ce jour-là. Les soldats d'élite du GIS se mêlent à ceux du Service de la sécurité présidentielle (SSP). Il faut dire que les hommes se connaissent. Ils ont la même maison mère : le DRS. D'ailleurs, pendant que le président improvise son discours, délaissant comme à l'accoutumée celui que lui a préparé son directeur de cabinet Rachid Krim, le commandant Nassereddine Belouisa *alias* Hamou, le patron du GIS, discute avec le commandant Hadjerès, chef de la sécurité présidentielle.

Le lieutenant Boumaarafi s'est glissé, quant à lui, dans le périmètre de sécurité. Il prépare calmement son coup. Boudiaf parle depuis près d'une heure. Son discours est entrecoupé de vifs applaudissements. Soudain, un bruit bizarre, comme une canette qu'on décapsule ou la lampe d'un projecteur qui éclate. Le président interrompt son propos. En fait, ce n'est ni l'un ni l'autre, le lieutenant Boumaarafi vient de dégoupiller sa grenade. Il l'a fait rouler comme une boule de pétanque. Les choses vont très vite, mais les secondes semblent interminables. Personne ne comprend ce qui se passe. Soudain, une première rafale. Derrière le rideau, un homme tire sur Mohamed Boudiaf. Il arrose ensuite la salle. La confusion est totale. Les éléments chargés de la sécurité accourent, les uns pénètrent dans la salle des conférences, d'autres en sortent. Boumaarafi est de ceux-là. Il s'enfuit en courant. Il est pourchassé par un officier de la police d'Annaba, mais ce dernier est fauché par une rafale tirée par un autre élément du GIS.

Mohamed Boudiaf est entre la vie et la mort. Il est blessé à la jambe. C'est l'effet de la grenade. Mais les impacts les plus graves l'ont touché à la tête. Alors que l'annonce de sa mort sera faite une heure et demie plus tard, vers 13 heures, son décès sera constaté à Alger par les médecins de l'hôpital militaire d'Aïn Naadja à 17 h 15. Aussi incroyable que cela puisse paraître, non seulement on annoncera sa disparition avant que celle-ci ne devienne effective, mais en plus il a été le dernier blessé à être évacué vers les urgences, de surcroît dans une ambulance non médicalisée et sans la présence d'un médecin. L'avion qui le transférera vers Alger attendra une demi-heure au-dessus de l'aéroport avant de recevoir l'autorisation d'atterrir. En effet, Mohamed Boudiaf a connu une longue agonie avant sa mort clinique. On lui a tiré dessus à 11 heures 30. Il arrive aux urgences d'Annaba vers 13 heures. Il y reste un peu plus d'une heure. Les médecins sont très pessimistes car le cerveau est gravement atteint même si son cœur continue de battre. Il est emmené aux alentours de 15 heures à l'aéroport d'Annaba pour être transféré à Alger. Après moins d'une heure de vol, l'appareil attendra l'autorisation d'atterrir à l'aéroport militaire de Boufarik, pendant près d'une demi-heure. La civière qui le transporte est alors déposée dans un salon de l'aérodrome durant une trentaine de minutes, le temps que les moteurs de l'hélicoptère censé le diriger vers l'hôpital militaire d'Aïn Naadja se mettent à tourner. Finalement, Mohamed Boudiaf arrive vers 17 heures aux urgences dudit hôpital, soit 5 heures et demi après l'attentat. Les médecins ne peuvent alors que constater sa mort clinique. Drôle de prise en charge d'un président sur lequel on vient de tirer !

« Acte isolé » et culpabilité collective

Depuis la mort de Boudiaf, le pouvoir fait tout pour que seule la thèse de l'« acte isolé » soit retenue. Pourtant, toutes les accusations sont dirigées vers la Sécurité militaire et ses principaux responsables : Mohamed Mediène et Smaïn Lamari.

Larbi Belkheïr, ministre de l'Intérieur, et Khaled Nezzar, ministre de la Défense, sont également régulièrement désignés comme d'éventuels « commanditaires ».

Naturellement, aucune preuve n'est venue étayer cette thèse. Cela étant dit, si les preuves n'existent pas, une série de faits avérés forment un faisceau de présomptions assez lourd qui accuse directement l'ensemble des responsables de l'époque. Qu'en est-il ?

D'abord, l'idée que le tueur présumé de Mohamed Boudiaf serait un islamiste est totalement fausse, sinon fantaisiste, donc à écarter définitivement. La veille, en d'autres termes dans la nuit qui a précédé le crime, il était dans la discothèque de l'hôtel Seybouse, à Annaba, avec certains de ses collègues, en train de consommer des boissons alcoolisées[1]. Cela a été écrit et jamais démenti et, de plus, durant nos différentes investigations, toutes les personnes que nous avons interrogées – certaines l'ont connu

1. Voir Amine Touati, *Algérie : Les islamistes à l'assaut du pouvoir*, L'Harmattan, 1995.

– ont été catégoriques : « Lambarek Boumaarafi n'était certainement pas un militant islamiste ou un sympathisant du FIS ». Il est d'ailleurs troublant que quelques minutes après le drame, Abdelaziz Khellaf, le secrétaire général à la présidence, reçoive de la part de quelques « décideurs » une mouture de communiqué annonçant la mort brutale de Mohamed Boudiaf et présentant d'autorité Lambarek Boumaarafi comme un « islamiste ». Une affirmation qui ne manquera pas de choquer les proches conseillers du président assassiné. Ces derniers s'opposeront à ce jugement précipité, d'autant plus que l'enquête n'avait même pas débuté et que le tueur présumé n'avait pas encore été interrogé. Mais admettons-le ! Admettons qu'il ait eu des sympathies quelconques pour les intégristes. Comment se fait-il alors que les services et notamment la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA) qui multipliait, dès 1989, les enquêtes pour identifier d'éventuels militaires sensibles aux thèses islamistes, n'aient pas pu arrêter le sous-lieutenant Boumaarafi, qui de surcroît agissait dans un corps d'élite, rattaché directement au DRS ?

Créé en 1988 sur le modèle du GIGN ou du RAID français, le Groupe d'intervention spéciale (GIS) est une unité composée de près de cinq cents hommes triés sur le volet. L'incorporation dans ce corps de l'assassin présumé de Mohamed Boudiaf a dû obéir, trois années avant son forfait, à un examen attentif de son dossier, de son parcours et de sa personnalité, en somme à une enquête d'habilitation. Celle-ci, de l'aveu de tous les connaisseurs, est régulièrement réactualisée, une fois par an pour certains services sensibles.

Pourquoi ce jeune officier des forces spéciales, âgé de 26 ans à l'époque[1], aurait-il décidé de tuer un chef d'État ? Il avait rejoint l'école des cadets de la révolution de Guelma à la fin des années 1970, alors qu'il n'avait qu'une douzaine d'années, ensuite celle de Koléa où il passera son baccalauréat avec succès en 1984. Il suit une formation militaire à l'académie interarmes de Cherchell où il est repéré par les recruteurs de la SM comme un « élément brillant ». Il intègre donc les services dès 1986/1987 et suit une formation appropriée à l'école des cadres de Beni Messous. Il sera envoyé par la suite à l'étranger pour accomplir plusieurs stages techniques, y compris aux États-Unis, auprès des fameux Rangers. Les Américains l'auraient là aussi signalé à ses supérieurs comme étant un « soldat d'élite très prometteur ». Quelques mois après la création du GIS, il rejoint cette unité spéciale et s'illustre comme un « vrai professionnel ». Ses états de service sont remarquables. C'est juste s'il est détecté chez lui une attitude quelque peu « mégalomaniaque », voire parfois « indisciplinée ».

1. Lambarek Boumaarafi est né en 1966, près d'Oum el-Bouaghi, à l'est du pays.

D'autre part, il apparaît que l'équipe du GIS n'était pas à Annaba pour épauler les services de la sécurité présidentielle, comme cela a été clamé, mais pour sécuriser le trajet que devait faire par la route Mohamed Boudiaf. En effet, après sa conférence d'Annaba, son programme l'emmenait à Skikda, située à moins de 100 kilomètres, pour une autre rencontre avec les autorités locales. Par conséquent, comment se fait-il qu'un élément appartenant à une unité d'élite appelée à sécuriser un déplacement se retrouve dans le périmètre de sécurité du président ? Certes, la commission d'enquête[1] évoquera par la suite des « négligences », mais alors comment expliquer que Lambarek Boumaarafi ait été porteur d'un ordre de mission individuelle et qu'il ait été rajouté à la dernière minute pour faire partie du dispositif ? Quelle était sa « mission » ? Et comment expliquer que le tueur présumé ait été désigné contre l'avis de son chef hiérarchique, le lieutenant Turki, qui le jugeait, depuis quelque temps, « indiscipliné[2] » ? De plus, à propos des « négligences » signalées, l'un des conseillers de Boudiaf, présent ce jour-là, précisera : « Un élément du GIS

1. Comme par hasard, l'avocat Youcef Fathallah, certainement l'homme le plus crédible de la commission d'enquête instituée par le pouvoir pour « faire la lumière sur les circonstances de l'assassinat » de Mohamed Boudiaf, a été lui-même assassiné en mars 1994, comme par hasard, une année avant l'ouverture du procès de Boumaarafi.
2. Ce sont des faits signalés dans le rapport de la commission d'enquête.

m'a empêché de pénétrer dans la salle des conférences. Certes, je n'ai pas voulu brandir mon badge de la présidence, mais c'est dire qu'il n'y avait pas réellement le foutoir qu'on a voulu décrire par la suite. Je ne suis pas un spécialiste de la sécurité, mais avant le drame, tout semblait fonctionner normalement. Il y avait des gardes partout. »

Une autre source est plus explicite : « Quelques éléments du GIS étaient de connivence ce jour-là. J'en suis certain au moins concernant l'un d'entre eux. Si un jour il y a une vraie commission d'enquête, il faudrait qu'elle s'attarde sur le rôle joué à Annaba par Abdelkader Khemène. C'est un ancien sous-officier, sans qualifications particulières, qui se retrouve aujourd'hui propulsé patron du GIS avec un grade de général. » En effet, la fulgurante ascension de l'actuel commandant de cette unité spéciale est plus que troublante et deux de nos sources ont clairement laissé entendre qu'il aurait été « récompensé » pour un « rôle joué à Annaba le jour de l'assassinat du président Boudiaf ». Quel était justement ce « rôle » que devait jouer l'actuel chef du GIS, Abdelkader Khemène ? De plus en plus de personnes du sérail le désignent comme un « complice » sinon, à tout le moins, comme un homme qui « sait beaucoup de choses sur cette affaire ».

Un ancien officier de l'armée, Belaïd Metref, qui a travaillé au service du protocole de la présidence sous Boumediène, avait affirmé au cours d'une interview accordée au quotidien algérien *Liberté* : « Dans les pays comme le nôtre, les milieux bien informés savent qu'un attentat contre un chef d'État ne peut éventuellement réussir que s'il est préparé et exécuté à l'intérieur du système[1]. » C'est on ne peut plus clair.

Il faudrait consacrer un ouvrage entier à l'assassinat du président Boudiaf tant les incohérences de la thèse officielle sont criardes. Mais quoi qu'il en soit, quel est ce fameux « système » dont on parle quand il s'agit de l'Algérie ? Des clans mafieux constitués de civils et de militaires tapis très souvent derrière des

1. *Liberté* du 24 juillet 2003.

prête-noms et des lampistes ; certains barons du régime dont la puissance est intacte depuis près d'un demi-siècle ; des groupements régionalistes qui ont asservi ce pays ; certes, la liste peut être très longue. Mais s'il devait y avoir une institution qui serait la colonne vertébrale du système, ce serait incontestablement le DRS et s'il devait y avoir un responsable qui détiendrait toutes les clés du système, ce serait, sans nul doute, le général de corps d'armée Mohamed Mediène *alias* Toufik.

Par conséquent, qu'il soit coupable ou pas de l'assassinat de Mohamed Boudiaf, qu'il y soit mêlé de près ou de loin, il est incontestable que sa responsabilité de premier patron des services algériens est plus qu'engagée. « Il n'a même pas eu l'élégance de démissionner après l'assassinat d'un chef d'État », nous dira un ancien haut fonctionnaire algérien. Ni lui, ni Smaïn Lamari, ni Larbi Belkheïr, ni aucun responsable n'a daigné démissionner après cet assassinat. Seuls des lampistes ont été poursuivis. Un cadre à la retraite s'exclamera : « Pourquoi voulez-vous qu'ils démissionnent ? Même ceux qui ne sont pas impliqués dans sa mort étaient contents de le voir disparaître. Ils craignaient tellement pour leur carrière ! »

D'autres sources qui servent ce fameux « système », tout en disculpant le général Toufik, chargent son ancien bras droit, Smaïn Lamari. Ils affirment que le patron du DRS est au courant de toute l'affaire. « Il sait tout. S'il ouvre le dossier Boudiaf, il y aura un tremblement de terre au sommet du pouvoir, sauf qu'il ne le fera jamais, car lui aussi est mêlé », nous révèle ce fin connaisseur du sérail.

Évidemment, notre source n'apporte aucune preuve matérielle. Mais son témoignage nous semble essentiel, car la fonction qu'elle occupe jusqu'à présent à l'intérieur du pouvoir confère de fait un intérêt certain à sa version des faits. « Si je dois témoigner ouvertement et donner tous les éléments en ma possession, il faudrait que je quitte définitivement le pays ainsi que toute ma famille », avoue-t-il.

Selon lui, Boudiaf était le « grain de sable qui a failli remettre en question la composition du système ». Comment ? Cette « gorge profonde » rappelle que Boudiaf était en train de créer un parti politique, le Rassemblement patriotique national (RPN[1]), à travers une composante de la société civile qu'il souhaitait choisir avec ses plus proches collaborateurs. Ce projet vise alors « l'assainissement des mœurs politiques » par l'édification d'un État de droit, d'une économie moderne en opposition à une économie de rente et la mise en place effective d'un climat démocratique. Dans son projet, il fustige clairement les « privilégiés, affairistes et corrompus, partisans de l'ancien système, qui sont farouchement opposé au changement[2] ». Son idée consistait à construire une véritable alternative au système et à doter ce parti d'une direction et de cadres qui n'étaient surtout pas inféodés aux services. Il semblerait que Mohamed Mediène, Khaled Nezzar, Smaïn Lamari et Larbi Belkheïr étaient opposés à ce projet, d'autant plus qu'ils avaient appris que Boudiaf ne voulait pas avoir à faire à des personnes liées, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir. Il s'apprêtait en somme à renouveler la classe politique.

Ensuite, poursuit notre source, le deuxième point de désaccord avec l'establishment résidait autour de la « question du Sahara occidental ». Il aurait « heurté les militaires et certains caciques » en laissant entendre qu'il fallait se délester de cette question qu'il jugeait « secondaire ». Enfin, son idée consistait aussi à écarter, à terme, les principaux officiers supérieurs et reprendre le contrôle des services pour les mettre sous le commandement, non pas du ministère de la Défense, mais de la présidence. Sans oublier qu'il était résolument décidé à lutter contre la corruption. Mohamed Boudiaf a été le premier à utiliser le terme « mafia politico-

1. L'annonce officielle relative à la création du parti a été faite lors d'une visite dans la ville d'Aïn Témouchent le 2 juin 1992, soit vingt-sept jours avant son assassinat. Signalons que la dénomination exacte de ce parti devait être le « Rassemblement Patriotique » (RP). « C'est la presse qui l'a transformé en RPN », précise un ancien conseiller de Boudiaf.

2. Voir en annexe le projet politique de Mohamed Boudiaf dans son intégralité.

financière ». Cette même source poursuit : « Smaïn Lamari et certains de ses hommes ont endoctriné Boumaarafi. Ils l'ont *profilé*, pour reprendre la formule consacrée, en lui faisant croire que Mohamed Boudiaf était dangereux pour le pays », avant de conclure : « il n'y avait pas que lui à Annaba. Ils étaient trois chargés de la même mission. D'ailleurs, Boumaarafi devait être tué ce jour-là par l'un de ses collègues. Et pour dire vrai, je ne suis pas certain qu'il soit le tireur ou, en tout cas, le seul tireur ».

Cette surprenante affirmation vient confirmer ce qu'avait annoncé Fatiha Boudiaf, la veuve du défunt, en juin 2005, sur la chaîne satellitaire Al-Jazira. Très proche du général Mohamed Mediène et de l'actuel président Abdelaziz Bouteflika, elle ne croit pas, elle non plus, à la version officielle. Tout en écartant la piste islamiste, elle avait alors accusé « le pouvoir », allant jusqu'à jeter un pavé dans la mare en affirmant que l'auteur des tirs qui avait tué Boudiaf « n'était pas Boumaarafi[1] ». Elle disait posséder une cassette vidéo jamais diffusée qui apporterait de nouveaux éléments. De plus, elle avait ajouté devant le journaliste médusé que l'ambulance dans laquelle Mohamed Boudiaf a été évacué avait essuyé, à son tour, « deux impacts de balles ». Information confirmée auprès d'une autre source présente ce jour-là à Annaba : « En effet, des tirs ont touché l'ambulance, mais je ne sais pas si c'était volontaire ou s'il s'agissait de balles perdues », affirme notre témoin.

Cette liste d'indices qui accusent le « pouvoir » est loin d'être exhaustive. Plusieurs témoignages montrent que le climat entre Boudiaf et le régime, auquel il n'a jamais appartenu en réalité, était très tendu depuis mars 1992.

Il y a eu d'abord un incident très peu relayé. Il concerne une journaliste française : Hélène Bravin. Cette dernière, pigiste à l'époque, notamment pour le quotidien régional *Sud-Ouest*, arrive à décrocher une interview d'une heure avec le président.

1. Fatiha Boudiaf dans l'émission *Ziyara khassa* (« Visite privée »), *op. cit.*

Les journalistes étrangers sont surveillés de très près en Algérie. Les services de sécurité apprennent que « Boudiaf a dit des choses très graves et qu'il va ouvrir plusieurs dossiers ». Les hommes de Smaïn Lamari décident donc de récupérer l'enregistrement en sa possession. En un premier temps, des « émissaires » lui sont envoyés. On lui propose même de l'argent en contrepartie de la fameuse cassette, mais Hélène Bravin ne cède pas. Elle tient son scoop et hors de question qu'elle remette son bien, d'autant plus que le président Boudiaf était consentant et qu'il lui avait accordé une heure de son temps.

Après une dizaine de jours de « négociations amiables », les services décident de passer à l'action. Ils lui tendent un piège au niveau d'*El-Aurassi*, un hôtel de standing fréquenté par les membres de la nomenklatura. Là, deux hommes s'approchent d'elle, lui mettent un pistolet sous les yeux, l'aspergent de gaz lacrymogène, la traînent sur une quinzaine de mètres dans les escaliers qui mènent vers le parking de l'hôtel, lui assènent quelques coups et récupèrent son sac. Les agresseurs se dirigent sans trop se presser vers leur véhicule avant de démarrer en trombe. La journaliste essaie de reprendre ses esprits. Elle ouvre, tant bien que mal, les yeux et tente de relever la plaque minéralogique. Mais peine perdue, la voiture – toute neuve – n'a pas de plaque d'immatriculation.

Elle quittera Alger sous la protection d'un gendarme délégué par l'ambassade de France, sans avoir eu le fin mot de l'histoire. À Paris, elle se sent suivie. Des hommes de l'ambassade d'Algérie appellent certains journaux pour affirmer qu'elle n'aurait jamais interviewé le président. Elle reçoit des menaces, bref, un cauchemar qui dure plusieurs semaines. Trois mois après son retour d'Alger, elle apprend à la télévision que Mohamed Boudiaf a été assassiné. « J'étais certaine, après l'interview, qu'ils allaient le pousser à la démission, mais j'étais loin de me douter qu'ils iraient jusque-là », nous dira-t-elle le jour où nous l'avons rencontrée.

Dans quel pays au monde et sous quel régime agresse-t-on un professionnel des médias qui vient de réaliser une interview avec le chef de l'État ? Cette question s'impose, car elle permet de constater que le président assassiné était loin de détenir le pouvoir réel.

Interrogés, certains proches de Boudiaf se sont effectivement souvenus de la journaliste, mais ignoraient tout au sujet de son agression. Deux sources différentes nous ont indiqué que les faits relatés par Hélène Bravin étaient tout à fait exacts.

Au cours du mois de mai, Mohamed Boudiaf devait se rendre au Maroc pour assister aux fiançailles de Tayeb, l'un de ses fils. Quelques jours plus tard, lorsqu'on lui rapporte la nouvelle, Mohamed Mediène, le chef du DRS, lui fait savoir, à travers des messagers, qu'il serait « préférable d'annuler ce voyage ». Le président est furieux. « Qui est-il pour m'interdire de voyager ! ? », se serait-il exclamé devant quelques proches. Évidemment, il n'est pas du genre à se laisser dicter sa conduite. Il décide, malgré tout, d'aller au Maroc. À trois jours de ce voyage, l'un de ses conseillers, en discussion avec un patron de la presse publique, apprend de celui-ci qu'une « tribune, signée par une haute autorité de l'armée, va réitérer la position de l'Algérie au sujet du Sahara occidental ». Le message est clair. Les généraux qui pensent que Boudiaf va rencontrer Hassan II durant sa visite privée au Maroc décident de rappeler la « position algérienne ». Ainsi, le président sera mis en porte-à-faux et quels que soient les engagements qu'il pourrait prendre, ceux-ci seront, de fait, soumis préalablement à l'appréciation des vrais décideurs, les officiers supérieurs de l'armée.

Mohamed Boudiaf l'apprend. Il est furieux, mais sa colère ne transparaît pas. Il se contente de dire autour de lui : « S'ils [les responsables de l'armée] font ça, je ne reviendrai pas ! » Le message est passé. Mohamed Boudiaf effectuera son voyage au Maroc et la tribune ne paraîtra jamais. En tout cas, pas de son vivant. Au cours de notre enquête, nous avons appris que celle-

Les journalistes étrangers sont surveillés de très près en Algérie. Les services de sécurité apprennent que « Boudiaf a dit des choses très graves et qu'il va ouvrir plusieurs dossiers ». Les hommes de Smaïn Lamari décident donc de récupérer l'enregistrement en sa possession. En un premier temps, des « émissaires » lui sont envoyés. On lui propose même de l'argent en contrepartie de la fameuse cassette, mais Hélène Bravin ne cède pas. Elle tient son scoop et hors de question qu'elle remette son bien, d'autant plus que le président Boudiaf était consentant et qu'il lui avait accordé une heure de son temps.

Après une dizaine de jours de « négociations amiables », les services décident de passer à l'action. Ils lui tendent un piège au niveau d'*El-Aurassi*, un hôtel de standing fréquenté par les membres de la nomenklatura. Là, deux hommes s'approchent d'elle, lui mettent un pistolet sous les yeux, l'aspergent de gaz lacrymogène, la traînent sur une quinzaine de mètres dans les escaliers qui mènent vers le parking de l'hôtel, lui assènent quelques coups et récupèrent son sac. Les agresseurs se dirigent sans trop se presser vers leur véhicule avant de démarrer en trombe. La journaliste essaie de reprendre ses esprits. Elle ouvre, tant bien que mal, les yeux et tente de relever la plaque minéralogique. Mais peine perdue, la voiture – toute neuve – n'a pas de plaque d'immatriculation.

Elle quittera Alger sous la protection d'un gendarme délégué par l'ambassade de France, sans avoir eu le fin mot de l'histoire. À Paris, elle se sent suivie. Des hommes de l'ambassade d'Algérie appellent certains journaux pour affirmer qu'elle n'aurait jamais interviewé le président. Elle reçoit des menaces, bref, un cauchemar qui dure plusieurs semaines. Trois mois après son retour d'Alger, elle apprend à la télévision que Mohamed Boudiaf a été assassiné. « J'étais certaine, après l'interview, qu'ils allaient le pousser à la démission, mais j'étais loin de me douter qu'ils iraient jusque-là », nous dira-t-elle le jour où nous l'avons rencontrée.

Dans quel pays au monde et sous quel régime agresse-t-on un professionnel des médias qui vient de réaliser une interview avec le chef de l'État ? Cette question s'impose, car elle permet de constater que le président assassiné était loin de détenir le pouvoir réel.

Interrogés, certains proches de Boudiaf se sont effectivement souvenus de la journaliste, mais ignoraient tout au sujet de son agression. Deux sources différentes nous ont indiqué que les faits relatés par Hélène Bravin étaient tout à fait exacts.

Au cours du mois de mai, Mohamed Boudiaf devait se rendre au Maroc pour assister aux fiançailles de Tayeb, l'un de ses fils. Quelques jours plus tard, lorsqu'on lui rapporte la nouvelle, Mohamed Mediène, le chef du DRS, lui fait savoir, à travers des messagers, qu'il serait « préférable d'annuler ce voyage ». Le président est furieux. « Qui est-il pour m'interdire de voyager !? », se serait-il exclamé devant quelques proches. Évidemment, il n'est pas du genre à se laisser dicter sa conduite. Il décide, malgré tout, d'aller au Maroc. À trois jours de ce voyage, l'un de ses conseillers, en discussion avec un patron de la presse publique, apprend de celui-ci qu'une « tribune, signée par une haute autorité de l'armée, va réitérer la position de l'Algérie au sujet du Sahara occidental ». Le message est clair. Les généraux qui pensent que Boudiaf va rencontrer Hassan II durant sa visite privée au Maroc décident de rappeler la « position algérienne ». Ainsi, le président sera mis en porte-à-faux et quels que soient les engagements qu'il pourrait prendre, ceux-ci seront, de fait, soumis préalablement à l'appréciation des vrais décideurs, les officiers supérieurs de l'armée.

Mohamed Boudiaf l'apprend. Il est furieux, mais sa colère ne transparaît pas. Il se contente de dire autour de lui : « S'ils [les responsables de l'armée] font ça, je ne reviendrai pas ! » Le message est passé. Mohamed Boudiaf effectuera son voyage au Maroc et la tribune ne paraîtra jamais. En tout cas, pas de son vivant. Au cours de notre enquête, nous avons appris que celle-

ci avait été rédigée par Mohamed Touati sur demande de Khaled Nezzar et de Mohamed Medière.

En vérité, il n'y a pas une seule raison à son assassinat. On a longtemps évoqué comme mobile y ayant conduit sa détermination à lutter contre la corruption. Cela n'est vrai qu'en partie. Disons que c'est plutôt un ensemble d'éléments qui a poussé les commanditaires de cet assassinat politique à passer à l'acte.

L'un de ses anciens conseillers à la présidence précise : « Il ne faut pas banaliser ce meurtre et le réduire à un face-à-face entre lui et la mafia politico-financière. Il ne faut pas oublier que Mohamed Boudiaf était une alternative au système. Il faut revoir son parcours, ses engagements, ses convictions, son charisme, pour comprendre pourquoi il a été assassiné. »

Autre fait troublant, dix jours après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, le chef du gouvernement de l'époque, Sid Ahmed Ghozali, qui semblait proche du président assassiné utilise un ton pour le moins iconoclaste dans la lettre de démission qu'il adresse à Ali Kafi, nouveau président du Haut Comité d'État. Il lui conseille de nommer un exécutif fort « capable de mettre hors d'état de nuire les forces du mal qui n'ont eu de cesse que de jouer la déstabilisation de l'État à des fins de pouvoir[1] ». Plus loin, il affine sa pensée, comme s'il voulait rendre son message encore plus précis et il écrit : « J'ai visé, Monsieur le Président, les forces du mal les plus nocives et les plus dévastatrices, qui agissent perfidement, à partir de positions acquises dans les secteurs de l'administration, de l'économie, des médias et de la politique. » En somme, par ces phrases qui en disent long, Ghozali a désigné le système. Ce système présent dans tous les secteurs en Algérie.

Toujours est-il que vingt ans plus tard, la vérité n'est pas apparue au grand jour. Le pouvoir cherche même à jouer sur l'oubli. Les commémorations célébrant Mohamed Boudiaf se font de manière très discrète, quasi clandestine. Seuls quelques fidèles se

1. Lettre de démission de Sid Ahmed Ghozali, chef du gouvernement, signé le 8 juillet 1992. Archives personnelles de l'auteur (voir annexes).

réunissent. Les barons du régime l'ont oublié et ne veulent surtout pas que son nom soit évoqué.

Il faudrait peut-être qu'une vraie commission d'enquête puisse rouvrir le dossier, interroger l'ex-sous-lieutenant du GIS Lambarek Boumaarafi qui a précisé, durant son procès, qu'il avait plusieurs « révélations » à faire, mais pas à huis clos. Naturellement, le juge eut vite fait de lui demander de se taire. La justice, comme à son habitude, était chargée de faire un procès, pas de permettre à la vérité de se manifester. Pour paraphraser un ancien ministre algérien, aujourd'hui à la retraite : « Personne au sein du pouvoir ne veut savoir ce qui s'est passé. Même ceux qui ne sont pas impliqués dans l'assassinat du président ne veulent rien entendre. Ils ont compris une chose : Mohamed Boudiaf voulait changer le système, mais celui-ci l'a tué. C'est la raison pour laquelle les cadres algériens ne cherchent pas à faire bouger les choses. Ils sont anesthésiés par la peur. »

Le DRS capitalise la « décennie noire »

De violentes polémiques ne cessent d'éclater autour de la responsabilité de l'armée et de ses services dans les tueries ayant visé les populations civiles. Il y a d'un côté des chapelles qui accusent systématiquement le pouvoir d'être derrière quasiment tous les attentats et d'autres, au contraire, qui présentent le régime et ses forces de sécurité comme des chantres en matière de respect du droit et de la vie humaine. À moins d'être sur des positions dogmatiques, il ne serait pas sérieux d'imputer tous les crimes au pouvoir algérien comme il serait probablement farfelu de mettre à l'actif des islamistes tous les assassinats commis en Algérie depuis le début des années 1990.

Les témoignages récoltés pour le besoin de cet ouvrage confirment que cette approche, loin de tout débat passionné, serait très probablement celle qui permettrait de cerner au plus près les événements ayant eu lieu durant la guerre civile. Il est nécessaire d'étudier les situations au cas par cas, sans tirer de conclusion globale. Les témoignages ou « révélations » de certains anciens officiers tels Mohamed Samraoui ou Aboud Hichem, pour ne citer qu'eux, doivent être pris avec précaution ; et d'autre part, à l'aune de certaines incohérences et autres contrevérités aisément démontrables contenues dans leurs déclarations, il est à se demander si ces deux officiers – et d'autres – avaient réellement des « révélations » à faire, des comptes à régler, des missions à accomplir ou des frustrations à exorciser. Ou peut-être agissaient-ils, pour un bord contre un autre, dans le cadre des guerres claniques qui secouent régulièrement le haut de

la pyramide algérienne ? On remarquera que tous les officiers qui se sont exprimés à partir de l'étranger l'ont fait, le plus souvent, non pas après un « cas de conscience », mais soit après une mutation non souhaitée, une sanction parfois justifiée, un différend avec un supérieur hiérarchique ou à la suite d'une déception professionnelle ou d'une promotion non obtenue. En tout état de cause, si leur « témoignage » a servi à quelque chose, il aura bénéficié à ceux qui ont intérêt à entretenir le brouillard sur la situation en Algérie et à ceux qui avaient tout intérêt à multiplier les versions, sur certaines affaires, pour jeter encore plus de trouble sur l'opacité ambiante dans ce pays.

Alors que s'est-il vraiment passé durant ces fameuses années 1990 ? Les militaires ont-ils fomenté une grande partie, voire tous les attentats ? La réponse est évidemment non.

Primo : dire que les services du DRS ont instrumentalisé l'islamisme et le terrorisme, c'est affirmer une évidence. Mais celle-ci ne doit pas nier le fait que l'intégrisme et la violence qui en découlent représentent une réalité qui n'a pas été créée par l'institution militaire. De manière cynique, celle-ci a utilisé et parfois amplifié la menace pour s'ériger en « rempart contre l'intégrisme », cependant que sa politique l'alimente.

L'islamisme est un phénomène mondial qui est né bien avant l'indépendance de l'Algérie. Et ce pays a été traversé par cette idéologie au moment où l'ensemble du monde arabe – et plus tard la planète tout entière – connaissait une montée fulgurante d'un islam politique qui se décline tantôt à travers des formations proches des Frères musulmans capables d'infiltrer le jeu politique, y compris démocratique, dans le but de réislamiser la société de manière progressive, tantôt par des groupuscules ou des organisations salafistes violentes qui défendent l'idée selon laquelle le pouvoir doit être arraché par la « guerre sainte ». Le Front islamique du salut (FIS) renfermait en son sein ces deux tendances.

Secundo : affirmer que les services du DRS ont infiltré les groupes armés est aussi une réalité. Sauf que dite ainsi, cette réalité n'est pas condamnable en soi, puisqu'il est question, à travers ces infiltrations, de techniques de lutte contre des organisations clandestines. Là où la responsabilité des services est engagée, c'est lorsqu'on apprend que certaines de ces infiltrations ont certes permis de faire imploser des cellules terroristes, mais qu'elles ont aussi permis d'utiliser des groupes criminels dans des affaires de règlements de comptes ou dans des opérations visant à éliminer des opposants politiques.

À ce sujet, l'assassinat, en août 1993, de Kasdi Merbah, l'ancien patron de la SM, illustre parfaitement cette volonté des services de tirer profit du contexte sécuritaire pour « assainir » le champ politique algérien et le configurer à leur guise.

Depuis son éviction, en septembre 1989, en tant que chef du gouvernement par Chadli Bendjedid qui voyait en lui un concurrent potentiel, Kasdi Merbah avait démissionné du FLN. Il avait décidé, à la faveur du multipartisme, de fonder sa propre formation politique : le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD). Il réunit autour de lui des partisans de Houari Boumediène et tente, au lendemain de l'arrêt du processus électoral, de trouver une solution politique à la crise. En juillet 1993, après plus d'une année de négociations secrètes avec des cadres du Front islamique du salut (FIS), installés, pour la plupart, à l'étranger, il prend l'initiative de mettre sur pied un accord sur un projet de retour à la paix civile. Nous pouvons considérer qu'il s'agissait là d'une erreur politique, car sa démarche visait à faire revivre politiquement la formation islamiste cependant que celle-ci était morte, d'autant plus qu'une partie de sa base militante avait choisi la voie armée.

Naturellement, les services du DRS suivaient avec attention et préoccupation les activités de Kasdi Merbah. Le MAJD était infiltré par plusieurs agents des services qui rendaient compte régulièrement des contacts entrepris par l'ancien patron de la SM. Celui-ci était craint, car il représentait, tout comme Boudiaf, une vraie alternative à un système qu'il avait pourtant allègrement servi. Mais d'aucuns estiment que l'homme avait

énormément évolué et qu'en aparté, il lui arrivait de regretter les éliminations physiques qu'il avait cautionnées, sinon fait accomplir sous Boumediène. En d'autres termes, Kasdi Merbah était en rupture avec le régime, mais il était néanmoins prêt à sceller une alliance politique avec les islamistes pour utiliser leur base afin de se présenter, à terme, comme candidat pour la présidence de la République. « Kasdi Merbah avait des ambitions personnelles et voulait les faire valoir en dehors du système. Il avait reçu plusieurs messages de la part de l'état-major de l'armée et savait qu'il était menacé », nous dira l'un de ses proches.

En juillet 1993, il arrive à trouver un accord politique avec des responsables du FIS. Un mois plus tard, le 21 août 1993, il est assassiné, en compagnie de son fils Hakim, son frère cadet Abdelaziz, son chauffeur El-Hachemi Aït Mekidèche et son garde du corps Abdelaziz Nasri.

Nous avons toujours affirmé que cet assassinat était l'œuvre des islamistes. Dans un livre, publié en 2010 et consacré à l'histoire des groupes terroristes algériens[1], nous affirmions, au regard des éléments en notre disposition à l'époque : « Un commando dirigé par Abdelkader [Hattab][2], l'aîné de la famille, et composé de quelques membres de la fratrie d'Hassan [Hattab], allait préparer et exécuter avec minutie l'attentat qui coûtera la vie à l'ancien chef de la Sécurité militaire (sous Houari Boumediène) et par ailleurs ancien Premier ministre (...) Après une première tentative infructueuse en début d'année, cette fois les terroristes parviennent à éliminer l'une des figures les plus importantes du paysage politique algérien de l'époque (...) Le choix d'une telle cible n'avait rien de fortuit. D'abord, Abdelkader Hattab, le vétéran du premier maquis islamiste algérien, vouait une haine farouche à l'égard de l'ancien chef de la SM. Au début de son

1. Mohamed Sifaoui, *Al-Qaïda Maghreb Islamique, le groupe terroriste qui menace la France*, Encre d'Orient, 2010.

2. Les Hattab ont été des terroristes du GIA. Le plus célèbre d'entre eux est Hassan Hattab qui sera, dès 1998, l'émir national du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).

embrigadement, au milieu des années 1970, c'était les hommes de Kasdi Merbah notamment (avec ceux de la gendarmerie et de la police) qui étaient affectés à la surveillance et à l'interpellation des groupes intégristes. De plus, l'"homme des dossiers", comme on l'appelait, représentait cette période du "parti unique" et de la chape de plomb instaurée par la toute-puissante Sécurité militaire qui se chargeait de persécuter les opposants politiques. Son image et son nom étaient intimement liés à ce système qu'Abdelkader Hattab et ses acolytes honnissaient tant, même si l'ex-patron de la SM entretenait, après son entrée dans l'opposition, quelques "amitiés", dit-on, avec certains leaders du FIS. Mais les salafistes djihadistes n'en avaient cure. Pour eux, il fallait envoyer un message clair aux généraux et autres responsables politiques. De plus, n'ayant pu atteindre directement que peu de dirigeants de l'époque, le GIA avait décidé de frapper le pouvoir à travers l'une de ses plus illustres figures, et ce, même s'il n'était plus en poste. Six mois plus tôt, le 13 février 1993, les terroristes avaient tenté d'assassiner l'ancien ministre de la Défense, le général-major Khaled Nezzar, leur bête noire et l'un des partisans de l'arrêt du processus électoral au sein de l'armée. Il échappera à la mort grâce au blindage de sa voiture qui sut résister à l'explosion du véhicule piégé qui attendait son passage. »

En note de bas de page, nous avions indiqué : « Il est vrai cependant que Kasdi Merbah critiquait violemment la corruption qui sévit au sein du système algérien. Raison pour laquelle les soupçons s'étaient portés à l'époque sur des clans mafieux proches du pouvoir. Cela dit, aucune preuve tangible n'est jamais venue étayer ces soupçons alors que les salafistes du GIA n'ont eu de cesse de revendiquer son assassinat. D'ailleurs, le 25 août 1993, quatre jours après son assassinat, le GIA fera parvenir au quotidien londonien *Al-Hayat* un communiqué pour revendiquer l'attentat mais aussi pour diffuser la fatwa et les « arguments théologiques » qui justifiaient, à leurs yeux, cet assassinat. On nous dira évidemment que ces salafistes étaient "manipulés" par le pouvoir, mais là encore sans jamais fournir la moindre preuve

crédible. Jusqu'à preuve du contraire, nous nous tenons aux faits qui sont impitoyables puisque l'implication de la famille Hattab dans ce crime n'a jamais été démentie alors qu'Hassan Hattab le dernier membre de la fratrie toujours en vie a déposé les armes et n'a jamais nié l'implication de son oncle dans cet attentat. Dont acte[1]. »

Nous n'avons pas eu de « preuve du contraire », mais des sources que nous jugeons crédibles, interrogées pour les besoins de cet ouvrage, nous ont livré une autre version que nous devons, par honnêteté intellectuelle, livrer à l'opinion. Ces derniers nous ont clairement affirmé, à la lecture du passage indiqué, qu'il s'agissait certes d'un groupe terroriste islamiste, mais que celui-ci était largement « infiltré par des hommes contrôlés par Smaïn Lamari », à l'époque adjoint de Mohamed Mediène.

Autre fait nouveau : après la publication par le quotidien *El-Watan* d'un article mettant en cause Hassan Hattab dans l'assassinat de Kasdi Merbah, le neveu de ce dernier fera une mise au point dans laquelle il précisera : « Qui pourrait encore ignorer que Kasdi Merbah a été "liquidé" par un clan du pouvoir, hostile à sa démarche de réconciliation nationale initiée dès le 12 juillet 1993, à travers son fameux appel lancé à l'ensemble des forces vives de la nation ? (...) Le groupe qui a exécuté cet attentat ne se réduisait pas à quatre ou cinq éléments ; il s'agissait d'un groupe de choc surentraîné, une espèce d'escadron de la mort, ayant utilisé des armes israéliennes avec une profusion de munitions et la détermination d'exterminer les occupants des deux véhicules pour ne laisser aucun survivant susceptible de témoigner. J'étais moi-même à 300 mètres de là, car c'était les vacances et je séjournais dans la maison de mon oncle[2]... »

En août 2011, trois sœurs de Kasdi Merbah rendaient public un communiqué dans lequel elles rappelaient : « À ce jour, aucune enquête sérieuse n'a été menée pour élucider ce crime et en démasquer les commanditaires. Ni autopsie,

1. *Al-Qaïda Maghreb Islamique, le groupe terroriste qui menace la France, op. cit.*
2. *Le Quotidien d'Algérie* du 28 juin 2011.

ni étude balistique, ni reconstitution de la scène de crime, ni audition des témoins, n'ont été réalisées », avant de s'interroger : « Comment dans ces conditions, pourrions-nous nous contenter de procédures policière et judiciaire bâclées qui ont conduit à un simulacre de procès avec à la clé la condamnation de véritables boucs émissaires, juste pour la nécessité de clore une affaire jugée embarrassante[1] ? »

Les déclarations du neveu de Kasdi Merbah tout comme le communiqué précité correspondent aux nouveaux éléments que nous avons recueillis pour les besoins de cet ouvrage. D'abord, s'agissant du mode opératoire : selon nos sources (d'anciens militaires), la « signature est celle des forces spéciales ».

L'un d'eux explique : « Ce ne sont pas là les techniques qu'on a pu voir chez des groupes terroristes islamistes. Pour des opérations menées à l'intérieur des agglomérations urbaines et visant plusieurs personnes en même temps, il faut de vrais techniciens. L'action ayant visé Merbah est le fait de professionnels aguerris et entraînés aux opérations commandos. Ces derniers maîtrisent simultanément le facteur temps, la précision, disposent de sang-froid, ne font pas de dommages collatéraux ou très rarement et disparaissent après leur forfait. » Cette source va plus loin : « Même s'il y avait des islamistes, le groupe devait être encadré par des éléments, entraînés pour ce type d'opérations qui savent se positionner et éliminer en un temps record les occupants de deux véhicules tout en prenant le soin d'aller récupérer, avec beaucoup de sang-froid, l'attaché-case de Kasdi Merbah qui contenait notamment le projet d'accord politique, signé avec les représentants du FIS. Il faut non seulement être préparé individuellement, mais surtout collectivement pour une telle action. Or, même ceux qui avaient fait leurs armes en Afghanistan n'avaient pas ce savoir-faire. »

Ensuite, s'agissant du mobile : les mêmes sources indiquent que le pouvoir de l'époque et notamment « les deux généraux,

1. Communiqué du 21 août 2011 signé par Sadia Khalef, Malika Khalef, Dahbia Khalef.

Mohamed et Smaïn Lamari, ne voulaient pas d'un accord avec les islamistes du FIS. » Pour ceux qui l'auraient liquidé, ce serait donc une affaire relevant de la « raison d'État ».

Enfin, les évaluations réalisées par le DRS à travers sa « cellule prospective » faisaient apparaître que Kasdi Merbah avait une popularité à la fois auprès des sympathisants islamistes et des courants nationalistes, ce qui le prédestinait à jouer, à terme, un « grand rôle ». Or, selon plusieurs indiscrétions « ni Toufik ni Smaïn ni aucun des principaux décideurs de l'époque ne voulaient le voir atterrir à la présidence, car ils auraient tous fait long feu », nous précise-t-on.

Ce qui jette le trouble sur ce genre de dossiers, c'est le fait que nous avons systématiquement affaire à des enquêtes bâclées qui ne comportent ni examen balistique sérieux, ni autopsie, ni audition de témoins et encore moins, hormis dans l'affaire Boudiaf, de reconstitutions de scène du crime. Ce qui entretient cette opacité, c'est cette absence d'indépendance au sein d'une justice algérienne inféodée au pouvoir et singulièrement au DRS. Les magistrats, par carriérisme, sont souvent obligés de faire acte d'allégeance aux services qui, rappelons-le, sont les seuls à signer les habilitations qui permettent les nominations dans les différents corps de l'État. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes ayant servi le système témoignent de cette gestion catastrophique de la situation de guerre civile qui a traversé l'Algérie et de l'incapacité du système judiciaire à jouer son rôle de contre-pouvoir.

Il est par ailleurs des faits incontestables qui mettent en cause l'islam politique. Il serait malhonnête d'affirmer que celui-ci serait exempt de barbarie. Pour rappel, le Mouvement islamique armé (MIA) ainsi que le Mouvement pour l'État islamique (MEI), constitués d'anciens militants du Front islamique du salut, ou à tout le moins de ses sympathisants, ainsi que de quelques « afghans » avaient donné naissance, vers octobre 1992, au Groupe islamique armé, le fameux GIA. D'autres organisations émergeront par la suite : en 1994, la branche militaire

reconnue par la direction du FIS est créée : l'Armée islamique du salut (AIS[1]), dirigée par Madani Mezrag[2]. À la même période, d'autres *djazaaristes* fondent également le Front islamique pour le djihad armé (FIDA), dirigé par Abdelwaheb Lamara, et qui se spécialisera notamment dans l'assassinat des personnalités et des intellectuels. Mais il y aura aussi une flopée de groupuscules, de groupes, de phalanges et de cellules, qui seront dirigés par d'anciens chefs locaux du FIS. Ils ont tous vu le jour entre 1992 et 1997.

En 1998, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) naît sous la houlette de Hassan Hattab et de quelques dissidents du GIA et, enfin, en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI[3]), une excroissance du GSPC et du GIA, voit le jour avec le soutien d'Oussama Ben Laden et du numéro 2 d'Al-Qaïda, Aymen al-Zawahiri[4].

L'opacité s'est installée durablement en Algérie dès la fin de l'année 1992 et le début de l'année suivante. Une série d'événements a favorisé la mise en place d'une situation de grande confusion et a permis à la fois aux groupes islamistes de lancer des opérations meurtrières et de les attribuer à l'armée, et aux services spéciaux de commanditer des exécutions et de les attribuer, à leur tour, aux islamistes.

D'abord, un décret présidentiel[5] instaurant, dès le 9 février 1992, l'état d'urgence est promulgué. C'est l'armée et le ministère de l'Intérieur qui sont aux commandes.

Ensuite, dès la fin de l'année 1992, c'est Mohamed Lamari qui prend en charge la lutte antiterroriste. Khaled Nezzar, malade,

1. L'Armée islamique du salut (AIS) a été créée en juillet 1994 par Madani Mezrag et Ahmed Benaïcha. Elle était proche idéologiquement du courant *djazaariste*. Ce groupe terroriste cessera ses opérations le 1er octobre 1997.
2. Madani Mezrag est né en 1961 à l'est du pays. Arrêté en 1992 pour ses activités subversives, il arrive à s'évader, quelques mois plus tard, et va créer avec d'autres islamistes l'AIS qui sera la branche militaire officielle du FIS.
3. AQMI est dirigée par Abdelmalek Droukdel *alias* Abou Mossab Abdelwadoud.
4. Aymen al-Zawahiri est devenu le chef d'Al-Qaïda depuis la neutralisation de Ben Laden en mai 2011.
5. Décret n° 92/44 du 9 février 1992 portant instauration de l'état d'urgence.

se désengage progressivement de la gestion du ministère de la Défense au profit de son adjoint le général Liamine Zeroual. Celui-ci laisse Mohamed Lamari, réputé pour sa sauvagerie, et les services du DRS s'occuper des aspects sécuritaires. Liamine Zeroual veut surtout veiller sur l'homogénéité de l'armée et sur les aspects politiques.

Trois hommes ont alors réellement les pleins pouvoirs sur les questions opérationnelles de lutte antiterroriste: Mohamed Lamari, le chef d'état-major, Kamel Abderrahmane, le chef de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA) et Smaïn Lamari, patron de la Direction du contre-espionnage (DCE). Le général Mohamed Medièn supervise l'ensemble, mais évite de s'impliquer personnellement. Son rôle consiste à gérer les arbitrages entre les différents clans et les tendances au sommet de l'État et de l'armée.

Le premier, Mohamed Lamari, crée le Centre opérationnel de la lutte antisubversive (Colas), censé coordonner l'action antiterroriste à l'échelle nationale. Des unités mixtes composées d'éléments de la police, ceux de la gendarmerie et enfin des forces spéciales de l'armée sont créées. Le second, le général Kamel Abderrahmane, à travers le Centre principal militaire d'investigations (CPMI), va gérer les six régions où sont installés des centres militaires d'investigations (CMI), chargés de suivre l'activité islamo-terroriste au sein de l'institution et à l'extérieur de celle-ci. C'est Othmane Tartag *alias* Bachir, aujourd'hui général, qui était en charge du CPMI. Un ancien responsable algérien qui l'a bien connu nous affirmera à propos de celui-ci: « Sous le commandement de Kamel Abderrahmane d'abord, ensuite sous celui du général Abderrahim Zouaghi, Tartag était chargé, avec d'autres services, d'identifier tous les officiers, sous-officiers ou soldats ayant, peu ou prou, des sympathies avérées pour le projet islamiste. Le patron du CPMI a utilisé cette mission pour purger l'armée de ces éléments considérés comme potentiellement dangereux, mais également il n'a pas hésité à régler, en marge de cette action, des comptes personnels qui devaient être rentables

pour lui et ses chefs à la fois pour leurs carrières et pour leurs petites magouilles. »

Longtemps colonel, Othmane Tartag qui a beaucoup fait parler de lui et de ses méthodes radicales a été placardisé par le général Medièn qui, en même temps, l'a promu général. Il est censé aujourd'hui coordonner la lutte antiterroriste, mais son poste, une voie de garage, ne lui confère plus aucun poids ni aucune activité opérationnelle. Depuis le décès de son « protecteur » Smaïn Lamari, il est marginalisé. D'ailleurs, à la suite des nombreuses atteintes aux Droits de l'homme dont il est responsable ainsi que M'henna Djebbar, l'ancien patron du CTRI de Blida, l'ensemble du dispositif de la lutte antiterroriste a été revu. Désormais, c'est le général Abdelkader Aït Ouarabi *alias* Hassan, un homme de terrain, qui jouit à la fois d'une bonne réputation, de la confiance de son chef et de celle de ses pairs qui est chargé de la lutte contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et ses ramifications. C'est lui également qui est en charge de la coordination de cette traque avec les services de la DST. « Depuis l'arrivée du général Hassan, nous dira l'une de nos sources, il n'y a presque plus de dérapages. Il judiciarise systématiquement les affaires et tente de faire les choses proprement. Avant, du temps de Tartag, Djebbar et Smaïn, on a transformé les jeunes militaires en fous furieux. Sans parler de magouilles respectives de ces trois officiers qui ont agi non pas en militaires, mais en seigneurs de la guerre. »

Au début des années 1990, Smaïn Lamari était chargé initialement de coordonner l'action de ses services avec celles de la police et de la gendarmerie. Plus tard, au cours de l'année 1993, les trois activités seront centralisées dans une nouvelle organisation territoriale qui permettra notamment au duo Mohamed Lamari et Smaïn Lamari de devenir les vrais patrons de la lutte antiterroriste. En effet, la DCE qui dispose, dans chacune des six régions militaires, de centres de recherche et d'investigation (CRI), va faire fusionner ses activités avec les six centres militaires d'investigation rattachés à la DCSA et donner ainsi naissance à des centres territoriaux de

recherche et d'investigation (CTRI). Théoriquement, avec un tel maillage du territoire algérien et au regard des moyens engagés, les groupes terroristes auraient pu être considérablement affaiblis en quelques années seulement, bien que ceux-ci aient disposé, certes, d'un soutien de la part de la mouvance terroriste internationale, parfois de certains États théocratiques, et pouvaient compter sur une capacité en hommes évaluée à près de 30000 éléments en armes sans compter les réseaux de soutien au sein de la population. Toujours est-il que vingt ans après le début des violences et malgré une politique de « réconciliation nationale », engagée par le pouvoir dès le début des années 2000, il est à constater que le terrorisme continue de frapper en Algérie. Est-ce là un échec total de la part du pouvoir algérien ou une volonté délibérée de sa part d'entretenir un « minimum de terrorisme » afin de pouvoir continuer de se présenter aux yeux de l'opinion algérienne et auprès des partenaires étrangers comme un « rempart » contre le fanatisme?

Quoi qu'il en soit, les mesures mises en place entre 1992 et l'année suivante laissaient penser que le régime serait à même de venir à bout de cette menace. À la faveur d'une nouvelle organisation, la lutte contre le terrorisme allait être mise, par la suite, sous la tutelle quasi exclusive de Smaïn Lamari. Dès lors, ce dernier va utiliser toutes les techniques de lutte antisubversive, de la plus légale à la plus condamnable, pour venir à bout des groupes islamistes armés. Il décide, par exemple, de donner naissance à une organisation fantôme similaire à la Main rouge créée par le SDECE du temps de la guerre d'indépendance. Celle-ci aura pour nom l'Organisation des jeunes Algériens libres (OJAL). Constituée en réalité de membres du DRS, idéologiquement anti-intégristes et parfois de tendance plutôt progressiste, sa mission consistera à couper les groupes terroristes de leurs bases arrière. Leur logique peut se résumer dans le célèbre slogan: « Il faut terroriser les terroristes[1]. » Leur cible: des civils qui servaient de base logistique ou idéologique aux islamistes. Leur méthode:

1. Phrase prononcée par l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua au lendemain des attentats terroristes sur le sol français dans les années 1980.

celle d'« escadrons de la mort » qui n'hésitent pas à liquider ou à torturer, y compris de simples sympathisants islamistes.

Selon nos sources, c'est le général Liamine Zeroual qui, une fois à la tête de l'État, en 1994, interdira formellement cette pratique sans pour autant oser s'attaquer ou sanctionner ceux qui en sont les responsables.

La stratégie mise en œuvre consistait à asphyxier progressivement les islamistes, en les privant de tout moyen d'expression, en neutralisant leurs leaders les plus charismatiques et en les coupant, *via* l'emploi de la terreur, de leurs bases de repli au sein de la société. Les « stratèges » du DRS oubliaient néanmoins que cette manière d'agir pouvait certes affaiblir, à court terme, la mouvance intégriste, mais qu'elle la légitimait politiquement en lui permettant d'accéder au statut de « victime ». La mise en place d'une politique indigne d'un pays qui se réclame pourtant dans ses textes fondamentaux de la démocratie et du respect des droits humains ne peut servir celui-ci ni lui permettre de se démarquer d'un projet politique totalitaire qu'il prétend combattre.

S'agissant de la question des disparus, il apparaît que les services de sécurité sont, là aussi, largement impliqués. « Il y a des personnes qui ont été enlevées par les islamistes et éliminées, il en existe d'autres qui ont rejoint le maquis et qui y ont perdu la vie, mais il y en a un nombre important dont la disparition incombe au DRS, à la police ou à la gendarmerie », précise l'une de nos sources. Il existe en effet plus de 7000 cas de disparition depuis le début des violences. Le pouvoir algérien continue d'opposer un total mépris aux familles touchées. Abdelaziz Bouteflika se contente de dire que les disparus ne sont pas dans sa poche.

L'atteinte à des valeurs fondamentales et universelles, nous l'avons vu y compris au lendemain du 11 Septembre, n'honore guère des États victimes de la barbarie intégriste, bien au contraire, elle les met sur un pied d'égalité avec ceux dont ils prétendent pourtant honnir les pratiques. Certes, il y a des éléments de

contexte qui peuvent expliquer certains dérapages et abus au regard de l'impréparation totale de l'armée algérienne à mener ce type d'actions, étant donné qu'elle était plutôt formée et initiée aux conflits classiques, mais il ne peut y avoir aucune « circonstance atténuante » aux exécutions politiques décidées, à l'évidence, au plus haut sommet de l'État, sous réserve bien évidemment que des enquêtes indépendantes viennent confirmer de nombreux témoignages et autres faits, désormais accablants, qui accusent le pouvoir, que ce soit dans l'assassinat de Mohamed Boudiaf et de Kasdi Merbah ou dans celui du chanteur Matoub Lounès, par exemple, où le mystère et le doute demeurent entiers, en raison de l'incapacité de la justice algérienne d'exercer sa mission loin des pressions que lui fait subir le DRS. Les services interviennent quasiment dans chaque affaire et ce sont eux qui contrôlent l'instruction et le travail du magistrat censé mener ces missions. Ce sont toujours ces mêmes services qui contrôlent le verdict du juge et ce sont enfin eux qui gèrent le calendrier judiciaire. Cette immixtion dans l'action judiciaire et cette volonté de tout vouloir contrôler rend, *de facto*, le DRS à tout le moins suspect sinon coupable, aux yeux des observateurs, y compris là où les services seraient innocents. Il n'existe pas en Algérie, depuis 1992, une seule affaire traitée devant les tribunaux qui a permis, dans le cadre des procès politiques, de satisfaire l'opinion et de permettre une manifestation de la vérité. Bien au contraire, tous les procès ont jeté davantage d'opacité sur lesdites affaires en raison de l'interventionnisme du pouvoir et l'omniprésence de ses services à chaque étape de l'enquête, de l'instruction et du procès.

Si les témoignages que nous avons collectés jettent, une fois de plus, le trouble sur certains assassinats politiques, ils confirment néanmoins l'implication exclusive des islamistes dans les massacres ayant endeuillé l'Algérie, notamment après 1995. « Les pseudo-révélations affirmant que des militaires portant de fausses barbes auraient massacré des femmes et des enfants sont totalement farfelues et infondés », nous a-t-on précisé. Comment

pourrait-on remettre en doute le récit de Messaoud Belaïdi par exemple ? Ce rescapé du massacre de Bentalha a perdu son épouse, égorgée sous yeux, et ses sept enfants. Il avait été laissé pour mort par les terroristes. Il les a reconnus comme étant des islamistes de sa région, ayant fait leurs classes au sein du Front islamique du salut (FIS). Son témoignage, maintes fois relayé par la presse algérienne et une partie des médias français, a été étayé par la suite par des terroristes « repentis » qui ont confirmé l'implication exclusive des islamistes dans ce crime.

Au sujet des massacres, il existe en effet des éléments tangibles et des textes idéologiques utilisés par les intégristes pour justifier une logique de « guerre sainte », y compris contre les populations civiles. Les terroristes en voulaient à celles-ci qui ne basculaient pas du côté des groupes islamistes, allant jusqu'à participer aux élections présidentielles organisées par le pouvoir en novembre 1995.

Le GIA a annoncé clairement une nouvelle stratégie basée sur un principe de « guerre totale » dirigée contre l'ensemble des Algériens non acquis au djihad et des étrangers considérés comme des soutiens au pouvoir en place. Deux émirs vont s'illustrer en adoptant cette logique de la terreur : Djamel Zitouni et Antar Zouabri[1]. Là aussi, quelques voix ont affirmé que les deux auraient été des « agents du DRS ». Devant des structures d'un État ayant perdu toute crédibilité aux yeux de l'opinion algérienne et internationale, en raison de pratiques condamnables, toutes les thèses, y compris les plus fantaisistes, deviennent recevables. Certains « transfuges » de l'armée citent par exemple des « témoins » qui auraient vu Djamel Zitouni, alors émir national du GIA, « rôder à la caserne[2] », voire « circuler librement au siège

1. Antar Zouabri est né en 1970, près d'Alger. Tous ses frères ont rejoint le maquis. Lui déserte l'armée en 1992, alors qu'il passe son service militaire, pour faire de même. Il est le successeur de Djamel Zitouni et il dirigera le GIA de juillet 1996 à février 2002, année de sa mort à l'issue d'un accrochage avec l'armée.
2. Témoignage du lieutenant-colonel Mohamed Samraoui dans un reportage diffusé sur Canal + le 4 novembre 2002.

des services secrets[1] ». Il est évident que nous sommes là devant des informations peu sérieuses qui ne résistent pas à l'analyse froide : on ne peut pas d'un côté accorder au DRS un machiavélisme qui fait sa renommée, une opacité totale et complète, un cloisonnement qui ferait pâlir le KGB des années 1960 et prétendre, en même temps, que des officiers des services algériens pourraient agir avec un tel niveau d'amateurisme au point de laisser un de leur agent, *a fortiori* un chef terroriste recherché par toutes les forces de sécurité, circuler librement dans l'enceinte même du siège du DRS. Qui peut le croire ? Qui peut raisonnablement imaginer un Djamel Zitouni, émir du GIA, pourchassé par les polices d'Algérie, de France et de Navarre, se promenant à Dely-Ibrahim, au siège du DRS, ou dans une autre caserne, au sortir d'un rendez-vous avec un « officier traitant » ? Cette thèse qui serait rejetée même par un scénariste de série B a été pourtant largement relayée au cours de ces dernières années. Soyons sérieux !

Les services algériens ont certainement manipulé des groupes extrémistes, mais s'ils l'ont fait, ce n'est probablement pas avec ce niveau d'amateurisme que certains « transfuges » ont voulu vendre à l'opinion.

S'agissant de Djamel Zitouni, l'émir du GIA, la vérité est en fait très probablement ailleurs que dans des constructions hallucinatoires. Des sources fiables, loin d'avoir une quelconque sympathie pour les dirigeants de l'armée ni une quelconque sympathie pour les intégristes, affirment qu'il était « bel et bien un islamiste n'ayant aucun contact avec les services ». Les mêmes sources nous affirment cependant que le DRS avait réussi à infiltrer son état-major et l'a manipulé à son insu dans certaines opérations, comme celle des moines de Tibhirine sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Par la suite, confirment nos interlocuteurs, « une rumeur a été lancée dans les maquis par les mêmes services, chargés de la lutte antiterroriste, présentant sciemment Djamel Zitouni comme

1. *Idem.*

étant l'un de leurs agents ». Les officiers du DRS auraient fait circuler cette fausse information, y compris dans les milieux islamistes installés à Londres, afin que la méfiance s'installe dans les rangs de la mouvance terroriste. Cette manipulation a permis de faire éliminer Djamel Zitouni à distance par un groupe terroriste rival qui le considérait, en effet, comme un élément proche de la Sécurité militaire. Cela ressemble étrangement à la « bleuite[1] », cette fameuse opération d'intoxication montée par les services français au cours de la guerre de libération. Elle est devenue célèbre car on avait poussé le colonel Amirouche[2], commandant de la wilaya III, en Kabylie, à éliminer des centaines de maquisards. Il croyait que ces derniers étaient manipulés par les services français qui essayaient d'infiltrer ses unités. C'est pour rappeler que dans le monde opaque des services de renseignement, la manipulation est une façon d'être, presque une culture.

Il faut savoir que devant les agissements de Djamel Zitouni et, après lui, ceux de son successeur Antar Zouabri, le GIA perd la confiance des dirigeants d'Al-Qaïda. Les terroristes algériens entretenaient, depuis le début des violences, des contacts avec Oussama Ben Laden et ses adjoints. Ces liens remontaient à l'époque de la guerre d'Afghanistan.

Des idéologues du djihad international comme Mustapha Setmariem Nasser et Abou Qatada al-Filistini ou Aymen

1. Ce terme, en référence aux « bleus de chauffe », évoque une opération de manipulation montée, dès 1957, par l'armée française. Le principe consistait à dresser des listes de maquisards et à prétendre qu'ils étaient des agents des services français. Par la suite, plusieurs moyens étaient utilisés pour que les commandants des zones récupèrent ces fausses informations, l'objectif étant de susciter des purges internes et des guerres fratricides.

2. Amirouche Aït Hamouda est né en 1926. Il prend le maquis quelques semaines après le déclenchement de la guerre de libération et devient très vite colonel. Il est tué dans un accrochage dans la région de Boussaâda, dans le sud-est de l'Algérie, alors qu'il se rendait vers le territoire tunisien. Dans un ouvrage fort documenté intitulé *Amirouche, une vie, deux morts, un testament* (L'Harmattan, Saïd Sadi, 2010), le leader du RCD développe une thèse troublante qui accuse le MALG, les services de Boussouf, ancêtres du DRS, d'avoir « donné » Amirouche car il devenait gênant pour l'armée des frontières et pour ceux qui voyaient en lui un rival potentiel dans une Algérie indépendante.

al-Zawahiri livraient aux chefs du GIA fatwas et « légitimations théologiques » appelant à mener le djihad. Mais lorsque le groupe terroriste algérien commence à cibler les populations civiles, les idéologues proches d'Al-Qaïda cessent tout contact avec le groupe extrémiste qui sévit en Algérie. Pour Al-Zawahiri par exemple, Djamel Zitouni et, après lui, Zouabri causent du tort à l'image de la nébuleuse terroriste. Et si le bras droit de Ben Laden pense ainsi à l'époque, ce n'est pas en raison d'une quelconque modération de sa part, tant s'en faut. Si nous nous replaçons dans leur contexte, nous nous rendons compte qu'en voyant les réactions suscitées par les massacres de civils en Algérie, les leaders du mouvement djihadiste international craignent alors que les jeunes islamistes, et toutes les recrues potentielles, se détournent définitivement de la mouvance dans une période où Ben Laden et ses hommes sont en pleine préparation de la séquence qui allait donner lieu aux attentats du 11 Septembre. En effet, Al-Qaïda est à ce moment dans une phase de recrutement de djihadistes et ne souhaite pas alors que ces images fassent renoncer des aspirants terroristes à rejoindre les rangs de la « guerre sainte ». À l'époque, Al-Zawahiri répète qu'il faut éviter, autant que faire se peut, de viser les civils musulmans.

Pour autant, les hommes d'Al-Qaïda installés en Grande-Bretagne garderont un contact fort discret avec les dissidents du GIA appartenant au salafisme djihadiste, tout en coupant les ponts avec Antar Zouabri. Dans le milieu londonien, le chef du groupe terroriste algérien était devenu très encombrant. Ils décideront de le marginaliser et de le diaboliser. Et il n'est pas étonnant de voir que les premiers à faire circuler la rumeur selon laquelle les deux émirs du GIA (Zitouni et Zouabri) seraient des « hommes du DRS » sont d'anciens militaires algériens, eux-mêmes, pour la plupart, d'anciens islamistes ou sympathisants du FIS[1] établis à

1. L'auteur a enquêté entre 1999 et 2001 sur un groupuscule d'anciens militaires algériens établis en Grande-Bretagne, notamment les capitaines Ahmed Chouchane et Hocine Ouaguenoune, tous deux salafistes convaincus.

Londres. Naturellement, le fait que des « déserteurs[1] » annoncent un tel scoop ne pouvait que donner du crédit à ces rumeurs.

Quoi qu'il en soit, même les hommes d'Oussama Ben Laden se chargeront de relayer ces on-dit. De la même manière, des Algériens proches de la mouvance *djazaariste* vivant en Occident se mettaient, après avoir soutenu le GIA, à affirmer que le groupe terroriste était manipulé par les services algériens afin de le discréditer aux yeux de la mouvance islamiste internationale et dans le but de diaboliser le pouvoir. Même Abou Qatada al-Filistini qui avait légitimé les massacres collectifs, y compris ceux de femmes et d'enfants, finira finalement par changer de position. De même, le *Jihad*, l'organisation d'Aymen al-Zawahiri et *Al-Moukatila*, le groupe terroriste libyen, se sont empressés de rendre publics des communiqués pour se démarquer du GIA.

Antar Zouabri, le successeur de Djamel Zitouni à la tête du groupe terroriste, était un partisan de l'excommunication de l'ensemble du peuple algérien. En juin 1997, par exemple, l'un de ses adjoints, un certain Mahfoud Assouli, *alias* Abou el-Moundhir, publie dans *Al-Djamaa*, un bulletin clandestin proche du GIA, un texte dans lequel il annonce et justifie explicitement les massacres de civils. On pouvait y lire : « Nous répondons à ceux qui nous accusent de tuer aveuglément que nous combattons ceux qui ont trahi et se sont rendus au *Taghout*[2] [Les repentis, les groupes d'autodéfense et les dissidents du GIA][3]. Quand vous entendez parler de tueries et d'égorgements dans une ville ou dans un village, sachez qu'il s'agit de partisans de *Taghout*. » Dans le numéro suivant du même bulletin, c'est Antar Zouabri lui-même qui signe une nouvelle « justification » à ses actions. Il

1. En réalité, seuls un ou deux sont déserteurs, la plupart étaient radiés de l'armée, le plus souvent en raison de leur appartenance à la mouvance islamiste.
2. *Taghout* signifie « le Tyran ». Ce terme est utilisé dans la rhétorique des djihadistes algériens pour désigner le pouvoir.
3. Ce texte qui n'est pas autre chose qu'une excommunication, vise les membres de l'AIS et leurs familles (Madani Mezrag, Ahmed Benaicha et Kada Benchiha, les émirs de ce groupe sont qualifiés de « traîtres » et d'« ennemis de Dieu »), les repentis et leurs familles et enfin les groupes d'autodéfense et leurs familles également, ainsi que les *djazaaristes*.

al-Zawahiri livraient aux chefs du GIA fatwas et « légitimations théologiques » appelant à mener le djihad. Mais lorsque le groupe terroriste algérien commence à cibler les populations civiles, les idéologues proches d'Al-Qaïda cessent tout contact avec le groupe extrémiste qui sévit en Algérie. Pour Al-Zawahiri par exemple, Djamel Zitouni et, après lui, Zouabri causent du tort à l'image de la nébuleuse terroriste. Et si le bras droit de Ben Laden pense ainsi à l'époque, ce n'est pas en raison d'une quelconque modération de sa part, tant s'en faut. Si nous nous replaçons dans leur contexte, nous nous rendons compte qu'en voyant les réactions suscitées par les massacres de civils en Algérie, les leaders du mouvement djihadiste international craignent alors que les jeunes islamistes, et toutes les recrues potentielles, se détournent définitivement de la mouvance dans une période où Ben Laden et ses hommes sont en pleine préparation de la séquence qui allait donner lieu aux attentats du 11 Septembre. En effet, Al-Qaïda est à ce moment dans une phase de recrutement de djihadistes et ne souhaite pas alors que ces images fassent renoncer des aspirants terroristes à rejoindre les rangs de la « guerre sainte ». À l'époque, Al-Zawahiri répète qu'il faut éviter, autant que faire se peut, de viser les civils musulmans.

Pour autant, les hommes d'Al-Qaïda installés en Grande-Bretagne garderont un contact fort discret avec les dissidents du GIA appartenant au salafisme djihadiste, tout en coupant les ponts avec Antar Zouabri. Dans le milieu londonien, le chef du groupe terroriste algérien était devenu très encombrant. Ils décideront de le marginaliser et de le diaboliser. Et il n'est pas étonnant de voir que les premiers à faire circuler la rumeur selon laquelle les deux émirs du GIA (Zitouni et Zouabri) seraient des « hommes du DRS » sont d'anciens militaires algériens, eux-mêmes, pour la plupart, d'anciens islamistes ou sympathisants du FIS[1] établis à

1. L'auteur a enquêté entre 1999 et 2001 sur un groupuscule d'anciens militaires algériens établis en Grande-Bretagne, notamment les capitaines Ahmed Chouchane et Hocine Ouaguenoune, tous deux salafistes convaincus.

Londres. Naturellement, le fait que des « déserteurs[1] » annoncent un tel scoop ne pouvait que donner du crédit à ces rumeurs.

Quoi qu'il en soit, même les hommes d'Oussama Ben Laden se chargeront de relayer ces on-dit. De la même manière, des Algériens proches de la mouvance *djazaariste* vivant en Occident se mettaient, après avoir soutenu le GIA, à affirmer que le groupe terroriste était manipulé par les services algériens afin de le discréditer aux yeux de la mouvance islamiste internationale et dans le but de diaboliser le pouvoir. Même Abou Qatada al-Filistini qui avait légitimé les massacres collectifs, y compris ceux de femmes et d'enfants, finira finalement par changer de position. De même, le *Jihad*, l'organisation d'Aymen al-Zawahiri et *Al-Moukatila*, le groupe terroriste libyen, se sont empressés de rendre publics des communiqués pour se démarquer du GIA.

Antar Zouabri, le successeur de Djamel Zitouni à la tête du groupe terroriste, était un partisan de l'excommunication de l'ensemble du peuple algérien. En juin 1997, par exemple, l'un de ses adjoints, un certain Mahfoud Assouli, *alias* Abou el-Moundhir, publie dans *Al-Djamaa*, un bulletin clandestin proche du GIA, un texte dans lequel il annonce et justifie explicitement les massacres de civils. On pouvait y lire : « Nous répondons à ceux qui nous accusent de tuer aveuglément que nous combattons ceux qui ont trahi et se sont rendus au *Taghout*[2] [Les repentis, les groupes d'autodéfense et les dissidents du GIA][3]. Quand vous entendez parler de tueries et d'égorgements dans une ville ou dans un village, sachez qu'il s'agit de partisans de *Taghout*. » Dans le numéro suivant du même bulletin, c'est Antar Zouabri lui-même qui signe une nouvelle « justification » à ses actions. Il

1. En réalité, seuls un ou deux sont déserteurs, la plupart étaient radiés de l'armée, le plus souvent en raison de leur appartenance à la mouvance islamiste.
2. *Taghout* signifie « le Tyran ». Ce terme est utilisé dans la rhétorique des djihadistes algériens pour désigner le pouvoir.
3. Ce texte qui n'est pas autre chose qu'une excommunication, vise les membres de l'AIS et leurs familles (Madani Mezrag, Ahmed Benaicha et Kada Benchiha, les émirs de ce groupe sont qualifiés de « traîtres » et d'« ennemis de Dieu »), les repentis et leurs familles et enfin les groupes d'autodéfense et leurs familles également, ainsi que les *djazaaristes*.

déclare ouvertement qu'il considère le peuple algérien comme «apostat» et ses biens devant être déclarés comme «butin de guerre». Il précise sa pensée en écrivant: «L'incroyance dont a fait preuve ce peuple d'hypocrites qui s'oppose à la victoire des moudjahidine et de leurs soutiens n'enlève rien à notre détermination et ne nous affaiblira pas, si Dieu le veut. (...) Nos actes de tueries et de massacres, d'égorgements, d'expatriation, d'incendies, de captures de femmes (...) sont des actions qui nous rapprochent de Dieu.»

Antar Zouabri et ses hommes n'ont pas hésité à revendiquer les grands massacres collectifs[1] de l'été et de l'automne 1997. Ce nouveau mode opératoire et l'idéologie qui le nourrissait allaient faire définitivement glisser le GIA du salafisme djihadiste vers le *takfir*, c'est-à-dire l'excommunication générale. Les terroristes, précisons-le, agissent en respectant leur vision de textes canoniques, élaborés par des idéologues et des théoriciens de la «guerre sainte». Les adeptes du mouvement islamiste possèdent une approche obsessionnelle des dogmes et des doctrines qui forment leur idéologie. Ils justifient leurs actes, y compris les plus barbares, par des lectures biaisées et déformées du corpus islamique.

À partir de l'année 1997, dans les maquis algériens, la guerre fait rage entre les hommes d'Antar Zouabri d'un côté et les *djazaaristes* et autres groupuscules salafistes djihadistes de l'autre. Les rivaux s'invectivent par communiqués interposés et s'excommunient mutuellement. Les uns accusent les autres d'être infiltrés par les services algériens. Ces derniers entretiennent ce climat de méfiance entre les groupes armés en lançant plusieurs opérations d'intoxication.

Les *djazaaristes* et certains adeptes du salafisme considèrent que le GIA s'est mis à défendre l'idéologie du *takfir*. En réalité, ceci est faux. Bien que paraissant être une organisation *takfirie*, le GIA, version Zitouni et Zouabri, est toujours resté fidèle aux

1. Cette série de massacres perpétrés par les hommes d'Antar Zouabri a causé la mort de 958 civils, dont 449 enfants et nourrissons.

principes du salafisme djihadiste, mais en les appliquant à l'extrême[1]. De son côté, l'émir du GIA accuse ses rivaux, à juste titre, d'avoir engagé des négociations secrètes avec le pouvoir. Le général Smaïn Lamari avait utilisé ce contexte pour convaincre certains groupes de déposer les armes contre une «amnistie» qui serait accordée aux terroristes. Le DRS mettait ainsi en place sa politique d'impunité qui faisait passer par pertes et profits les exactions des islamistes et les crimes politiques perpétrés par le pouvoir.

Antar Zouabri continuait lui d'essayer de convaincre ses soutiens londoniens qu'il était sur la «voie juste». Usant d'arguments idéologico-théologiques, il n'aura de cesse d'expliquer qu'il ne tue que des «mécréants, des apostats, des tyrans, etc.». Répondant à une interview publiée, en septembre 1996, dans les colonnes du bulletin *Al-Djamaa,* Antar Zouabri, *alias* Abou Talha précise, au sujet des meurtres de civils et de massacres des villageois: «Le groupe [Le GIA] est attaché à la doctrine d'*Al-Wala oua Al-Bara* [Alliance et désaveu]. Celui qui montre son alliance à Dieu, à sa religion et aide les moudjahidine, nous avons le devoir d'en faire un allié. En revanche, celui qui montre une hostilité à l'égard de la religion de Dieu et a aidé les *taghout* renonciateurs [ceux qui auraient renoncé à une vision salafiste de l'islam], nous le désavouons, nous lui sommes hostiles et nous le tuons[2].»

Cette approche n'est pas partagée par l'ensemble des terroristes du GIA. Certains d'entre eux tentent depuis l'époque de Djamel Zitouni d'organiser un «coup d'État» pour prendre la direction de l'organisation criminelle. Certains sont démasqués et tués, d'autres s'activent discrètement tout en maintenant un contact avec des éléments de la cellule londonienne, notamment

1. Nous pouvons faire ce distinguo car entre les deux idéologies *takfirie* et salafiste djihadiste, il existe des références certes communes, mais il en existe d'autres qui sont différentes. Les *takfiris* font par exemple référence systématiquement à Mustapha Choukri, le fondateur égyptien de cette secte extrémiste. Or, le GIA ne l'a jamais cité dans ses textes, ne convoquant que les idéologues du salafisme djihadiste.
2. Le bulletin islamiste *Al-Bayan* daté de septembre 1996.

avec Mustapha Setmariam Nasser. Parmi les « comploteurs » contre le duo Zitouni-Zouabri, on compte l'émir Abou al-Walid (à ne pas confondre avec l'idéologue de Londres), Abbi Abdelaziz *alias* Okacha le Para, ainsi que Hassan Hattab. C'est ce dernier qui a des contacts en Europe. À Londres, mais aussi à Paris, à Milan et à Cologne. La divergence porte sur les choix stratégiques des sanguinaires du GIA. Le clan des frondeurs estimait que Zitouni et Zouabri mettaient le groupe armé en danger en le coupant de ses soutiens à l'étranger d'une part et de la population civile d'autre part, devenue une cible facile pour les terroristes. Pour Hassan Hattab, il fallait se concentrer sur les forces de l'ordre et sur des actions visant des intérêts occidentaux en Algérie ou en dehors des frontières.

Plus tard, Okacha et Hassan Hattab discuteront de deux options possibles : tuer Antar Zouabri et ses principaux lieutenants et s'approprier ainsi la direction du GIA ou alors créer un autre groupe terroriste. Cette première discussion a lieu durant l'été 1996. Finalement, les « anti-Zouabri », par crainte de subir le même sort que les *djazaaristes* exécutés par les deux émirs du GIA, mettent en place une véritable stratégie. Ils prennent position dans les montagnes de Kabylie (dans leur jargon « zone 2 »), coupent les liens avec l'émir du GIA, multiplient leurs opérations criminelles en ne ciblant officiellement que les forces de l'ordre. Ils essaient ainsi de s'attirer, sans trop de succès toutefois, la sympathie de la population locale en instrumentalisant le sentiment frondeur de cette région qui n'a de cesse de revendiquer une plus grande reconnaissance de la langue et de la culture berbères. Même s'ils continuent de dresser des « faux barrages » pour traquer fonctionnaires, policiers et militaires en permission, ils évitent d'user de la même sauvagerie que celle de Zouabri. C'est à cette période qu'ils dénoncent les massacres collectifs de civils et rendent public, dès juillet 1997, un texte signé « Hassan Hattab, GIA Zone 2 » pour se démarquer des assassinats décidés par Antar Zouabri et par son prédécesseur Zitouni.

Hassan Hattab se met donc à apposer à tous ses communiqués son nom avec le titre « émir de la zone 2 ». D'autres fois, il revendique ses méfaits par la signature « GIA Zone 2 ». L'émir de la « zone 9 », Mokhtar Belmokhtar, fera de même quelques semaines plus tard.

La démarche d'Hassan Hattab consiste à montrer que sa capacité de nuisance est beaucoup plus forte que celle de son rival Antar Zouabri et que ses réseaux ainsi que ses soutiens à l'étranger sont importants. Dès 1997, Hattab entre en contact avec des Algériens présents à l'époque en Afghanistan. Aymen al-Zawahiri en premier et Oussama Ben Laden ensuite commencent alors à observer de plus près cet émir qui semble respecter leur doctrine et leur stratégie. Ils sont également intéressés par ses réseaux en France et en Allemagne.

Comme l'avouera plus tard Mustapha Setmariem Nasser dans son livre[1], Ben Laden enverra ses hommes à Londres dans le but de rencontrer des proches de Hattab. De là naîtra dans l'esprit de l'ambitieux émir l'idée de commettre des attentats durant la Coupe du monde de football que doivent accueillir les stades français au cours de l'été 1998. Pour lui, c'était une manière de montrer ce dont il était capable, de séduire, d'une certaine manière, les leaders du djihad mondial. L'émir de « la zone 2 » recevra ensuite lui-même en Algérie des émissaires de Ben Laden. Des Algériens et des Yéménites notamment. Il leur explique la doctrine qu'il va suivre, sa stratégie, et évoque avec eux ses besoins humains et matériels. C'est le responsable de la « région Maghreb » au sein d'Al-Qaïda, le yéménite Abdelwahid Ahmed Alouane *alias* Abou Mohamed al-Yamani qui supervisera de loin – avant de se rendre, en 2002 personnellement en Algérie[2]. Cette (re)prise de contact, au lendemain des attentats

1. Le livre de cet idéologue d'origine syrienne, très proche des islamistes algériens, est publié en arabe et circule depuis plusieurs années sous le manteau au sein de la mouvance islamiste. Il est intitulé *Mon témoignage sur l'action armée en Algérie* (Archives personnelles de l'auteur).

2. Abdelwahid Ahmed Alouane sera tué en Algérie par les forces de sécurité en septembre 2002.

du 11 Septembre, entre l'organisation d'Oussama Ben Laden et les terroristes algériens[1], va permettre au DRS (et à Smaïn Lamari) de devenir un acteur incontournable de la lutte antiterroriste à l'échelle internationale.

À l'époque, les Renseignements généraux et la DST surveillent depuis quelques mois des « éléments radicaux » établis en France. Ils restent extrêmement vigilants depuis la vague d'attentats de 1995. Mais leur surveillance n'apporte rien de concret. C'est le hasard et les Douanes françaises qui leur donnent un heureux coup de pouce. En effet, le vendredi 14 novembre 1997, ces dernières vont, lors d'un contrôle de routine effectué dans le train Cologne-Paris, confondre un émissaire d'Hassan Hattab. Son nom : Yacine Athamnia. Cet Oranais a dans ses bagages un lot de quatre faux passeports belges ainsi que des tampons estampillés « GIA Zone 2 » appartenant au groupe qui a fait dissidence en Kabylie.

L'enquête est lancée. Les services français spécialisés dans la lutte antiterroriste se rendent compte qu'Athamnia était en contact à Cologne avec Adel Mechat. À l'évidence, c'est lui qui a fait confectionner les tampons « GIA Zone 2 » et récupéré les faux passeports belges avant d'essayer de les faire parvenir à Hattab. L'analyse des enquêteurs est juste : Hattab veut rééditer les opérations de 1995 et envoyer des terroristes en France. Leurs inquiétudes sont d'autant plus fondées qu'ils observent que certains islamistes qui étaient en lien avec les poseurs de bombes de 1995 – et qui ont été libérés entre-temps – sont en relation avec ce nouveau réseau proche du « GIA Zone 2 ». Les recoupements effectués grâce à des éléments communiqués par le général Smaïn Lamari, interlocuteur privilégié de la DST, confirment cette menace. La surveillance va donc s'intensifier,

1. Dès 2002, Rohan Gunaratna, le spécialiste international du terrorisme islamiste, évoquait le lien entre Al-Qaïda et les djihadistes algériens. Il écrivait : « Du point de vue du nombre de membres, les Algériens sont les mieux représentés au sein d'Al-Qaïda après les Égyptiens. » Voir Rohan Gunaratna, *Al-Qaïda. Au cœur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement, 2002.

la manifestation sportive étant pour les terroristes un excellent contexte : la mouvance djihadiste pourrait perpétrer, à cette occasion, des attentats. Là encore, le hasard jouera, de nouveau, en faveur des services français.

Dans la nuit du 5 au 6 mars 1998, des enquêteurs belges se rendent rue Méry dans le quartier d'Ixelles, situé au centre de Bruxelles. Ils sont alors accueillis par des rafales d'armes automatiques. Après un long échange de coups de feu, ils arrivent à arrêter deux « gros poissons » de la mouvance salafiste djihadiste : Farid Mellouk et Chawki Badache, *alias* Abou al-Qassim. Ces deux Algériens sont dans le circuit depuis plusieurs années. Le premier avait été condamné en France, par contumace, à sept ans de prison dans le cadre des attentats de 1995 (les policiers n'avaient pas pu l'appréhender) et le second n'est autre que l'émir du camp afghan où s'entraînent les Algériens partis intégrer l'organisation de Ben Laden. Les deux hommes sont également en contact étroit avec les membres européens du « GIA Zone 2 ». C'est la première affaire qui va démontrer qu'il existait bel et bien un pont entre Al-Qaïda et Hassan Hattab avant le ralliement officiel des terroristes algériens à Ben Laden.

La Coupe du monde de football commence à la mi-juin 1998. Les terroristes songent d'abord à assassiner, une semaine avant la cérémonie d'ouverture, Dalil Boubakeur, le recteur de la mosquée de Paris, et à perpétrer par la suite plusieurs attentats dans différentes villes où se déroulent les matchs de la Coupe du monde. Les autorités françaises, qui ne veulent pas prendre de risques, décident, même si elles n'ont pas l'ensemble des éléments du puzzle, de passer à l'action.

Les juges français de l'antiterrorisme Jean-Louis Bruguière et ses collègues Jean-François Ricard, Gilbert Thiel et Laurence Le Vert décident de frapper avant le début de la compétition sportive. Ils préparent une commission rogatoire internationale afin de faire tomber l'ensemble du « réseau Hattab » dont les membres sont répartis entre la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Suisse. Le 26 mai 1998, près de 120 salafistes sont arrêtés en

une seule journée dans cinq pays européens, dont une cinquantaine en France. Hassan Hattab qui devait créer son organisation voulait que des attentats sur le sol français constituent une sorte d'acte fondateur. D'autant plus que quelques mois plus tôt, Oussama Ben Laden et quelques idéologues du terrorisme mondial avaient publié une fatwa encourageant le « djihad contre les juifs et les croisés[1] ».

Quoi qu'il en soit, l'émir du « GIA Zone 2 » s'attelle, étape par étape, à la réorganisation de son groupe. Si Antar Zouabri continue à perpétrer quelques opérations de manière sporadique, car manquant terriblement d'effectifs et n'arrivant pas à recruter, Hassan Hattab, lui, poursuit son ascension. Certains émirs de l'est du pays lui font allégeance et laissent tomber le « GIA historique ». Même si l'« opération Coupe du monde » a échoué, son audace et son sens de l'organisation plaisent à beaucoup de membres du salafisme djihadiste. Son groupe recense désormais plus de 1 500 éléments en Algérie et peut compter, à l'étranger, sur le soutien de plusieurs réseaux d'Algériens proches d'Oussama Ben Laden ou de ses hommes. Parmi eux, Rachid Boukhalfa *alias* Abou Doha, un Algérien, considéré à la fois comme un cadre recruteur pour Al-Qaïda en Europe et une courroie de transmission entre Ben Laden et le GSPC. Cet Algérien installé à Londres sera d'ailleurs l'architecte de plusieurs opérations terroristes dont celle que devait perpétrer un autre Algérien, Ahmed Ressam, lors du réveillon du Millénium à l'aéroport de Los Angeles, ainsi que celles devant viser en France la cathédrale et le marché de Noël de Strasbourg à la fin de l'année 2000. D'autres, moins connus, comme Sofiane Kebilene, Farid Boukemiche et Sofiane Souidi, tenteront d'apporter un soutien logistique aux hommes de Hattab et se spécialiseront dans l'achat de matériels de télécommunication pour le maquis et la confection de faux documents pour infiltrer ou exfiltrer des djihadistes du territoire européen. Ils avaient déjà agi de la sorte avec le GIA de Zitouni avant de prendre leurs distances

1. Fatwa du 23 février 1998 signée par « le Front islamique mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés ».

tout comme leurs mentors et idéologues londoniens. Plusieurs fois interpellés par les autorités britanniques, ils ressortiront souvent libres, faute de preuve. Là aussi, c'est la coopération avec le DRS qui permettra aux services français d'avoir une cartographie complète des activités terroristes, notamment celles des Algériens présents en Europe. Mais c'est alors que les groupes extrémistes sont fragilisés par la lutte antiterroriste que le pouvoir décide de faire baisser la pression et d'entamer avec eux des négociations afin de mener à bien sa politique désormais « réconciliatrice », laissant tout loisir aux plus irréductibles de se restructurer au sein du GSPC, embryon de ce qui deviendra Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Tout porte à croire que le pouvoir algérien veut affaiblir le terrorisme sans le tuer pour autant. La raison est simple à comprendre : ne disposant d'aucune légitimité démocratique, décrié par une grande partie de la société, le régime a gagné en « respectabilité » sur le plan international, car les démocraties européennes et les États-Unis le considèrent, surtout depuis le 11 septembre, comme un « rempart » contre le terrorisme. Désormais, il ne doit sa « légitimité » qu'à ce statut de « partenaire » des puissances occidentales dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Alors que le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) est officiellement créé, la DST et le DRS travailleront conjointement dans le cadre d'une traque qui s'intensifie des deux côtés de la Méditerranée. Le pouvoir algérien a capitalisé les « années de sang ». Il a écarté, pour un temps, le danger qui laissait penser que l'Algérie pourrait se transformer en théocratie, et ce même si ce pouvoir continue d'instrumentaliser l'islamisme. Il a refermé la parenthèse démocratique, reprenant en main la société civile. Traumatisée par plusieurs années d'instabilité, celle-ci ne songe même plus à se rebeller contre la gabegie et l'arbitraire et prendre part au « printemps arabe ». Et enfin, comme nous l'avons signalé, le pouvoir a regagné en respectabilité sur la scène internationale. Il n'a même plus de comptes à rendre sur la gestion de la lutte antiterroriste.

Manipulations autour d'un monastère

À la faveur des attentats du 11 Septembre, le régime a pu expliquer ses nombreux dérapages face à un mouvement islamiste complexe et a été, d'une certaine manière, « excusé ». Plus personne n'ose demander d'explications à un régime coupable de liquidations physiques d'opposants politiques, voire d'un chef d'État.

C'est ainsi, selon l'une de nos sources, que « les services algériens et français ont pu s'échanger un quitus sur l'affaire des moines de Tibhirine, car les deux sont responsables du ratage monumental dans cette affaire ».

Revenons d'abord sur les faits tels qu'ils nous ont été rapportés. D'après nos éléments, pour comprendre les dessous de cette affaire, il faut revisiter les relations politico-diplomatiques entre la France et l'Algérie depuis octobre 1995. À cette époque, les présidents des deux pays devaient se rencontrer en tête à tête à New York pour tenter de rapprocher leur point de vue. Le chef de l'État algérien, Liamine Zeroual, reprochait aux Français leur « lâchage » politique depuis le début de la crise en 1992 et avait préféré réorienter la politique algérienne en favorisant désormais les États-Unis, notamment sur les questions économiques. De son côté, Jacques Chirac ne semblait pas porter en grande estime le président Zeroual qu'il considérait comme « hostile à la France ». Sentiment partagé par certains cercles du pouvoir algérien, jugés comme « proches de la France » et notamment les généraux Mohamed Lamari et Smaïn Lamari, voire Larbi Belkheïr, qui, bien que retiré des affaires[1] depuis 1992, gardait une certaine influence au sein du sérail. À l'époque donc, une lutte clanique fait rage à l'intérieur du régime entre « profrançais » et « proaméricains ». Toujours est-il qu'en octobre 1995, Liamine Zeroual annule la rencontre prévue avec Jacques Chirac et montre ainsi, à un mois de l'élection présidentielle en Algérie

1. Larbi Belkheïr reviendra par la suite aux devants de la scène avec l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika en 1999.

qui devait le confirmer à la tête de l'État, l'« image d'un dirigeant fort » capable de tenir tête au colonisateur d'hier. Cette attitude ne manque pas de renforcer sa position au sein de l'institution militaire, à un moment où il ne fait pas l'unanimité. Il est alors décrié par certains officiers supérieurs, car il tente lui aussi d'instaurer un dialogue avec les dirigeants du FIS. Mohamed Lamari, devenu l'homme fort de l'armée, est contre cette démarche. Tout comme le patron du contre-espionnage, Smaïn Lamari. Le général Medìène, comme à son habitude, joue à l'arbitre et refuse de donner son point de vue. Il attend en fait le pourrissement de la situation pour agir.

À la même période, Smaïn Lamari et certains responsables de la lutte antiterroriste veulent pousser les moines à quitter leur monastère. On reprochait à ces derniers les soins qu'ils prodiguaient aux blessés des groupes terroristes. À travers leur kidnapping, on voulait également susciter une émotion internationale et amener le monde chrétien à condamner unanimement les islamistes, d'autant plus que la communauté catholique italienne de Sant'Egidio avait organisé, en janvier 1995, une rencontre entre partis algériens prônant le « dialogue » avec les groupes armés. Ils y avaient signé une plate-forme avec des représentants de la branche politique des terroristes.

Smaïn Lamari aurait eu l'idée, avec quelques-uns de ses collègues, de faire kidnapper les religieux dans le but, non pas de les faire assassiner, mais de les terroriser afin de les inciter à partir. D'un autre côté, cette action lui permettrait, ainsi qu'à certains de ses complices parmi les généraux, de déstabiliser Liamine Zeroual et de le présenter, aux yeux de l'opinion internationale, comme un chef d'État ayant échoué sur les questions sécuritaires. Il s'agit également d'amener ceux qui prônaient à l'époque une ligne réconciliatrice à l'égard des terroristes, notamment à l'étranger, de mieux comprendre la « détermination » de l'armée à venir à bout des islamistes armés sans aucune négociation. Il est d'ailleurs troublant de constater que le DRS qui, entre 1995 et 1997, était hostile à toute forme de compromis ou de compromission avec

ces mêmes terroristes, soit devenu à la fin des années 1990 et au lendemain de l'accession au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika le principal défenseur de l'idée du dialogue avec les terroristes. Un revirement qui a déstabilisé les observateurs les plus avertis.

Des éléments des services algériens présents dans l'entourage de Djamel Zitouni, l'émir du GIA, auraient donc incité ce dernier à enlever les moines afin de réclamer à la France la libération de détenus islamistes détenus dans l'Hexagone.

Dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 mars 1996, les terroristes envoyés par Djamel Zitouni pénètrent dans le monastère de Tibhirine et enlèvent sept moines trappistes qui seront emmenés dans la région de Bougara. C'est le général Philippe Rondot[1] qui est chargé par le Quai d'Orsay et la DST de se rendre à Alger pour coordonner les recherches avec Smaïn Lamari qu'il connaît bien. De Paris, c'est Hubert Colin de Verdière, le directeur de cabinet d'Hervé de Charette, chef de la diplomatie française, qui suit le déroulement des opérations en entretenant un contact permanent, notamment avec Michel Lévêque, alors ambassadeur de France à Alger, et les représentants des services français sur place. Très vite, le général Rondot tente d'utiliser certains « informateurs » de la mouvance islamiste, traités par l'ambassade de France. De son côté, Smaïn Lamari qui sait à l'époque que les moines finiront par être libérés, puisqu'il est lui-même en contact avec ses agents introduits dans l'entourage de l'émir Zitouni, rassure son « ami » Philippe Rondot. Pendant un mois, les hommes de la DST sont confiants et croient dans les « assurances » que donne leur interlocuteur algérien. « On ne peut exclure que les services algériens (...) en sachent plus qu'ils ne le disent sur les intentions de Zitouni : on prétend qu'ils le manipuleraient plus ou moins », avait écrit

1. Philippe Rondot est né en 1936 à Nancy. Il a le grade de « général de division ». Il a exercé au sein des structures de la DST et ceux de la DGSE, notamment en tant que spécialiste du monde arabe. Il est à la retraite depuis 2005, mais continue d'être sollicité pour des expertises.

Hubert Colin de Verdière dans une note[1] qui sera déclassifiée quelques années plus tard.

Mais deux faits vont compliquer l'affaire. D'abord, des membres de la *Katiba el-Khadra*, la brigade verte, garde prétorienne du chef du GIA, vont récupérer les moines. Dans ce groupe, le patron du contre-espionnage n'a pas de taupes. De plus, les otages sont éloignés du PC de l'émir. Ensuite, Djamel Zitouni décide d'envoyer, un peu plus d'un mois après le rapt, un émissaire à l'ambassade de France à Alger avec un enregistrement audio sur lequel les religieux affirment qu'ils sont « en bonne santé ». Cet « envoyé spécial » est reçu discrètement, en présence d'un officier de la DGSE, par l'ambassadeur Michel Lévêque. Il remet, outre la cassette, qui est une preuve que les moines sont en vie, une lettre signée par son émir à l'adresse des autorités françaises. Dans sa missive, Djamel Zitouni demande aux Français de lui envoyer un interlocuteur qui maîtrise la langue arabe afin qu'il puisse négocier en direct avec celui-ci. Il donne en même temps sa parole sur le fait que cet intermédiaire reviendra sain et sauf avec toutes les demandes du groupe terroriste. L'officier de la DGSE remettra à l'émissaire du GIA un numéro de téléphone afin que le contact soit maintenu.

Par la suite, l'« envoyé spécial » de Djamel Zitouni est déposé discrètement en ville par une voiture de l'ambassade de France. Ainsi, la DGSE, sans informer la DST ni les services algériens de tous les détails de cette rencontre, va établir un contact direct avec le GIA et décider de faire cavalier seul dans cette affaire.

Selon nos sources, Smaïn Lamari et Mohamed Mediène sont furieux lorsqu'ils apprennent la nouvelle. Le numéro 2 du DRS tente d'en savoir plus et appelle le général Rondot, revenu à Paris entre-temps. Il tentait d'établir un contact avec le GIA via des relais auprès de réseaux islamistes. Ceux-ci sont installés à Londres. Rondot est informé de la remise d'une cassette, mais ignore que la DGSE compte envoyer, à son tour, un émissaire à

1. Dépêche AFP du 20 novembre 2009.

Djamel Zitouni. Finalement, cette rencontre est prévue pour la mi-mai 1996.

Si la DGSE ne dit pas tout à Smaïn Lamari, celui-ci suit le double jeu des services français grâce à ses taupes présentes près de Zitouni. Les deux services DGSE et DRS vont ainsi pendant plus d'un mois jouer au chat et à la souris. Lorsqu'il apprend que l'émir du GIA va recevoir un émissaire de l'ambassade de France, le général Smaïl organise avec les forces antiterroristes une grande opération de ratissage à proximité du PC de Djamel Zitouni. Cette opération est montée dans la précipitation, car un proche de l'émir du GIA, Fethi Boukabous, venait de se rendre aux autorités, une semaine plus tôt. Smaïn Lamari était obligé de faire semblant de soutirer des informations au « repenti » afin que ceux parmi les officiers qui ignoraient tout de ses manœuvres n'aient pas de doutes. Pire, lorsqu'il apprend que l'émissaire de la DGSE allait être en présence de Djamel Zitouni, le général Smaïl aurait fait savoir à ses taupes que l'agent français portait sur lui une puce de géolocalisation satellite qui permettrait aux autorités françaises de localiser l'endroit. Les agents de la DCE, la Direction du contre-espionnage, dirigée par Smaïl, se seraient alors arrangés pour que Zitouni ait cette information. Et c'est donc après que l'émir du GIA eut appris cette nouvelle (ou cette intoxication ?) qu'il aurait décidé de faire décapiter les moines. Notre source va encore plus loin et prétend que l'objectif « du général Smaïl était de faire tuer l'agent français afin que la DGSE ne s'aventure plus sur ses plates-bandes ».

Dans son communiqué n° 44, daté du 21 mai 1996, le GIA revendiquait l'exécution des moines. Un mois plus tard, le 22 juin 1996, le groupe terroriste annoncera dans un autre communiqué : « Les moines ne devaient pas mourir, si ce n'est à cause de la trahison de la France. » De quelle « trahison » parlait alors Djamel Zitouni ?

Nos sources sont affirmatives : « Si les services de la DGSE n'avaient pas tergiversé dans cette affaire et si Smaïn Lamari n'avait pas agi en revanchard, les moines seraient toujours vivants

aujourd'hui. » En 2004, le président Abdelaziz Bouteflika, interviewé par Vincent Hervouët de la chaîne LCI, affirmait à propos de l'assassinat des moines : « Toute vérité n'est pas bonne à dire à chaud[1]. » Mais plus de quinze ans après ce crime, le président algérien serait-il prêt à dire les choses à froid afin d'éclairer l'opinion sur l'implication des services des deux pays dans cette affaire ?

1. LCI, interview réalisée par Vincent Hervouët le 26 mars 2004.

Les services assurent la pérennité du système

Le système algérien est en vigueur depuis cinquante ans. Il y a eu certes quelques petits changements qui ont été apportés à la manière de gouverner, des hommes se sont succédé au sommet de l'État, des responsables en ont remplacé d'autres, mais le régime est toujours le même depuis l'indépendance du pays.

Les services incarnés aujourd'hui par le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) ont veillé à la pérennité, non pas de l'État, ce qui est leur mission, mais du régime et d'un système de gouvernance soucieux, avant tout, d'assurer le pouvoir et la répartition de la rente à une caste bénéficiant de la « légitimité historique ». L'Algérie a du mal à se défaire de cette génération du passé, décidée à tenir les rênes du pays jusqu'à son dernier jour.

On aurait pu s'attendre au renouvellement des générations et donc, du système. Abdelaziz Bouteflika, considéré comme le benjamin du régime en 1962, a aujourd'hui 74 ans. Plusieurs observateurs se disent naïvement que cette génération est, de toute manière, en train de disparaître naturellement et que, par conséquent, la classe politique pourrait être rajeunie dans quelques années. Cela est en partie vrai, mais analysées de plus près, les choses sont loin d'être aussi simples.

Selon l'une de nos sources, la Sécurité militaire a pensé, dès les années 1980, à régénérer le système. Ce serait un officier, Mohamed Chafik Mesbah[1], à l'époque capitaine, décrit par ses

1. Mohamed Chafik Mesbah est né en 1949 à Alger. Militaire depuis 1975, il rejoint la Sécurité Militaire. Après plusieurs stages, il travaillera au sein du cabinet

pairs comme «brillant», qui aurait fait admettre à Medjedoub Lakehal-Ayat, alors patron de la DCSM, et ensuite à Mohamed Betchine, l'idée de faire «perpétuer le système à travers d'une part, la création d'une école contrôlée par la SM et qui serait chargée de diffuser l'idéologie du régime, et d'autre part, par le recrutement de jeunes étudiants et de cadres afin de les initier et de les réinjecter, par la suite, aux postes névralgiques et sensibles de l'État et au sein de la société civile. Tout ceci devait se faire sur une projection d'une trentaine d'années». Cette idée aurait été mise en place quelques mois seulement avant les émeutes programmées d'octobre 1988.

L'idée était en fait déjà appliquée par la SM depuis les années 1970. D'ailleurs, plusieurs sources nous ont affirmé, par exemple, qu'Ahmed Ouyahia[1], maintes fois chef du gouvernement, sous les présidences de Liamine Zeroual et Abdelaziz Bouteflika, avait été «récupéré», vers l'année 1974, lorsqu'il était encore étudiant à l'École nationale d'administration (ENA) et notamment plus tard, en 1977, quand il fut admis à la présidence de la République. Ce serait le capitaine Ali Benguedda *alias* «p'tit Smaïl» – qui deviendra plus tard un influent colonel au sein des services – qui l'aurait recruté. C'est ce qui explique probablement la relation très «amicale» qu'entretiennent les deux hommes depuis cette époque. Plusieurs cadres passeront ainsi entre les mains de la

du général-major Mustapha Benloucif et dirigera l'école des cadres de la SM. Officiellement, il aurait démissionné en 1996, mais plusieurs sources nous indiquent qu'il a simplement changé de statut et qu'il fait désormais partie des services parallèles contrôlés directement par le général Mohamed Mediène *alias* Toufik.

1. Ahmed Ouyahia est né en 1952 à Tizi Ouzou. Cet énarque, après un bref passage à la présidence de la République à la fin de ses études, commence d'abord une carrière de diplomate. Il sera ambassadeur en 1981 et rejoindra la mission permanente algérienne auprès de l'ONU en 1984. Il est par la suite nommé au poste de directeur du département «Afrique» au ministère des Affaires étrangères. En 1993, il est désigné secrétaire d'État chargé de la coopération et des affaires maghrébines avant de devenir le directeur de cabinet de Liamine Zeroual, devenu chef de l'État. À partir de là, Ahmed Ouyahia connaîtra une ascension fulgurante puisqu'il deviendra chef du gouvernement après l'élection présidentielle de novembre 1995. Plus tard, il dirigera le RND, appelé «parti présidentiel» qui soutiendra la candidature de Bouteflika. Celui-ci ne tardera pas, à son tour, à le nommer à la tête de l'exécutif.

SM et bénéficieront d'un plan de carrière sur mesure au service du système. Mais ce que proposait à ce moment-là Mohamed Chafik Mesbah n'était pas autre chose que le passage du mode artisanal au mode industriel. Il s'agissait de repérer de jeunes étudiants, de futurs cadres, dans les universités, les grandes écoles et l'administration algérienne, de les faire recruter, de les initier aux dogmes du système et enfin de les intégrer de fait à la communauté algérienne du renseignement. C'est lui-même qui est appelé à diriger cette école dès le début de l'année 1990. À ce titre, il participera ainsi que d'autres officiers, avec l'accord du général Toufik, au recrutement d'une partie des jeunes militants qui devaient constituer quelques années plus tard la classe politique algérienne. Quelques indiscrétions nous indiquent qu'il n'y a pas «un seul parti politique, une seule institution, en Algérie, qui ne possède pas, en son sein, des cadres ayant été formatés au sein de l'institut du DRS, dirigé à l'époque par le colonel Mohamed Chafik Mesbah».

Cet officier est l'un de ceux qui ont joué un rôle essentiel dans la consolidation d'un «État-DRS». Et même s'il se chargera de rendre publique sa «démission», en 1996, nos sources indiquent qu'il continue de travailler pour les services. Il faut savoir que le général Mohamed Mediène dirige aussi bien le DRS que des services parallèles. C'est ainsi d'ailleurs qu'il lui a été possible de gérer sa propre carrière. Le patron des services algériens, de l'aveu de ceux qui ont eu à travailler avec lui, dispose certes d'«une grande intelligence opérationnelle», mais il s'agit d'une personne très limitée intellectuellement. «Il est rusé, il n'est pas impulsif, il travaille beaucoup, mais ce n'est pas un foudre de guerre», nous révélera l'un de ses anciens collaborateurs qui précise, «ce n'est pas un idéologue et il ne défend aucun projet de société. Même s'il est très nationaliste et probablement patriote, c'est un officier qui a toujours mis en avant sa propre survie et sa carrière. C'est ce qui compte le plus à ses yeux». La même source développe: «Comme il fait très peu confiance, il est informé par le circuit officiel des structures du DRS, mais il contrôle à travers un officier de son

cabinet, le général Rafik, appelé également El-Hadj Escobar, des agents et des officiers soi-disant démobilisés qui continuent de lui rendre compte directement. Mohamed Chafik Mesbah est de ceux-là. D'ailleurs, il faudrait qu'on m'explique comment un officier ayant démissionné a pu garder durant de longs mois son chauffeur, Mohamed M., un sous-officier du DRS. »

En nous intéressant au cas de ce dernier, l'on s'aperçoit en effet que pour un officier « rangé des affaires » depuis 1996, il a été présent à des moments très importants de la vie politique algérienne.

Une première apparition : moins de six mois après sa « démission » du DRS, on le retrouve, dès mars 1997, dans le cabinet de Liamine Zeroual qui avait comme « conseiller spécial », Mohamed Betchine, l'ancien patron des services nommé au titre de « ministre conseiller ». D'après les mêmes sources, Mesbah était en « mission commandée » pour le général Toufik. Selon un ancien cadre supérieur de la présidence, « à peine était-il installé au cabinet qu'il commençait à surveiller les mouvements du chef de l'État et du ministre conseiller, à lire toutes les notes et les synthèses ». Il aurait également recruté deux informateurs, « Nasser Boukni et Messaoud Adimi, deux collaborateurs de Mohamed Betchine, et par conséquent il était devenu, de fait, une sorte de directeur de cabinet de ce dernier alors qu'il avait un statut officiel de chargé de mission ». Durant près de vingt mois, alors que le torchon brûlait entre la présidence et le DRS, Mohamed Chafik Mesbah sera « les yeux et les oreilles du général Toufik à l'intérieur même du cabinet de Liamine Zeroual ».

En effet, depuis le début de l'été 1998, la situation était très tendue entre deux clans du régime. D'un côté Liamine Zeroual et son « ministre conseiller », Mohamed Betchine, et de l'autre Mohamed Lamari, le chef de l'état-major soutenu par quelques officiers, notamment par Smaïn Lamari, le numéro 2 des services. Mohamed Mediène, le patron du DRS, se gardait de réagir, préférant laisser le pourrissement s'installer afin qu'il puisse s'ériger en incontournable « sauveur ».

Le clan du général Lamari voulait la tête de Mohamed Betchine. Depuis sa nomination à la présidence, Betchine avait rappelé à ses côtés des officiers à la retraite ou certains de ceux qui étaient en activité. Le point commun de plusieurs d'entre eux : une hostilité affichée pour Mohamed Lamari, Smaïn Lamari et Mohamed Mediène. La mise en place d'une sorte de service parallèle avait exaspéré le général Toufik qui attendait le bon moment pour écarter le ministre conseiller de Liamine Zeroual. En apparence, le général Mohamed Mediène qui ne laisse rien paraître de ses états d'âme ou de ses ambitions, fait croire qu'il agit en arbitre. Écoutant les uns et les autres, il fait comprendre à chacun, sans jamais rien dire, qu'il serait de son côté. Il entretient une sorte de mystère permanent sur les choses et lorsqu'il sévit, sa victime n'a même pas le temps de réagir. C'est ce qui est arrivé à Mohamed Betchine. Le jour où Mediène l'a lâché, il n'a eu que le temps de rédiger sa lettre de démission. Et pour cause : depuis plusieurs mois, par le biais des services, notamment ceux dirigés par Smaïn Lamari, des fuites sont organisées en direction de la presse qui s'en délecte.

Touché par plusieurs scandales, le général à la retraite Mohamed Betchine est poussé vers la sortie par certains de ses anciens collègues qui n'apprécient pas l'influence qu'il a sur le chef de l'État. Outre quelques « affaires » auxquelles il serait mêlé, on le soupçonne d'avoir quelques ambitions puisqu'en créant le RND, le Rassemblement national démocratique, inféodé à la présidence, il voulait utiliser ce parti pour pouvoir succéder à Zeroual. Dès 1997, le « ministre conseiller » ne cache presque plus sa volonté de s'approprier, à terme, le sommet du pouvoir. Cette façon de faire a déplu à plusieurs généraux, y compris au sein du DRS. Ils ont donc lancé une campagne de déstabilisation, par voie de presse, afin de le neutraliser.

À cause de ses ambitieuses velléités, Mohamed Betchine a brisé, en quelque sorte, le consensus qui existait au sein du fameux « Conseil d'administration » qui gérait à l'époque la « maison Algérie ». Ce fameux « Conseil » est alors composé de Liamine

Zeroual, Mohamed Mediène, Mohamed Lamari et Mohamed Betchine, les quatre principaux décideurs de l'époque.

Le président Zeroual s'est non seulement senti trahi par l'un de ses plus vieux amis, mais « plus grave encore, selon l'un de ses anciens collaborateurs, il a fini par comprendre que Mohamed Lamari, Larbi Belkheïr et Smaïl Lamari étaient largement impliqués dans l'assassinat de Mohamed Boudiaf ». D'après la même source, lorsqu'il demandera des comptes au général Toufik, celui-ci se dérobera.

Tous les témoignages affirment que « Liamine Zeroual fait partie de ceux qui ont une vraie culture de l'État ». Notre interlocuteur précise : « N'allez pas croire que tous les responsables sont des pourris et des corrompus. Zeroual fait partie des hommes les plus intègres. Même au sein du DRS, il y a des gens de haut niveau, avec une probité morale et intellectuelle, je peux vous citer, à titre d'exemple, le général Mahfoud Mekri[1] ou alors le général Rachid Laalali *alias* El-Hadj Attafi, mais également quelques officiers supérieurs qui exercent dans le cabinet de Mediène comme le général Mansour Benamara. Le problème, c'est que la majorité des officiers intègres ne sont pas à des postes stratégiques qui leur permettraient de changer radicalement le système. » Cette même source va plus loin en estimant que « ceux qui ont la capacité de faire bouger les choses craignent de mettre à mal l'homogénéité de l'armée et celle des services, donc ils essayent d'agir par petites touches à leur niveau. Il faut garder à l'esprit que même s'ils sont minoritaires, certains responsables sont prêts à aller vers le chaos quand il est question pour eux de défendre leurs intérêts personnels ». Notre source conclut : « Les choses se sont aggravées depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika, le commandement de l'armée et singulièrement celui du DRS est miné par de profondes divergences entre

1. Le général Noureddine Mekri *alias* Mahfoud est né dans les années 1950. Il est originaire de Mascara. Il est à la tête de la Direction des relations extérieures et de la coopération (DREC) depuis septembre 2009. Il fait partie d'une génération d'universitaires jouissant d'une excellente réputation au sein de l'armée.

certains cadres. Les choses ne sont pas apparentes et s'il n'y a pas de guerre ouverte entre les uns et les autres, c'est tout comme. Il y a un climat de méfiance et les gens se vouent parfois une haine farouche. Ce climat va s'accentuer car plusieurs officiers rêvent de succéder à Toufik [le général Mohamed Mediène]. »

Liamine Zeroual avait choisi de partir vers la fin mai 1998, bien que la décision ait été rendue officielle en septembre. Il confie sa décision à son médecin personnel Farid Amrani. Lorsque le général Mediène apprend la nouvelle, il demande à Liamine Zeroual de différer l'annonce. Celui-ci accepte donc d'attendre la fin de la visite du panel de l'ONU, prévue du 22 juillet au 4 août 1998 et les comptes rendus de ce dernier. Des personnalités déléguées par l'instance onusienne viennent, en effet, s'enquérir de la situation des Droits de l'homme en Algérie. « Même si l'affaire était verrouillée par avance par le général Toufik en personne, il fallait que cette visite d'inspection se passe dans les meilleures conditions », nous affirme notre source qui précise que le « rapport devait de toute manière être favorable aux autorités algériennes grâce aux liens entretenus avec certains membres du panel onusien ». Celui-ci était composé de Mário Soares (ancien président du Portugal), Simone Veil (ancienne ministre du gouvernement français), Abdelkarim Kabariti (ancien Premier ministre jordanien), Amos Wako (ancien ministre kenyan de la Justice), Inder Kumar Gujral (ancien Premier ministre indien) et Donald McHenry (diplomate américain).

Le panel de l'ONU rend publiques ses conclusions le 10 septembre 1998. Le lendemain, Liamine Zeroual apprend à l'opinion publique qu'il écourte son mandat et annonce la tenue d'élections présidentielles anticipées.

La première idée fut de coopter celui qui est alors considéré comme l'« enfant naturel du système » : Ahmed Ouyahia. C'est l'option que défendent les généraux Mohamed Lamari et Toufik. Le président sortant est lui-même d'accord avec ce choix. Apprenant la nouvelle, alors qu'il se trouve à Constantine, Mohamed Betchine rentre dans une colère noire et jure « sur

la tête» de son frère Ahmed – mort durant la guerre de libération – que le «poulain» de l'armée ne sera jamais chef de l'État.

Betchine voue, depuis longtemps, une haine farouche à cet «enfant du système». Les deux hommes s'affrontent à l'époque par médias interposés, pour prendre la direction du RND. L'un et l'autre pensent que cet appareil leur permettra de conquérir la présidence. Betchine interrompt donc ses vacances et revient à Alger pour voir Zeroual et Toufik et leur dire sa désapprobation. Il va jusqu'à les menacer de révéler des secrets d'État qu'il détient depuis son passage à la tête de la Sécurité militaire. Pour tenter de désamorcer la situation, Liamine Zeroual appelle le président du Sénat, Bachir Boumaza. Constitutionnellement, il est le deuxième personnage de l'État et, en cas de vacance du pouvoir, c'est lui qui doit assurer l'intérim. Boumaza revient d'urgence de Moscou, où il était en visite officielle. Mais le général Toufik s'oppose à toute «présidence par intérim», notamment à celle que pourrait assurer Bachir Boumaza, tant il connaît la détestation profonde de ce dernier pour Bouteflika, le «poulain» qu'il a décidé finalement de parrainer sur l'instance de Larbi Belkheïr et de Smaïn Lamari.

Le patron du DRS demande alors à Zeroual de «tenir» jusqu'à l'«élection» d'un nouveau président. C'est la raison pour laquelle l'annonce de la démission, faite officiellement le 11 septembre 1998, ne sera effective que le 27 avril 1999 après la consultation électorale et la passation des pouvoirs, soit plus de sept mois plus tard.

Or, c'est au moment de la «campagne présidentielle», en 1999, que va réapparaître pour la seconde fois Mohamed Chafik Mesbah, le «démissionnaire du DRS». Curieusement, il intègre l'état-major de l'un des principaux candidats: Mohamed Taleb Ibrahimi. «Le colonel Mesbah avait à cette période une mission précise: il devait manipuler Taleb Ibrahimi, Aït Ahmed et Hamrouche notamment pour qu'ils soient tous candidats afin de crédibiliser l'élection et les amener ensuite à se retirer le moment

voulu. Le DRS avait misé sur Abdelaziz Bouteflika qui devait gagner quoi qu'il arrive, car il était le poulain du système.»

L'enfant honni, écarté de la succession de Boumediène en 1978, exclu du FLN quelques années plus tard, poursuivi par la Cour des comptes dans les années 1980, épié par les services lorsqu'ils étaient dirigés par Mohamed Betchine, devenait ainsi l'«homme providentiel» en l'espace de quelques semaines. Comment s'est produit un tel revirement au sein du pouvoir algérien?

Comme nous l'avons expliqué dans un précédent ouvrage[1], le nom d'Abdelaziz Bouteflika circulait dans les hautes sphères du pouvoir comme «solution de rechange», dès que Liamine Zeroual a fait savoir qu'il comptait démissionner. Certaines sources nous ont expliqué que l'ancien ministre de Boumediène a été remis en selle, en plusieurs étapes. La première, dès la fin de l'été 1998. Jacques Chirac, qui applaudit au départ de Zeroual lorsque Larbi Belkheïr lui apprend la nouvelle, soutient l'idée défendue par ce dernier et qui consistait à faire appel à Bouteflika. Les réseaux chiraquiens – tout comme les vieux amis de Charles Pasqua et d'Édouard Balladur – tous proches de plusieurs caciques algériens, ont fait du lobbying, en coulisse, afin que les généraux, avec lesquels ils entretiennent un contact depuis de longues années, apprennent que la «France serait ravie de voir Bouteflika revenir aux affaires». L'avis de Paris est important, en effet, pour plusieurs dirigeants à Alger, proches de la France. Tous les amis de la chiraquie, y compris à l'étranger, soutiennent également cette idée, défendue, dès l'automne 1998, par de plus en plus de figures qui ont leurs entrées dans plusieurs capitales arabes et occidentales. De l'autre côté de la Méditerranée, ce sont deux caciques du régime qui s'activent: Larbi Belkheïr et Smaïn Lamari. Le premier connaît parfaitement le milieu des affaires ici et là et le second, en sa qualité de chef du contre-espionnage, possède ses entrées dans plusieurs pays. Ils vont d'abord, sans difficulté, convaincre le chef d'état-major de l'armée algérienne, Mohamed Lamari. L'étape

1. *Bouteflika, ses parrains et ses larbins*, *op. cit.*

suivante, qui se joue simultanément, consiste à vendre le « projet Bouteflika » à Mohamed Mediène. Ce dernier s'est toujours méfié de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène. Le poste qu'il occupe lui permet de savoir pourquoi Kasdi Merbah avait écarté Bouteflika de la course à la succession à la fin des années 1970 et pourquoi Mohamed Betchine le faisait surveiller à la fin des années 1980. De plus, le général Toufik n'a pas la mémoire courte. Il se rappelle que le pouvoir avait été proposé à Bouteflika en 1994 et que celui-ci avait d'abord accepté avant de se rétracter quelques jours plus tard.

Mohamed Mediène qui n'est visiblement pas un impulsif prend son temps. « Il aime laisser les autres faire le travail et venir à la fin valider avec son crayon bleu ou rayer avec son crayon rouge, comme il le fait régulièrement », nous raconte un cadre qui connaît bien son fonctionnement. En fait, le patron du DRS suit, depuis plusieurs semaines, le jeu qui se trame en coulisse. Il réfléchit, il discute du projet, notamment avec Mohamed Touati, mais ne veut pas apparaître, en un premier temps. Il craint un remake de 1994. Un ancien militaire se souvient des conciliabules interminables réunissant le général-major Smaïn Lamari avec Larbi Belkheïr et Abdelaziz Bouteflika dans le « bloc B » du ministère de la Défense. Selon ce témoin, « il discutait pendant des heures dans des bureaux vidés de leurs occupants habituels. C'était Mohamed Ghenim, à l'époque secrétaire général du Ministère, qui était chargé de les ravitailler en eau et en boissons chaudes, et ce afin qu'aucun officier n'approche le lieu ». Notre témoin poursuit : « Larbi Belkheïr allait voir le général Toufik pour lui rendre compte du contenu des discussions alors que son bureau était à 300 mètres du lieu où se tenaient les rencontres avec Bouteflika. » En souriant ironiquement, la même source précise : « Toufik avait néanmoins les moyens techniques pour suivre les réunions en direct. » En clair, il les écoutait à distance.

Quelques jours plus tard, Mohamed Mediène et Abdelaziz Bouteflika se rencontraient enfin en tête à tête dans la maison de

Fatiha Boudiaf, la veuve du président assassiné. Ironie du sort ou cynisme ? Quoi qu'il en soit, les hommes du sérail avouent que si Bouteflika n'est pas le « meilleur candidat, c'est le moins pire ».

Qu'est-ce qui a motivé ce choix ? D'abord, des considérations politiques. Le DRS négociait, depuis deux ans, avec l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée du FIS, et pour le général Mediène, il était temps de concrétiser ces pourparlers par une action politique qui serait incarnée par un civil. Abdelaziz Bouteflika, proche des émirs des pays du Golfe, n'est pas réfractaire à l'idéologie islamiste, dans une version non violente, et il a toujours défendu l'idée de la « négociation » avec les intégristes. Ensuite, il y avait un contexte défavorable à l'armée qui était fustigée par plusieurs associations et organisations non gouvernementales (ONG) pour la gestion de la lutte antiterroriste et des « graves dépassements ». Plusieurs cercles, notamment islamistes, espéraient voir les principales figures de l'armée devant un Tribunal pénal international (TPI). Les généraux souhaitaient donc trouver un civil capable de les défendre et de s'approprier une politique de « réconciliation nationale ». Enfin, les militaires pensaient que Bouteflika était capable de relancer l'activité économique grâce à ses réseaux à l'étranger.

Ainsi, après une longue traversée du désert, Abdelaziz Bouteflika devenait le « candidat du système ».

À partir de ce moment, les militaires, et notamment les services, ont mis en branle leur machine à faire gagner les élections. Mais Bouteflika ne voulait pas d'une consultation populaire classique d'où il sortirait vainqueur, il voulait avoir un score plus important que celui de Zeroual en 1995. Il exigeait en fait un raz-de-marée électoral. Mohamed Mediène a donc mis sur pied un stratagème. D'abord il fallait évidemment bourrer les urnes. Ensuite, il ne fallait pas qu'un candidat issu de l'ouest du pays – région de Bouteflika – puisse se présenter. Mohamed Mediène fera tout, par exemple, pour que Sid Ahmed Ghozali, natif de cette région de l'Oranie, ne puisse pas être candidat. Le patron du DRS a appelé le général Ahmed Senhadji, à l'époque

attaché militaire basé à Paris, pour lui demander de contacter Sid Ahmed Ghozali, alors présent dans la capitale française, et lui demander de se retirer de la compétition. Celui-ci a refusé cette injonction. Sa candidature a été tout simplement invalidée. Et Toufik ne lui pardonnera jamais le refus qu'il lui a opposé.

C'est là qu'intervient Mohamed Chafik Mesbah, car Bouteflika devait gagner cette élection haut la main. Elle promettait pourtant d'être riche en événements si elle s'était déroulée sans fraudes. La personnalité des différents postulants imposait quasi mécaniquement un second tour. Il y avait ce qu'on pourrait qualifier de « grosses pointures » de la politique algérienne : le leader du FFS, Hocine Aït Ahmed ; un ancien ministre des Affaires étrangères proche de la mouvance islamiste, Ahmed Taleb Ibrahimi ; deux ex-chefs du gouvernement, Mouloud Hamrouche et Mokdad Sifi ; un représentant du courant islamiste salafiste, Abdallah Djaballah ; une figure de la guerre de libération, Youcef Khatib ; et évidemment le futur président désigné par le système, Abdelaziz Bouteflika.

Si l'élection s'était tenue dans des conditions normales, il y aurait eu forcément un second tour, à moins d'une fraude massive et flagrante. Il fallait par conséquent trouver une solution machiavélique qui permette une victoire « propre » de Bouteflika. Le patron du DRS demandera donc à l'« agent Mesbah » de convaincre Taleb Ibrahimi et les autres poids lourds de se retirer, à deux jours de l'élection, en raison d'un début de fraude qui aurait déjà lieu sur les « bureaux itinérants », dans les casernes où votent les « corps constitués » et au sein de la communauté algérienne à l'étranger. Tous commencent à voter deux jours avant la date officielle du scrutin. D'après nos sources, Mesbah aurait dit aux autres candidats : « Si vous vous retirez, l'armée va faire annuler les élections et en organiser d'autres, car elle est décidée à bannir la fraude. » À moins de quarante-huit heures de la date du scrutin, les six candidats rendent public un communiqué dans lequel ils annoncent leur « retrait collectif de l'élection présidentielle et la non-reconnaissance de la légitimité

des résultats de ce scrutin ». Sauf que l'élection aura bel et bien lieu avec comme seul et unique candidat Abdelaziz Bouteflika qui remportera une course où il aura couru tout seul avec 73,8 % des suffrages exprimés.

Selon des témoins, Ahmed Taleb Ibrahimi aurait même versé des larmes quand il comprit la manipulation qu'il venait de subir de la part du général Toufik par le biais de Mohamed Chafik Mesbah. Mais il ne dira jamais rien. Au lendemain de cette élection truquée, l'ANEP, l'Agence nationale d'édition et de publicité, adresse à Taleb el-Ibrahimi une facture portant un montant faramineux, plusieurs milliards de centimes en dinars algériens. En fait, on avait confectionné en son nom des centaines de milliers d'affiches, sans qu'il en soit informé. Qui a passé cette commande ? Mystère. Apparemment des personnes de son équipe. En tout état de cause, les militaires lui feront comprendre qu'ils pourraient faire passer la facture de l'entreprise publique par « pertes et profits », et qu'en contrepartie il devra se taire. Et Taleb el-Ibrahimi s'est tu après avoir dénoncé la fraude pendant quelques jours, mais sans jamais dire publiquement qui lui avait conseillé de se retirer de l'élection présidentielle, ainsi qu'aux autres candidats, à deux jours du scrutin.

Décidément très entreprenant, Mesbah tente, après l'élection de Bouteflika, d'infiltrer le cabinet de celui-ci en usant de son amitié avec Mohamed Benamar Zerhouni, l'un des proches conseillers du président (à ne pas confondre avec Noureddine Zerhouni, l'ancien patron des services qui sera nommé ministre de l'Intérieur). Mais Abdelaziz Bouteflika n'est pas né de la dernière pluie. De plus, il a des informateurs un peu partout. Lorsqu'il se renseigne sur l'« agent de Toufik », il comprend le rôle réel de ce dernier et refuse l'offre de service de Mesbah.

Qu'à cela ne tienne ! Quelques années plus tard, en 2004, pour une troisième apparition, on le retrouve dans l'entourage du candidat Ali Benflis, à la veille d'une élection présidentielle qui semblait incertaine. Mohamed Chafik Mesbah, le retraité décidément très actif, fera partie d'un groupe d'experts ayant

rejoint celui qu'on présentait alors comme successeur probable de Bouteflika. Là aussi, l'armée a assuré de sa neutralité. Nos sources indiquent qu'« en 2004, la mission de Mesbah, à la demande du général Toufik, consistait à assurer Benflis de sa victoire sans aucune fraude et de la neutralité de l'armée. Si en 1999, il fallait que les concurrents de Bouteflika se retirent, pour celle-ci, il fallait qu'ils participent jusqu'au bout ». Il va jusqu'à accorder une interview à l'hebdomadaire *L'Express*[1] où il laisse entendre que « l'armée pourrait intervenir » en cas de fraude. « C'est pourquoi, dira-t-il, je soutiens qu'en agissant ainsi, dans le contexte que je viens d'évoquer, l'armée conforterait, paradoxalement, la démocratie en Algérie. » Le « retraité » ira jusqu'à affirmer que « la hiérarchie militaire est plus préoccupée par un impératif de sortie de crise que par le contrôle du champ politique ». Le « très informé » Mesbah n'ignorait pourtant pas que le DRS continuait de contrôler le jeu politique algérien justement à travers des éléments comme lui versé dans la société civile ou au sein de quelques partis politiques, aussi bien ceux soutenant le régime que ceux de l'opposition.

En 2004, la plupart des observateurs misaient sur la victoire d'Ali Benflis alors très populaire au sein de la société civile. Mais, à la découverte des résultats des élections, la surprise fut totale. Ali Benflis obtient à peine plus que 6 % alors qu'Abdelaziz Bouteflika remporte l'élection, dès le premier tour, avec 84 %.

Les autres candidats seront crédités de scores dérisoires : Abdallah Djaballah (5 %), Saïd Sadi (1,9 %), Louisa Hanoune (1 %) et Ali Fawzi Rebaine (0,6 %). Naturellement, il y a eu bel et bien fraude, mais l'armée n'interviendra jamais puisque l'élection de Bouteflika était déjà décidée par le patron du DRS.

Brillant intellectuellement, Mohamed Chafik Mesbah s'expliquera dans une interview au lendemain des élections. Par un tour de passe-passe, il s'en sort. Aux yeux de l'intelligentsia algérienne, il se serait trompé dans son analyse. Lui-même

1. *L'Express* du 18 septembre 2003. Le titre de l'interview est évocateur : « L'Armée pourrait intervenir ».

se contentera d'affirmer qu'il aurait réalisé « une évaluation incorrecte de la position de la haute hiérarchie militaire. Habitué à la cohésion traditionnelle qui caractérisait la démarche de toute institution, je n'ai pas perçu les variations qui, de manière imperceptible, avaient affecté les positions respectives des services de renseignement et l'état-major de l'ANP[1] ».

On retrouvera quelques années plus tard le même « retraité » Mesbah, à travers une note Wikileaks, dans le bureau de l'ambassadeur américain à Alger. La note révélée en 2009 nous informe que, lors de sa rencontre avec le représentant de l'administration américaine, Mohamed Chafik Mesbah a précisé que Bouteflika aurait fragilisé l'armée, tout en faisant part d'une discussion qu'il aurait eu préalablement à ce rendez-vous avec le général à la retraite Khaled Nezzar qui lui aurait affirmé que « les temps ont changé et les généraux disent que le temps du putsch [faisant référence à l'arrêt du processus électoral en 1992] est désormais révolu ». Un responsable européen qui était en poste en Algérie jusqu'à récemment nous explique qu'il « faut analyser de près le message contenu dans le discours tenu par Mesbah devant l'ambassadeur américain, probablement à la demande du général Toufik. On explique au diplomate que l'armée n'est plus responsable de rien et qu'elle serait entre les mains du président. Et que, par ailleurs, il ne faut surtout pas demander une ouverture démocratique, car en cas de victoire des islamistes, les nouveaux officiers, car jeunes et inexpérimentés, ne vont pas prendre les choses en main comme en 1992 ». En d'autres termes, et à en croire cette analyse, le message consistait à dire : « Laissons les choses en l'état, sinon ce sera pire ! »

Ceci au moment où l'on répétait officiellement que l'Algérie aurait changé.

Pour revenir au « cas Mesbah », il est vrai que sa trajectoire et le rôle qu'il joue sont troublants. « L'homme est toujours là où il faut », nous dira l'un de ses anciens collègues. Il est vrai

1. *Le Soir d'Algérie* du 3 au 9 décembre 2004.

qu'on constate, le concernant, une succession de bizarreries. Il était dans le cabinet du général Mustapha Benloucif, au cours de l'année qui a précédé l'éviction de ce dernier de l'armée, il était à la tête d'une cellule « prospective » avec comme adjoints les capitaines (aujourd'hui colonels) Belaïd Benali *alias* Alili et Kamel Rezgui *alias* Chergui. Cette cellule, nous dit-on, avait, une année avant son assassinat, « amplifié la menace Mecili », en présentant ce dernier comme un « rouage très actif, capable de fédérer une grande partie de l'opposition et réaliser une jonction entre activistes berbéristes et nationalistes ».

Cet ancien collègue de Mesbah s'interroge également : « Est-ce un hasard si la tentative de création d'un pôle politique, présidence de la République-Front des forces socialistes (FFS), en 1998, s'est achevée par l'assassinat du chanteur Matoub Lounès ? S'agissant du meurtre du chantre de la musique kabyle, la même source pointe l'index en direction des services et explique que l'objectif de Toufik consistait à « créer des troubles en Kabylie afin de torpiller le rapprochement entre Betchine et Aït Ahmed ». Cela dit, notre interlocuteur balaie d'un revers de main les rumeurs qu'il juge « infondées et farfelues » ayant laissé entendre que le RCD aurait été mêlé à l'assassinat du chanteur. Il ajoute : « Penser que le DRS peut réaliser un assassinat politique en s'appuyant sur des civils dénote d'une méconnaissance totale du fonctionnement des services » et il conclut : « Il faut savoir qu'au sein de la SM, la plupart des officiers se méfient des militants berbéristes et particulièrement de Saïd Sadi, qu'ils jugent ingérable et imprévisible ». Qui était au courant de ce rapprochement entre la présidence et le FFS ? Mohamed Betchine, Liamine Zeroual et Mohamed Chafik Mesbah, côté présidence, et Aït Ahmed et son collaborateur direct Ahmed Djeddaï, côté FFS. Je peux certifier que Mesbah suivait de très près ce dossier et informait son chef en temps réel. » Il est vrai qu'il est légitime de s'interroger sur cette succession de bizarreries et de « hasards » qui ont fait que le colonel Mohamed Chafik Mesbah ait souvent croisé le chemin de figures qui seront assassinées quelque temps après. D'être interrogatif quant aux « sujets d'études » et aux

« objets d'évaluation », pour employer un terme cher aux services algériens, qu'il a eu à traiter. L'un de ses anciens collègues ironise en lançant : « Mesbah porte la poisse à ses objets d'évaluation. Il a évalué la menace Mecili, ce dernier a été assassiné ; il a travaillé sur des intellectuels comme Boukhobza et Liabès, ils ont été tués – officiellement par les islamistes – il a travaillé sur Abdelkader Hachani[1] en 1999, celui-ci a été liquidé. Il a toujours eu une capacité, dans ses rapports, à amplifier les choses. Il fait d'ailleurs la même chose aujourd'hui *via* des articles de presse. »

1. Mohamed Chafik Mesbah et Abdelkader Hachani, nous précise notre source, avaient sillonné ensemble l'Algérie durant la campagne électorale de 1999 puisque tous deux faisaient partie à l'époque de l'équipe de campagne d'Ahmed Taleb el-Ibrahimi.

En guise de conclusion

Cette histoire secrète de l'Algérie indépendante se poursuit. À l'évidence, le pouvoir n'a tiré aucun enseignement de ses « erreurs » répétées. Le DRS est toujours au centre de la décision, manipulant par-ci, manœuvrant par-là, dans l'unique but de faire durer le plus longtemps possible un régime moribond. Certains analystes estiment qu'aucun changement ne peut s'opérer contre les services algériens. D'autres observateurs pensent, au contraire, que cet instrument ne laisse aucune marge à l'opposition et que seule la confrontation peut l'amener d'abord à ne plus jouer ce rôle pesant de police politique et ensuite le pousser à se transformer en un outil de renseignement classique. Il est évident qu'un pouvoir ne peut, en aucune manière, se réformer lui-même et encore moins se juger, surtout lorsqu'il a autant de choses à se reprocher. Par conséquent, un changement en Algérie ne peut s'opérer que dans une logique de rapports de force. Ayant considérablement fragilisé l'opposition démocratique, le DRS et ses chefs, tout comme Abdelaziz Bouteflika, n'ignorent pas cependant l'existence d'une lame de fond, constituée d'une jeunesse avide de changement, mais qui, pour l'instant, n'est pas structurée, organisée et fédérée autour d'un projet politique. Les mêmes dirigeants savent, par ailleurs, qu'ils peuvent encore compter sur le soutien de capitales occidentales, cyniques et pragmatiques. Ces mêmes puissances ne réviseraient leurs positions que si une alternative sérieuse et crédible se dégage. La balle est donc du côté des leaders démocrates qui doivent dépasser leurs divisions et s'accorder autour d'un dénominateur

commun afin de constituer justement cette alternative nécessaire au duo Bouteflika-Medièe qui, malgré quelques divergences, sont déterminés à cohabiter pacifiquement. Le président ne lâchera pas le pouvoir et ne rêve que de funérailles nationales. Le patron du DRS ne quittera pas son poste tant qu'il n'aura pas la garantie d'une totale impunité et l'assurance qu'il ne sera pas utilisé comme seul « bouc émissaire » ou comme un élément d'expiation. Quelques connaisseurs du dossier algérien estiment néanmoins qu'une « solution pourrait venir de la troupe », en d'autres termes de ces jeunes cadres de l'armée, bardés de diplômes, nombreux à être honnêtes, patriotes et qui, depuis de longues années, sont ulcérés par le comportement de certains de leurs chefs et du pouvoir politique. Bien que le système ait tout fait pour se régénérer et perpétuer ses dogmes archaïques et ses pratiques mafieuses, il est évident qu'une catégorie d'officiers possède les qualités morales et professionnelles à même de garantir un changement qualitatif. Cela dit, ces mêmes militaires ne bougeront que pour soutenir une action politique forte venue de la société civile, car au regard de la discipline et de la peur qui les caractérisent, ils n'ont certainement pas l'envie ni les moyens d'être à l'initiative. Ceci d'autant plus que l'armée, censée pourtant être la « maison mère » du DRS, est aujourd'hui totalement inféodée aux services de renseignement. En effet, alors qu'organiquement la Sécurité militaire est supposée être sous la coupe de l'état-major, c'est ce dernier qui se retrouve mis sous la direction du DRS. « Toufik tient tout le monde par des dossiers. Il est donc craint par tous les généraux », nous révèle-t-on.

L'une de nos sources estime que « les services algériens n'ont pas été formés pour faire du renseignement, mais uniquement de la sécurité. Les partenaires classiques et traditionnels que sont les Russes par exemple ou jadis les Cubains et les Allemands de l'Est n'ont jamais accepté de former de vrais officiers de renseignement ».

Il est vrai que le DRS, au-delà du mythe savamment entretenu et de l'autosuffisance affichée, est loin d'être un service

de renseignement performant. Ses échecs sont beaucoup plus importants que ses victoires. Le pouvoir algérien qui se targue depuis les années 1990 d'avoir « vaincu le terrorisme » fait face à ce fléau depuis près de vingt-deux ans. Malgré une répression sanglante, plusieurs lois d'amnistie, des opérations d'infiltration, d'exfiltration, la mise en place de faux maquis, une coopération internationale favorable, notamment depuis le 11 Septembre, une propagande bien huilée, le résultat est maigre. On pourrait dire catastrophique puisque 200 000 morts plus loin, l'Algérie est devenue le bateau amiral du terrorisme régional, incarné au Maghreb et au Sahel par AQMI, une organisation de plus de 2000 hommes qui continue de recruter et qui a étendu ses tentacules sur une vaste région englobant le Mali, le Niger, l'Algérie et la Mauritanie avec des incursions au Burkina Faso voire au Sénégal. Plus de vingt ans de lutte antiterroriste, c'est bien peu !

Le DRS et son patron, le général de corps d'armée Mohamed Medièe, auraient pu vitupérer contre les membres du gouvernement ou contre le président. Il est classique que des services de renseignement rendent le pouvoir politique responsable de leurs échecs. Mais dans le cas de l'Algérie, cette échappatoire n'est guère possible, étant donné que la vie publique est contrôlée voire dictée par le DRS, notamment en ce qui concerne les grands choix stratégiques et les questions liées à la sécurité.

Les services sont en fait « intouchables ». Ils sont le principal centre de décision qui insuffle depuis plus de vingt ans la politique algérienne. La « légitimité historique » dont jouissent *de facto* les centres de décision, cités tout au long de cet ouvrage, a favorisé l'instauration, au sein du système algérien, de dogmes figés qui ont permis *nolens volens* la sacralisation de ces institutions, la mystification des dirigeants et la mythification du parcours « historique » de ces derniers. Il a fallu pratiquement une génération, plus de vingt-cinq ans, pour que la société commence progressivement et ouvertement à remettre en question d'abord l'autorité du parti FLN, ensuite celle de l'armée et enfin celle des services. Les uns et les autres et notamment

les principaux responsables successifs de ces trois pôles ont toujours fonctionné selon une mentalité qui leur dictait que tout leur était dû. L'engagement réel ou supposé de la plupart des hommes du sérail, qu'ils soient civils ou militaires, au cours de la guerre de libération devait être non seulement récompensé *ad vitam aeternam* par une série de privilèges accordés par l'État providence, mais également par un système d'allégeance que le peuple devait accepter de fait, car toute remise en question des décisions ou des orientations des détenteurs de la « légitimité historique » est considérée comme un acte de rébellion contre l'État et contre ses institutions, sinon comme un acte de « haute trahison » ou quasi.

Par conséquent, aucun contre-pouvoir effectif n'est admis et aucune transparence n'est consentie. Les citoyens ont été, dès l'indépendance du pays, infantilisés et la société civile mise sous contrôle quand le régime n'arrivait pas à la clientéliser. Depuis la guerre de libération, les responsables des trois pôles (FLN-ALN-SM) qui ont façonné le pouvoir politique algérien n'ont toléré aucune critique, aussi banale soit-elle, et ce même si, à certaines périodes, ils durent lâcher du lest, tantôt en raison de bouillonnements sociaux, tantôt devant des contextes nationaux ou internationaux difficiles.

Un exemple : en 1996, un chroniqueur algérien, Yassir Benmiloud, est emprisonné pendant plusieurs jours parce qu'il a osé publier un billet sur les colonnes du quotidien *El-Watan* dans lequel, tout en utilisant un ton satirique, il fustigeait les principaux dirigeants de l'époque, dont le chef des services de renseignement, le fameux général Mohamed Medième *alias* Toufik. Pourtant, sauf à penser que le crime de lèse-majesté doit demeurer en vigueur, le journaliste ne faisait rien d'autre qu'exprimer une pensée que beaucoup de ses compatriotes développaient publiquement. En effet, il s'interrogeait avec cette fausse naïveté qui peut caractériser un billettiste impertinent : « Sommes-nous chez nous en Algérie ? Habitons-nous chez Zeroual, chez Betchine ou chez Toufik ? Ces trois noms sont

connus des Algériens et n'ont rien de tabou. Le premier est le président de la République à temps partiel. Le second est conseiller du premier. Le troisième est au courant de tout ce que font les deux premiers. Mais il faut que ces braves gens comprennent que l'Algérie est un État, une nation…[1] »

L'armée et ses organes de sécurité – et davantage leurs dirigeants – ne se sont jamais considérés comme de simples institutions de l'État ou des composantes de celui-ci, estimant que toute critique visant un haut responsable, un « grand commis de l'État », *a fortiori* un galonné ou un patron des services de renseignement, était un acte grave pouvant être assimilé à une « atteinte à un corps constitué ». Le code pénal algérien continue de prévoir de lourdes sanctions contre celui qui « diffame ou porte atteinte à l'image des deux chambres du Parlement, de l'Armée nationale populaire (ANP) ou tout autre corps constitué ». Évidemment, ce sont des tribunaux dénués de toute indépendance qui apprécient ce qui est de nature à diffamer ou à porter atteinte.

Les choses ont évolué progressivement, mais le fond est toujours identique.

La position de l'Algérie lors de la crise libyenne est, de ce point de vue, symptomatique. Abdelaziz Bouteflika et le DRS étaient d'accord qu'il ne fallait pas « lâcher Kadhafi ». Les deux pôles avaient des intérêts – pas seulement politiques – à voir le « guide libyen » demeurer à son poste le plus longtemps possible. Pour Bouteflika, des liens personnels d'un côté (Kadhafi a offert à Bouteflika il y a quelques années la résidence de l'ambassadeur libyen à Alger) et des calculs politiques de l'autre (le président algérien craignait qu'au lendemain de la chute du dictateur libyen, la rue algérienne se soulève) l'ont poussé à adopter les positions les plus incompréhensibles. Pour le DRS, l'approche est différente. Le général Toufik ne souhaitait pas que l'Algérie soit entourée de pays ayant connu de profonds changements

1. Billet signé Y. B. paru en octobre 1997, en page 24 du quotidien *El-Watan*.

politiques : chute de Ben Ali en Tunisie, à l'est ; profondes réformes au Maroc, à l'ouest, l'émergence d'une rébellion soutenue par l'Occident offrirait l'occasion aux Américains et aux Européens d'avoir un nouveau « partenaire » privilégié, disposant, comme l'Algérie, de richesses du sous-sol et qui permettra probablement aux Américains d'installer des bases militaires dans la région. « Une Libye sans Kadhafi est un concurrent direct de l'Algérie », nous avouera un diplomate. « C'est pour cela que les services algériens ont voulu poser de vrais problèmes à l'OTAN quand il fallait aider la rébellion libyenne contre le tyran », affirmera un autre. Le DRS, avec l'accord de Bouteflika, a déployé toute son énergie pour faire croire par exemple que la chute de Kadhafi servirait immédiatement les intérêts d'Al-Qaïda, allant jusqu'à présenter tous les leaders de l'opposition à Kadhafi comme des islamistes notoires. Soyons sérieux ! Mustapha Abdeldjalil, le président du CNT libyen n'est pas plus islamiste qu'Abdelaziz Belkhadem du FLN ou que Bouguerra Soltani[1] du MSP, voire que la plupart des députés qui siègent au sein de l'Assemblée algérienne. D'un autre côté, le nouveau gouvernement libyen va, au pire, s'inspirer de la charia pour élaborer sa Constitution, comme le fait d'ailleurs le pouvoir algérien. À ce sujet, l'Algérie, à cause des manipulations du DRS, offre aujourd'hui un visage singulier que peu de capitales occidentales relèvent. C'est en effet le seul pays dit « arabo-musulman », prétendant lutter contre l'islam politique, qui a permis à l'islamisme d'être à la fois au pouvoir, au sein de la coalition gouvernementale (à travers le MSP et Ennahdha), dans l'opposition non violente (à travers le Front pour la justice et le développement (FJD d'Abdallah Djaballah), dans l'opposition clandestine et non reconnue (à travers les anciens du FIS, les « repentis » des groupes terroristes et les éléments proches du mouvement Wafa créé par Ahmed Taleb

1. Bouguerra Soltani est né en 1954 à Tébessa. Celui qui se laisse appeler Abou Djerra, prenant complaisamment un pseudonyme à connotation islamiste est membre du MSP (ex-Hamas) depuis la création du parti par Mahfoud Nahnah et a été plusieurs fois député et ministre.

el-Ibrahimi) et enfin dans une opposition violente et terroriste incarnée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Pour un pays ayant souffert du terrorisme islamiste, il va sans dire que c'est là une preuve tangible démontrant l'incurie du pouvoir. Ce régime qui, de surcroît, scande, haut et fort, son refus de voir l'islam instrumentalisé est passé maître en manipulation de la religion à des fins politiques. Le DRS est, de toute évidence, la première officine qui instrumentalise l'islam.

Cette police politique a même permis à une extraordinaire propagande de s'installer pour tenter de délégitimer un changement en Libye. « C'est le sionisme international qui est derrière cette opération », clameront certains journaux arabophones sous la coupe des services qui les récompensent, notamment à travers des pages de publicité gracieusement accordées *via* l'agence publique ANEP. D'ailleurs, les quotidiens *Ennahar* et *Al-Chourouk*, contrôlés à distance par le DRS, se feront payer par l'ambassade de Libye pour faire de la propagande en faveur de Kadhafi. « J'ai été chargé de porter à votre connaissance que j'ai remis, à travers la chambre de coopération algéro-libyenne, une première donation financière reçue personnellement à notre siège par Mohamed Mokkeddem et Ali Fodhil, propriétaires des journaux *Ennahar* et *Al-Chourouk*. Il a été convenu que la deuxième donation sera remise prochainement par l'attaché de sécurité de l'ambassade de la Djamahiria libyenne. » Cette lettre – voir annexes – a été signée en mai 2011 par Abdelhamid Mohamed el-Oualdi, à l'époque directeur du bureau des Affaires de sécurité au niveau de l'ambassade de Libye à Alger.

Pendant plusieurs mois, et même après la chute, ensuite la mort de Kadhafi, ces deux quotidiens conditionneront leurs lecteurs en présentant le dictateur libyen comme un héros, victime de l'« impérialisme occidental », ce qui évidemment arrangeait les affaires des services. Une méthode d'une autre époque, mais toujours d'actualité. Toute la propagande du DRS consistait à faire croire que la chute de Kadhafi servirait les terroristes d'AQMI qui se verraient doter de l'arsenal militaire libyen. De

plus, les rebelles sont diabolisés et présentés à l'opinion comme des barbares. Dans son édition du 14 novembre 2011, le quotidien arabophone *Ennahar* ira jusqu'à détourner des images trouvées sur le Net, montrant des narcotrafiquants mexicains décapités, lors d'une guerre entre gangs, et les présentant à leurs lecteurs comme étant des pro-Kadhafi qui auraient été sauvagement assassinés par les opposants au tyran. Sous le titre : « Les rebelles du CNT [Conseil national de transition libyen] fêtent l'Aïd en égorgeant les pro-Kadhafi à Syrte », le journal manipulera[1], toute honte bue, avec la bénédiction des services algériens, l'opinion publique.

En réalité, et au-delà[2] de cette illustration sur le cas libyen, il faut garder à l'esprit, en guise de conclusion, que le général Medière et ses 100 000 hommes[3] comptent bien garder le système en l'état, quitte à s'allier avec des islamistes dits « modérés ». Il n'y a qu'à voir comment l'islamiste tunisien Rached Ghannouchi, leader d'Ennahdha, a été accueilli en novembre 2011 quand il s'est rendu à Alger. Il a été reçu par le président et tous les personnages qui comptent dans le sérail algérien. Imaginons un instant si un tel accueil avait été réservé en 1991 à Abassi Madani par des États arabes. Qu'auraient dit les responsables algériens à l'époque ?

Mais les temps ont changé et le DRS et ses chefs pour demeurer au sommet de l'État sont désormais prêts à livrer leur pays au projet islamiste, si tant est que celui-ci ne remette pas en cause

1. Le quotidien est coutumier du fait. Après la publication de son livre sur Bouteflika, l'auteur subira pendant plusieurs semaines une campagne calomnieuse de la part de ce quotidien. Ce titre est soutenu et a été fondé grâce à Mohamed Megueddem, l'ancien directeur de l'Information à la présidence sous Chadli Bendjedid. « Conseiller technique » depuis le second mandat de Bouteflika, il est proche néanmoins du général Mohamed Medière. Il se réclame de son amitié indéfectible.
2. Voir le site DNA, Les Dernières Nouvelles d'Algérie, (http://www.dna-algerie.com) qui, de manière très professionnelle, a traité cette information preuves à l'appui sous le titre évocateur de : « Bidonnage : Comment Ennahar fait passer des trafiquants de drogue mexicains pour des pro-Kadhafi tués par le CNT. »
3. Évaluation faite par un ancien cadre du DRS.

le système et leurs privilèges et surtout s'il ne leur demande pas de comptes.

Par sa psychologie, le général Toufik a instauré un système léthargique, un statu quo aussi bien sur les questions nationales qu'internationales, car il est assuré qu'une telle approche ferait en sorte de maintenir un semblant de stabilité au régime.

Au cours du premier semestre 2012 auront lieu les élections législatives. Apparemment, un scénario a déjà été mis en place par les « stratèges » du DRS. En effet, au courant de l'année 2011, Amar Bendjemaa, l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, s'est rapproché de manière informelle de Pietro Ducci, le responsable de l'unité d'observation des élections, pour lui faire savoir que l'Algérie serait prête à accueillir des observateurs européens lors des prochaines élections législatives. Pour la petite histoire, cette « unité d'observation » dédiée au contrôle d'élections a, d'une certaine manière, réorganisé ses missions et affiné sa méthodologie grâce à l'Algérie. Et pour cause, lors de l'élection présidentielle de 2004, le pouvoir avait invité, entre autres, la sénatrice belge Anne-Marie Lizin, connue pour ses positions conciliantes à l'égard du régime d'Alger. À la fin de cette consultation électorale, la parlementaire se répandra dans la presse avec une déclaration d'une rare indécence. « L'élection algérienne est conforme aux normes européennes », dira-t-elle. Blanc-seing qui ne pouvait qu'aller dans le sens souhaité par Bouteflika et le général Toufik. Leurs services de communication s'arrangeront pour que la presse parle en substance d'une « Union Européenne qui salue les élections ». À Bruxelles, plusieurs commissaires européens sont furieux. Leur institution était en quelque sorte manipulée et les usages diplomatiques ont empêché toute mise au point. Depuis, c'est une unité d'observation des élections, dirigée par l'Italien Pietro Ducci qui coordonne ce genre de missions au nom de l'Union européenne. Cela dit, afin qu'elle soit effective, l'invitation des observateurs européens doit revêtir un caractère officiel, matérialisé par un écrit en bonne et due forme de la part des autorités algériennes et par la cosignature d'un mémorandum

entre les deux parties. Or, au mois de décembre 2011, cette nécessaire formalisation n'avait toujours pas été effectuée[1]. D'un côté, et selon certaines indiscrétions, il semblerait que le DRS, tout comme le président Abdelaziz Bouteflika, seraient tous deux disposés à laisser les islamistes dits « modérés » remporter les élections de façon régulière et arriver, en définitive, aux résultats obtenus par l'Égypte ou la Tunisie, ou encore par le Maroc, et montrer que le pouvoir se réforme « sans révolution ni effusion de sang ». Sauf que, selon nos informations, les candidats islamistes qui pourraient cohabiter avec le régime ont déjà « un fil à la patte ». Il s'agit d'Abdelmadjid Menasra[2] et de Bouguerra Soltani voire d'Abdelaziz Belkhadem. Aujourd'hui rivaux, ces trois islamistes sont, pour les deux premiers, issus du Mouvement de la société pour la paix (MSP), le parti fondé par Mahfoud Nahnah, et défenseurs de l'idéologie des Frères musulmans. Belkhadem est quant à lui un pur produit du FLN. L'idée serait de constituer une nouvelle coalition gouvernementale qui verrait la participation également du FLN et du RND, mais qui, cette fois, seraient minoritaires.

Ainsi, vingt ans après l'arrêt du processus électoral qui aurait permis aux islamistes de prendre le pouvoir et après une sanglante guerre civile, les services algériens sont finalement décidés à offrir l'Algérie à des intégristes qu'ils contrôlent. Cette démarche, selon les mêmes sources, semble convenir à la fois aux Américains et aux Français. En visite en Algérie, en décembre 2011, Claude Guéant a jugé que les « réformes » de Bouteflika

1. Le 18 décembre 2011 toutefois, à l'issue d'un conseil des ministres, le pouvoir algérien a déclaré publiquement qu'il allait faire appel à plusieurs observateurs internationaux, dont ceux de l'Union européenne, pour surveiller les élections législatives du printemps 2012. Pour parfaire ce stratagème, l'administration va agréer, très probablement, une quinzaine de nouveaux partis afin d'accentuer les divisions entre les différents courants et garder ainsi la main sur le jeu politique en façonnant à sa guise un nouvel échiquier.

2. Abdelmadjid Menasra est né en 1964 à l'est du pays. Ingénieur de formation, il était membre du MSP jusqu'à ce qu'un conflit de leadership avec Bouguerra Soltani ne le pousse à quitter le parti et à fonder son propre parti. Plusieurs fois ministre, cet islamiste BCBG incarne, aux yeux du DRS, une alternative sérieuse, d'autant plus qu'à 47 ans il a encore de la marge devant lui.

sont « profondément encourageantes », accordant ainsi un satisfecit à un régime qui continue pourtant de bafouer les règles élémentaires de la démocratie : une justice inféodée au pouvoir, une presse sournoisement muselée, un refus d'accorder des agréments à des partis démocrates, des minorités religieuses harcelées, etc.

Le DRS est évidemment loin de la déclaration du 1er novembre 1954 qui précisait que l'action de la guerre d'indépendance plaçait « l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et prestige ». Aujourd'hui les services algériens placent les intérêts claniques et ceux des responsables au-dessus de toute autre considération. Mohamed Mediène, ce fameux général Toufik ne semble avoir qu'une idée en tête : pérenniser un système gérontocratique quitte à s'allier avec le Diable. L'État-DRS est prêt à toutes les compromissions, car il ne compte surtout pas aller vers une réelle ouverture démocratique.

Une illustration : au moment où s'achève l'écriture de cet ouvrage, nous apprenions, qu'en accord avec le président Bouteflika, le général Toufik a décidé de limoger Abdelkader Kherfi *alias* Ahmed, le patron de la Direction de la Sécurité Intérieure (DSI). Cette information aurait pu être interprétée comme un geste positif de la part du régime, puisque, comme nous l'avons déjà signalé, le général en question est connu pour être un « affairiste notoire ». Or, le 22 décembre 2011, l'officier limogé a été remplacé, à la tête de la DSI, par Othmane Tartag *alias* Bachir, l'ancien patron du CPMI. De sinistre réputation, ce dernier est responsable, nous l'avons soulevé précédemment, de la mort et de la disparition à la fois de terroristes islamistes et de civils, et plusieurs cas de torture lui sont imputés. Selon plusieurs témoignages émanant de membres du sérail algérien, il avait été chargé par ses chefs, au cours des années 1990, d'assainir le champ politique et la société civile en utilisant cyniquement le contexte de la « guerre civile ». Il fait partie de ceux qui sont directement impliqués dans certains assassinats

politiques. D'ailleurs, selon des informations recueillis auprès de responsables américains, il est, avec M'henna Djebbar, le chef de la DCSA, et trois autres officiers supérieurs algériens, indésirable aux États-Unis, en raison de l'implication avérée, des uns et des autres dans de graves atteintes aux principes des droits de l'Homme. Il est trop tôt pour avoir une lecture politique de ces changements opérés à la tête du DRS, mais une interprétation s'impose d'elle même : Bouteflika et Toufik ne sont pas sincères lorsqu'ils parlent de « changements » et de « réformes ».

C'est la raison pour laquelle plusieurs progressistes algériens, souhaitant aujourd'hui l'avènement d'une 2e République, n'hésitent pas à appeler à une dissolution pure et simple de cette police politique et son remplacement par un outil de renseignement moderne respectant les principes démocratiques. Une structure dont la mission ne dépasserait guère son rôle constitutionnel. Un vœu partagé par ceux qui souhaitent voir l'Algérie prendre un nouveau départ un demi-siècle après son indépendance afin de permettre à ce pays de se libérer de ses archaïsmes et d'accéder enfin au cercle des Nations modernes.

Postface

En juillet 2002, je témoignais dans un procès en diffamation en faveur du général Khaled Nezzar. Ce dernier poursuivait, devant la 17e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Paris, un ancien officier subalterne de l'armée algérienne qui avait tenu des accusations globalement mensongères et qui était, à l'époque, instrumentalisé par des cercles nourris par des considérations autres que l'information ou la manifestation d'une quelconque vérité sur la tragédie algérienne. En réalité, ce face-à-face judicaire revêtait un autre enjeu : celui de l'arrêt du processus électoral.

Si j'avais alors accepté d'apporter mon témoignage en faveur de cette figure du système, c'est uniquement pour être cohérent dans ma démarche. Engagé, j'ai toujours dénoncé le projet islamiste, mais également l'autoritarisme du régime et j'ai toujours appelé à la démocratisation du pays. Cela étant dit, et je l'assumerai toujours, j'étais favorable, en janvier 1992, à l'arrêt du processus électoral qui a empêché les islamistes du FIS d'installer une théocratie en Algérie. Ce n'était guère en raison d'une quelconque sympathie à l'égard du pouvoir ou en faveur de l'armée, tant s'en faut, mais bien dans l'espoir de voir une démocratie s'installer avec de vraies formations progressistes et de vraies pratiques démocratiques.

En préambule de mon audition, j'avais tenu, lors de ce procès, à affirmer publiquement : « Je suis quelqu'un qui a toujours combattu le système auquel Monsieur Nezzar a appartenu et je continuerai de le combattre tant qu'il n'y aura pas de rupture et

tant qu'il n'y aura pas une autre Algérie plus démocratique, plus républicaine, celle que beaucoup de gens souhaitent voir naître. Par ailleurs, et de manière la plus solennelle, je veux dire à Monsieur Nezzar, en le regardant dans les yeux, que je ne serai jamais d'accord avec les politiques qui ont été suivies en Algérie depuis l'indépendance. Simplement, et j'assumerai toujours ces propos devant l'Histoire et devant ma conscience : je tiens à vous rendre hommage à vous et à vos collègues pour avoir arrêté le processus électoral et pour avoir empêché des islamistes, des intégristes de faire de l'Algérie un autre Afghanistan. »

Ce témoignage n'était ni l'aboutissement d'une alliance avec le régime ni un rapprochement avec ce général que je n'ai d'ailleurs plus jamais revu. Il s'inscrivait dans une démarche qui se voulait d'abord honnête intellectuellement. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard, si, depuis 1999, je n'ai plus remis les pieds en Algérie. J'aurais pu monnayer ou profiter de cette position de principe pour assainir mes relations avec le régime. Je ne l'ai pas fait, car cela ne fait partie ni de mes valeurs ni de mes principes.

Cette mise au point que je n'ai jamais voulu faire, tout au long de ces dix dernières années, malgré les attaques sournoises et malhonnêtes auxquelles j'ai dû faire face après ce témoignage était, me semble-t-il, nécessaire, car des esprits malintentionnés ou animés par de courtes vues ont laissé entendre que je serais, en réalité, proche du pouvoir algérien. Il n'en est rien. Mon exil, cet ouvrage, comme celui qui l'a précédé (*Bouteflika, ses parrains et ses larbins*) montrent que je ne suis animé par rien d'autre que le souci d'informer. Mon seul espoir est de voir enfin l'Algérie prendre le train du progrès loin de l'intégrisme et des pratiques condamnables du régime.

Bibliographie et sites à consulter

– *La classe politique algérienne de 1900 à nos jours*, Achour Cheurfi, Casbah éditions, 2001.
– *Un Algérien nommé Boumediène*, Ania Francos et J.-P. Séréni, Stock, 1976.
– *La guerre d'Algérie*, Mohammed Harbi et Benjamin Stora, Pluriel, 2010.
– *Contre-espionnage : Mémoires d'un patron de la DST*, Yves Bonnet, Calmann-Lévy, 2000.
– *L'affaire Zeghar*, Hanafi Taguemount, Publisud, 1994.
– *Un procès pour la vérité*, Khaled Nezzar et Mohamed Maarfia, Éditions ANEP, 2002.

Pour s'informer sur l'Algérie :

Dernières Nouvelles d'Algérie : http://www.dna-algerie.com/
El-Watan : http://www.elwatan.com/
Le Matin en ligne : http://www.lematindz.net/
Le Soir d'Algérie : http://www.lesoirdalgerie.com
Liberté : http://www.liberte-algerie.com/
Tout sur l'Algérie (TSA) : http://www.tsa-algerie.com/

Index

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

Z

Annexes

Lettre de démission de Sid Ahmed Ghazali après l'assassinat du président Mohamed Boudiaf

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

رئيس الحكومة

Alger, le 8 juillet 1992

Monsieur le Président et Très Cher Frère,

Le sort a voulu que vous assumiez la charge de l'Institution suprême de l'Etat, dans des circonstances pénibles et à un moment crucial de la vie de la Nation.

Prions Dieu, le Tout Puissant, de nous aider à surmonter la douleur immense que provoque en nous la disparition du martyr Mohamed BOUDIAF.

Prions Le aussi de préserver ce fils sincère du peuple et cet acteur valeureux de Novembre que vous êtes et d'être votre Allié dans l'accomplissement de votre périlleuse et combien noble mission.

Si je suis conduit aujourd'hui à remettre entre vos mains le mandat qui m'a été confié, depuis un an, de diriger le Gouvernement, ce n'est pas seulement par respect d'une éthique que je souhaiterais voir marquer de plus en plus notre vie politique.

Monsieur Ali KAFI
Président du Haut Comité d'Etat

-2-

J'entends aussi et surtout, sur la base de ma conviction la plus forte, faire en sorte que vous réunissiez tous les atouts dont vous avez besoin pour réussir pleinement, pour le bien de notre patrie et de notre peuple.

Monsieur le Président, vous avez besoin d'un Chef de gouvernement que vous aurez nommé vous-même, d'un gouvernement crédible, tant à l'intérieur, notamment auprès de l'Administration publique et des opérateurs économiques, qu'à l'extérieur, aux yeux des partenaires étrangers ; un gouvernement fort, c'est-à-dire capable de mettre hors d'état de nuire les forces du mal qui n'ont eu de cesse que de jouer la déstabilisation de l'Etat à des fins de pouvoir ; un gouvernement qui saura en somme [illegible] créer les conditions pour pouvoir consacrer [illegible] toutes ses énergies à la tâche immense de redressement économique, et à la solution des problèmes qui étreignent les citoyens, tout particulièrement les jeunes.

J'ai vécu, Monsieur le Président, les forces du mal les plus [illegible] et les plus dévastatrices, qui agissent perfidement, à partir de positions occupées dans les secteurs de l'administration, de l'économie, des médias et de la politique.

La pratique de la désinformation, par le mensonge et la rumeur organisée, par l'amalgame et l'imposture, l'organisation de l'opacité, du trouble et de la division, sont autant de perversions qui dérivent de l'attachement morbide au pouvoir.

Autant de marques d'une immoralité sans limite et autant de formes de violence, qui ne sont ni moins malignes ni moins dévastatrices que celles qui ont fait irruption dans notre pays durant ces derniers mois.

-3-

Monsieur le Président, le martyr Mohamed BOUDIAF dérangeait considérablement parce qu'il était l'homme de la rupture, l'homme de l'espoir et de la jeunesse, le patriote sincère, l'homme propre décidé à restaurer l'autorité de l'Etat, à redresser le pays, à combattre la corruption et à rendre l'Algérie aux Algériens.

Parce qu'il dérangeait, on a mené contre lui et contre le gouvernement une véritable guerre, une guerre de chaque instant, avec les moyens les plus bas et les plus pernicieux.

C'est dire, Monsieur le Président, l'ampleur des défis qui sont devant nous. Les moyens pour les affronter [illegible].

M'inscrivant dans le cadre de la logique politique, découlant des enseignements évidents de l'expérience vécue et répondant à la nécessité du moment, ma démission, acte politique, s'inspire dans le fond que ma volonté de contribuer au succès de votre mission.

Mon départ s'inscrit [illegible] de mon soutien résolu à votre action, et de ma solidarité totale avec le Haut Comité d'Etat, l'Armée Nationale Populaire et le peuple algérien.

Veuillez croire, Monsieur le Président et Très Cher Frère, à mes sentiments indéfectibles et à ma haute considération. Que Dieu vous aide et vous préserve.

Sid Ahmed GHOZALI

Projet intégral de Mohamed Boudiaf qui voulait donner naissance à un mouvement intitulé « Le Rassemblement patriotique »

LE RASSEMBLEMENT

PATRIOTIQUE

PROJET DE PLATE-FORME, DISCOURS ET CITATIONS

DE

Mr. MOHAMED BOUDIAF

PRESIDENT DU H.C.E.

17 Juin 1992

APPEL

DE

Mr. MOHAMED BOUDIAF

PRESIDENT

DU HAUT COMITE D'ETAT

A L'OCCASION DU LANCEMENT DU

RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

8 Juin 1992

APPEL

DE Mr. MOHAMED BOUDIAF

PRESIDENT DU HAUT COMITE D'ETAT

À L'OCCASION DU LANCEMENT

DU RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

8 Juin 1992

J'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises de caractériser la situation de crise que vit le pays.

Depuis près de cinq mois, nous nous sommes attachés à restaurer l'autorité de l'Etat, à rétablir la sécurité publique et la paix civile, à tenter de relancer l'économie nationale.

Il m'apparaît, au fur et à mesure que j'étudie les dossiers, que je rencontre les responsables, que j'écoute les citoyens qui me rendent visite, que l'Algérie a de nombreux atouts pour s'en sortir , ce qui a toujours été ma conviction profonde.

Je citerai, pour fixer les idées :

Des ressources humaines riches en travailleurs et cadres de valeurs, en potentiel intellectuel et technique, en capacités d'initiatives et d'entreprises.

Des ressources naturelles importantes, minières et agricoles, et qui peuvent être mises en valeur d'une façon plus systématique.

2

Des infrastructures, une base industrielle, des équipements qui ont certes besoin d'être entretenus et remis en état rapidement.

Un capital de mobilisation et d'engagement pour peu que les enjeux soient clairement définis et que le projet comporte une vision d'avenir.

Mais, pour pouvoir agir, nous devons faire face à des difficultés et des obstacles importants qui peuvent nous empêcher d'atteindre nos objectifs et peut-être même nous faire échouer dans notre tentative de redressement.

La volonté est la caractéristique des peuples qui ne veulent pas disparaître. Je suis convaincu que le peuple algérien a suffisamment de volonté pour vaincre, comme par le passé, les obstacles et les problèmes auxquels il est confronté.

Notre société s'étant peu à peu recroquevillée sur elle-même et semble s'être fermée au monde et au progrès, se laissant parfois entraîner par des idéologies rétrogrades qui sont allés jusqu'à créer des divisions au sein des familles elles-mêmes.

Un débat politique abstrait et formel qui refuse de s'engager sur les vrais problèmes du pays, qui ne débouche pas sur des propositions d'action et dont l'objectif me semble être surtout la défense de situations personnelles.

Un système de formation qui n'a pas su s'adapter aux besoins de notre économie et aux réalités d'une société moderne.

Les tentatives de blocage de ceux, privilégiés, affairistes ou corrompus, partisans de l'ancien système, qui sont farouchement opposés au changement.

* * *

Je dirai dans ce contexte que certaines personnes ne veulent pas l'intérêt de la Nation car elles ne voulaient pas perdre leurs privilèges et responsabilités comme si la

3

responsabilité était éternelle. La responsabilité doit être une dynamique en soi. Nous devons savoir que tout responsable doit préserver sa réputation une fois que le peuple décide de se passer de lui.

• • •

Ainsi, les problèmes sont clairs, la solution aussi. C'est pourquoi, je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous demander de m'aider à aller de l'avant en vous engageant personnellement à mes côtés pour créer la force politique capable d'imposer le changement radical auquel nous aspirons tous.

Pour cela, il faut que, dans chaque village, chaque quartier, chaque lieu de travail, se créent des comités du Rassemblement Patriotique.

Comme vous le constatez, l'heure est au choix. On ne peut pas rester à attendre indéfiniment. On ne peut pas se contenter de demi-mesures. Il faut s'engager résolument pour le changement.

Comme au 1er Novembre 1954, l'Algérie a besoin de nous tous. Elle a besoin de la mobilisation de tous ses enfants. Pour que cet engagement soit clair, il se fera autour d'un projet national dont les grands axes sont :

Premièrement : établir une démocratie pluraliste dans le cadre d'un Etat de droit garantissant le multipartisme, l'alternance et l'assainissement des moeurs politiques.

Deuxièmement : Développer une économie moderne et ouverte sur le monde, en dépassant l'économie de rente, en promouvant l'économie de marché, en redéfinissant le rôle de l'Etat et en revalorisant le travail.

Troisièmement : Construire une société solidaire et juste pour combattre les injustices, résoudre les problèmes du logement, lutter contre le chômage.

4

Le projet de plate-forme qui sera soumis aux citoyens comporte les principes et les grands axes du projet national. Il est destiné à être discuté et enrichi dans le cadre des activités du Rassemblement Patriotique.

• • •

Nous devons, dans ce contexte, souligner que la plate-forme a été élaborée et nous la soumettrons au Rassemblement pour enrichissement car le Rassemblement auquel nous aspirons n'a pas une politique tracée mais c'est un cadre de dialogue et de recherche pour faire de cette plate-forme un projet pour sauver l'Algérie de sa crise.

• • •

Le Rassemblement Patriotique s'adresse :

Aux partis politiques engagés dans la voie du progrès et du changement auxquels je tends de nouveau la main comme je l'ai fait le 16 Janvier dernier. A l'exclusion de ceux qui prônent la violence ou le retour en arrière. Je m'adresse à tous ceux qui veulent apporter leur contribution dans la phase historique dans laquelle nous sommes engagés.

Je réaffirme que le Rassemblement Patriotique ne sera pas le résultat de compromis opportunistes ou de marchandages politiciens. Il est ouvert, sans exclusive, à toutes les catégories sociales et à toutes les sensibilités politiques.

Aux organisations et aux associations, je leur dirai que Rassemblement Patriotique n'est pas un parti politique, encore moins un parti unique. Il veut être un cadre de rencontre pour tous ceux qui croient aux potentialités du peuple algérien. Il doit constituer le socle sur lequel reposera le soutien à l'action du H.C.E. et le moyen, pour ses membres, d'exercer à tous les niveaux un rôle de contre-pouvoir.

5

Enfin à tous, hommes et femmes,inorganisés ou victimes de marginalisation, le Rassemblement Patriotique offre un espace d'expression, de confrontation des idées et de participation. Le Rassemblement Patriotique oeuvrera à l'émergence de cadres politiques honnêtes, voués au redressement du pays.

* * *

Je voudrais dire à propos des rumeurs qui circulent actuellement sur la réconciliation nationale et le dialogue que nous sommes de ceux qui veulent réaliser la réconciliation et le dialogue, mais celui-ci doit s'inscrire dans un cadre large, c'est le cadre du Rassemblement. Certains partis n'arrivent pas à déterminer une position commune à l'égard du pouvoir, les uns considèrent que ce qui est arrivé en Algérie est un coup d'état militaire ou policier, point de vue que ne partagent pas d'autres. Ils sont libres dans leurs opinions. Si nous devons recourir à un arbitrage le verdict populaire tranchera pour ce qui est de la poursuite du processus démocratique.

Je voudrais par ailleurs démentir les rumeurs selon lesquelles le gouvernement actuel serait inefficace. Le gouvernement Ghozali jouit de toute la confiance du Haut Comité d'Etat. La coordination entre nous existe et nous oeuvrons ensemble pour trouver des solutions aux problèmes que vit le pays. Le gouvernement est à la hauteur des responsabilités qui lui sont dévolues. Ces rumeurs visent seulement à semer la confusion et à disperser les idées.

* * *

Ainsi, la voie est tracée. Notre but est de rétablir la confiance entre la base et le sommet ainsi que la confiance des Algériens en eux-mêmes et en leur pays.

Aurons-nous le courage d'affronter la réalité.

Aurons-nous assez de ressources pour dépasser nos divisions et nous mobiliser pour la défense des valeurs nationales et de l'intérêt supérieur du pays ?

Aurons-nous l'énergie nécessaire pour relever les défis que nous lance le monde d'aujourd'hui et donner à notre pays la place qui lui revient dans le concert des nations ?

6

Saurons-nous saisir la chance historique qui se présente à nous aujourd'hui ?

* * *

Je considère que nous avons là une occasion historique. Car pour la première fois depuis l'indépendance, un pouvoir demande au peuple de s'organiser et à débattre dans l'intérêt de la Nation. L'occasion qui nous est offerte est précieuse car le pouvoir actuel recherche le dialogue avec le peuple et ses forces vives pour résoudre les problèmes qui résultent de la crise sous ses différents aspects.

Les solutions ne peuvent être trouvées qu'à la condition que soit établie une symbiose entre le sommet et la base.

Le pouvoir est disposé à la concertation et à la recherche de solutions aux problèmes actuels jusqu'à la reprise, dans un proche avenir, du processus démocratique C'est là un des objectifs du Haut Comité d'Etat pour doter le pays d'un pouvoir légitime élu par le peuple.

A toutes ces interrogations, la réponse est : oui

Nous y parviendront dès lors que notre seule motivation, notre seul guide, notre seul mot d'ordre est "l'Algérie avant tout".

LE RASSEMBLEMENT

PATRIOTIQUE

Projet de plate-forme

7

LE RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

Projet de plate-forme

L'Algérie vit une crise grave.

Elle dispose des moyens nécessaires pour la surmonter.

Le Haut Comité d'Etat a pris l'engagement de faire en sorte, qu'avant deux ans, et avec l'aide de tous les patriotes, l'Algérie puisse reprendre son essor économique, social et culturel.

Une telle perspective suppose l'instauration d'un cadre politique stable, cohérent et modernisateur.

En cela, le Rassemblement Patriotique est fidèle à la proclamation du 1er Novembre 1954. Il s'inscrit dans le droit fil de la "*restauration de l'Etat Algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques et le respect de toutes les libertés fondamentales* ".

Le système du parti unique dans sa conception comme dans son fonctionnement, a constitué la première entorse au principe de la souveraineté populaire.

S'il est incontestable que, durant cette période, des acquis socio-économiques importants ont pu être réalisés et que beaucoup d'Algériens ont accédé à une promotion socio-culturelle, il demeure que les distorsions de tous ordres, engendrées par un développement déséquilibré, ont conduit a une perte de confiance dans l'Etat et ses dirigeants.

8

De là est née la rupture entre le peuple et ses dirigeants.

Les événements d'Octobre 1988 ont constitué l'aboutissement de ce processus de rupture et aggravé le discrédit d'un pouvoir coupé du peuple.

Censée remédier à tous ces maux et redonner confiance au peuple, la Constitution de Février 1989 a vite fait de montrer ses limites. En édictant les règles d'une démocratie improvisée, elle répondait, en fait, plus au souci de sauvegarder des positions personnelles qu'à une volonté de relever les défis auxquels était confronté le pays.

La démission de l'Etat, conjuguée au laxisme et aux jeux stériles de pouvoir, ont ouvert la voie aux forces anti-démocratiques. Utilisant les mécanismes de la démocratie, ces forces tentèrent de s'emparer du pouvoir pour frapper à mort, et la démocratie et les libertés que la constitution était pourtant censée sauvegarder.

La démission du Président de la République est intervenue à un moment où des dangers très graves menaçaient l'unité du pays et son intégrité territoriale, l'existence de l'Etat et le régime républicain.

Le recours au Haut Comité d'Etat constitue un point de rupture avec les pratiques, conceptions et attitudes à l'origine de la crise.

Après avoir jugulé les dangers immédiats par :

- la restauration de l'autorité de l'Etat;

- le rétablissement de l'ordre public et de la quiétude du citoyen face aux menées subversives;

9

- le coup d'arrêt porté aux velléités d'ingérence étrangère.

Le Haut Comité d'Etat appelle les forces et les énergies nationales :

- animées de civisme et de foi patriotique;

- attachées à leur identité Algérienne et à leur appartenance au Monde arabe et à la Communauté musulmane.

- aspirant à la promotion d'une société solidaire, ouverte sur le progrès et la modernité;

- imprégnées du respect de la chose publique, de l'Etat de droit et de la justice sociale;

- convaincues de la nécessité d'un changement radical;

à se mobiliser en vue de la constitution d'un Rassemblement Patriotique autour de principes et d'objectifs clairement définis.

* * *

10

I. LE RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

Le Rassemblement Patriotique regroupe les Algériennes et les Algériens qui soutiennent l'action du Haut Comité d'Etat pour restaurer l'autorité de l'Etat, assurer un fonctionnement régulier des institutions et instaurer une démocratie pluraliste au service d'une politique de redressement du pays.

Le Rassemblement Patriotique vise à créer un espace d'expression, de confrontation des idées et de participation. Il veut être un cadre de rencontre pour tous ceux qui croient aux potentialités du peuple algérien. Il veut devenir l'instrument, par le dialogue constructif, d'une mobilisation nationale autour d'un seul mot d'ordre : l'Algérie avant tout.

Le Rassemblement Patriotique n'est pas un parti, encore moins un parti unique. Il est ouvert, sans exclusive, à toutes les catégories sociales, à toutes les sensibilités politiques, aux associations, organisations et personnalités, déterminées à oeuvrer pour le changement.

Le Rassemblement Patriotique ne sera pas le résultat de compromis opportunistes ou de marchandages politiciens. Il réalisera la convergence des forces vives, sur une base très large, en vue de restaurer la confiance entre les citoyens et l'Etat, le peuple et ses dirigeants. A ce titre, il constituera le socle sur lequel reposera le soutien au Haut Comité d'Etat et le moyen, pour ses membres, d'exercer à tous les niveaux, un rôle de contre-pouvoir.

Le Rassemblement Patriotique oeuvrera à l'émergence de cadres politiques honnêtes voués au redressement du pays. Il travaillera à intégrer d'avantage les jeunes en les mobilisant pour la solution de leurs problèmes et en les encourageant à assumer pleinement les responsabilités qui leur reviennent dans l'édification nationale.

11

Le Rassemblement Patriotique se constitue autour d'un projet national. Il appartiendra à ses structures d'en préciser le contenu. En attendant, et pour la clarté de l'engagement de chacun, les axes et principes suivants sont soumis à la réflexion.

II. LE PROJET NATIONAL

Le projet national doit s'inscrire dans la logique du changement radical ardemment souhaité par notre peuple, à savoir :

1. Rupture radicale avec les pratiques, les méthodes et les personnes qui sont à l'origine de la crise que vit le pays aujourd'hui.

2. Rétablissement de la confiance du peuple en lui-même et en ses institutions.

3. Elaboration d'une stratégie à long terme au service d'une ambition nationale, dans laquelle devraient s'intégrer toutes les mesures à court terme.

Le Projet National comprend les propositions programmatiques suivantes :

1. POUR APPROFONDIR LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE ET METTRE EN PLACE DES INSTITUTIONS STABLES ET EFFICACES

1. Réhabiliter l'Etat, restaurer son autorité.

2. Garantir les libertés fondamentales, individuelles et collectives. Tous les citoyens sans distinction aucune, sont égaux devant la Loi.

L'Etat protège les droits de la femme. Il protège également les droits de l'enfant.

12

3. Connaître et respecter les droits et les devoirs de chacun. L'exercice d'un droit fondamental ne peut, en aucune manière, justifier des atteintes à la dignité, à la liberté ou à l'honneur d'autrui. Nul ne peut être au dessus de la loi. Nul ne peut impunément transgresser les règles de la vie en société.

4. Réviser la Constitution en vue d'assurer la continuité de la République. Redéfinir les compétences respectives des institutions de l'Etat et les règles qui les régissent.

5. Préserver le pluralisme politique et le multipartisme dans le cadre de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale. La Constitution devra veiller à ce que les valeurs nationales (Amazighité, Islamité, Arabité) ne puissent être utilisées à des fins partisanes.

6. Admettre le principe de l'alternance.

7. Organiser les élections présidentielles, législatives et locales afin que les Algériens puissent choisir leurs représentants dans un contexte de sérénité et de libre confrontation politique.

2. POUR UNE ADMINISTRATION PERFORMANTE AU SERVICE DES CITOYENS

1. L'Etat doit être non seulement fort mais juste et moral. Les institutions doivent assurer la cohésion de la société. Le peuple attend de ses administrations un changement de comportement, d'avantage de respect et aussi d'efficacité.

13

2. L'Etat doit être doté d'une administration moderne fonctionnant selon des [illegible] et des règles précises avec des mécanismes de contrôle efficaces, afin de prendre en charge correctement la régulation de la vie économique et sociale.

3. Les administrations centrales et locales sont soumises depuis l'indépendance à l'instabilité et aux fluctuations en fonction des changements gouvernementaux. Il convient de créer un corps de commis de l'Etat compétents, efficaces et intègres, capables d'assurer, en toutes circonstances, le service public.

4. L'administration et les grands corps de l'Etat doivent être assainis et les cadres honnêtes, qui ont été marginalisés, réhabilités.

3. POUR UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. Remplacer le système de l'économie basée sur la rente par une économie fondée sur le travail, la production et la création de la richesse. Renforcer les valeurs de travail, d'effort et de réussite honnête. Les travailleurs qui créent la richesse matérielle et intellectuelle bénéficient d'encouragements et de la protection de l'Etat.

2. Poursuivre et approfondir les réformes en cours en vue d'assurer [illegible] la transition vers l'économie de marché. Axer le développement sur la valorisation des atouts et des acquis ainsi que sur la satisfaction des besoins de la société.

3. Favoriser l'investissement en encourageant le capital national, en mobilisant l'épargne, en faisant appel aux capitaux étrangers qui doivent bénéficier des garanties appropriées dans le cadre d'un code des investissements, en recherchant un partenariat permettant une meilleure insertion dans l'économie mondiale et une meilleure maîtrise de l'innovation technologique.

14

4. Libérer les initiatives et l'esprit d'entreprise en éliminant les verrous bureaucratiques, les tracasseries administratives et les blocages de toute nature.

5. Moderniser le fonctionnement de l'économie par l'intégration du progrès technologique et l'amélioration de la formation des cadres et de la qualité du management.

6. Redéfinir le rôle économique de l'Etat dont l'action doit porter sur la création des conditions de base pour le développement économique : mobilisation hydraulique, infrastructures, formation, recherche, cadre juridique, contrôle...

7. Créer les conditions pour une vraie relance de l'agriculture en oeuvrant au règlement de la question foncière, en impulsant des actions de mise en valeur et de rénovation rurale, en développant les économies rurales des différentes zones (Nord, Hauts-Plateaux, Steppe, Sud).

8. Réorganiser les circuits de distribution et de commercialisation, réformer le système bancaire et financier dans le sens d'une plus grande efficacité et d'une plus grande transparence. Développer les services et le tourisme.

9. L'Etat doit également, par une politique appropriée d'aménagement du territoire, créer les conditions pour le développement harmonieux de l'ensemble des régions du pays. Il doit, par ailleurs, édicter les mesures nécessaires à la lutte contre la pollution et à la protection de l'environnement.

15

4. POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITE NATIONALE

1. Combattre les injustices (sources de frustrations), qui engendrent un fossé entre l'Etat et la société, en assurant une répartition équitable des fruits du développement, en rémunérant l'effort et le travail et en éliminant toutes les formes d'enrichissement illicite et d'activités parasitaires.

2. Rompre avec la politique qui réduit l'Algérien à un état d'assisté. Renforcer la solidarité nationale et assurer une meilleure protection sociale, plus dynamique et mieux adaptée.

3. Promouvoir une politique de la construction et du logement qui tienne compte des ressources des bénéficiaires. Pour le logement social aidé par l'Etat, les mécanismes d'attribution doivent se faire sur des bases de justice et d'équité, dans la transparence et en fonction des priorités.

4. S'attaquer au chômage par une véritable politique de développement économique créatrice d'emplois. Il s'agira, en outre, d'organiser l'accès au marché de l'emploi, de faciliter la création d'entreprises, de développer la formation et la reconversion professionnelle. Une priorité sera accordée à l'emploi des jeunes.

5. Mobiliser les ressources du pays dans un contexte d'austérité implique que le fardeau du redressement soit supporté équitablement. Eliminer le gaspillage de ressources, combattre la corruption, les trafics et la contrebande. Réformer la fiscalité.

6. Défendre les intérêts de la Communauté Algérienne à l'étranger et la faire participer à la vie du pays et à son développement en mobilisant ses capacités scientifiques et entreprenariales.

7. Réguler la croissance démographique : le développement économique et le mieux-être social sont à ce prix.

16

5. POUR LA REFORME DU SYSTEME EDUCATIF ET LA PROMOTION DE LA CULTURE

1. Procéder à une réforme profonde de l'ensemble du système d'éducation et de formation pour l'adapter aux exigences d'un développement rapide, et d'un accès à la modernité et au progrès universels. Pour ce faire, il faudra :

- revoir les contenus pédagogiques et la méthode d'enseignement;

- améliorer la qualification du personnel enseignant par la formation, le recyclage et le perfectionnement;

- accorder les mêmes chances à tous les enfants à travers l'ensemble du territoire national; ce qui suppose une profonde réforme dans la répartition des moyens et dans l'élévation du niveau des enseignants;

- soustraire définitivement les mosquées et les lieux d'éducation à toutes les formes d'activité partisane et aux luttes idéologiques;

- ouvrir l'Ecole et l'Université sur la société et sur les sciences modernes.

2. Protéger et valoriser, au profit de tous, la culture algérienne dans ses différentes composantes en tant que patrimoine de toute la Nation.

3. Favoriser l'accès à tous les aspects du patrimoine culturel. Assumer notre histoire dans sa diversité et son ancrage civilisationnel.

4. Améliorer les conditions de la production culturelle en précisant davantage le rôle de l'Etat. Encourager et protéger les créateurs.

5. S'ouvrir sur l'universel et s'enrichir de la diversité culturelle.

17

6. POUR S'OUVRIR SUR LE MONDE ET ETABLIR DES RAPPORTS INTERNATIONAUX PACIFIQUES JUSTES ET HARMONIEUX

1. Refuser l'ingérence sous quelque forme que ce soit et pour quelque motif que ce soit. Ce principe, l'Algérie se l'applique aussi à elle-même.

2. Développer des relations harmonieuses avec tous les pays, en particulier avec les pays du Maghreb, le Monde arabo-musulman, l'Afrique, ainsi qu'avec les pays non-alignés et les pays du bassin méditerranéen. La coopération entre les deux rives de la Méditerranée peut être un élément essentiel de la stabilité et de la sécurité de la région.

3. Encourager le dialogue entre les Nations et s'ouvrir à toutes les possibilités de coopération sur la base du respect mutuel et de la sauvegarde des intérêts réciproques.

18

MISE EN PLACE DU RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

Le Rassemblement Patriotique s'édifie à partir de la base. Les Algériennes et les Algériens convaincus de la nécessité du changement se regrouperont de façon autonome dans les comités du Rassemblement Patriotique.

Les regroupements se feront sur une base territoriale, (villages, quartiers, communes, daïrates, wilayates) et sur les lieux de travail.

Les adhérents du Rassemblement Patriotique auront pour tâches :

1. De débattre et d'enrichir le texte du projet national.

2. De faire connaître les idées du Rassemblement Patriotique et de mobiliser largement autour de ses principes.

3. D'élaborer des plate-formes de propositions et de suggestions pour le changement souhaité.

Les responsables des comités seront élus démocratiquement parmi les adhérents.

le Rassemblement Patriotique se construira à partir d'un processus qui fédérera les comités au niveau local, régional et en dernier lieu national. En effet, la phase de mise en place du Rassemblement Patriotique prendra fin avec la tenue des Etats Généraux du Rassemblement Patriotique qui regrouperont les délégués des comités et qui auront pour tâche :

1. D'adopter définitivement le projet national.

2. D'élaborer et d'adopter les statuts et le règlement intérieur du mouvement.

3. De désigner, démocratiquement, les instances dirigeantes du Rassemblement Patriotique.

En attendant la structuration du Rassemblement Patriotique à l'échelle nationale, un Comité National Provisoire de Soutien sera mis en place. Pourront y adhérer les associations, organisations et personnalités qui soutiennent l'initiative du HCE pour le Rassemblement Patriotique.

18

MISE EN PLACE DU RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE

Le Rassemblement Patriotique s'édifie à partir de la base. Les Algériennes et les Algériens convaincus de la nécessité du changement se regrouperont de façon autonome dans les comités du Rassemblement Patriotique.

Les regroupements se feront sur une base territoriale, (villages, quartiers, communes, daïrates, wilayates) et sur les lieux de travail.

Les adhérents du Rassemblement Patriotique auront pour tâches :

1. De débattre et d'enrichir le texte du projet national.

2. De faire connaître les idées du Rassemblement Patriotique et de mobiliser largement autour de ses principes.

3. D'élaborer des plate-formes de propositions et de suggestions pour le changement souhaité.

Les responsables des comités seront élus démocratiquement parmi les adhérents.

le Rassemblement Patriotique se construira à partir d'un processus qui fédérera les comités au niveau local, régional et en dernier lieu national. En effet, la phase de mise en place du Rassemblement Patriotique prendra fin avec la tenue des Etats Généraux du Rassemblement Patriotique qui regrouperont les délégués des comités et qui auront pour tâche :

1. D'adopter définitivement le projet national.

2. D'élaborer et d'adopter les statuts et le règlement intérieur du mouvement.

3. De désigner, démocratiquement, les instances dirigeantes du Rassemblement Patriotique.

En attendant la structuration du Rassemblement Patriotique à l'échelle nationale, un Comité National Provisoire de Soutien sera mis en place. Pourront y adhérer les associations, organisations et personnalités qui soutiennent l'initiative du HCE pour le Rassemblement Patriotique.

19

CRITERES D'ADHESION

L'adhésion au Rassemblement Patriotique est individuelle. Elle suppose l'acceptation de la plate-forme. Les adhérents au Rassemblement Patriotique devront présenter toutes les garanties morales nécessaires à l'édification d'un mouvement qui œuvre pour un changement radical.

Ci-dessous courrier expliquant que deux journaux arabophones algériens, proches du pouvoir, ont reçu de l'argent des autorités libyennes pour faire de la propagande en faveur de Kadhafi. En voici la traduction :

« J'ai été chargé de porter à votre connaissance que j'ai remis, à travers la chambre de coopération algéro-libyenne, une première donation financière reçue personnellement à notre siège par Mohamed Mokkeddem et Ali Fodhil, propriétaires des journaux *Ennahar* et *Al-Chourouk*. Il a été convenu que la deuxième donation sera remise prochainement par l'attaché de sécurité de l'ambassade de la Djamahiria libyenne. »

Signé Abdelhamid Mohamed el-Oualdi, directeur du bureau des Affaires de sécurité au niveau de l'ambassade de Libye à Alger.



[redacted]

[redacted]

مكتب الشؤون السرية

2011/06/02

الى/ القلم

بعد التحية .....

كلفت تبليغكم بشأن ايصال العطايا المالية عبر غرفة الشراكة الليبية الجزائرية
دفعة أولى و تم استلامها شخصيا بالمقر من طرف محمد مقدم و علي فضيل
مالكي جريدتي النهار و الشروق بالترتيب و تم الاتفاق على تسليم الدفعة الثانية
لاحقا عبر وسيلة الملحق الامني بسفارة الجماهيرية العظمى

و السلام عليكم و رحمة الله و بركاته .....

عبدالحميد محمد الوند...
مدير مكتب الشؤون السرية

Remerciements

Je remercie toute l'équipe de Nouveau Monde éditions,
en particulier Yannick Dehée et Sabine Sportouch,
pour leur aide et leur lecture attentive.

Mohamed Sifaoui

Table des matières